



La dette des pays en développement : le problème budgétaire et la question du transfert

Helmut Reisen, Axel van Trotsenburg

► To cite this version:

Helmut Reisen, Axel van Trotsenburg. La dette des pays en développement : le problème budgétaire et la question du transfert. [Rapport de recherche] Organisation de coopération et de développement économiques(OCDE). 1988, 216 p. <hal-01511678>

HAL Id: hal-01511678

<https://hal.science/hal-01511678v1>

Submitted on 21 Apr 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

ÉTUDES DU CENTRE DE DÉVELOPPEMENT



LA DETTE DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT :

LE PROBLÈME BUDGÉTAIRE ET LA QUESTION DU TRANSFERT

PAR

HELMUT REISEN ET AXEL VAN TROTSENBURG



PARIS 1988

ÉTUDES DU CENTRE DE DÉVELOPPEMENT

LA DETTE DES PAYS
EN DÉVELOPPEMENT :
**LE PROBLÈME
BUDGÉTAIRE ET LA
QUESTION DU TRANSFERT**

PAR

HELMUT REISEN ET AXEL VAN TROTSENBURG

CENTRE DE DÉVELOPPEMENT
DE L'ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

En vertu de l'article 1^{er} de la Convention signée le 14 décembre 1960, à Paris, et entrée en vigueur le 30 septembre 1961, l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) a pour objectif de promouvoir des politiques visant :

- à réaliser la plus forte expansion de l'économie et de l'emploi et une progression du niveau de vie dans les pays Membres, tout en maintenant la stabilité financière, et à contribuer ainsi au développement de l'économie mondiale ;
- à contribuer à une saine expansion économique dans les pays Membres, ainsi que non membres, en voie de développement économique ;
- à contribuer à l'expansion du commerce mondial sur une base multilatérale et non discriminatoire conformément aux obligations internationales.

Les Pays membres originaires de l'OCDE sont : la République Fédérale d'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Turquie. Les pays suivants sont ultérieurement devenus Membres par adhésion aux dates indiquées ci-après : le Japon (28 avril 1964), la Finlande (28 janvier 1969), l'Australie (7 juin 1971) et la Nouvelle-Zélande (29 mai 1973).

La République socialiste fédérative de Yougoslavie prend part à certains travaux de l'OCDE (accord du 28 octobre 1961).

Le Centre de Développement de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques a été créé par décision du Conseil de l'OCDE, en date du 23 octobre 1962.

Il a pour objet de rassembler les connaissances et données d'expériences disponibles dans les pays Membres, tant en matière de développement économique qu'en ce qui concerne l'élaboration et la mise en œuvre de politiques économiques générales; d'adapter ces connaissances et ces données d'expériences aux besoins concrets des pays et régions en voie de développement et de les mettre à la disposition des pays intéressés, par des moyens appropriés.

Le Centre occupe, au sein de l'OCDE, une situation particulière et autonome qui lui assure son indépendance scientifique dans l'exécution de ses tâches. Il bénéficie pleinement, néanmoins, de l'expérience et des connaissances déjà acquises par l'OCDE dans le domaine du développement.

Also available in English under the title:

DEVELOPING COUNTRY DEBT:

THE BUDGETARY AND TRANSFER PROBLEM

© OCDE, 1988

Les demandes de reproduction ou de traduction doivent être adressées à :

M. le Chef du Service des Publications, OCDE

2, rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16, France.

Le présent rapport a été demandé dans le cadre du programme de recherche du Centre de Développement pour l'étude du thème de l'Interdépendance entre les pays développés et le Tiers-Monde.

Ce projet a été mené par M. Helmut Reisen qui a préparé la première partie de l'étude et par M. Axel van Trotsenburg qui a été responsable de la seconde.

Également disponible

« Études du centre de développement »

POLITIQUES ÉCONOMIQUES ET PERFORMANCES AGRICOLES DANS LES PAYS A FAIBLE REVENU, par J. Lecaillon, C. Morrison, H. Schneider et E. Thorbecke (décembre 1987)

(41 87 04 2) ISBN 92-64-23024-6 224 pages

F120.00 £12.00 US\$25.00 DM52.00

« Séminaires du centre de développement »

LES POLITIQUES DE DÉVELOPPEMENT ET LA CRISE DES ANNÉES 80, sous la direction de Louis Emmerij (octobre 1987)

(41 87 03 2) ISBN 92-64-22992-2 200 pages

F110.00 £11.00 US\$23.00 DM47.00

L'AMÉRIQUE LATINE, LA RÉGION DES CARAÏBES ET L'OCDE. Dialogue sur la réalité économique et les politiques possibles, sous la direction de Angus Maddison (novembre 1986)

(41 86 07 2) ISBN 92-64-22887-X 179 pages

F110.00 £11.00 US\$20.00 DM49.00

DEUX CRISES : L'AMÉRIQUE LATINE ET L'ASIE 1929-38 ET 1973-83, par Angus Maddison (novembre 1985)

(41 85 03 2) ISBN 92-64-22771-7 144 pages

F70.00 £7.00 US\$14.00 DM31.00

BANQUES ET INTERMÉDIAIRES FINANCIERS SPÉCIALISÉS. Leur action dans le développement par Philips Wellons, Dimitri Germidis et Bianca Glavanis (octobre 1986)

(41 86 02 2) ISBN 92-64-22867-5 184 pages

F100.00 £10.00 US\$20.00 DM44.00

FINANCEMENT ET DETTE EXTÉRIEURE DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT. Étude 1986 (juillet 1987)

(43 87 03 2) ISBN 92-64-22982-5 236 pages

F100.00 £10.00 US\$21.00 DM43.00

COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT. Efforts et Politiques poursuivis par les Membres du Comité d'Aide au Développement. Rapport de Joseph C. Wheeler, Président du Comité d'Aide au Développement (janvier 1988)

(43 88 01 2) ISBN 92-64-23042-4 294 pages

F170.00 £20.00 US\$38.00 DM73.00

STATISTIQUES DE LA DETTE EXTÉRIEURE. Endettement et autres engagements des pays et territoires en développement, des pays du CAEM et de certains autres pays et territoires, à fin décembre 1985 et fin décembre 1986 (janvier 1988)

(43 87 05 2) ISBN 92-64-23040-8 32 pages

F50.00 £6.00 US\$11.00 DM22.00

A Paraître

RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES RESSOURCES FINANCIÈRES MISES A LA DISPOSITION DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT. Versements - Engagements - Indicateurs économiques. 1983-1986, bilingue.

(43 87 04 3) ISBN 92-64-03013-1 290 pages

F160.00 £18.50 US\$35.00 DM69.00

Prix de vente au public dans la librairie du Siège de l'OCDE.

LE CATALOGUE DES PUBLICATIONS et ses suppléments seront envoyés gratuitement sur demande adressée à l'OCDE, soit au Service des Publications, Division des Ventes et Distribution, 2, rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16, soit au distributeur des publications de l'OCDE dans votre pays.

TABLE DES MATIÈRES

Préface	9
Introduction et principaux résultats de l'étude	11
Notes et références	20

Partie I

LE PROBLÈME BUDGÉTAIRE

1. GUIDE DE LA THÉORIE DU TRANSFERT	22
2. LA MOBILISATION DE RESSOURCES INTERNES A TRAVERS LE BUDGET DE L'ÉTAT	24
2.1 Le poids du transfert dans le passé et à l'heure actuelle	24
2.2 Transfert financier net et équilibre du budget public	27
2.2.1 La réduction des dépenses publiques	28
2.2.2 L'augmentation des recettes publiques normales	39
3. LE FINANCEMENT INFLATIONNISTE DU SECTEUR PUBLIC ET SES CONSÉQUENCES	43
3.1 La couverture des déficits budgétaires	43
3.1.1 Financement par émission de titres sur le marché interne	43
3.1.2 Le recours au prélèvement par l'inflation	45
3.1.3 Le renforcement de la répression financière	51
3.2 Les écueils du financement inflationniste du secteur public	54
3.2.1 L'éviction de l'investissement privé	54
3.2.2 L'évasion de capitaux	59
3.2.3 Déévaluation et coût réel du service de la dette extérieure	62
4. RÉSUMÉ	65
Notes et références	70

Appendice de la partie I

LES TRANSFERTS : PROBLÈMES ET THÉORIES

1. DÉFINITIONS	78
2. LE PROCESSUS DE TRANSFERT ET L'ÉQUILIBRE DE LA BALANCE DES PAIEMENTS	81
2.1 Le mécanisme classique de flux de numéraire et de prix	81
2.2 Les effets de revenu keynésiens	84
2.3 L'approche par l'élasticité	87
3. TRANSFERT RÉEL ET TERMES DE L'ÉCHANGE	88
Notes et références	92

Partie II

LE PROBLÈME DES TRANSFERTS RÉELS

1.	LE BESOIN DE RESSOURCES EN DEVISES	98
1.1	Le service de la dette envisagé du point de vue théorique	98
1.2	Le service de la dette dans la pratique	100
1.2.1	L'ajustement de la balance commerciale 1980-85	101
	L'Argentine : le rôle crucial du CAEM	108
	Le Brésil : dynamisme des exportations, réduction des importations	110
	Les vicissitudes de la fortune pétrolière de l'Indonésie	112
	La Corée : un cas exemplaire d'ajustement fondé sur l'exportation	113
	Le Mexique : une évolution dominée par le pétrole et par les échanges avec les Etats-Unis	115
	Les Philippines : la montée des pressions pour une réduction des importations ...	117
	Le Vénézuéla : les effets de la dépendance vis-à-vis du pétrole	119
1.3	Les tendances marquantes de l'ajustement	120
2.	LES EXPORTATIONS : LE MOYEN « RÉEL » DE RÉGLER LA DETTE ÉTRANGÈRE	121
2.1	La croissance des exportations mesurée par l'analyse des parts de marché constantes ...	122
2.2	Application de l'analyse des PMC	124
2.2.1	La performance des exportations non pétrolières (1975-77 à 1982-83)	125
	L'Argentine enregistre des pertes de parts de marché	128
	Le Brésil : les exportations de produits manufacturés prennent la tête	130
	L'Indonésie : une performance décevante des exportations de produits primaires .	131
	Les exportations coréennes avancent à toute vapeur	133
	Le Mexique : le développement des <i>maquiladoras</i>	134
	Les Philippines souffrent du marasme des marchés de produits de base	135
	Le Vénézuéla : l'acier et l'aluminium se sont taillé la part du lion	137
2.2.2	Performance de l'ensemble des exportations, y compris celle de combustibles	138
3.	STRUCTURE DES EXPORTATIONS ET AJUSTEMENT DES PRINCIPAUX PRODUITS PRIMAIRES	142
	L'Argentine a subi l'impact des politiques agricoles des pays de l'OCDE	143
	Le Brésil s'efforce d'atteindre l'autosuffisance énergétique	149
	L'Indonésie : les contraintes imposées par les accords de produits	154
	Le Mexique : l'avantage du producteur marginal	160
	Le lourd handicap des Philippines : le sucre et les noix de coco	166
	Le Vénézuéla : la réaction à la chute des prix du pétrole	171
3.1	Les principaux facteurs à l'œuvre	174
4.	LES INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES ET LEUR IMPACT SUR L'AJUSTEMENT DE LA BALANCE COMMERCIALE	176
4.1	Exportations de produits manufacturés et ratios d'exportation	176
4.1.1	Changements structurels du secteur industriel	176
4.1.2	La répercussion des changements de la structure industrielle sur les exportations .	181
4.1.3	Politiques d'industrialisation et niveau élevé de l'endettement extérieur	186
4.1.4	L'environnement extérieur des exportations de produits manufacturés	189
4.2	Remarques de conclusion	191
4.3	Annexe statistique	193
	Notes et références	207

Partie I

LISTE DES TABLEAUX ET DES DIAGRAMMES

Tableau I.1	Transferts financiers nets	24
Tableau I.2	Transferts financiers nets en pourcentage du PIB	25
Tableau I.3	Coefficient des paiements bruts effectués à l'étranger par rapport au PIB dans des situations historiques de transfert	26
Tableau I.4	Dettes privées non garanties	26
Tableau I.5	Total du service de la dette extérieure à long terme publique et bénéficiant d'une garantie publique	27
Tableau I.6	Balance des paiements et données monétaires et budgétaires, 1978-85 : Argentine	29
	Brésil	30
	Indonésie	31
	Corée	32
	Mexique	33
	Philippines	34
	Vénézuéla	35
Tableau I.7	Le secteur public consolidé	36
Tableau I.8	Structure des dépenses publiques en 1980 et 1984	37
Tableau I.9	Résultats nets des entreprises publiques non financières 1980-84. Part du résultat net des entreprises publiques dans le solde budgétaire consolidé du secteur public ..	38
Tableau I.10	Taux de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et produit des impôts sur le revenu	40
Tableau I.11	Structure des recettes publiques, 1980 et 1984	42
Tableau I.12	Taux d'intérêt moyen de la dette publique intérieure	44
Tableau I.13	Monnaie et prix	46
Tableau I.14	Recettes procurées par le prélèvement dû à l'inflation sur les avoirs liquides	48
Tableau I.15	Réserves obligatoires	52
Tableau I.16	Taux d'intérêt réels <i>ex post</i> de rémunération des dépôts	53
Tableau I.17	Rendement pour l'Etat de l'impôt prélevé par l'inflation sur les dépôts à terme et d'épargne	53
Tableau I.18	Croissance du crédit interne en termes réels	57
Tableau I.19	Dépôts détenus à l'étranger et à l'intérieur du pays par le secteur privé	58
Tableau I.20	Indices de taux de change	61
Tableau I.21	Effets en termes de richesse réelle de la variation de la monnaie sur l'encours de la dette extérieure en 1980	64

LISTE DES DIAGRAMMES

Diagramme I.1	Evolution des avoirs liquides en termes réels (M1)	50
Diagramme I.2	Recettes procurées au trésor par le prélèvement dû à l'inflation et date des réformes monétaires en Argentine et au Brésil	51
Diagramme I.3	Eviction des investissements privés par l'inflation et le niveau excessif des réserves obligatoires	56
Diagramme I.4	Du transfert financier à l'évasion de capitaux	62

Partie II

LISTE DES TABLEAUX

Tableau II.1	Echanges de marchandises par pays	102
Tableau II.2	Argentine : ventilation géographique de la balance commerciale 1979-85	108
Tableau II.3	Brésil : ventilation géographique de la balance commerciale 1979-85	111

Tableau II.4	Indonésie : ventilation géographique de la balance commerciale 1979-85	112
Tableau II.5	Corée : ventilation géographique de la balance commerciale 1979-85	114
Tableau II.6	Mexique : ventilation géographique de la balance commerciale 1979-85	116
Tableau II.7	Philippines : ventilation géographique de la balance commerciale 1979-85	118
Tableau II.8	Vénézuéla : ventilation géographique de la balance commerciale 1979-85	119
Tableau II.9	Parts dans les exportations mondiales, 1970-85	122
Tableau II.10	Analyse des exportations par marché pour sept pays	126
Tableau II.11	Analyse des exportations par produit pour sept pays	127
Tableau II.12	Analyse de l'ensemble des exportations par marché pour sept pays	139
Tableau II.13	Analyse de l'ensemble des exportations par produit pour sept pays	140
Tableau II.14	Argentine : variations de la balance commerciale de certains produits primaires	144
Tableau II.15	Argentine : indices des céréaliers	145
Tableau II.16	Argentine : indices de la viande	146
Tableau II.17	Argentine : indices des oléagineux	147
Tableau II.18	Argentine : taxes à l'exportation sur certains produits primaires	148
Tableau II.19	Brésil : variations de la balance commerciale de certains produits primaires . .	150
Tableau II.20	Brésil : indices du café vert	151
Tableau II.21	Brésil : taxe à l'exportation sur le café	152
Tableau II.22	Brésil : indices des graines et produits de soja	153
Tableau II.23	Brésil : indices du minerai de fer	154
Tableau II.24	Indonésie : variations de la balance commerciale de certains produits primaires	155
Tableau II.25	Indonésie : indices du pétrole brut	157
Tableau II.26	Indonésie : indices du caoutchouc naturel	159
Tableau II.27	Indonésie : indices du café	160
Tableau II.28	Mexique : variations de la balance commerciale de certains produits primaires .	161
Tableau II.29	Mexique : indices du pétrole brut	164
Tableau II.30	Mexique : indices des produits pétroliers raffinés	165
Tableau II.31	Philippines : variations de la balance commerciale de certains produits primaires	167
Tableau II.32	Philippines : indices du sucre	169
Tableau II.33	Philippines : indices de la noix de coco	170
Tableau II.34	Vénézuéla : variations de la balance commerciale de certains produits primaires	171
Tableau II.35	Vénézuéla : indices du pétrole brut	172
Tableau II.36	Vénézuéla : indices des produits pétroliers raffinés	173
Tableau II.37	Evolution de la structure industrielle	178
Tableau II.38	Répartition de la valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière	179
Tableau II.39	Corée : production industrielle	180
Tableau II.40	Exportations de machines et de matériels de transport d'un montant supérieur à 10 millions de dollars	184
Tableau II.41	Ratios d'exportation	185
Tableau II.42	Corée : évolution des restrictions imposées aux principales exportations vers l'OCDE	190

LISTE DES DIAGRAMMES

Diagramme II.1	Remboursement d'un prêt unique : analyse séquentielle des processus qu'impli- que le transfert des capitaux	99
Diagramme II.2	Ajustement de la balance commerciale 1980-1982	103
Diagramme II.3	Ajustement de la balance commerciale 1982-1985	104
Diagramme II.4	Ajustement de la balance commerciale 1980-1985	105
Diagramme II.5	Valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière	177
Diagramme II.6	Evolution de la composition des exportations de produits manufacturés de cer- tains pays	182

PRÉFACE

Le financement du développement a pris un tour défavorable pour la plupart des principaux pays en développement débiteurs, dès le déclenchement de la crise de l'endettement international. La présente étude a pour objet de montrer les raisons pour lesquelles les efforts d'ajustement interne et externe de ces pays n'ont pu parvenir à restaurer leur crédit international.

Le problème du « transfert financier net » qui se traduit pour les débiteurs par des charges d'intérêt de la dette extérieure supérieure au montant des nouveaux prêts reçus a suscité une grande inquiétude mais peu d'analyses. Ces transferts auraient dû se traduire par une amélioration des indicateurs d'endettement et faciliter le retour à un accès normal au crédit. Ces espoirs ont été déçus. Au contraire, les banques ont augmenté leurs provisions pour créances douteuses face à l'interruption du service de la dette par certains pays. Les auteurs de l'étude s'interrogent sur les raisons qui ont fait qu'en dépit d'améliorations spectaculaires des balances courantes, la pression de l'endettement s'est en fait aggravée.

La présente étude introduit dans son approche trois éléments novateurs qui la distinguent des autres travaux analogues. En premier lieu, les auteurs appliquent au processus d'ajustement actuel les principales leçons tirées du débat sur le problème du transfert qui a eu lieu entre les deux guerres. La théorie des transferts fournit un cadre exhaustif pour l'analyse de l'interdépendance macroéconomique et structurelle entre le Nord et le Sud. Elle identifie les principaux goulots d'étranglement potentiels qui entravent la définition d'une solution durable au problème de l'endettement international. Le besoin global d'ajustement interne et externe correspondant aux mouvements des transferts financiers nets est identifié et comparé à la performance effective de la période 1980-85.

Le second élément novateur consiste dans l'accent mis par l'étude sur les problèmes budgétaires découlant de l'endettement extérieur. Notamment l'échec de la restauration du crédit international des pays débiteurs est rattaché aux graves déséquilibres des finances publiques de ces pays. L'étude montre qu'un niveau élevé de la dette publique implique une augmentation de la pression fiscale pesant sur le secteur privé par le biais soit d'une augmentation des impôts soit plus fréquemment d'un financement inflationniste du secteur public. L'étude conclut par ailleurs qu'un niveau élevé d'inflation ne constitue pas pour le gouvernement une solution à long terme viable pour assurer le service de la dette extérieure. En effet, l'inflation alimente les fuites de capitaux privés, diminue l'épargne intérieure et conduit à l'éviction de l'investissement, aggravant ainsi le problème du transfert. L'étude souligne la nécessité de vastes réformes fiscales pour surmonter le problème budgétaire.

Le problème budgétaire, de même que celui des ressources en devises, peut être atténué par une croissance fondée sur l'exportation. L'ajustement du commerce extérieur a toutefois été généralement opéré par une réduction drastique des importations. Le troisième élément nouveau de l'étude intervient à ce stade lorsque les auteurs examinent de manière détaillée la question de savoir si la structure des exportations permettait en fait d'assurer le service de la dette. L'étude souligne à cet égard que dans la plupart des pays sous revue, le secteur expor-

tateur était inadapté à un taux de croissance compatible avec les obligations du pays au titre du service de la dette. Cependant, l'analyse des exportations fournit des preuves abondantes de l'existence d'un potentiel de croissance sous réserve du maintien par le gouvernement d'un taux de change compétitif et de la modification de la fiscalité des exportations ainsi que d'un changement d'orientation de politiques économiques trop tournées vers l'intérieur.

J'espère que l'analyse qui suit sera utile aux économistes internationaux, aux banques centrales et aux banques commerciales, aux responsables des ministères des Finances et aux autres institutions traitant du problème de l'endettement international, bref, à tous les acteurs de la scène de l'endettement international.

Louis Emmerij
Président, Centre de Développement de l'OCDE
Paris, août 1987

INTRODUCTION ET PRINCIPAUX RÉSULTATS DE L'ÉTUDE

Le coeur du problème

Idéalement le flux de capitaux nets devrait s'écouler du Nord vers le Sud, des pays les plus riches vers les plus pauvres. En effet, les gains retirés de tels flux de capitaux tant par les investisseurs que par les importateurs de capitaux sont amplement démontrés par un certain nombre d'exemples historiques aussi bien que par la théorie économique.

Après le premier choc pétrolier de 1973, de nombreux pays nouvellement industrialisés ont constaté qu'ils pouvaient emprunter des sommes importantes auprès des banques commerciales des pays occidentaux, grâce, pour une part, au recyclage des excédents de l'OPEP. Toutefois, à partir de 1979, les pays industrialisés ont à la suite des Etats-Unis, resserré leurs politiques monétaires afin de lutter contre l'inflation. Ces mesures ont conduit à des niveaux de taux d'intérêt sans précédent qui ont entraîné une multiplication des charges d'intérêt des pays du Tiers-Monde. De plus, la récession mondiale combinée à la hausse du dollar s'est traduite par une chute des prix des exportations des pays en développement non pétroliers.

Ce changement drastique des conditions qui déterminent la rentabilité économique de l'endettement extérieur a atteint son point culminant en 1982 avec la crise de la dette. De nombreux pays endettés ont vu leurs entrées nettes de capitaux fortement amputées, le plus souvent pour des raisons qui n'étaient pas de leur propre fait. En fait, les banques commerciales ont commencé à chercher des moyens de réduire leurs engagements vis-à-vis des pays en développement. De plus, les entrées de capitaux sous forme d'investissements directs et de crédits à l'exportation garantis ont fortement diminué. Ceci signifiait qu'il n'était plus possible d'assurer le service de la dette par le recours à un endettement net nouveau. Les pays endettés ont subi de ce fait des sorties massives de liquidités.

Ce renversement du transfert financier net (TFN : en gros, endettement net nouveau moins charges d'intérêt) constitue le point de départ de la présente étude. Le concept de TFN dans la mesure où il retrace de manière globale et non séparément les variations des flux de capitaux et des paiements d'intérêts est mieux adapté à la détermination des ajustements internes et externes nécessaires.

Jusqu'à présent, en dépit de l'avalanche d'ouvrages et d'articles consacrés au problème de la dette, le concept de TFN n'a pas été relié de manière explicite à la charge qu'il implique du point de vue macroéconomique. Ceci tient peut-être à la controverse qui a porté sur la validité du concept de TFN lui-même. L'utilisation du concept a été largement contestée¹ et le concept lui-même a fait l'objet d'un certain nombre de critiques :

- La première critique est que le concept de TFN englobe à la fois des flux de capitaux et des paiements d'intérêts. Les intérêts constituent le prix payé par l'emprunteur au titre du capital prêté. Même si l'emprunteur n'utilise pas ce capital de manière efficiente, ceci n'a pour effet d'annuler ni la créance du prêteur ni l'obligation du service

de la dette. Dans le même sens, il est généralement admis que les créances des salariés au titre du travail accompli ne doivent pas être mises en cause par une mauvaise gestion de l'entreprise ;

- En second lieu, dans la mesure où il doit être considéré comme la rémunération d'un service, l'intérêt est plutôt assimilable à une importation de marchandises qu'à une sortie de capitaux. Les fluctuations des prix des importations (par exemple des importations de pétrole) peuvent avoir le même effet sur la disponibilité interne de ressources que les mouvements de taux d'intérêt ;
- Certains font valoir que le TFN n'est pas un concept économique sain. Plus que la comparaison des flux annuels d'endettement net nouveau avec les paiements d'intérêts, ce qui compte réellement, selon eux, c'est que le rendement des investissements financés par les capitaux étrangers soit supérieur au coût financier de ces derniers. Ceci suppose que les importateurs de capitaux soient capables de mobiliser leurs propres ressources disponibles pour les combiner avec les ressources additionnelles venant de l'extérieur. Dans ce cas, l'accumulation de l'endettement peut servir à élever le niveau des revenus et la capacité d'exportation, ce qui permet le règlement des charges d'intérêt sans compromettre la croissance de la consommation et de l'investissement.

Ces critiques n'ont cependant pas pour effet de rendre le concept de TFN inapplicable en tant qu'instrument d'analyse des problèmes posés par l'ajustement.

- En premier lieu, le TFN, qu'il corresponde à des flux de capitaux ou à des revenus d'investissement, représente un transfert de pouvoir d'achat du pays débiteur au pays bénéficiaire. Chacun des éléments du TFN considéré isolément qu'il s'agisse de flux nets de capitaux ou de revenus nets d'investissements (intérêts, dividendes etc.) ne détermine pas complètement les variations subséquentes requises par le mouvement de transfert. Cependant des phénomènes tels qu'un faible niveau d'investissement, la persistance de tendances inflationnistes ainsi que des fuites de capitaux, la baisse des prix des matières premières, et le renforcement du protectionnisme peuvent s'expliquer plus facilement par des variations du niveau des TFN ;
- Il n'est pas exclu que le rétablissement du crédit international des débiteurs à problèmes qui constitue la préoccupation ultime des responsables de la question affecte l'étendue du transfert financier net concernant ces pays. Lorsque le rendement économique des importations de capitaux antérieures est inférieur au coût actuel du service de la dette correspondant, le financement du TFN requiert une réduction des investissements et des importations qui crée des difficultés sociales et des problèmes du côté de l'offre. Le problème budgétaire que pose un transfert financier net à savoir la création d'un excédent en monnaie nationale est aggravé par le fait qu'il est concentré sur les finances publiques. Le financement du TFN par le secteur public crée pour le secteur privé des obligations fiscales normales ou induites par l'inflation qui risquent fréquemment d'entraver dès le départ un ajustement orienté vers la croissance ;
- En troisième lieu, le TFN correspond à un excédent de la balance commerciale si l'on ne tient pas compte de l'engagement ou de la cession d'actifs (y compris les réserves de change). L'excédent commercial finance la partie des charges d'intérêt qui n'est pas couverte par l'endettement net nouveau. Le reste du monde et, en particulier compte tenu de son importance, la zone OCDE, doivent accepter des déficits équivalents de leur commerce extérieur. Le TFN fournit donc un chiffrage de ce qui constitue le premier test sérieux de la capacité de certains pays en développement

d'assurer le service de leur dette et de la capacité d'absorption de la contrepartie de ce service de la dette d'un certain nombre de pays industrialisés.

En l'absence de transactions sur actifs (telles que l'échange de dettes contre des participations en capital) les pays débiteurs et créanciers ont dû s'engager dans un processus de transfert visant à réduire l'exposition des créanciers au risque de la dette des pays en développement, à améliorer les indicateurs de l'endettement et du service de la dette et à favoriser le rétablissement du crédit international des débiteurs en difficulté. Les principaux analystes du problème de la dette² ainsi que les banques concernées³ avaient prédit au départ que les débiteurs à problèmes retrouveraient un libre accès au marché international des capitaux dans un délai de trois ou quatre ans. Ces pronostics s'appuyaient sur l'expérience : dans les années 60 et 70, le crédit international des pays débiteurs en difficulté avait été généralement rétabli dans les deux ans suivant le redressement des déséquilibres de la balance courante⁴. On considérait que le retour dans les mêmes délais des principaux emprunteurs sur les marchés des capitaux extérieurs était conditionné par une réduction de leurs déficits de balance courante à un niveau égal à environ 6 pour cent de leurs recettes d'exportation⁵.

Depuis lors, l'ajustement de la balance courante s'est toutefois avéré insuffisant à lui seul pour rétablir soit l'accès au marché soit la confiance des résidents et pour assurer par conséquent la reprise des flux de capitaux vers les pays débiteurs en difficulté. A l'heure actuelle, ces pays ont en fait diminué leurs déficits de balance courante : à partir de niveaux insupportables, ces déficits ont atteint des niveaux bien inférieurs à ceux qui avaient été considérés initialement comme nécessaires pour que ces pays retrouvent leur crédit international. L'érosion de la confiance dans le caractère viable de ces économies ne s'en est pas moins poursuivie. Les marchés secondaires des créances sur les pays en développement ont fait apparaître une décote croissante de ces créances par rapport à leur valeur nominale. Aucun des pays qui a perdu son crédit international lors du déclenchement de la crise de l'endettement n'a bénéficié d'une reprise spontanée des crédits bancaires. En revanche, certains des principaux pays débiteurs ont interrompu le service de leur dette tandis que les grandes banques des Etats-Unis ont commencé récemment à constituer d'importantes provisions au titre des crédits aux pays en développement. La pression politique s'accroît pour que la relance de l'inflation dans les pays industrialisés et des politiques de libération en faveur des pays débiteurs et créditeurs se substituent à l'ajustement réel nécessaire pour réduire la dette.

Cinq ans après le début de la crise de l'endettement des pays en développement, et malgré une réduction très importante des déficits extérieurs, deux questions brûlantes restent posées. Quelles conditions sont susceptibles de faciliter le processus de transfert nécessaire pour que les débiteurs en difficulté retrouvent durablement leur crédit international ? Quels facteurs ont empêché jusqu'à présent le succès de la mise en œuvre du processus de transfert ?

Contenu et principaux résultats de l'étude

Au cours de certaines périodes de l'histoire moderne ayant fait l'objet d'abondantes études les transferts internationaux de ressources financières et de pouvoir d'achat réel ont absorbé une part très importante du revenu national de certains pays. Les cas les plus notables à cet égard ont été ceux de l'aide de la Grande-Bretagne à ses alliés européens pendant les guerres napoléoniennes et des réparations dues par l'Allemagne à la suite du Traité de Versailles⁶. A l'heure actuelle, le problème du service de la dette de nombreux pays en développement que certains attribuent à l'usage inefficace qu'ils ont fait des importations de capitaux permet une comparaison particulièrement utile des problèmes de transfert passés et contemporains⁷.

Ce n'est qu'au cours des années récentes que les théoriciens ont fini par admettre que la perte de ressources financières extérieures et de pouvoir d'achat interne subie par les pays en développement posait bien un problème de transfert. Toutefois, l'étude de la dette en termes de théorie du transfert a été jusqu'à présent limitée à des examens fragmentaires⁸ ou à l'analyse keynésienne⁹. Les deux facteurs externes que sont la croissance de l'OCDE et le niveau des taux d'intérêt malgré l'importance de leur rôle dans l'apparition des problèmes de la dette ne peuvent être considérés comme les principales raisons de l'aggravation de ces problèmes au cours des dernières années. En réalité, du fait que ces facteurs s'adaptent facilement aux modèles économiques mondiaux, leur importance a souvent été exagérée. Ce qu'ils n'expliquent pas ce sont les raisons pour lesquelles certains pays se sont mieux comportés que d'autres. En second lieu, la plupart des scénarii et des prévisions en matière de dette (comme par exemple ceux du FMI, de la Banque mondiale, de la BID et de l'Institut d'économie internationale) ont été fondés sur des hypothèses de croissance de l'OCDE et des taux d'intérêts internationaux (le London Interbank Offered Rate, LIBOR) qui se sont avérées par la suite correctes. Cependant ils n'ont pu expliquer pourquoi en dépit d'une évolution favorable des balances courantes, le crédit international des pays endettés n'a pas été rétabli.

Ceci suggère que l'on a peut-être trop mis l'accent dans les analyses économiques du problème de la dette des pays en développement sur la balance des paiements courants et sur la demande. La présente étude a donc trois objectifs essentiels :

- En premier lieu, à travers une analyse du débat théorique sur le transfert qui a eu lieu à propos du problème des réparations dues par l'Allemagne, on a tenté de mettre en évidence les facteurs déterminants qui favorisent ou qui contrarient le processus de réduction en termes économiques réels de la dette des pays en difficulté. Il apparaîtra clairement que la théorie du transfert facilite l'identification au cas par cas des principaux goulots d'étranglement qui affectent la solution des problèmes de l'endettement. Elle fournit une structure logique pour l'analyse des problèmes de paiements en distinguant les problèmes budgétaires, de disponibilités en devises et d'accès au marché. Elle aide à mettre en évidence les incohérences qui affectent les hypothèses en matière d'interdépendance macroéconomique et structurelle entre le Nord et le Sud. Une connaissance préalable du débat relatif au transfert aurait certainement contribué à éviter l'adoption dans les modèles d'hypothèses courantes mais incorrectes telles que l'amélioration des termes de l'échange des pays débiteurs et la dépréciation du taux de change du principal pays bénéficiaire à savoir les Etats-Unis ;
- En second lieu, on a entrepris une étude empirique visant à déterminer si l'échec des efforts des pays débiteurs pour recouvrer leur crédit peut être attribué à des problèmes budgétaires c'est-à-dire au problème de la mobilisation interne des fonds destinés à être transférés à l'étranger. Cette recherche apparaît légitime dans la mesure où la littérature consacrée à la dette, qui met l'accent à l'heure actuelle sur les balances courantes, n'est pas parvenue à détecter les raisons pour lesquelles les pays n'ont pas réussi à rétablir leur crédit extérieur. Les causes doivent être recherchées plutôt dans le prélèvement de pouvoir d'achat opéré dans le pays débiteur à concurrence du transfert réel effectué à l'étranger. La mobilisation interne des fonds semble également mériter l'attention au regard des transferts réels à opérer dans le futur par les pays débiteurs. L'accroissement du potentiel d'exportation ne peut plus être obtenu par le recours aux capacités existantes mais devra reposer sur des investissements nouveaux qui, de même que les charges du service de la dette, doivent être financés par l'épargne intérieure ;
- En troisième lieu, nous analysons l'état des capacités de transfert réel de certains grands pays débiteurs au début de la crise de l'endettement. L'analyse empirique se concentre sur la question de savoir dans quelle mesure les importations de capitaux

antérieures avaient préparé ces pays à dégager grâce à une croissance fondée sur l'exportation l'excédent du commerce extérieur requis et donc à limiter la réduction de la demande intérieure. Ce troisième objectif reflète la nécessité pour les pays débiteurs de dégager l'excédent commercial requis par une augmentation des exportations, dès lors qu'une amputation durable des importations hypothèque le développement économique et social futur. Tel est le sens de la formule de l'« ajustement orienté vers la croissance ». De plus, la performance à l'exportation détermine le degré d'acuité du problème budgétaire dans les économies concernées (mais non du problème fiscal si l'élasticité des recettes publiques tombe en dessous de 1).

Notre analyse empirique se concentre sur les sept pays en développement emprunteurs les plus importants (en termes de montant annuel du service de la dette) : Argentine, Brésil, Corée du Sud, Indonésie, Mexique, Philippines et Vénézuëla. La dette de ces sept pays représente, globalement, plus de 40 pour cent du total de l'endettement des pays en développement et leur situation est donc d'une importance primordiale pour le système financier mondial. Bien qu'ils soient très différents en termes de crédit international, de structures de production et de localisation géographique, ces pays ont un niveau de revenu par tête assez semblable. La période sous revue couvre les années 80 jusqu'en 1985, les années 1980-81 correspondant à la période qui a précédé la crise de l'endettement et les années 1982-1985 étant celles de l'ajustement.

La partie I débute par un guide de la théorie du transfert. Elle distingue, dans le problème de l'ajustement posé par les obligations au titre du service de la dette, trois aspects :

- Un problème budgétaire : des excédents en monnaie nationale doivent être dégagés sur le plan interne pour assurer le service de la dette. L'étendue du problème dépend des variations des revenus d'investissement et de la balance des mouvements de capitaux. Ces excédents sont générés soit par une croissance de l'épargne intérieure et une réduction du crédit interne soit par une création monétaire et une réduction de l'investissement intérieur ;
- Un problème de disponibilités en devises : ces excédents doivent être convertis dans la devise étrangère requise, par le biais d'un transfert réel. Plus la structure de production du pays débiteur est différenciée, plus l'élasticité de sa production par rapport à la demande est forte et plus la structure de sa demande est proche de celle du pays créancier, plus le problème sera aisé à résoudre ;
- Un problème d'accès au marché qui concerne l'importance et la structure de la demande suscitée dans le pays bénéficiaire par le pouvoir d'achat supplémentaire reçu du fait du transfert.

Le lecteur qui s'intéresse aux aspects théoriques est renvoyé à l'Appendice qui regroupe les contributions à la théorie du transfert en fonction de leur pertinence vis-à-vis de la recherche de solutions au problème actuel de transfert des pays en développement débiteurs.

L'observation des faits montre que la mobilisation interne des fonds nécessaires au transfert financier s'est avérée comme l'un des principaux obstacles au rétablissement du crédit extérieur de la plupart des grands pays en développement emprunteurs. A l'exception de la Corée, les principaux pays débiteurs n'ont pas été en mesure de réaliser un recouvrement volontaire et à bonne date des créances sur leur propre produit intérieur. Cette analyse empirique du problème budgétaire peut être limitée aux finances publiques dans la mesure où le service de la dette est pour sa partie de loin la plus importante assuré par le secteur public des pays débiteurs. L'équation budgétaire est utilisée pour enregistrer de manière systématique (et pour distinguer) le « potentiel théorique » et la performance réelle en matière de mobilisation interne. Le secteur public ne peut dépenser que ce qu'il peut prélever sur l'assiette de

l'impôt interne, sur le marché financier et sur ses actifs financiers. En conséquence, le potentiel de mobilisation du budget public doit être évalué en termes de capacité de réduction des dépenses publiques non financières et de capacité interne de financement des dépenses totales.

Si l'on retient le ratio de dépenses publiques comme étalon d'une comparaison internationale, le potentiel de réduction des dépenses publiques est apparu particulièrement élevée en Argentine et au Venezuela. En Argentine, ce potentiel a été à peine mobilisé jusqu'à la réforme monétaire de 1985 ; dans les autres pays examinés, en particulier le Mexique, les Philippines et le Venezuela, on a observé une réduction drastique du ratio des dépenses publiques. En règle générale, l'activité d'investissement public a supporté le choc du processus de consolidation, même si les salaires de la fonction publique ont été considérablement diminués en particulier dans les pays producteurs de pétrole. La sous-utilisation du potentiel de réduction des dépenses publiques est particulièrement évidente au niveau des collectivités locales et des entreprises publiques.

Malgré tout, la réduction des dépenses a été bien loin de résoudre le problème budgétaire. Par ailleurs la fiscalité a joué un rôle pratiquement inexistant. Les faiblesses des systèmes fiscaux et des administrations des impôts caractéristiques des pays en développement représentent l'obstacle le plus sérieux au rétablissement du crédit international des pays endettés. La capacité contributive a été réduite par le transfert qui s'est combiné à une chute des revenus par tête et une réduction des importations et de la consommation intérieure. Même une hausse des taux de l'impôt s'appliquant à une base d'imposition relativement étroite n'a pas permis d'accroître le rendement fiscal. Comme le système fiscal et le système de recouvrement ne pouvaient être améliorés à court terme, les gouvernements de certains pays débiteurs ont recouru à un accroissement de la pression fiscale sur des leviers traditionnellement aussi commodes que la production pour l'exportation, l'agriculture et les actifs financiers internes.

De même que le financement par l'impôt, le recours au marché financier reposait sur une base trop étroite pour soutenir la croissance brutale des déficits budgétaires liée au transfert financier net. Le sous-développement des marchés obligataires internes de la plupart des pays débiteurs s'explique par les mesures financières répressives en vigueur auparavant. En revanche, le financement des déficits publics a pu s'opérer très largement sur le marché financier dans les cas où les titres de la dette publique intérieure ont été assortis de taux d'intérêt positifs en termes réels.

En Argentine, au Brésil, au Mexique et occasionnellement aux Philippines, le niveau du déficit budgétaire a rendu impossible un contrôle de l'offre de monnaie visant à stabiliser cette dernière. Les gouvernements de ces pays ont financé une partie très importante du transfert par une dépréciation inflationniste de la valeur des différents actifs financiers intérieurs. En Argentine, le prélèvement opéré par l'inflation sur les actifs financiers internes a été extrêmement élevé. Selon nos calculs, le rendement de l'impôt prélevé par l'inflation a atteint, à certaines périodes, le chiffre très élevé de 15 pour cent du PIB. Ce phénomène a résulté de la création monétaire et de l'immobilisation des dépôts d'épargne découlant du taux élevé de réserves obligatoires et d'un niveau de taux d'intérêt bien inférieur à la hausse hyper-inflationniste des prix.

L'accélération de l'inflation qui s'est produite peu après l'instauration de l'obligation de transfert dans de nombreux pays débiteurs a été rien moins qu'accidentelle. Elle découlait directement de la prise en charge par le budget de l'Etat du service de la dette extérieure et des tensions qui en sont résultées au niveau des finances publiques. Ceci s'expliquait par le fait que la volonté politique de réduire les dépenses publiques non financières faisait défaut ou que le niveau du transfert était trop élevé pour être couvert par un financement non inflationniste.

Le recours à la planche à billet et à la création monétaire a enfermé les autorités publiques dans un cercle vicieux qui les contraindra rapidement à renoncer à l'inflation comme mode de financement de la mobilisation de fonds nécessaires au transfert. Le prélèvement opéré par l'inflation renforce les distorsions sur les marchés internes des capitaux parce que ses instruments (inflation des prix et taux minimum de réserves obligatoires) introduisent un écart entre le taux de rémunération servi aux épargnants et le coût du crédit pour les emprunteurs. De ce fait, la rémunération de l'épargne est trop faible pour assurer une mobilisation adéquate de capitaux en vue du transfert et l'intérêt des crédits est trop élevé pour permettre le financement des investissements rentables eux-mêmes.

De plus, des taux d'inflation très élevés affectent les taux d'intérêt relatifs. La demande de placements en monnaie nationale est réduite et l'investissement en actifs étrangers financiers et autres augmente. C'est pourquoi la mobilisation par l'inflation peut accroître la charge du transfert. L'inflation et les taux d'intérêt réels négatifs qui renforcent la tendance aux fuites de capitaux internes et externes, ont pour effet de porter le taux de dévaluation réelle au-delà du niveau initialement requis. De ce fait, les pays débiteurs dont la position en devises est négative subissent une perte élevée de richesse réelle. Dans le même temps, la dépréciation de la monnaie en termes réels conduit à une augmentation du coût en monnaie locale des dettes en devises étrangères. Cette augmentation de coût se répercute directement sur les dépenses publiques et accentue les tensions inflationnistes qui à leur tour affaiblissent le taux de change en termes réels.

La partie II traite du problème du transfert réel en mettant l'accent sur *a)* la performance à l'exportation, *b)* les transferts de ressources productives du secteur des biens non échangeables au secteur des biens échangeables, et *c)* le rôle de l'ensemble des prix, y compris le taux de change.

Exception faite de la Corée, les pays ont utilisé principalement la réduction des importations plutôt que leur croissance comme instrument de réalisation de l'ajustement de la balance commerciale. Quelle a été la signification de ce phénomène ? En premier lieu, la relation entre l'investissement et l'importation a reçu peu d'attention ou a même été complètement négligée. La diminution de l'investissement a eu non seulement des effets négatifs sur l'emploi et le PIB mais aussi des conséquences défavorables sur la croissance future ainsi qu'un effet potentiel de freinage sur l'orientation nécessaire du secteur de production vers l'extérieur. En second lieu, la nécessité d'une réduction des importations pour assurer le service de la dette a représenté pour les pays de l'OCDE la perte d'un marché d'exportation de plusieurs milliards de dollars (cette perte a été par exemple de l'ordre de 20 milliards de dollars en Amérique latine si l'on compare les périodes 1980-82 et 1983-85). En troisième lieu, dès lors qu'un grand nombre de PED ont un problème d'endettement, les échanges entre ces pays se sont contractés (sauf en Asie).

Mais quelle était exactement la capacité du secteur exportateur d'assurer le service de la dette ? Cette question a été examinée en trois étapes. En premier lieu, on a procédé à un examen de la croissance des exportations par l'analyse des parts de marchés constantes. Cette méthode permet d'isoler les différents facteurs qui agissent sur la croissance des exportations. En second lieu, on a analysé la variation de la balance commerciale de certains produits de base en distinguant les divers effets agissant sur cette variation à savoir les effets de la production, de la demande intérieure et des prix. En troisième lieu, s'agissant des exportations de produits manufacturés, on a évalué le transfert de production opéré vers l'extérieur à partir des variations des ratios d'exportation (rapport entre les exportations et la production brute).

Les exportations agricoles ont peu contribué à l'amélioration de la balance commerciale des pays débiteurs sous revue. Ce phénomène tient à plusieurs raisons :

- Dans l'ensemble, la période sous revue a été caractérisée par une baisse des prix internationaux des produits de base. Cette tendance a été due en partie à l'augmentation de l'offre déclenchée par certains pays en développement qui étaient contraints de développer leurs exportations afin d'honorer leurs obligations au titre du service de la dette. Cette tendance a été renforcée par les politiques internes des Etats-Unis et de la CEE. Ces politiques ont entraîné des excédents de produits agricoles qui ont été écoulés à bas prix sur le marché mondial. De plus, le renforcement du protectionnisme en matière agricole ainsi que les politiques d'exportations de produits agricoles vers les pays tiers de certains pays de l'OCDE ont constitué une menace pour la poursuite de la croissance des exportations des pays débiteurs considérée comme nécessaire pour assurer le service de la dette ;
- Le problème des prix relatifs peut être considéré de trois manières. En premier lieu, la consommation intérieure a souvent été stimulée, comme au Mexique, par les subventions accordées à un certain nombre de produits de subsistance aux dépens des cultures destinées à l'exportation. En second lieu, les exportations potentielles d'oléagineux, noix de coco aux Philippines ou soja au Brésil, ont été activement découragées au profit des exportations de produits transformés sous forme d'huiles végétales. En troisième lieu, les considérations budgétaires ont souvent conduit à relever les taxes à l'exportation. Le dilemme était évident. D'une part une augmentation des recettes à l'exportation était nécessaire pour couvrir les charges du service de la dette, mais la croissance des exportations était en fait freinée par les taxes pesant sur elles. D'autre part, il fallait réduire le déficit budgétaire et le gouvernement faisait appel au secteur le plus facile à imposer à savoir l'agriculture. Cette politique a été particulièrement évidente en Argentine et à un moindre degré au Brésil et aux Philippines.
- Dans certains cas, les accords de produits se sont avérés plutôt un handicap qu'un atout. De nombreux pays se sont rendus compte qu'en adhérant à de tels accords ils s'étaient créés des contraintes supplémentaires à la croissance de leurs exportations et ne pouvaient tirer pleinement avantage de leur potentiel à l'exportation.

Une section particulière est consacrée au pétrole, produit qui a eu l'impact le plus important sur la balance commerciale, avec une distinction entre importateurs et exportateurs de pétrole. S'agissant des importateurs, l'ajustement a reposé principalement sur les programmes énergétiques mis en place dans des pays comme le Brésil et les Philippines. Le Brésil a poursuivi, pour accroître son autosuffisance énergétique, une stratégie multiforme faisant appel à *a)* l'accroissement de la production nationale de pétrole brut, *b)* la substitution de sources nationales d'énergie alternatives au pétrole importé, et *c)* la réduction de la consommation de pétrole. Par ailleurs, le gouvernement a encouragé la sidérurgie et les autres industries à se reconvertir dans l'utilisation du charbon et de l'énergie hydro-électrique. Bien que cette politique n'ait pas produit des résultats très significatifs au cours des années 70, la mise en œuvre du programme énergétique a été accélérée à la suite du deuxième choc pétrolier et de la crise de la dette. Les Philippines ont adopté une stratégie similaire en mettant l'accent sur la substitution aux importations. Le charbon et l'énergie géothermique ont été encouragés de manière particulièrement active et leur utilisation a permis de réduire de manière significative la dépendance du pays vis-à-vis du pétrole importé.

Du côté des exportateurs de pétrole, les trois pays concernés ont fait face de manière très différente aux fluctuations du marché international du pétrole. La réaction de l'Indonésie à la baisse des prix a consisté à développer sa production et ses exportations de gaz. Les exportations de gaz ont eu au moins pour effet d'atténuer la chute du total des recettes provenant des exportations de combustibles. Le Vénézuéla qui, comme l'Indonésie, est lié par les quotas

fixés par l'OPEP a atténué les effets négatifs de la baisse des prix du pétrole brut en modifiant la composition de ses exportations au profit du pétrole lourd et aux dépens des quantités moyennes et légères. Le pétrole lourd n'étant soumis ni aux quotas ni aux prix de référence de l'OPEP, cette modification de structure a permis de compenser, au moins temporairement, la baisse des prix. Malgré la contraction du marché mondial, le Mexique a continué à développer ses exportations jusqu'en 1984, date à laquelle il avait presque doublé le volume de ses exportations par rapport à 1980. De plus, le Mexique a modifié la composition de ses exportations de pétrole brut, mais contrairement au Venezuela en augmentant la part du pétrole léger de prix plus élevé, afin de limiter les effets négatifs de la baisse des prix.

S'agissant des produits manufacturés, seuls le Brésil et la Corée ont enregistré une balance commerciale positive à ce titre. Les autres pays ont enregistré un déficit qui s'est néanmoins atténué au cours du temps. Dans ces cas, le commerce extérieur n'a pas produit les excédents requis pour assurer le service de la dette. La performance décevante des exportations s'explique par plusieurs facteurs tant internes qu'externes.

- La demande des pays en développement et notamment les échanges intra-régionaux sont d'une importance vitale pour l'industrie manufacturière des pays d'Amérique latine. La crise de l'endettement s'est traduite par une réduction de la demande qui s'est répercutée sur les exportations de produits manufacturés ;
- Le protectionnisme qui a sévi dans la zone de l'OCDE a affecté défavorablement les exportations de produits manufacturés des sept pays sous revue. Les obstacles tarifaires et non tarifaires ont tendu à se multiplier au cours des années 80 et cette tendance a empêché les pays en cause de tirer pleinement avantage du potentiel de leurs secteurs exportateurs.
- Plusieurs des pays sous revue ont institué des restrictions à l'importation des biens d'équipement et des biens intermédiaires utilisés par les industries d'exportation. Ce n'est que tardivement que les gouvernements ont pris des mesures de libération des importations qui ont également bénéficié aux secteurs exportateurs. Le pays qui a accompli les efforts les plus importants et les plus résolus pour lever les restrictions à l'importation a été jusqu'à présent, la Corée. La libéralisation graduelle des échanges qui se traduit par une limitation des contrôles quantitatifs, des droits de douane et des taxes et subventions, permet de tirer le plus grand avantage possible de l'avantage comparatif dont dispose le pays ;
- Malgré les risques de protectionnisme, l'exemple de la Corée montre qu'une organisation efficiente de promotion commerciale peut permettre d'identifier des « niches » potentielles et ainsi de développer les échanges. Le meilleur exemple est fourni par le textile dont les exportations sont réglementées par l'Accord Multi-Fibres (AMF). Les pays latino-américains pourraient notamment utiliser à plein les quotas qui leur sont alloués, ce qui n'a pas été le cas jusqu'à présent.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Pour un examen approfondi de la méthode du TFN, cf. OCDE, *Financement et dette extérieure des pays en développement*, chapitre 6, Paris, 1987.
2. L'étude sur le problème de la dette le plus souvent citée est celle de William R. Cline, *International Debt and the Stability of the World Economy*, Washington D.C., Institute for International Economics, 1983.
3. Cf. Rimmer de Vries « Global Debt : Assessment and Prescriptions », p. 12, in Morgan Guaranty, *World Financial Markets*, février 1983 : « Il faudra très longtemps – peut-être trois ou quatre ans d'effort soutenu – pour que les principaux PED emprunteurs retrouvent leur crédit ».
4. Cf. Morgan Guaranty, *World Financial Markets*, septembre 1985, p. 12.
5. Cf. Rimmer de Vries, *op. cit.*, p. 7.
6. Cf. Fritz Machlup, « The Transfer Problem : Theme and Four Variations », in Fritz Machlup, *International Payments, Debts and Gold*, pages 374 à 391, New York, Scribners Sons, 1964. La version originale en allemand a été publiée sous le titre « Das Transferproblem : Thema und vier Variationen », *Ordo*, Vol. 14 (1963), pages 139 à 167.
7. « L'endettement qui a été qualifié par euphémisme de dette politique relève aussi de cette catégorie. La meilleure illustration en est les réparations dues par l'Allemagne, cas dans lequel la dette provenait non d'emprunts utilisés de manière constructive à des fins commerciales mais simplement d'une exigence politique. La caractéristique particulière de la dette politique est qu'elle n'est pas précédée d'importations de capitaux qui accroissent le potentiel économique du pays débiteur ». Wilhelm Röpke, « Zum Transferproblem bei internationalen Kapitalbewegungen », *Jahrbücher für Nationalökonomik und Statistik*, Vol. 111 (1930), p. 229.
8. Cf. Rüdiger Dornbusch, « Policy and Performance Links between LDC Debtors and Industrial Nations », *Brookings Papers on Economic Activity*, Washington D.C., 2 :1985, pages 303 à 356.
9. Sweder van Wijnbergen, « Interdependence Revisited : A Developing Countries Perspective on Macroeconomic Management and Trade Policy in the Industrial World », *Economic Policy*, Vol. 1 (1985), pages 81 à 114.

Partie I

LE PROBLÈME BUDGÉTAIRE

1. GUIDE DE LA THÉORIE DU TRANSFERT

La théorie du transfert permet d'explorer les conditions du déroulement des processus d'ajustement en termes réels et monétaires découlant des flux financiers entre pays débiteurs et créanciers. Elle est donc bien adaptée à la mise en évidence de l'interdépendance macroéconomique et structurelle entre le Nord et le Sud. Les transferts opérés au titre du service de la dette suscitent des problèmes d'ajustement qui en termes de théorie du transfert peuvent être ventilés en *a)* à un problème budgétaire *b)* un problème de ressources en devises *c)* un problème d'accès au marché.

- Le problème budgétaire découle des difficultés qu'éprouve le pays débiteur à réduire l'absorption interne des revenus courants. Tout changement dans les balances des revenus du capital et des facteurs implique une redistribution internationale de pouvoir d'achat réel. Afin d'améliorer ces balances, il convient d'opérer une réduction correspondante de la demande intérieure globale. Ceci conduit à des excédents en monnaie locale égaux aux TFN nécessaires.
- Le problème de disponibilités en devises se pose du fait que les excédents doivent être convertis en devises étrangères pour assurer le service de la dette. Si le pays débiteur ne peut ou ne veut pas procéder à la liquidation d'actifs extérieurs ou à un prélèvement sur ses réserves de change, il doit dégager des excédents d'exportation (qui correspondent à un transfert réel). Les disponibilités en devises nécessaires pour assurer le service de la dette doivent, soit être économisées par une réduction des importations, soit gagnées par une augmentation des exportations sur le marché mondial.
- Le problème de l'accès au marché concerne le niveau et la structure de la demande suscitée dans le pays bénéficiaire par le pouvoir d'achat supplémentaire créé par le transfert. L'acceptation d'un déficit de balance commerciale par le reste du monde est donc essentiel pour que les pays débiteurs soient en mesure d'honorer leurs obligations au titre du service de la dette par le moyen de transferts réels.

Dans la mesure où les pays débiteurs assurent effectivement le service de leur dette extérieure par le transfert des intérêts et de l'amortissement du principal, le solde respectif des balances courantes du pays débiteur et du pays créateur corrigées des revenus nets d'investissement doit être inversé. Le déroulement sans friction de ce processus de redressement de la balance des paiements dépend, selon la théorie du transfert *a)* des structures de marché existantes *b)* du caractère adéquat de la politique économique et *c)* de l'importance de la charge du transfert.

Les structures existantes du marché déterminent les changements monétaires (diminution des réserves de change, restriction du crédit interne et dévaluation en termes réels) qui doivent être acceptés par le pays débiteur, compte tenu de la charge du transfert pour redresser sa balance des paiements. Plus la structure de la production du pays débiteur est diversifiée et plus son élasticité vis-à-vis de la demande est forte, et plus la structure de sa demande est proche de celles du pays créancier, plus le problème du transfert sera facile à résoudre.

Dans un contexte multilatéral, la solution du problème du transfert est facilitée si les

structures de l'offre du pays débiteur et du reste du monde sont caractérisées par un niveau élevé de capacité de substitution. Dans une situation optimale, la réduction du pouvoir d'achat dans le pays qui opère le transfert et la hausse du pouvoir d'achat dans le pays bénéficiaire se traduiraient par des variations de la demande portant sur les mêmes biens. L'évaluation de la capacité des pays en développement d'assurer le service de leur dette devrait donc prendre en compte la qualité et la diversité de la structure de leur production. La situation d'un pays est particulièrement défavorable si sa principale source de recettes est constituée par un produit ayant une demande faiblement élastique et si sa part du marché mondial de ce produit est importante (ainsi que celle d'autres débiteurs en difficulté). L'augmentation de l'offre d'un pays débiteur (ou d'un groupe de pays débiteurs) peut alors exercer une pression à la baisse sur les prix du marché mondial ce qui empêche la croissance des recettes d'exportations. Dans ce cas, il est impossible d'ignorer l'interdépendance des situations financières des pays en développement et du niveau des prix sur les marchés mondiaux des produits de base.

La solution du problème du transfert dépend aussi dans une large mesure de la réponse de la politique économique. La solution du problème budgétaire suppose un accroissement de l'épargne intérieure et une diminution du crédit interne si l'on veut éviter une réduction des investissements et une création monétaire inflationniste. Dans la mesure où la mobilisation interne des fonds réduit la demande des biens et services échangeables qui bénéficient de la croissance de la demande étrangère, la dévaluation devient moins nécessaire. En revanche, tout financement inflationniste du transfert affaiblit la confiance dans la monnaie du pays débiteur. Ceci accentue la nécessité d'une dévaluation en termes réels au-delà du niveau résultant des structures du marché existantes pour réaliser le transfert en termes réels requis.

Chaque fois que les pays débiteurs effectuent un transfert financier, ce dernier s'accompagne d'un transfert réel de pouvoir d'achat au profit du pays créancier. De plus, si le transfert conduit à une détérioration des termes de l'échange des revenus du pays débiteur, le pays créancier va bénéficier d'un gain supplémentaire de pouvoir d'achat en termes réels. La solution du problème du transfert devient plus compliquée si le pays bénéficiaire ne traduit pas ce pouvoir d'achat supplémentaire en demande effective globale. Toutefois, l'impact monétaire et budgétaire du pouvoir d'achat reçu ne se traduira pas par une demande d'importation effective de la part du pays créancier dans le cas où des barrières protectionnistes s'y opposent. Tant que les pays industrialisés ne parviendront pas à résoudre le problème de l'accès au marché, ils aggraveront les problèmes de mobilisation et de transfert des pays débiteurs. Dans le même temps, ils contribuent à déprécier la valeur des créances extérieures de leurs propres banques. Les limites imposées de l'extérieur à la croissance peuvent en fait être plus étroites que le potentiel interne de croissance des pays débiteurs.

La probabilité d'une solution du problème du transfert dépend aussi de l'importance du transfert lui-même. Il va de soi qu'un transfert modeste par rapport au produit intérieur ne soulève que des difficultés mineures. Plus le poids du transfert financier est important par rapport au PIB, plus il devient difficile d'opérer la réduction nécessaire des autres prélèvements sur le PIB. Dans le cas de la dette extérieure publique, le dénominateur approprié est les recettes fiscales. Plus le transfert est élevé plus est faible la probabilité qu'il puisse être financé entièrement par une réduction des dépenses publiques. Ceci entraîne une aggravation de la pression fiscale ou du prélèvement opéré par l'inflation sur le secteur privé avec le risque d'effets dommageables sur l'offre et, en définitive, d'un affaiblissement de la capacité de survie économique du pays débiteur.

Le problème de l'accès au marché est également aggravé par l'importance du transfert. On peut supposer que dans les pays industrialisés où l'ajustement structurel n'a pas progressé, la réaction aux transferts réels croissants en provenance des pays débiteurs consistera à accroître le protectionnisme en faveur des industries les moins compétitives.

2. LA MOBILISATION DE RESSOURCES INTERNES A TRAVERS LE BUDGET DE L'ÉTAT

2.1. Le poids du transfert dans le passé et à l'heure actuelle

Les années 80 ont vu un retournement massif des flux financiers entre les principaux pays en développement débiteurs et les pays de l'OCDE créanciers. Les flux nets de capitaux à destination des pays en développement qui dépendent pour une large part des prêts des banques commerciales se sont fortement contractés à partir de 1982. Les paiements au titre du service de la dette se sont fortement accrus à la suite de l'accumulation antérieure de l'endettement extérieur et cette tendance a été renforcée par la forte hausse des taux d'intérêt

Tableau I.1. TRANSFERTS FINANCIERS NETS¹
Milliards de dollars

	1980	1981	1982	1983	1984	1985
<i>Argentine</i>						
Flux nets de capitaux	4.2	6.4	7.1	0.4	0.0	1.0
Flux nets de revenus d'investissements	-1.6	-3.7	-4.8	-5.5	-5.7	-5.3
Transfert financier net	2.6	2.7	2.3	-5.1	-5.7	-4.3
<i>Brésil</i>						
Flux nets de capitaux	10.5	12.9	7.5	2.3	5.6	0.8
Flux nets de revenus d'investissement	-7.0	-10.3	-13.5	-11.0	-11.4	-11.2
Transfert financier net	3.5	2.6	-6.0	-8.7	-5.8	-10.4
<i>Indonésie</i>						
Flux nets de capitaux	2.0	2.1	4.2	3.9	2.8	1.3
Flux nets de revenus d'investissement	-3.2	-3.1	-2.9	-2.7	-4.1	-3.3
Transfert financier net	-1.2	-1.0	1.3	0.2	-1.3	-2.0
<i>Corée</i>						
Flux nets de capitaux	5.5	4.2	4.0	2.0	3.9	2.4
Flux nets de revenus d'investissement	-2.1	-3.0	-3.1	-2.8	-3.3	-3.2
Transfert financier net	3.4	1.2	0.9	-0.8	0.6	-0.8
<i>Mexique</i>						
Flux nets de capitaux	12.7	20.8	6.5	3.5	0.6	-0.8
Flux nets de revenus d'investissement	-5.9	-8.9	-12.4	-9.3	-10.1	-8.9
Transfert financier net	6.8	11.9	-5.9	-5.8	-9.5	-9.7
<i>Philippines</i>						
Flux nets de capitaux	2.7	2.6	3.6	0.0	1.0	1.0
Flux nets de revenus d'investissement	-0.9	-1.1	-1.8	-1.8	-2.1	-2.0
Transfert financier net	1.8	1.5	1.8	-1.8	-1.1	-1.0
<i>Vénézuéla</i>						
Flux nets de capitaux	5.6	0.0	-4.3	-0.3	-0.6	1.4
Flux nets de revenus d'investissement	0.4	0.6	-1.5	-2.1	-1.3	-2.2
Transfert financier net	6.0	0.6	-5.8	-2.4	-1.9	-3.6

1. Les flux nets de capitaux vers les pays débiteurs mentionnés ci-dessus peuvent être considérablement supérieurs aux soldes agrégés des mouvements de capitaux retracés dans les statistiques de balance des paiements du FMI. Ces dernières incluent en effet, le cas échéant, des chiffres fortement négatifs correspondant à l'évasion de capitaux qui ne sont pas pris en compte ici.

Source : Direction de la Coopération pour le Développement de l'OCDE, sur la base de données fournies principalement par les pays créanciers.

réels au début des années 80. En conséquence, les flux nets de revenus d'investissement ont exercé un effet défavorable sur la balance courante. La chute des entrées de capitaux s'ajoutant à la croissance des charges du service de la dette a conduit à un déplacement significatif du transfert financier net. Le tableau I.1 donne un aperçu du transfert financier net au cours de la période 1980-85. Dès lors que le TFN n'inclut que les flux nets de capitaux et de revenus d'investissements les données présentées peuvent différer de celles provenant d'autres sources qui incluent généralement les fuites de capitaux.

Afin de comparer la charge budgétaire que représentent les transferts à l'étranger pour les différents pays, il convient de rapporter le montant en valeur absolue du transfert aux agrégats pertinents. Ces indicateurs ne doivent être ni arbitraires¹ ni susceptibles d'être manipulés à court terme (par exemple par des mesures touchant la balance des paiements) ; par ailleurs, ils doivent refléter la capacité de mobilisation interne des fonds nécessaires au transfert. Comme le montre notre recherche, les pays ont été incapables de recouvrer leur crédit international du fait de la non-résolution de problèmes budgétaires, ce qui veut dire que les indicateurs de la charge budgétaire constituent aussi des indicateurs valables de la capacité d'assurer le service de la dette. Le fameux ratio du service de la dette n'est toutefois, ni exempt d'arbitraire puisqu'il peut être manipulé par des politiques de balance des paiements², ni pertinent au regard de notre objectif car il dépend très largement de la taille du pays³. De plus, il ne reflète qu'une partie du problème du transfert puisqu'il ne couvre pas l'aspect de la mobilisation interne des fonds.

Les agrégats pertinents pour évaluer l'importance de la charge de mobilisation des fonds sont le Produit Intérieur Brut (PIB) et les recettes publiques de caractère régulier⁴ : le PIB parce qu'il reflète le problème de la réduction de la demande intérieure et parce qu'il peut servir d'indicateur du niveau des recettes fiscales potentielles ; les recettes publiques réelles parce qu'elles reflètent la capacité existante de service de la dette sans effet inflationniste dans la mesure où la dette extérieure est généralement garantie par l'Etat.

Le tableau I.2 indique le besoin d'ajustement déterminé par la variation du TFN en pourcentage du PIB. Si l'on compare les deux périodes 1980-81 et 1983-85, on constate que la charge du transfert en termes de réduction de la demande intérieure a dépassé 5 pour cent du PIB des pays de l'échantillon exception faite de la Corée et de l'Indonésie. Les cinq autres pays ont transféré entre 4 et 7 pour cent de leur PIB à l'extérieur.

Tableau I.2. TRANSFERTS FINANCIERS NETS
EN POURCENTAGE DU PIB

	Moyenne 1980-81	Moyenne 1983-85	Variation de la moyenne 1980-81 par rapport à la moyenne 1983-85
Argentine	1.9	-6.8	-8.7
Brésil	1.2	-3.9	-5.1
Indonésie	-1.4	-1.2	0.2
Corée	3.5	-0.4	-3.9
Mexique	4.4	-5.0	-9.4
Philippines	4.5	-3.9	-8.4
Vénézuéla	5.2	-4.7	-9.9

Source : voir tableau I.1.

**Tableau I.3. COEFFICIENT DES PAIEMENTS BRUTS EFFECTUÉS
A L'ÉTRANGER PAR RAPPORT AU PIB
DANS DES SITUATIONS HISTORIQUES DE TRANSFERT**

Pays	Période	Paielements bruts à l'étranger en % du PIB
Grande Bretagne ¹	1793-1805	1.0
France ²	1872-1875	5.6
Allemagne ³	1924-1932	2.5
Etats-Unis ⁴	1949-1961	3.0

1. Dépenses d'entretien des armées britanniques en Europe et aide financière consentie aux Etats et agents étrangers au cours des guerres napoléoniennes.
 2. Indemnités versées par la France à la Prusse pendant la période de quatre ans au cours de laquelle le transfert réel a été assuré par un excédent du commerce extérieur.
 3. Paiements effectués par l'Allemagne au titre des réparations sous forme de livraisons en nature et de règlement des dépenses des armées d'occupation.
 4. Versements effectués par les Etats-Unis à des pays étrangers, principalement sous forme d'aide et de subventions, dépenses militaires et investissements privés en capital à l'étranger.

Source: Fritz Machlup, «The Transfer Problem: Theme and Four Variations», in (du même, Ed.), *International Payments, Debts, and Gold*, op. cit., pp. 374-395.

Le fardeau budgétaire imposé aux pays nouvellement industrialisés a été extrêmement lourd même si on le compare aux cas de transfert les plus connus de l'histoire moderne. Ceci ressort d'une comparaison effectuée à partir des chiffres de Machlup⁵, même si ces derniers sont d'une valeur limitée en tant qu'indicateurs. Pour les cas historiques de transfert sur lesquels on dispose d'informations incomplètes, Machlup n'a pu calculer que le transfert brut et non le transfert net si bien que les chiffres tendent à surestimer la charge réelle de mobilisation comparée à la charge générale pesant sur les pays débiteurs. Le tableau I.3 montre clairement néanmoins que la charge budgétaire imposée au cours des années récentes aux pays débiteurs d'Amérique latine a été plus lourde que les ajustements exigés dans le passé par les transferts⁶.

Les analyses économiques de la crise de l'endettement ont tendu à mettre l'accent sur les aspects liés au commerce extérieur et ont négligé les aspects budgétaires⁷. Le tableau I.4 montre toutefois que la charge budgétaire découlant du transfert à l'étranger pèse essentiellement sur le budget de l'Etat. Une source importante de la croissance du niveau de la dette publique a été la prise en charge de dettes du secteur privé par le secteur public⁸. Ceci a été

Tableau I.4. DETTE PRIVÉE NON GARANTIE
En pourcentage de la dette à long terme totale

	1980	1985
Argentine	39.3	11.4
Brésil	29.3	18.9
Indonésie	17.3	12.5
Corée	12.4	18.5
Mexique	17.7	18.5
Philippines	27.1	18.1
Vénézuéla	22.6	23.6

Source: Banque mondiale, *World Debt Tables*, édition 1986-87.

**Tableau I.5. TOTAL DU SERVICE DE LA DETTE EXTÉRIEURE
A LONG TERME PUBLIQUE ET BÉNÉFICIAIRE
D'UNE GARANTIE PUBLIQUE**
En pourcentage des recettes publiques

	1981	1984
Argentine	10.2	22.1
Brésil	39.1	41.1
Indonésie	9.1	19.1
Corée	27.7	29.9
Mexique	23.4	39.9
Philippines	19.3	32.8
Vénézuéla	11.5	17.1

Source : Banque mondiale, *World Debt Tables*, édition 1986-87. FMI, *Statistiques financières internationales*, éditions diverses.

particulièrement vrai en Amérique latine. Dans de nombreux cas, la prise en charge de la dette par l'Etat a répondu au souci d'éviter des défauts de paiements massifs qui auraient entraîné des perturbations très importantes dans l'économie interne et une grave perte de crédit pour le pays. Ainsi, le service de la dette extérieure a commencé à absorber une part de plus en plus importante des recettes fiscales des principaux pays débiteurs. A l'heure actuelle, dans de nombreux pays, le total du service de la dette extérieure publique et bénéficiant d'une garantie publique représente plus d'un tiers des recettes publiques (tableau I.5). Il convient de noter par ailleurs que le service de la dette extérieure à court terme et de la dette publique intérieure représente un autre prélèvement important sur les recettes publiques.

2.2. Transfert financier net et équilibre du budget public

On peut évaluer les conditions dans lesquelles les ressources publiques ont été mobilisées pour être transférées à l'étranger en utilisant l'équation de l'équilibre du budget public.

$$(1) \quad G + \alpha \text{ TFN} = \Delta M + \Delta D + \Delta D^* + T$$

où α TFN représente la part du transfert financier net couverte par le secteur public, G les autres dépenses publiques, ΔM le financement monétaire du déficit budgétaire, ΔD et ΔD^* l'accumulation nette d'endettement interne et extérieur, et T les recettes publiques.

Bien que les programmes d'ajustement récents aient accordé une certaine attention à la politique budgétaire, cette dernière a été rarement reliée de manière explicite au transfert financier net. Pourtant cette relation est essentielle au regard de toute solution du problème budgétaire. L'équation définissant l'équilibre du budget public met en lumière les quatre options offertes au gouvernement pour assurer le service de la dette en l'absence d'un nouvel endettement étranger net :

1. Une réduction des dépenses non financières ;
2. Un accroissement des recettes fiscales ;
3. Des emprunts sur le marché financier interne ;
4. Une réduction de la dette intérieure en termes réels assurée par un prélèvement sur les actifs monétaires et financiers en monnaie nationale opéré par le biais de l'inflation.

Les préalables de l'existence et de l'utilisation effective de ces options seront examinés dans les sections suivantes.

2.2.1. La réduction des dépenses publiques

Elle peut être obtenue essentiellement par trois moyens :

- Une redéfinition des frontières du secteur public : par exemple par le transfert de certaines activités auparavant assurées par l'Etat au secteur privé qui peut les gérer de manière plus efficiente ;
- Une rationalisation des activités publiques permettant d'assurer les services à un moindre coût en termes réels qu'auparavant ;
- Une réduction des actifs réels non essentiels à la satisfaction des besoins du secteur public.

Les problèmes posés par ces différentes solutions ne seront pas examinés de manière systématique dans la présente étude. Ils n'en mettent pas moins en évidence les domaines dans lesquels il convient de procéder à des comparaisons de la nature et de la portée des réductions opérées.

Outre les aspects microéconomiques relevant de l'efficacité qui ne seront pas examinés ici, des raisons macroéconomiques très fortes ont amené les pays débiteurs à diminuer leurs dépenses publiques. Dans la mesure où les fonds nécessaires au transfert net ne pouvaient être dégagés par une réduction des dépenses, on a dû recourir à un prélèvement de ressources sur le secteur privé opéré par une augmentation des impôts, une accélération de l'inflation et un accroissement de la dette intérieure. Ce processus était conçu pour entraîner une contraction sensible des activités du secteur privé.

Les chiffres de dépenses figurant au tableau I.6 qui ne concernent que l'administration centrale ne sont pas nécessairement représentatifs des tendances au niveau de l'ensemble du secteur public⁹. En conséquence, nous avons tenté de donner dans le tableau I.7 un aperçu des recettes et des dépenses au niveau du total consolidé du secteur public incluant lorsque cela a été possible les collectivités locales et les entreprises publiques.

En 1980, le ratio des dépenses publiques dans les pays sous revue était compris entre 20.6 pour cent (Philippines) et 39 pour cent (Vénézuéla), la valeur moyenne correspondante étant de 29.2 pour cent pour l'ensemble des sept pays concernés. En 1984, le ratio de dépenses le plus élevé (37.2 pour cent) était celui de l'Argentine et le plus faible était celui des Philippines (16.1 pour cent). La valeur moyenne correspondante restait virtuellement inchangée même si elle contenait des charges d'intérêts nettement plus élevées. La valeur moyenne du ratio de dépenses publiques était inférieure à celle des pays industrialisés et n'était pas supérieure à celle des autres pays en développement¹⁰. Bien entendu, plus ce ratio est faible, plus le potentiel de réduction est limité, toutes choses égales par ailleurs. En Argentine et au Vénézuéla ce ratio était relativement élevé, dans les autres pays il était relativement faible.

La contribution de la réduction des dépenses non financières à la mobilisation des fonds nécessaires au transfert peut être évaluée en comparant les ratios de dépenses corrigés des charges du service de la dette pour 1981 et 1984. Ces ratios ont diminué dans la plupart des pays examinés en particulier au Mexique et aux Philippines.

- En Argentine toutefois le ratio de dépenses corrigé de l'incidence du service de la dette a diminué, passant de 36 pour cent du PIB en 1981 à 34.1 pour cent en 1984, ce qui correspondrait à une diminution réelle de 5.3 pour cent seulement. Il s'est agi là de la baisse de loin la plus faible des dépenses parmi les sept pays en cause. L'une des raisons majeures de cette situation a tenu au fait que le nouveau gouvernement

Tableau 1.6 ARGENTINE : BALANCE DES PAIEMENTS ET DONNÉES MONÉTAIRES
ET BUDGÉTAIRES, 1978-85

En pourcentage du PIB

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
<i>I. Balance des paiements</i>								
Balance courante	2.9	-0.5	-3.1	-3.9	-4.0	-3.4	-2.9	-2.0
Exportations ¹	11.7	8.8	7.1	9.5	16.4	13.4	12.1	14.3
Importations ¹	-7.8	-8.4	-9.2	-10.4	-12.4	-9.2	-8.1	-9.1
Flux nets de facteurs ²	-1.0	-0.9	-1.0	-3.0	-8.1	-7.6	-6.9	-7.2
Avoirs extérieurs nets du secteur non bancaire	-3.7	-9.7	-0.6	3.2	3.9	11.6	9.1	9.4
Avoirs extérieurs nets du secteur bancaire consolidé	6.6	4.3	-2.2	-7.1	-7.9	-15.0	-12.1	-11.4
dont :								
Banque centrale	8.6	7.7	-0.4	2.7	8.7	1.7	5.9	-2.2
Banques commerciales	-2.0	-3.3	-1.8	-9.8	-16.6	-16.7	-18.0	-9.2
<i>II. Données monétaires</i>								
Monnaie et quasi-monnaie	18.3	20.1	13.5	17.0	19.1	25.0	28.0	22.7
Crédit interne	19.7	22.9	18.8	38.5	46.8	54.9	53.7	47.4
Administrations	4.7	2.8	2.8	12.6	11.6	23.3	20.4	21.1
Secteur privé	15.0	20.1	16.0	25.9	35.2	31.6	33.3	26.3
Autres rubriques (net)	8.0	7.0	3.2	14.4	19.8	14.9	13.6	13.3
Avoirs extérieurs nets du secteur bancaire consolidé	6.6	4.3	-2.2	-7.1	-7.9	-15.0	-12.1	-11.4
<i>III. Données budgétaires</i>								
Solde du budget de l'Etat	-3.2	-2.6	-3.6	-8.2	-7.1	-11.8	-12.0	-8.9
Recettes	16.1	16.4	17.3	16.8	15.6	14.5	12.0	13.9
Dépenses	19.3	19.0	20.9	25.0	22.9	26.3	24.0	22.8
Financement du déficit	3.2	2.6	3.6	8.2	7.1	11.8	12.0	8.9
Banque centrale	3.2	0.7	3.0	6.6	4.5	19.9	18.2	13.4
Banques commerciales	1.5	2.1	-0.2	5.9	7.1	3.4	6.9	7.7
Secteur privé non bancaire	-1.4	0.1	1.4	-5.8	-4.8	-13.2	-13.1	-
Prélèvement sur la trésorerie	-1.1	-0.5	-0.7	0	-0.2	0.9	-	-
Emprunts à l'étranger (nets)	1.0	0.2	0.1	1.4	0.5	0.8	0	-

1. Exportations et importations de biens et services à l'exclusion des revenus et charges de facteurs.

2. Solde des revenus d'investissement (intérêts, dividendes, etc.).

Sources: FMI, *Statistiques financières internationales*, éditions diverses. FMI, *Balance of Payments Statistics*, éditions diverses. Calculs de l'auteur.

(Suite du tableau 1.6. pages suivantes)

- n'était pas disposé à réduire les rémunérations dans la fonction publique et dans les services sociaux si peu de temps après son accession au pouvoir¹¹. Ceci explique que le potentiel relativement élevé de réduction des dépenses qui existait en Argentine n'ait pas été utilisé comme il aurait pu l'être pour mobiliser les fonds nécessaires.
- On ne disposait pas de données comparables concernant l'ensemble du secteur public pour le Brésil. Les dépenses totales ont été de plus en plus alourdies par les charges d'intérêt de la dette publique intérieure qui représentaient en 1984, 21.7 pour cent du PIB¹². En revanche, le déficit opérationnel (non financier) a pu être réduit.

Tableau I.6 (suite) BRÉSIL : BALANCE DES PAIEMENTS ET DONNÉES MONÉTAIRES
ET BUDGÉTAIRES, 1978-85

En pourcentage du PIB

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
<i>I. Balance des paiements</i>								
Balance courante	-3.4	-4.5	-5.1	-4.3	-5.8	-3.3	0	-0.3
Exportations ¹	6.7	7.2	8.9	9.4	7.8	11.4	15.3	14.5
Importations ¹	-8.1	-9.4	-11.3	-9.9	-8.8	-9.4	-9.3	-8.7
Flux nets de facteurs ²	-2.0	-2.3	-2.8	-3.8	-4.8	-5.3	-6.0	-6.1
Avoirs extérieurs nets du secteur non bancaire	-4.7	-3.2	-3.1	-0.5	0.7	12.6	12.4	
Avoirs extérieurs nets du secteur bancaire consolidé	1.3	-1.3	-2.0	-3.8	-6.5	-15.9	-12.4	
dont :								
Banque centrale	2.8	0.8	0.2	0.7	-2.1	-7.0	-4.1	
Banques commerciales	-1.5	-2.1	-2.2	-4.5	-4.4	-8.9	-8.3	
<i>II. Données monétaires</i>								
Monnaie et quasi-monnaie	5.0	6.1	4.2	5.4	4.8	6.0	8.4	
Crédit interne	8.1	13.8	11.6	12.6	14.2	20.4	17.4	
Administrations	0.4	0.9	0.7	-1.1	0.8	1.5	-3.0	
Secteur privé	7.7	12.9	11.0	13.6	13.4	18.9	20.4	
Autres rubriques (net)	0	6.4	5.4	3.3	2.9	-1.5	-3.3	
Avoirs extérieurs nets du secteur bancaire consolidé	1.3	-1.3	-2.0	-3.8	-6.5	-15.9	-12.4	
<i>III. Données budgétaires</i>								
Solde du budget de l'Etat	0.1	0	0	0	0	0	0	0.8
Recettes	9.3	8.1	9.3	8.4	9.1	9.4	8.7	8.4
Dépenses	9.2	8.0	9.2	8.4	9.1	9.4	8.7	7.6
Financement du déficit								
Banque centrale	0	1.2	0	-1.3	2.1	7.9	4.4	3.1
Banques commerciales								
Autres	-0.1	-1.2	0	1.2	-2.1	-7.9	-4.5	-3.9

1. Exportations et importations de biens et services à l'exclusion des revenus et charges de facteurs.

2. Solde des revenus d'investissement (intérêts, dividendes, etc.).

Sources: FMI, *Statistiques financières internationales*, éditions diverses. FMI, *Balance of Payments Statistics*, éditions diverses. Calculs de l'auteur.

- En Indonésie, le ratio des dépenses publiques (corrigé des charges d'intérêt) a été ramené de 28.1 pour cent en 1981 à 22.8 pour cent en 1984, soit une baisse de 18.9 pour cent. Les dépenses ont été ajustées de manière flexible aux recettes : le retard ou l'accélération de l'exécution du programme d'investissement public a pu jouer un rôle important à cet égard.
- Au cours de la même période, le ratio des dépenses publiques de la Corée corrigé des charges d'intérêt, (et compte non tenu des entreprises publiques) a diminué de 14.8 pour cent, passant de 23.6 à 20.1 pour cent du PIB. Cette baisse a été obtenue par une réduction des investissements publics et des subventions aux produits alimentaires¹³.

Tableau I.6 (suite) INDONÉSIE : BALANCE DES PAIEMENTS ET DONNÉES MONÉTAIRES
ET BUDGÉTAIRES, 1978-85

En pourcentage du PIB

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
I. Balance des paiements								
Balance courante	-2.7	1.9	3.9	-0.7	-5.9	-7.8	-2.5	-2.0
Exportations ¹	21.9	30.1	30.5	28.2	22.6	23.9	25.6	23.7
Importations ¹	20.8	23.6	22.2	25.3	25.2	27.2	23.8	21.1
Flux nets de facteurs ²	-3.8	-4.6	-4.4	-3.6	-3.3	-4.5	-4.2	-4.6
Avoirs extérieurs nets du secteur non bancaire	-5.2	-4.0	-2.9	-1.3	-4.0	-11.6	-6.7	-4.5
Avoirs extérieurs nets du secteur bancaire consolidé	2.5	5.9	6.8	0.6	-1.9	3.8	4.2	2.5
dont :								
Banque centrale	1.6	3.9	3.6	-0.2	-0.4	1.6	3.3	1.0
Banques commerciales	0.9	2.0	3.2	0.8	-1.5	2.2	0.9	1.5
II. Données monétaires								
Monnaie et quasi-monnaie	3.4	4.3	6.1	3.8	3.5	3.5	5.1	4.7
Crédit interne	6.0	0.7	-0.3	3.3	5.8	2.6	3.1	2.8
Administrations	-0.5	-2.6	-3.7	-1.0	0.6	-0.8	-1.5	-1.6
Secteur privé	6.5	3.3	3.4	4.4	5.2	3.4	4.6	4.4
Autres rubriques (net)	5.1	2.3	0.4	0.1	0.4	3.0	2.2	0.6
Avoirs extérieurs nets du secteur bancaire consolidé	2.5	5.9	6.8	0.6	-1.9	3.8	4.2	2.5
III. Données budgétaires								
Solde du budget de l'Etat	-0.5	-0.5	-2.4	-1.5	-2.4	-1.4	-0.6	-0.3
Recettes	19.1	21.9	22.9	26.2	21.8	21.1	20.3	23.6
Dépenses	19.6	22.4	26.3	27.7	24.1	22.5	20.9	23.9
Financement du déficit ³	0.5	0.5	2.4	1.5	2.4	1.4	0.6	0.3
Banque centrale	0	0	0	0	0	0	0	0
Prélèvement sur la trésorerie	0	-0.4	-0.1	-0.1	0.1	-0.3	0	-0.1
Emprunts à l'étranger (nets)	0.5	0.9	2.5	1.6	2.3	1.7	0.6	0.4

1. Exportations et importations de biens et services à l'exclusion des revenus et charges de facteurs.

2. Solde des revenus d'investissement (intérêts, dividendes, etc.).

3. La différence entre l'endettement net auprès de la Banque d'Indonésie et le crédit interne aux Administrations est due à des différences de dates : Le premier est en fin d'année, le second au 1^{er} avril, début de l'exercice budgétaire.

Source : FMI, *Statistiques financières internationales*, éditions diverses. FMI, *Balance of Payments Statistics*, éditions diverses. Calculs de l'auteur.

- C'est au Mexique que les réductions des dépenses publiques ont été les plus larges. Le ratio a chuté de quelque 31.1 pour cent, passant de 28.9 à 19.9 pour cent entre 1981 et 1984. Cette chute a été due pour l'essentiel à des diminutions massives des investissements ainsi qu'à une réduction des salaires réels de la fonction publique et à un moindre degré des subventions visant à diminuer les prix de certains produits¹⁴.
- Des réductions de grande échelle ont également été opérées aux Philippines durant cette période. Le ratio des dépenses publiques non compris les charges d'intérêts qui était déjà très faible au regard des normes internationales a été réduit de 31.1 pour cent, passant de 20.6 à 14.2 pour cent. Le programme d'investissements publics a été le plus affecté.

Tableau I.6 (suite) CORÉE : BALANCE DES PAIEMENTS ET DONNÉES MONÉTAIRES
ET BUDGÉTAIRES, 1978-85

En pourcentage du PIB

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
<i>I. Balance des paiements</i>								
Balance courante	-2.0	-6.4	-8.2	-6.8	-3.7	-2.1	-1.6	-1.1
Exportations ¹	34.0	29.8	35.4	38.7	38.3	38.8	39.6	39.0
Importations ¹	-34.7	-34.5	-40.2	-41.3	37.8	37.3	37.4	36.0
Flux nets de facteurs ²	-4.3	-1.7	-3.4	-4.2	-4.2	-3.6	-3.8	-4.1
Avoirs extérieurs nets du secteur non bancaire	-0.4	-4.9	-6.1	-3.2	0.2	-1.0	0	1.5
Avoirs extérieurs nets du secteur bancaire consolidé	-1.1	-1.5	-2.1	-3.6	-3.9	-1.1	-1.6	-2.6
dont :								
Banque centrale	-0.4	0.6	0.4	-1.1	0.4	-0.7	0.2	-0.1
Banques commerciales	-0.7	-2.1	-2.5	-2.5	-4.3	-0.4	-1.8	-2.5
<i>II. Données monétaires</i>								
Monnaie et quasi-monnaie	8.6	6.2	7.0	6.7	8.0	5.1	2.6	4.7
Crédit interne	11.2	9.1	12.7	11.1	11.3	5.8	5.3	6.1
Administrations	0.1	-1.3	0.7	2.1	1.7	-1.7	-1.0	-0.4
Secteur privé	11.1	10.4	12.0	9.0	9.6	7.5	6.3	6.5
Autres rubriques (net)	-1.5	-1.4	-3.6	-0.8	0.6	0.4	-1.1	1.1
Avoirs extérieurs nets du secteur bancaire consolidé	-1.1	-1.5	-2.1	-3.6	-3.4	-1.1	-1.6	-2.6
<i>III. Données budgétaires</i>								
Solde du budget de l'Etat	-1.3	-1.8	-2.2	-3.4	-3.1	-1.1	-1.2	-2.1
Recettes	17.1	17.4	18.1	18.4	18.4	19.4	18.8	18.4
Dépenses	18.4	19.2	20.3	21.8	22.0	20.5	20.0	21.0
Financement du déficit	1.3	1.8	2.2	3.4	3.1	1.1	1.2	2.1
Banque centrale	0.7	-0.1	0.4	1.9	0.4	0.4	-0.6	-1.0
Banques commerciales	-0.6	-1.2	0.3	0.2	1.3	-2.1	-0.4	0.6
Secteur privé non bancaire	-0.4	3.2	0.7	0.1	0.1	2.1	1.8	1.6
Emprunt à l'étranger (net)	1.5	0.9	0.8	1.2	1.3	0.7	0.5	0.9

1. Exportations et importations de biens et services à l'exclusion des revenus et charges de facteurs.

2. Soldes des revenus d'investissement (intérêts, dividendes, etc.).

Sources : FMI, *Statistiques financières internationales*, éditions diverses. FMI, *Balance of Payments Statistics*, éditions diverses. Calculs de l'auteur.

- Au Vénézuéla, le ratio des dépenses non financières a été pratiquement divisé par deux, chutant de 44.2 à 23 pour cent. Cette réduction drastique a été imputable principalement à la diminution des investissements publics dans l'industrie pétrolière¹⁵.

Au Mexique, aux Philippines et au Vénézuéla, la réduction des dépenses publiques non financières a très fortement contribué à la mobilisation interne des fonds nécessaires au transfert. Toutefois, une comparaison de la structure des dépenses de l'administration centrale pour les années 1980 et 1984 montre que ces réductions de dépenses ont été obtenues très souvent par l'abandon de certains investissements (tableau I.8)¹⁶. Les investissements publics

Tableau I.6 (suite) MEXIQUE : BALANCE DES PAIEMENTS ET DONNÉES MONÉTAIRES ET BUDGÉTAIRES, 1978-85

En pourcentage du PIB

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
<i>I. Balance des paiements</i>								
Balance courante	-3.1	-4.1	-5.0	-5.8	-3.7	3.7	2.3	-0.3
Exportations ¹	10.4	11.2	12.7	12.2	16.5	19.4	17.7	16.0
Importations ¹	-11.2	-12.8	-14.5	-14.0	-14.6	-9.3	-9.8	-10.0
Flux nets de facteurs ²	-2.3	-2.5	-3.2	-4.0	-5.6	-6.4	-5.6	-6.3
Avoirs extérieurs nets du secteur non bancaire	-2.9	-4.1	-4.1	-4.7	2.3	4.5	2.0	2.5
Avoirs extérieurs nets du secteur bancaire consolidé	-0.2	0	-0.9	-1.1	-6.0	-0.8	0.3	-2.8
dont :								
Banque centrale	0.5	0.7	0.6	0.7	-0.6	2.6	2.0	0
Banques commerciales	-0.7	-0.7	-1.5	-1.8	-5.4	-3.4	-1.7	-2.8
<i>II. Données monétaires</i>								
Monnaie et quasi-monnaie	7.5	8.1	8.1	10.9	14.6	12.2	12.3	8.1
Crédit interne	7.8	8.7	9.3	12.0	25.5	13.0	11.6	12.9
Administrations	3.2	4.3	4.4	6.5	19.7	9.1	5.9	9.1
Secteur privé	4.6	4.4	4.9	5.5	5.8	3.9	5.7	3.8
Autres rubriques (net)	0	-0.6	-0.2	0	-4.9	0	0.3	0
Avoirs extérieurs nets du secteur bancaire consolidé	-0.2	0	-0.9	-1.1	-6.0	-0.8	-0.3	-2.8
<i>III. Données budgétaires</i>								
Solde du budget de l'Etat	-2.7	-3.3	-3.1	-6.7	-15.5	-8.5	-6.2	-8.3
Recettes	13.8	14.3	15.8	15.2	16.1	18.5	17.0	16.5
Dépenses	16.5	17.6	18.9	21.9	31.6	27.0	23.2	24.8
Financement du déficit	2.7	3.3	3.1	6.7	15.5	8.5	6.2	8.3
Banque centrale	2.8	3.5	3.6	4.9	13.1	4.4	2.6	3.5
Banques commerciales	0.4	0.8	0.8	1.6	6.6	4.7	3.3	5.6
Secteur privé non bancaire	-0.4	-0.9	-1.0	-2.4	-7.3	-4.1	-2.0	-0.6
Prélèvement sur la trésorerie	-0.4	0.1	-0.2	0.5	0.7	0	0	0
Emprunts à l'étranger (net)	0.4	-0.2	-0.1	2.1	2.4	3.5	1.3	-0.2

1. Exportations et importations de biens et services à l'exclusion des revenus et charges de facteurs.

2. Soldes des revenus d'investissement (intérêts, dividendes, etc.).

Sources : FMI, *Statistiques financières internationales*, éditions diverses. FMI, *Balance of Payments Statistics*, éditions diverses. Calculs de l'auteur.

ont été pratiquement divisés par deux dans les trois pays. En Argentine, la diminution modeste des dépenses a été entièrement supportée par les investissements publics.

Dans le tableau I.8, la consommation du secteur public est ventilée en dépenses de rémunération, charges d'intérêts et autres dépenses courantes. La structure des dépenses par catégorie indique la manière dont chacune d'entre elles a contribué à la réduction du total des dépenses. Il est évident qu'en Argentine comme au Brésil, le gouvernement n'était pas disposé à réduire les dépenses de salaires jusqu'en 1984 puisque la part de ces dépenses dans le total a clairement augmenté. A l'opposé les dépenses de personnel ont été diminuées plus que l'ensemble des dépenses publiques au Mexique, en Indonésie et au Vénézuéla. Toutefois

Tableau I.6 (suite) PHILIPPINES : BALANCE DES PAIEMENTS ET DONNÉES MONÉTAIRES ET BUDGÉTAIRES, 1978-85

En pourcentage du PIB

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
I. Balance des paiements								
Balance courante	-4.5	-5.1	-5.4	-5.4	-8.1	-7.9	-3.8	-2.6
Exportations ¹	19.6	20.5	21.7	20.8	19.2	22.4	23.4	18.8
Importations ¹	-22.6	-24.1	-24.7	-23.5	-22.7	-25.1	-21.4	-15.7
Flux nets de facteurs ²	-1.5	-1.5	-2.4	-2.7	-4.6	-5.2	-5.8	-5.7
Avoirs extérieurs nets	-0.8	-1.7	-2.8	-1.0	0.6	3.7	1.6	-7.9
Avoirs extérieurs nets du secteur bancaire consolidé	-3.7	-3.4	-2.6	-4.4	-8.7	-11.6	-5.4	5.3
dont :								
Banque centrale	-0.7	-1.0	-1.3	-3.5	-4.7	-7.2	-3.3	4.3
Banques commerciales	-3.0	-2.4	-1.3	-0.9	-4.0	-4.4	-2.1	1.0
II. Données monétaires								
Monnaie et quasi-monnaie	4.4	2.3	3.8	3.3	3.8	4.5	2.6	0.8
Crédit interne	7.1	7.6	8.0	9.4	11.3	11.1	2.1	6.2
Administrations	0.5	0.5	1.1	1.6	3.9	2.4	2.3	1.7
Secteur privé	6.6	7.1	6.9	7.8	7.4	9.7	-0.2	4.5
Autres rubriques (net)	1.0	-1.7	-1.6	-1.7	1.2	4.0	5.9	-10.8
Avoirs extérieurs nets du secteur bancaire consolidé	-3.7	-3.4	-2.6	-4.4	-8.7	-11.6	-5.4	5.3
III. Données budgétaires								
Solde du budget de l'Etat	-1.2	-0.1	-1.3	-4.0	-4.3	-1.9	-1.5	-0.9
Recettes	13.5	13.5	13.0	11.7	11.1	11.9	10.5	10.3
Dépenses	14.7	13.6	14.3	15.7	15.4	13.8	12.0	11.2
Financement du déficit	1.2	0.1	1.3	4.0	4.3	1.9	1.5	0.9
Banque centrale	0.2	0.5	0.3	1.4	2.0	2.3	-0.5	0.1
Banques commerciales	0.3	0	0.8	0.2	1.9	0.1	2.8	1.6
Secteur privé non bancaire	-0.3	-1.8	-0.7	0.4	-1.0	-1.9	-1.0	-0.5
Emprunts à l'étranger (net)	1.0	1.4	0.8	2.0	1.4	1.4	0.2	-0.3

1. Exportations et importations de biens et services à l'exclusion des revenus et charges de facteurs.

2. Soldes des revenus d'investissement (intérêts, dividendes, etc.).

Sources : FMI, *Statistiques financières internationales*, éditions diverses. FMI, *Balance of Payments Statistics*, éditions diverses. Calculs de l'auteur.

comme la part des charges d'intérêts a doublé et parfois triplé dans ces pays, la réduction massive des rémunérations publiques n'a pu compenser entièrement cette augmentation. La faible hausse des paiements d'intérêts en Corée et en Argentine s'explique par deux raisons très différentes. La Corée a bénéficié de la gestion prudente de son endettement et de sa politique de monnaie forte qui a minimisé l'impact qu'aurait eu une dévaluation de la monnaie sur le coût des intérêts de la dette extérieure. D'autre part en Argentine, le gouvernement a contraint la banque centrale entre 1983 et 1985, à acquérir des titres de la dette publique assortis de taux d'intérêt nettement inférieurs au taux d'inflation¹⁷.

La rubrique « autres dépenses courantes » du tableau I.8 se compose principalement de subventions aux entreprises publiques ainsi qu'aux collectivités locales et régionales. La

Tableau I.6 (suite et fin) VÉNÉZUELA : BALANCE DES PAIEMENTS ET DONNÉES MONÉTAIRES ET BUDGÉTAIRES, 1978-85

En pourcentage du PIB

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
<i>I. Balance des paiements</i>								
Balance courante	-14.6	0.7	8.0	6.0	-2.3	6.8	10.7	7.7
Exportations ¹	27.1	33.2	33.7	31.5	25.9	23.6	33.6	30.5
Importations ¹	-41.8	-32.5	-26.3	-26.4	-26.3	-13.2	-18.5	-19.7
Flux nets de facteurs ²	0.1	0	0.6	0.9	-1.9	-3.6	-4.8	-3.1
Avoirs extérieurs nets du secteur non bancaire	-11.1	-2.2	9.3	3.8	-3.5	3.5	3.1	7.0
Avoirs extérieurs nets du secteur bancaire consolidé	-3.5	2.9	-1.3	2.2	1.2	3.3	7.6	0.7
dont :								
Banque centrale	-4.1	2.8	-1.3	2.3	1.6	2.2	8.4	0.9
Banques commerciales	0.6	0.1	0	-0.1	-0.4	1.1	-0.8	-0.2
<i>III. Données monétaires</i>								
Monnaie et quasi-monnaie	5.5	2.1	5.3	5.1	4.4	8.4	7.2	2.9
Crédit interne	8.2	1.0	5.5	4.1	5.7	1.9	4.2	-4.3
Administrations	1.7	-0.5	1.6	1.5	2.3	0.2	-0.4	-5.4
Secteur privé	6.5	1.5	3.9	2.6	3.4	1.7	4.4	1.1
Autres rubriques (net)	-0.8	-1.8	1.0	-1.2	-2.6	3.2	-3.4	5.8
Avoirs extérieurs nets du secteur bancaire consolidé	-3.5	2.9	-1.3	2.2	1.2	3.3	7.6	0.7
<i>II. Données budgétaires</i>								
Solde du budget de l'Etat	-5.5	0.9	-0.6	-2.2	-5.4	-3.4	3.1	2.5
Recettes	25.3	24.6	26.3	34.3	28.2	26.7	29.9	29.0
Dépenses	30.8	23.7	26.7	36.5	34.2	30.1	26.8	26.5
Financement du déficit	5.5	-0.9	0.6	2.2	5.4	3.4	-3.1	-2.5
Banque centrale	0.8	-1.4	1.9	-0.6	2.4	0	-0.3	-5.5
Banques commerciales	0.9	0.9	-0.3	2.1	-0.1	0.2	-0.1	0.1
Secteur privé non bancaire	-2.1	0	-2.4	2.0	-2.0	3.5	-0.5	2.4
Prélèvement sur la trésorerie	-0.7	0.1	-0.8	-0.8	2.4	0	-0.4	0
Emprunt à l'étranger (net)	6.6	-0.5	2.2	-0.5	2.7	-0.3	-1.3	0.5

1. Exportations et importations de biens et services à l'exclusion des revenus et charges de facteurs.

2. Soldes de revenus d'investissement (intérêts, dividendes, etc.).

Sources : FMI, *Statistiques financières internationales*, éditions diverses. FMI, *Balance of Payments Statistics*, éditions diverses. Calculs de l'auteur.

charge budgétaire réelle ou supposée découlant de l'inefficacité du secteur public a pris une place de plus en plus importante dans le débat sur la dette¹⁸. Les entreprises publiques jouent un rôle majeur dans pratiquement toutes les économies du Tiers-Monde où elles représentent souvent plus de la moitié de la valeur ajoutée et de l'investissement¹⁹. Ceci est vrai également pour les pays sous revue : l'*Annuaire des statistiques des finances publiques 1982* du FMI contient des données sur le nombre des entreprises publiques nationales. Les chiffres sont les suivants : Argentine 260, Brésil 240, Corée 78, Indonésie 153, Mexique 289, Philippines 37 et Venezuela 50.

Le tableau I.9 présente la somme des déficits des entreprises publiques, y compris les subventions publiques (en pourcentage du PIB). Bien que le déficit financier des entreprises

Tableau 1.7. LE SECTEUR PUBLIC CONSOLIDÉ
En pourcentage du PIB

	1980	1981	1982	1983	1984
<i>Argentine</i>					
Recettes totales	27.8	25.5	23.4	23.6	24.0
Recettes fiscales	23.8	21.2	19.1	18.8	19.9
Dépenses totales	-35.8	-42.2	-41.4	-41.5	-37.2
Charges d'intérêts	-1.8	-6.2	-8.2	-3.5	-3.1
Déficit global	-8.0	-16.7	-18.0	-17.9	-13.1
Financement : Extérieur	1.5	6.6	3.3	0.3	-1.2
Interne	6.5	10.1	14.8	17.7	14.4
<i>Brésil¹</i>					
Recettes totales	23.3	27.9	25.4	-	-
Recettes fiscales	-	-	-	-	-
Dépenses totales	-30.4	-40.4	-42.0	-	-
Charges d'intérêts ¹	2.0	-5.5	-10.4	-18.1	-21.7
Déficit global	-7.1	-12.6	-16.6	-20.8	-23.3
Financement : Extérieur	0.4	1.3	2.8	0.3	0.9
Interne	6.7	11.3	13.8	20.5	22.4
<i>Indonésie</i>					
Recettes totales	27.3	26.2	23.4	24.0	25.0
Recettes fiscales (non pétrolières)	6.7	6.4	6.8	6.3	6.0
Dépenses totales	-25.2	28.9	28.5	26.5	24.5
Charges d'intérêts	-1.0	-0.8	-1.1	-1.6	-1.7
Surplus global (+) déficit (-)	+2.1	-2.7	-5.1	-2.5	+0.5
Financement : Extérieur	1.9	2.7	3.6	5.0	2.6
Interne	-4.0	0	1.5	-2.5	-3.1
<i>Corée</i>					
Recettes totales	19.6	20.2	19.4	19.9	20.0
Recettes fiscales	15.8	16.1	16.5	17.5	17.0
Dépenses totales	-22.8	-24.8	-23.7	-21.5	-21.4
Charges d'intérêts	-1.1	-1.2	-1.2	-1.2	-1.3
Déficit global	-3.2	-4.6	-4.3	-1.6	-1.4
Financement : Extérieur	0.9	1.2	1.3	0.7	0.5
Interne	2.3	3.4	3.1	0.9	0.9
<i>Mexique</i>					
Recettes totales	19.2	17.4	19.3	22.2	20.4
Recettes fiscales (non pétrolières)	11.3	11.0	10.3	10.7	10.2
Dépenses totales	-26.8	-32.0	-37.1	-30.7	-26.6
Charges d'intérêts	-1.9	-3.1	-5.6	-8.7	-6.7
Déficit global	-7.6	-14.6	-17.8	-8.5	-6.2
Financement : Extérieur	2.6	7.4	3.7	3.5	1.3
Global	3.0	7.2	14.1	5.0	4.9
<i>Philippines²</i>					
Recettes totales	16.6	15.5	14.9	15.5	13.1
Recettes fiscales	12.2	10.9	10.5	10.8	9.5
Dépenses totales	-20.6	-21.4	-20.4	-18.6	-16.1
Charges d'intérêts	-0.9	-0.8	-1.0	-1.3	-1.9
Déficit global	-4.0	-5.9	-5.4	-3.1	-3.0
Financement : Extérieur	0.8	2.0	0.9	1.4	0.3
Interne	0.5	2.0	3.4	0.5	1.5

Tableau I.7. LE SECTEUR PUBLIC CONSOLIDÉ (suite)
En pourcentage du PIB

	1980	1981	1982	1983	1984
<i>Vénézuela</i>					
Recettes totales	41.0	40.2	35.4	32.8	37.8
Recettes fiscales (non pétrolières)	6.4	7.2	7.9	10.5	9.1
Dépenses totales	-39.0	-42.8	-47.6	-35.2	-32.1
Charges d'intérêts	-4.2	-4.2	-4.9	-4.6	-6.2
Recettes de facteur	4.1	5.6	7.8	5.1	-2.9
Surplus global (+) déficit (-)	+2.0	-2.6	-12.2	-2.4	+5.7
Financement : Extérieur	-0.6	3.9	13.4	3.7	-4.7
Interne	-1.4	-1.3	-1.2	-1.3	-1.0

1. Ces données correspondent à la rubrique «ajustements monétaires», c'est-à-dire à la composante indexation pour inflation des paiements d'intérêts.

2. Ces données n'incluent pas les entreprises publiques.

Sources : FMI, *Government Finance Statistics Yearbook*, éditions diverses. BID, *External Debt and Economic Development in Latin America*, Washington D.C., 1984. BID, *Progrès économique et social en Amérique latine*, Washington D.C., 1985. Calculs de l'auteur.

Tableau I.8. STRUCTURE DES DÉPENSES PUBLIQUES EN 1980 ET 1984
En pourcentage du total des dépenses¹

		Traitements et salaires	Paiements d'intérêts	Investissements	Autres dépenses courantes	dont : transferts aux collectivités locales et régionales
Argentine	1980	27.9	5.0	26.5	40.6	8.3
	1984	29.3	8.3	22.6	39.8	16.1
Brésil ²	1980	10.2	4.9	10.1	74.7	48.5
	1984	9.1	9.2	9.1	72.6	53.6
Indonésie ³	1980	20.2	4.4	37.2	38.2	9.8
	1984	16.5	8.1	46.9	28.5	10.2
Corée	1980	13.7	5.6	12.0	54.1	19.5
	1984	13.1	6.4	11.7	57.1	23.1
Mexique	1980	19.4	9.4	24.6	46.6	41.4
	1984	15.1	30.1	13.2	41.6	33.8
Philippines	1980	24.5	6.0	22.0	46.5	4.0
	1984	25.3	15.6	14.7	44.4	15.6
Vénézuela	1980	33.5	6.4	17.7	42.4	17.7
	1984	30.4	11.2	15.6	42.8	28.9

1. Pour l'Administration centrale ; pour l'Argentine, les données concernent l'ensemble du secteur public non financier.

2. La rubrique "ajustement monétaire" n'est pas incluse.

3. Les données relatives aux investissements incluent les « crédits nets » consentis par l'Administration centrale.

Source : FMI, *Government Finance Statistics Yearbook*, 1986.

Tableau I.9. RÉSULTATS NETS DES ENTREPRISES PUBLIQUES NON FINANCIÈRES 1980-84¹
En pourcentage du PIB

Année	1980	1981	1982	1983	1984
Argentine	-4.6	-5.2	-6.9	-6.3	-5.1
Brésil	-6.2	-5.6	-6.8	-4.6	-3.5
Corée	-5.2	-5.4	-3.1	-1.9	-1.6
Mexique	-3.5	-4.6	-4.0	-5.0	-4.0
Philippines	-5.3	-5.7	-5.1	-4.2	-2.9
Vénézuéla	-5.6	-2.0	-3.7	-1.0	0

1. A l'exclusion des sociétés pétrolières au Mexique et au Vénézuéla.

PART DU RÉSULTAT NET DES ENTREPRISES PUBLIQUES NON FINANCIÈRES
DANS LE SOLDE BUDGÉTAIRE CONSOLIDÉ DU SECTEUR PUBLIC

En pourcentage du total

Année	1980	1981	1982	1983	1984
Argentine	57.5	31.1	38.3	35.2	38.9
Brésil	172.2	100.0	100.0	127.8	175.0
Corée	162.5	117.4	107.5	118.8	114.3
Mexique	46.1	31.5	38.2	58.8	64.5
Philippines	132.5	96.6	94.4	135.5	96.7
Vénézuéla	-280.0	76.9	30.3	41.7	0

Note: Un signe négatif correspond à un excédent.

Source: Banque mondiale, *Mémoire économique* pour divers pays. Données fournies par les autorités nationales. Calculs de l'auteur.

publiques soit probablement sous-estimé en raison du caractère incomplet des données²⁰, il est très clair qu'il a un impact majeur sur le déficit des finances publiques. En 1980, le déficit a représenté entre 3.5 pour cent (au Mexique) et 6.2 pour cent (au Brésil) du produit intérieur brut. Ce chiffre correspond à la taille moyenne du secteur des entreprises publiques dans les pays en développement (4.6 pour cent du PIB)²¹. La charge croissante des intérêts de leur dette a contraint les entreprises d'Etat à accroître encore davantage leur recours à l'emprunt jusqu'en 1982. Les déficits des entreprises publiques ont toutefois été réduits à partir de 1983.

Ce bourgeonnement des déficits des entreprises publiques explique pour une très large part les problèmes d'inflation et les difficultés de balance des paiements des pays débiteurs. Dans ce contexte, on peut se demander si ces entreprises contribuent à la croissance économique des pays débiteurs puisque loin de participer à la constitution déjà relativement modeste, de l'épargne, elles ont absorbé une fraction importante de cette dernière. Ceci explique pourquoi il est devenu souvent impératif pour ces pays de réduire le déficit des entreprises publiques.

Cette réduction peut être obtenue de plusieurs manières : par la fermeture ou la privatisation de certaines entreprises publiques, par une politique de tarification qui place les tarifs au niveau des coûts marginaux de production ou par une amélioration de la gestion économique²². En raison des problèmes politiques, sociaux et d'emploi que posent ces mesures, beaucoup de pays ont hésité jusqu'à présent à y recourir²³. En 1984, les déficits financiers des

entreprises publiques restaient très importants en Argentine (5.1 pour cent du PIB), au Mexique (4 pour cent), au Brésil (3.5 pour cent) et aux Philippines (2.9 pour cent). Toutefois, par rapport à 1982, ils avaient été réduits de 1.8 point en Argentine et de 3.3 points du PIB au Brésil, ce qui avait contribué à faciliter la mobilisation intérieure des fonds destinés au transfert²⁴. En 1984, au Vénézuëla et en Corée, l'ensemble du secteur des entreprises publiques affichait soit une absence de déficit financier soit un déficit relativement faible ; par rapport à 1982, la réduction du déficit atteignait 3.7 points du PIB au Vénézuëla et 2.5 points en Corée. L'analyse des conditions dans lesquelles les entreprises publiques ont pu en pratique améliorer leurs résultats sort du champ de la présente étude.

Les déficits des entreprises publiques ont souvent été attribués à la politique de tarification. Les préoccupations de redistribution des revenus et de stabilité des prix ont fréquemment amené les gouvernements à plafonner les tarifs publics qui sont ainsi tombés en-dessous du coût marginal. La préoccupation de redistribution des revenus a été d'une importance particulière dès lors que toute baisse des prix de biens ou services subventionnés est généralement répartie de manière asymétrique, les parties les plus pauvres de la population étant le principal groupe cible. L'ajustement budgétaire a rarement permis d'éviter une hausse des tarifs publics qui s'est fréquemment heurtée à une opposition politique. Les institutions financières internationales qui conditionnaient l'octroi de leurs crédits à de tels ajustements ont été l'objet de vives critiques. La présente étude suggère qu'au lieu de critiquer ces politiques de la dernière chance les gouvernements devraient plutôt reconsidérer leurs politiques économiques et en particulier leur politique des revenus qui s'est manifestement fourvoyée.

Il existe encore un potentiel considérable de réduction des dépenses publiques auquel peu d'attention a été accordée dans le débat actuel sur la dette. Ce potentiel existe au niveau tant de l'administration centrale que des collectivités locales. La part de ces dernières dans le total des dépenses publiques s'est accrue dans tous les pays sauf le Mexique (tableau I.9). La nécessité d'une réduction des dépenses a été, apparemment, moins ressentie au niveau local qu'au niveau central.

2.2.2. *L'augmentation des recettes publiques normales*

La capacité qu'a l'Etat d'accroître ses recettes fiscales dépend de la capacité contributive nationale existante. Les principaux facteurs déterminants de cette dernière sont *a)* le revenu par tête (au-delà du simple niveau de subsistance) et *b)* la capacité administrative de l'Etat d'assurer le recouvrement effectif de ses créances fiscales auprès des contribuables. La différence entre le ratio effectif d'imposition et la capacité contributive (par rapport au PIB) représente donc le potentiel fiscal inutilisé²⁵. Cette variable étant particulièrement difficile à quantifier, les comparaisons internationales ont été, récemment, limitées aux coefficients fiscaux effectifs et théoriques, ces derniers ayant été dérivés des comparaisons entre pays²⁶.

On se bornera donc à une comparaison du potentiel d'accroissement des recettes publiques sur la base des taux de prélèvements obligatoires effectifs pour 1980. Les taux de prélèvement les plus faibles étaient ceux des Philippines (16.6 pour cent) et du Mexique (19.2 pour cent), le plus élevé celui du Vénézuëla (41 pour cent). Les taux du prélèvement obligatoire des autres pays étaient compris entre 23 et 27 pour cent et correspondaient généralement à la moyenne internationale des pays en développement²⁷. En 1984, les ratios moyens de recettes fiscales n'étaient pas plus élevés dans les pays examinés qu'avant la crise de la dette et étaient souvent plus faibles. Ce n'est qu'en Corée, au Mexique (jusqu'en 1985) et en Indonésie (tableau I.7) que l'accroissement des recettes fiscales a contribué de manière sérieuse à la solution du problème de la mobilisation.

Outre les goulots d'étranglement administratifs et techniques, (au niveau de l'établissement, de l'assiette et du recouvrement de l'impôt), l'étroitesse des bases d'imposition et la faible élasticité par rapport au revenu qui affectent la fiscalité de ces pays ont empêché une hausse importante des recettes. L'amenuisement des bases d'imposition a souvent été lié à la mobilisation des fonds nécessaires au transfert (du fait de la réduction de la consommation et des importations).

Dans une telle situation, les gouvernements des pays débiteurs ont souvent été tentés de relever les taux d'imposition mais cette mesure s'est fréquemment avérée budgétairement improductive (tableau I.10). Plus la pression fiscale est forte, plus le risque d'échappatoire, d'évasion, et de fraude est élevé. Ce phénomène a été particulièrement évident en Argentine où, malgré la forte hausse des taux marginaux d'imposition et un alourdissement automatique de l'impôt dû à l'inflation, le rendement de l'impôt sur le revenu a été réduit de moitié entre 1980 et 1984, revenant à 1.3 pour cent du PIB. Ceci confirme par ailleurs la corrélation négative observée entre les recettes fiscales normales et le prélèvement opéré par l'inflation dans les pays en développement sujets à l'inflation²⁸. A la différence des pays industrialisés où la combinaison d'un barème progressif de l'impôt et d'une croissance des revenus liés à l'inflation conduit à une augmentation des recettes fiscales, les pays en développement constatent une chute de leurs recettes liée aux retards de recouvrement. Les délais entre le fait générateur de l'impôt et son recouvrement entraînent une perte considérable de recettes en termes réels. De plus, les retards de paiement sont en pratique encouragés dans des pays comme l'Argentine par l'insignifiance des majorations pour retard et par l'existence d'un large éventail d'exemptions qui affectent la moralité fiscale.

Tableau I.10. TAUX DE L'IMPÔT SUR LE REVENU DES PERSONNES PHYSIQUES ET PRODUIT DES IMPÔTS SUR LE REVENU

	Taux maximum de l'impôt sur le revenu des personnes physiques ¹		Coefficient du seuil de revenu ²	Produit des impôts ³	
	1980	1984		1980	1984
Argentine	45 (73.7)	62 (67.7)	29	2.6	1.3
Brésil	55 (76.4)	60 (10.8)	5	2.7	4.0
Indonésie	50 (15.4)	35 (46.5)	84	2.3	2.5
Corée	89 (173.2)	65 (72.3)	44	4.0	4.4
Mexique	55 (65.8)	55 (61.6)	29	5.8	4.1
Philippines	70 (68.5)	60 (23.3)	33	2.8	2.3

1. Taux de l'impôt (en pourcentage) et tranche de revenu imposable correspondante (en milliers de dollars). Les taux de change utilisés sont les taux moyens de la période.

2. Tranche de revenu à laquelle s'applique le taux d'imposition le plus élevé rapportée au PIB par tête de 1982 (en dollars de 1980).

3. Montant des recettes de l'impôt sur le revenu en pourcentage du PIB.

Sources : Alan Reynolds, «Some International Comparisons of Supply-Side Tax Policy», *CATO Journal*, Vol. 5.2 (1985), tableau 5. FMI, *Government Finance Statistics Yearbook*, éditions diverses. Calculs de l'auteur.

Le Brésil a connu également une érosion liée à l'inflation des recettes de l'impôt sur le revenu en dépit de l'effet de la progressivité du barème, érosion qui apparaît au tableau I.10 sous la forme d'une chute spectaculaire de la valeur en dollar de la tranche de revenu à laquelle s'appliquait le taux marginal supérieur de l'impôt. Toutefois, cette érosion de l'impôt sur le revenu liée à l'inflation a été plus que compensée par la hausse du rendement des impôts sur les plus-values en capital réalisées sur les obligations du Trésor.

En Indonésie, les taux marginaux de l'impôt sur le revenu ont été réduits tandis que le seuil des tranches de revenu auxquelles s'appliquent les taux supérieurs a été relevé. Malgré un allègement de la pression fiscale, l'Indonésie ainsi que la Corée ont pu accroître le rendement de leur impôt sur le revenu. En revanche, le Mexique et les Philippines ont dû faire face à un important recul des recouvrements malgré l'augmentation de la pression fiscale. Dans les deux pays, les pertes de recettes fiscales s'expliquent également par la chute très importante des revenus. La réduction des recettes de l'impôt sur le revenu s'est par ailleurs accompagnée d'une chute du produit des cotisations de sécurité sociale.

En Argentine, au Brésil, au Mexique et au Vénézuéla, la baisse des recettes de l'impôt sur le revenu s'est accompagnée d'une chute du produit des droits de douane du fait de la diminution des importations (tableau I.10). Le budget des Philippines a été particulièrement affecté ; avant la crise de l'endettement, les droits de douane à l'importation représentaient un tiers des recettes budgétaires. Seule parmi les pays examinés, la Corée est parvenue à augmenter la part des droits de douane dans le total des recettes grâce à l'introduction d'une taxe à l'importation de 5 pour cent sur le pétrole²⁹ et à l'augmentation des importations. Par ailleurs, le Mexique est parvenu à compenser en partie la baisse des recettes fiscales au titre des impôts sur le revenu et des taxes à l'importation par un relèvement du taux des impôts sur la consommation³⁰.

En Argentine, au Brésil et aux Philippines, on a observé une croissance du produit des taxes à l'exportation. Cette évolution a compliqué la réalisation du transfert réel et a accentué la nécessité d'une dévaluation en termes réels. Tandis qu'au Brésil, la croissance a été due à une progression en volume des exportations, en Argentine et aux Philippines, elle a tenu à un relèvement du taux des taxes à l'exportation. Un exemple particulièrement frappant d'aggravation de la difficulté du transfert du fait des conditions de mobilisation des ressources a été celui de l'Argentine. La part de la taxe à l'exportation dans le total des recettes a été relevée de 0.4 pour cent en 1980 à 5.4 pour cent en 1984. L'une des raisons principales de la non-résolution du problème budgétaire et de transfert de ce pays tient à l'inefficience et au défaut de neutralité du système fiscal comme l'indiquent clairement les chiffres suivants³¹ :

- Sur les 770 000 contribuables argentins recensés en 1985, 730 000 payaient en moyenne 170 dollars par an au titre des impôts sur le revenu, sur le capital et sur la fortune. Si l'on en croit les déclarations de revenus et de patrimoines des cadres diplômés, la valeur de leur patrimoine immobilier était en moyenne de 7 500 dollars et leur rémunération de 150 dollars par semaine. La faiblesse de ces chiffres ne fait qu'illustrer la facilité de l'évasion fiscale³².
- La pression fiscale a été accrue sur les actifs et les revenus difficiles à dissimuler. Outre les actifs financiers, les matières premières et les terres agricoles, les recettes d'exportation étaient faciles à imposer. Les agriculteurs argentins producteurs de graines de soja devaient ainsi payer en moyenne en 1985, 36 pour cent du prix rendu au port sous forme de taxes à l'exportation et d'impôts sur le chiffre d'affaires. Par ailleurs sur les 64 pour cent restants, 15 pour cent étaient absorbés par les frais de transport et de commercialisation. Le solde était ensuite soumis à l'impôt foncier et aux impôts sur le capital, le revenu et la fortune représentant un prélèvement de quelque 22 pour cent. Les conséquences néfastes du point de vue de la réalisation du transfert réel d'une pression fiscale aussi élevée vont de soi.

La nécessité d'une réforme de la fiscalité comme préalable à la solution du problème budgétaire n'est devenue que plus évidente avec la baisse des prix du pétrole. Jusqu'alors, les recettes pétrolières représentaient jusqu'à 70 pour cent des recettes budgétaires de pays aussi lourdement endettés que l'Indonésie, le Mexique et les Philippines. Il faut du temps pour corriger un tel niveau de dépendance. Tout d'abord la correction ne peut être que marginale

en l'absence d'une diversification générale de l'économie. A défaut, la pression fiscale sur les autres produits devrait être accrue de manière disproportionnée ce qui serait improductif du point de vue du rendement de l'impôt. En second lieu, la préparation, la rédaction et la mise en œuvre d'une réforme fiscale exigent généralement un délai d'environ cinq ans si l'on veut en assurer la réussite économique et sociale. L'expérience de la réforme fiscale indonésienne qui est entrée en vigueur en 1983 est tout à fait pertinente à cet égard, en particulier si on la compare aux réformes fiscales précédemment entreprises dans d'autres pays en développement³³.

La réforme indonésienne n'a pas été élaborée pour faire face à des difficultés de balance des paiements mais avait été conçue dès 1981, avec une prévoyante intelligence, pour le cas où les prix du pétrole viendraient à baisser. La réforme visait à élargir l'assiette de l'impôt ce qui permettait au gouvernement d'abaisser les taux d'imposition en vigueur et de simplifier le système fiscal. Comme le montre le tableau I.10, la réduction des taux supérieurs du barème et le triplement (en dollars) du seuil des tranches de revenus auxquels ils s'appliquent n'a pas empêché une amélioration du rendement de l'impôt sur le revenu. La même constatation vaut pour les impôts sur la consommation et sur la fortune (tableau I.11) dont la part dans le total des recettes était supérieure en 1984 de 1.6 point à celle de 1980. Dans le même temps, les impôts pesant sur les échanges extérieurs ont été réduits. L'amélioration relativement mineure du rendement des impôts qui a augmenté de 1.6 point, passant à 25 pour cent du PIB à la suite de la réforme conduit à penser qu'un système fiscal même optimal ne peut supporter que partiellement des chocs extérieurs (tels que la chute des prix du pétrole en 1986) dès lors que l'économie à laquelle il s'applique reste insuffisamment diversifiée.

Tableau I.11. STRUCTURE DES RECETTES PUBLIQUES, 1980 ET 1984
En pourcentage du total des recettes¹

		Revenus et bénéfices	Cotisations sociales	Biens et services	Fortune	Import.	Export.	Autres	dont : recettes pétrolières
Argentine	1980	9.4	18.0	36.0	7.2	4.7	0.4	24.3	
	1984	5.4	11.3	40.4	7.9	2.9	5.4	26.7	
Brésil	1980	29.0	2.2	47.3	0	7.5	5.4	8.6	
	1984	43.0	2.2	41.9	0	4.3	6.5	2.1	
Indonésie	1980	10.5	0	8.5	0.1	4.2	2.9	73.8	72.6
	1984	11.2	0	9.3	0.9	2.9	0.5	75.2	71.0
Corée	1980	22.0	1.1	52.5	0.5	14.8	0	9.1	
	1984	22.7	1.2	44.7	0.8	15.2	0	15.4	
Mexique	1980	24.3	14.0	24.4	0.3	6.3	0	31.0	24.0
	1984	15.0	9.4	32.1	0	0	0	43.5	34.5
Philippines	1980	21.0	0	31.4	0.7	32.3	1.1	13.5	
	1984	21.6	0	33.0	0.7	27.8	3.7	13.2	
Vénézuela	1980	11.3	4.6	4.0	0.5	7.2	0	72.4	72.2
	1984	10.5	3.2	4.5	0.1	4.6	0	77.1	63.8

1. De l'Administration centrale.

Source : FMI, *Government Finance Statistics Yearbook*, 1986.

3. LE FINANCEMENT INFLATIONNISTE DU SECTEUR PUBLIC ET SES CONSÉQUENCES

3.1. *La couverture des déficits budgétaires*

L'incapacité des pouvoirs publics de relever à court terme les ratios de recettes publiques et dans une moindre mesure l'insuffisance des réductions de dépenses opérées face à l'importance des transferts à réaliser ont entraîné une explosion des déficits budgétaires (tableau I.7). En Argentine, le déficit financier de l'ensemble du secteur public a très fortement progressé, passant de 8 pour cent du PIB en 1980 à 18 pour cent en 1982 et 1983. Au Brésil, l'indexation intégrale de la dette publique et la lourde charge d'intérêts qui en est résultée ont créé un cercle vicieux d'inflation induite par le déficit et d'aggravation du déficit induite par l'inflation. Le déficit financier du secteur public s'est constamment aggravé passant de 7.1 pour cent du PIB en 1980 à 23.3 pour cent en 1984, malgré l'élimination du déficit non financier³⁴. Au Mexique, le déficit financier a explosé en 1982, passant de 7.6 pour cent à 17.8 pour cent du PIB. Au Venezuela où le budget était au départ excédentaire, le besoin d'emprunt du secteur public a atteint 12.2 pour cent du PIB en 1982. Au cours de la même année, les trois pays asiatiques ont enregistré un déficit budgétaire de l'ordre de 5 pour cent du PIB, bien en-dessous des chiffres latino-américains.

Dès lors que le recours à l'endettement extérieur n'était plus possible, les déficits du secteur public ont dû être couverts par des sources internes (tableau I.6). Dans les sections qui suivent, on devra examiner dans quelle mesure ces énormes besoins d'emprunts ont été couverts soit par une épargne volontaire ou par une épargne forcée plus ou moins apparente soit par des moyens inflationnistes. A cet égard, deux éléments institutionnels fondamentaux des pays en développement doivent être notés ici. En premier lieu, il faut tenir compte du niveau de développement du marché financier interne qui détermine, au moins à moyen terme, le potentiel existant de financement non inflationniste du déficit³⁵. En second lieu, il convient de se rappeler que dans les pays en développement, les banques centrales ne sont généralement pas indépendantes du gouvernement³⁶. En conséquence, on ne peut considérer l'offre de monnaie comme exogène.

3.1.1. *Financement par émission de titres sur le marché interne*

Le caractère inflationniste ou non inflationniste du financement interne du déficit public dépend à court terme de la nature des détenteurs des créances correspondantes. Si le détenteur est la banque centrale ou l'ensemble du système bancaire, il existe une relation immédiate et directe entre le financement du déficit et l'expansion de la base ou de la masse monétaire. En revanche, le financement du déficit par le secteur non bancaire n'entraîne pas de création monétaire au moins directement. C'est pourquoi l'on assimile généralement le financement non inflationniste de la dette publique à l'émission de titres obligataires auprès du secteur privé. Une version extrême de la théorie des anticipations rationnelles va même jusqu'à affirmer qu'il n'existe aucune distinction entre le financement par l'impôt et le financement par l'emprunt obligataire³⁷. Par référence au théorème de l'équivalence de Ricardo, ces deux modes de financement sont présumés avoir les mêmes effets économiques, dès lors que les particuliers anticipent une augmentation de la pression fiscale dans le futur pour faire face au service de la dette publique et réduisent leur consommation en conséquence. Cette hypothèse n'est pas confirmée lorsque, comme on le verra ci-après à propos du Brésil, la dette interne est très élevée et que les taux d'intérêt réels sont positifs et dépassent la croissance du PIB en termes réels.

Néanmoins, en cas de rationnement du crédit extérieur, le financement du déficit budgétaire par l'émission de titres obligataires constitue la seule solution non inflationniste à court et à moyen terme. Toutefois, de même que la capacité contributive, la capacité d'émission d'obligations est limitée. Elle dépend principalement de la dimension du marché financier interne laquelle est elle-même déterminée par le niveau passé et attendu des taux d'intérêt³⁸.

Le tableau I.6 (rubrique finances publiques) montre que seuls le Brésil, la Corée et le Venezuela ont réussi à financer le besoin d'emprunt du secteur public par des émissions auprès du secteur privé non bancaire. Par ailleurs, l'Indonésie a été en mesure de financer le reste de son déficit budgétaire à l'étranger. En ce qui concerne les autres pays (Argentine, Mexique et Philippines) la contribution négative du secteur privé au financement de la dette publique montre une perte de confiance de la population locale dans la capacité financière du gouvernement, venant après celle des créanciers étrangers.

Le tableau I.12 ne laisse aucun doute sur l'origine des différences observées entre pays en matière de recours au financement obligataire en indiquant le taux d'intérêt moyen effectivement servi sur la dette publique. Depuis 1982, le Brésil, la Corée et le Venezuela, pays où le déficit budgétaire a été principalement financé par des émissions obligataires, connais-

Tableau I.12. TAUX D'INTÉRÊT MOYEN DE LA DETTE PUBLIQUE INTÉRIEURE
En pourcentage par an

	1980	1981	1982	1983	1984	1985
<i>I. Pays en situation d'hyperinflation</i>						
Argentine						
Taux d'intérêt ¹	19.9	30.9	19.2	10.4	7.2	11.2
Prix à la consommation ²	100.8	104.5	104.5	343.8	626.7	673.4
Brésil						
Taux d'intérêt	35.4	89.0	131.3	136.7	250.2	270.4
Prix à la consommation	92.8	98.6	100.4	133.4	188.8	224.6
<i>II. Pays à inflation élevée</i>						
Mexique						
Taux d'intérêt	10.8	16.9	21.7	28.5	37.3	32.6
Prix à la consommation	26.3	27.9	58.9	101.9	645.4	57.7
Philippines						
Taux d'intérêt	12.0	11.9	13.8	14.2	28.5	33.2
Prix à la consommation	18.2	13.1	10.2	10.0	50.4	21.7
<i>III. Pays à faible inflation</i>						
Indonésie						
Taux d'intérêt	9.0	9.0	9.0	9.0	9.0	9.0
Prix à la consommation	18.5	12.2	9.5	11.8	10.4	3.7
Corée						
Taux d'intérêt	11.6	10.5	8.8	7.2	9.1	7.8
Prix à la consommation	28.7	21.3	7.3	3.4	2.3	1.7
Vénézuéla						
Taux d'intérêt	7.1	8.4	11.8	13.2	13.5	13.0
Prix à la consommation	21.5	16.2	9.5	6.2	12.2	10.7

1. Chiffres dérivés du rapport entre les charges annuelles d'intérêt et l'encours estimé en milieu d'année de la dette intérieure du secteur public non financier.

2. Evolution annuelle en pourcentage.

Sources : FMI, *Government Finance Statistics Yearbook*, éditions diverses. FMI, *Statistiques financières internationales*, éditions diverses. Morgan Guaranty, *World Financial Markets*, avril/mai 1986. Banque centrale des Philippines, Statistiques financières. Calculs de l'auteur.

saient des taux d'intérêt réels positifs *ex post* sur la dette publique. L'Argentine, le Mexique et, à une certaine période, les Philippines ont allégé leur charge budgétaire par un prélèvement rampant sur les acheteurs privés d'obligations, c'est-à-dire, qu'ils ont versé des intérêts réels négatifs. Il est clair qu'en Argentine et au Mexique, l'intérêt des obligations était si faible que les acheteurs même les plus optimistes ne pouvaient compter sur la désinflation pour obtenir un intérêt réel *ex ante*.

En Argentine et au Mexique, si le secteur public avait couvert ses besoins de financement par des emprunts assortis de taux d'intérêt réels positifs, les charges d'intérêt auraient explosé au moins autant qu'au Brésil. Selon les calculs de la Banque Morgan Guaranty, les charges d'intérêt du budget public auraient, dans cette hypothèse, atteint le chiffre astronomique de 51.6 pour cent du PIB pour l'Argentine et de 35.7 pour cent du PIB pour le Mexique³⁹. Ces chiffres exorbitants créent un dilemme supplémentaire pour les pays fortement endettés. S'ils tentent de limiter les dépenses en recourant à un prélèvement rampant sur leurs créanciers la réduction du déficit public en sera facilitée et la dette intérieure en termes réels sera diminuée par l'inflation. Toutefois, cette érosion de la dette publique par l'inflation finira par détruire la base financière de la dépense publique. L'érosion inflationniste de l'impôt liée aux délais de recouvrement s'ajoutant à la répression financière (imposée par exemple par des taux d'intérêt réels négatifs) détruit la base interne d'un financement public non inflationniste. Le cumul de ces deux phénomènes finit par ébranler la base monétaire comme on le montrera de manière empirique dans les sections suivantes.

A l'inverse, le gouvernement brésilien a offert des taux d'intérêt réels positifs et a attiré une épargne volontaire du secteur non bancaire⁴⁰. Toutefois, comme les obligations publiques étaient assorties d'une indexation, la croissance des charges d'intérêt a augmenté le besoin d'emprunt et donc la dette publique. Le tableau I.12 montre que le taux d'intérêt des obligations de la dette publique brésilienne était nettement supérieur au taux d'inflation. Cette situation était virtuellement impossible à éviter dès lors que l'on souhaitait attirer les souscripteurs compte tenu de l'instabilité du taux d'inflation et des anticipations de dévaluation suscitées par le transfert. L'arithmétique désagréable de l'alourdissement de la dette a été démontrée maintes fois dans les situations où les taux d'intérêt réels excèdent la croissance du PIB⁴¹. Lorsqu'il n'est pas possible de relever la pression fiscale, la croissance du ratio du service de la dette conduit à une explosion des déficits financiers si les dépenses non financières ne sont pas réduites. Dans ces conditions, il est clair que le financement du déficit contribue à l'aggravation de ce dernier. Il s'agit d'un processus auto-entretenu des recettes. Toutefois, dans le cas de pays où l'inflation est à trois chiffres et où le niveau de la dette intérieure est très élevé, la seule solution réside dans le prélèvement dû à l'inflation opéré sur les créanciers nationaux⁴².

3.1.2. *Le recours au prélèvement par l'inflation*

S'il ne parvient pas à financer le déficit budgétaire en faisant appel au secteur privé non bancaire ou à l'étranger, le gouvernement doit s'en remettre à la planche à billets ou faire appel au crédit bancaire. Ce type de financement implique une création monétaire sauf si le crédit au secteur public se substitue aux crédits bancaires distribués au secteur privé. La création monétaire entraîne une hausse des dépenses en valeur nominale qui a un caractère inflationniste sauf si elle a pour contrepartie une augmentation de l'offre intérieure ou des importations⁴³. L'impact inflationniste de la création monétaire est particulièrement important en cas de financement par la banque centrale. Cette situation se rencontre dans les pays en développement, où la banque centrale est sous la dépendance du gouvernement. Il existe alors une forte relation empirique entre les déficits budgétaires et la monnaie banque centrale. De ce fait, les politiques monétaire et budgétaire sont étroitement reliées⁴⁴.

Le tableau I.6 confirme ces hypothèses. Un important besoin d'emprunt du secteur public rend impossible le contrôle des agrégats monétaires. En Argentine, la création monétaire a financé non seulement la totalité du déficit budgétaire à partir de 1983 mais aussi 90 pour cent du total des dépenses publiques dans la mesure où la chute du financement apporté par le secteur privé non bancaire a été pratiquement équivalente au total des recettes publiques régulières. De même, au Mexique, le déficit public a été financé en totalité par le secteur bancaire dans son ensemble après le début de la crise de la dette en 1982. Le financement monétaire a été réduit par la suite mais il a augmenté à nouveau en 1985. Au Brésil, les avances de la banque centrale n'ont financé qu'une faible part du déficit public. Toutefois, la politique monétaire a facilité le financement des besoins d'emprunt du secteur privé. Le secteur public a placé ses emprunts auprès du secteur privé non bancaire plutôt qu'auprès du système bancaire sans pour autant réduire l'impact inflationniste du déficit budgétaire. En effet, le secteur privé a financé ses souscriptions de titres publics moins par de l'épargne que par le recours au crédit interne. En revanche, aux Philippines, les besoins d'emprunt du secteur public ont eu une incidence très limitée sur la politique monétaire expansionniste suivie en 1982 et 1983. Dans les autres pays sous revue (Corée, Indonésie, Vénézuéla) l'expansion du crédit interne n'a pas eu un caractère inflationniste mais a accompagné la croissance économique réelle.

Ces trois pays ont enregistré des taux d'inflation faibles ou modérés. Le succès de la Corée a été particulièrement spectaculaire ; l'inflation annuelle est tombée de 25 pour cent en 1980/81 à 2 pour cent en 1984/85 (tableau I.13). En revanche, les Philippines (en 1984) et le

Tableau I.13. MONNAIE¹ ET PRIX²
En pourcentage par an

	1980/81	1982	1983	1984	1985
<i>Argentine</i>					
Monnaie	100	162	402	611	424
Prix	110	210	434	688	385
<i>Brésil</i>					
Monnaie	78	85	136	260	317
Prix	94	103	164	209	234
<i>Indonésie</i>					
Monnaie	38	21	21	30	17
Prix	15	12	10	10	5
<i>Corée</i>					
Monnaie	26	27	15	8	16
Prix	25	7	3	2	2
<i>Mexique</i>					
Monnaie	43	71	63	67	45
Prix	30	99	81	59	64
<i>Philippines</i>					
Monnaie	20	20	22	15	7
Prix	16	10	10	50	23
<i>Vénézuéla</i>					
Monnaie	17	12	21	18	11
Prix	19	10	6	12	12

1. Monnaie et quasi-monnaie.

2. Indice des prix à la consommation.

Source : FMI, *Statistiques financières internationales*, éditions diverses.

Mexique (en 1982) ont connu une sérieuse accélération de leur rythme d'inflation. Quant à l'Argentine et au Brésil, ils ont connu une hyper-inflation⁴⁵.

L'inflation provoque une érosion du pouvoir d'achat réel et agit comme un prélèvement fiscal sur les détenteurs de liquidités : leurs avoirs nets sont réduits en termes réels tandis que le prélèvement opéré par l'inflation réduit le montant en termes réels de la dette publique⁴⁶. Le taux de prélèvement dû à l'inflation correspond, pour les avoirs financiers non rémunérés (monnaie et dépôts à vue), au taux d'inflation p . L'assiette du prélèvement est constituée par les avoirs liquides réels M . Le prélèvement opéré par l'inflation R_i pour une période donnée est égal au produit des avoirs liquides réels de la période M_t par le taux d'inflation correspondant p_t :

$$(2) \quad R_i = p_t \cdot M_t$$

Le tableau I.14 indique les moyennes trimestrielles des taux d'inflation trimestriels annualisés, le montant des avoirs liquides en termes réels (M_t aux prix de 1980) et le prélèvement dû à l'inflation en pourcentage du PIB. Les calculs montrent que le prélèvement opéré par l'inflation a pesé lourdement en Argentine. A partir du troisième trimestre de 1982, il a atteint entre 9.3 et 15.8 pour cent du PIB. Il a ensuite augmenté pendant dix-huit mois et a commencé à fléchir régulièrement à compter du second trimestre de 1984, du fait de la chute de la demande de monnaie en termes réels.

Au Brésil, l'impôt prélevé par l'inflation a été sensiblement moins productif qu'en Argentine malgré une hausse des prix à trois chiffres parce que les particuliers ont pu mieux se protéger contre l'inflation grâce à l'indexation des actifs financiers. Toutefois, l'augmentation du transfert financier s'est traduite par un fort accroissement du prélèvement dû à l'inflation qui a bondi de 3.2 à 5.2 pour cent du PIB au cours du premier trimestre 1983. Après quoi, l'impôt prélevé par l'inflation a oscillé entre 4 et 5 pour cent du PIB jusqu'à la fin de 1985 (avant l'entrée en vigueur de la réforme monétaire).

Le Mexique, les Philippines et, pendant une brève période, le Venezuela ont également réagi à l'augmentation des charges d'intérêt et à la diminution des crédits extérieurs par une accélération directe de l'inflation. Au Mexique, le prélèvement opéré par l'inflation a été porté au cours du troisième trimestre de 1982 à 7 pour cent du PIB. Neuf mois plus tard, la chute du taux de l'inflation s'est traduite par une diminution du prélèvement lequel a augmenté à nouveau du fait de l'aggravation des difficultés budgétaires et extérieures déclenchées par la chute des prix du pétrole à la fin de 1985. Aux Philippines, le prélèvement sur les avoirs monétaires découlant de l'inflation est apparu clairement à partir du troisième trimestre de 1983. Il a atteint un point culminant en 1984 soit 4.3 pour cent du PIB mais il est tombé à zéro en 1985. Au Venezuela, l'inflation a commencé à s'accélérer au cours du second trimestre de 1984 après l'échec de la tentative gouvernementale pour financer le déficit au moyen des bénéfices de change réalisés par la banque centrale. Toutefois, la hausse des prix s'est ralentie à nouveau au cours de l'année suivante. En Corée et en Indonésie, le prélèvement dû à l'inflation n'a joué aucun rôle significatif au long de la période 1982-85.

Le prélèvement dû à l'inflation est souvent utilisé comme une solution alternative commode aux recettes fiscales normales notamment par les pays du Tiers-Monde dont la base d'imposition est inadéquate et l'administration fiscale inefficace⁴⁷. Dans la mesure où la monnaie correspond à une dette directe de l'Etat vis-à-vis du secteur privé, l'inflation, qui affecte la valeur des billets et pièces en circulation, représente un gain en capital direct pour l'Etat. Le prélèvement opéré par l'inflation sur les dépôts à vue non rémunérés bénéficie à l'Etat ou au secteur bancaire selon le niveau des réserves obligatoires imposées aux banques⁴⁸. Toutefois, de même que dans le cas de tout autre impôt, un taux excessif de prélèvement entraîne une contraction de la base monétaire. La demande de liquidités réelles chute lorsque le coût de leur détention augmente.

Tableau I.14. RECETTES PROCURÉES PAR LE PRÉLÈVEMENT DÛ A L'INFLATION SUR LES AVOIRS LIQUIDES

Moyennes trimestrielles, 1982 à 1985

	1982				1983				1984				1985			
	I	II	III	IV	I	II	III	IV	I	II	III	IV	I	II	III	IV
<i>I. Pays en situation d'hyperinflation</i>																
Argentine																
Prix à la consommation ¹	161	72	324	341	338	255	438	667	509	650	827	810	1 004	1 687	258	73
Avoirs liquides réels ²	4.9	6.3	7.7	6.9	6.4	6.2	5.8	5.9	6.4	6.0	5.0	4.6	3.9	4.0	5.2	7.0
Prélèvement dû à l'inflation ³	5.3	3.6	13.4	12.3	11.1	9.3	12.0	15.6	14.5	15.8	14.9	13.6	12.7	16.8	7.8	5.1
Brésil																
Prix à la consommation ¹	102	107	108	78	145	161	225	174	195	191	217	215	273	170	258	246
Avoirs liquides réels ²	5.8	5.5	5.0	5.2	5.2	4.9	3.8	3.8	3.4	3.3	3.2	3.3	3.1	3.2	4.3	4.0
Prélèvement dû à l'inflation ³	4.4	4.4	4.0	3.2	5.2	5.3	5.2	4.4	4.2	4.0	4.3	4.7	4.2	3.6	5.1	4.4
<i>II. Pays à situation élevée</i>																
Mexique																
Prix à la consommation ¹	56	76	113	112	155	85	63	60	87	62	46	49	82	44	49	68
Avoirs liquides réels ²	10.0	8.3	8.7	7.7	6.8	6.3	5.9	6.0	5.6	5.6	5.6	5.9	5.3	5.3	5.5	5.3
Prélèvement dû à l'inflation ³	4.2	5.1	7.3	6.4	7.2	4.1	3.1	3.0	3.8	2.9	2.2	2.5	3.4	2.0	2.3	2.9
Philippines																
Prix à la consommation ¹	14	7	12	3	4	7	20	42	89	33	88	32	24	2	7	-1
Avoirs liquides réels ²	6.8	6.9	6.6	6.3	6.4	6.6	6.8	6.8	6.3	6.1	5.6	4.8	4.6	4.5	4.7	4.6
Prélèvement dû à l'inflation ³	0.9	0.4	0.5	0.1	0.3	0.4	1.3	2.5	4.3	1.7	4.3	1.3	1.1	0.6	0.3	0
<i>III. Pays à faible inflation</i>																
Indonésie																
Prix à la consommation ¹	23	2	6	9	22	14	10	4	22	11	3	1	4	13	2	1
Avoirs liquides réels ²	11.3	11.8	12.1	11.4	11.0	10.7	10.6	10.6	10.1	10.0	9.3	10.4	11.0	11.2	10.8	11.3
Prélèvement dû à l'inflation ³	2.4	0.2	0.7	1.0	2.2	1.4	1.0	0.4	2.1	1.0	0.3	0.1	0.4	1.2	0.2	0.1
Corée																
Prix à la consommation ¹	5	7	5	1	8	1	0	0	6	2	2	1	4	3	2	3
Avoirs liquides réels ²	7.1	7.9	9.0	9.6	8.8	9.5	9.6	10.1	9.4	9.2	9.1	9.1	8.8	8.7	8.9	9.4
Prélèvement dû à l'inflation ³	0.4	0.5	0.4	0	0.9	0.1	0	0	0.7	0.2	0.1	0	0.4	0.2	0.2	0.2
Vénézuéla																
Prix à la consommation ¹	10	10	9	4	4	7	7	9	4	22	17	28	6	4	6	8
Avoirs liquides réels ²	16.4	15.9	15.8	15.9	17.8	17.3	18.9	18.7	19.8	21.2	21.2	20.3	21.4	21.5	21.5	-
Prélèvement dû à l'inflation ³	1.6	1.4	1.3	0.6	0.7	1.3	1.3	1.5	0.8	4.5	3.3	5.2	1.2	0.8	1.4	-

1. Variation trimestrielle des prix à la consommation.

2. Masse monétaire corrigée des variations saisonnières aux prix de 1980 en pourcentage du PIB aux prix de 1980.

3. Avoirs liquides réels multipliés par la variation trimestrielle des prix à la consommation.

Source : FMI, *Statistiques financières internationales*, éditions diverses. Calculs de l'auteur.

Le tableau I.14 et le diagramme I.1 confirment à nouveau le témoignage des faits⁴⁹. Dans les trois pays ayant connu une inflation faible ou modérée entre 1982 et 1985 (Corée, Indonésie, et Vénézuëla), les avoirs liquides réels ont été stables ou ont légèrement progressé au cours de la période en cause. Dans les autres pays sous revue, où l'inflation a été forte ou galopante, les avoirs liquides ont chuté en valeur réelle. En Argentine, l'agrégat M1 a chuté de moitié en pourcentage du PIB (aux prix de 1980), passant de 7.7 pour cent au troisième trimestre 1982 quand le transfert financier net a commencé à 3.9 pour cent du PIB avant la mise en œuvre de la réforme monétaire au troisième trimestre 1985. Au Brésil, le montant déjà limité des avoirs liquides a chuté de 5.2 pour cent du PIB (au premier trimestre 1983) à 3.1 pour cent (au premier trimestre 1985). De même, au Mexique, M1 a diminué de moitié par rapport au PIB après la crise de la dette, chutant à 5.3 pour cent en 1985. Les Philippines ont également subi une poussée inflationniste entre le troisième trimestre 1983 et le premier trimestre 1985, avec une chute des avoirs liquides en termes réels qui sont passés de 6.8 à 4.5 pour cent du produit intérieur brut.

La chute de la demande de monnaie explique non seulement le caractère inévitable de la réforme monétaire en Argentine et au Brésil mais aussi le choix de la date de la réforme (diagramme I.2). Les fonds nécessaires au transfert financier net ne pouvaient plus être mobilisés par le prélèvement opéré par l'inflation lequel a commencé à chuter malgré l'accélération de la création monétaire, la croissance incontrôlée du crédit interne et l'explosion consécutive des taux d'inflation. Comme on a pu le constater dans d'autres cas d'hyperinflation⁵⁰, l'impôt prélevé par l'inflation atteint un plafond pour un rythme donné d'inflation. Si le taux d'inflation dépasse ce seuil, le rendement diminue du fait de la baisse de la demande de monnaie.

Si l'on retient l'approche de Cagan⁵¹, la fonction de demande de monnaie révèle une relation de caractère semi-logarithmique entre M_t et p_t :

$$(3) \quad \ln M_t = b p_t$$

Le maximum de l'impôt prélevé par l'inflation

$$(2) \quad R_t = p_t \cdot M_t$$

est obtenu si

$$(4) \quad R_t (\max !) = p_t \cdot e^{a-bp_t} = \max !$$

L'équation (3) a déjà fait l'objet d'une estimation pour l'Argentine⁵² tandis que pour le Brésil l'analyse de la régression MCO a été opérée sur la base du tableau I.14. Les résultats suivants ont été obtenus :

— Argentine :

$$\ln M_t = 4.18318 - 0.0012 p_t \quad R^2 = 0.87$$

$$(15.8) \quad (-2.87) \quad DW = 1.84$$

— Brésil :

$$\ln M_t = 6.94162 - 0.023 p_t \quad R^2 = 0.70$$

$$(58.9) \quad (-5.76) \quad DW = 1.95$$

Aucune de ces deux estimations n'est autocorrélée (DW = Durbin-Watson proche de 2) ; leurs paramètres font apparaître une probabilité d'erreur inférieure à 1 pour cent (valeurs de t entre parenthèses) et prouvent, pour des valeurs élevées de R , que les avoirs liquides réels ont été déterminés par le taux d'inflation. Les résultats confirment l'hypothèse selon laquelle, dans le cas de taux d'inflation très élevés, les autres déterminants de la demande de monnaie, comme par exemple la variation des taux d'intérêt et des revenus en termes réels, jouent un rôle négligeable⁵³.

Diagramme I.1

ÉVOLUTION DES AVOIRS LIQUIDES EN TERMES RÉELS (M_1)

Moyenne 1982 = 100

50

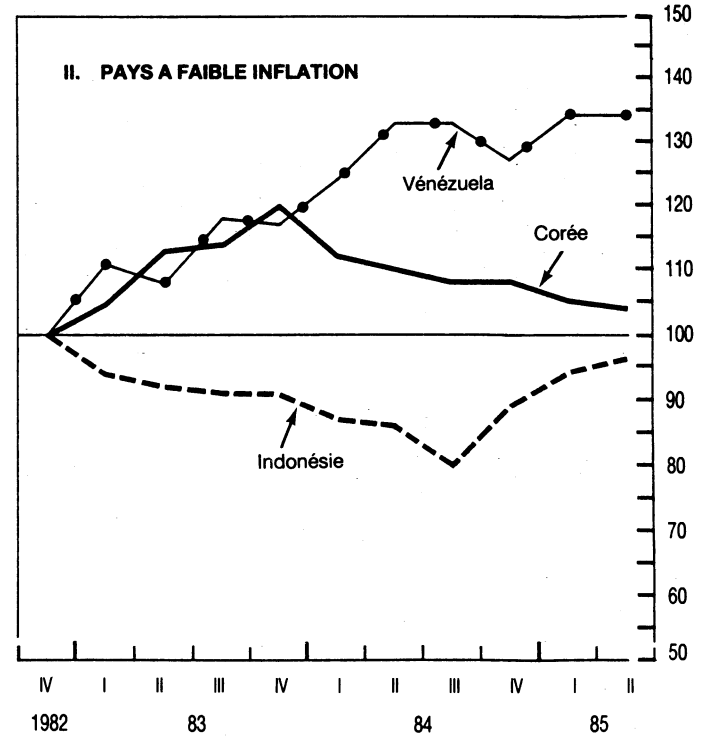
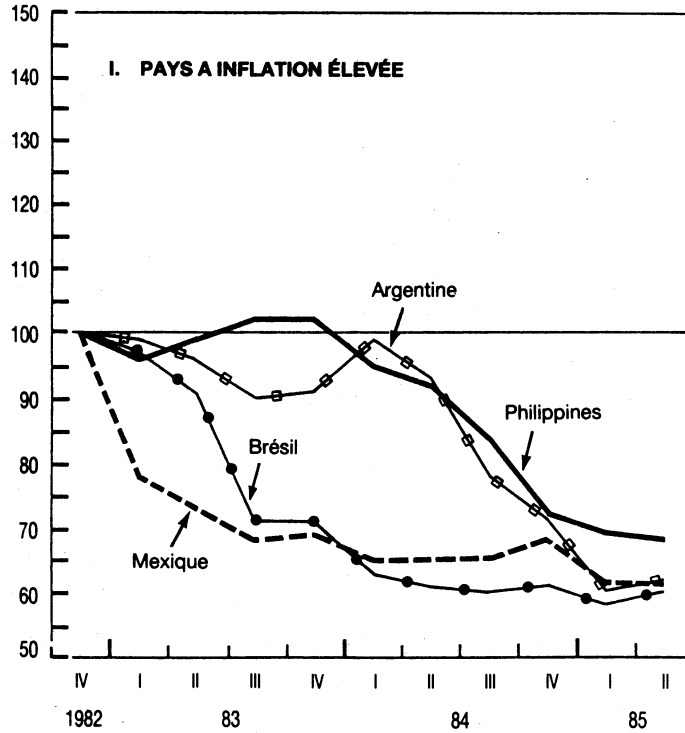
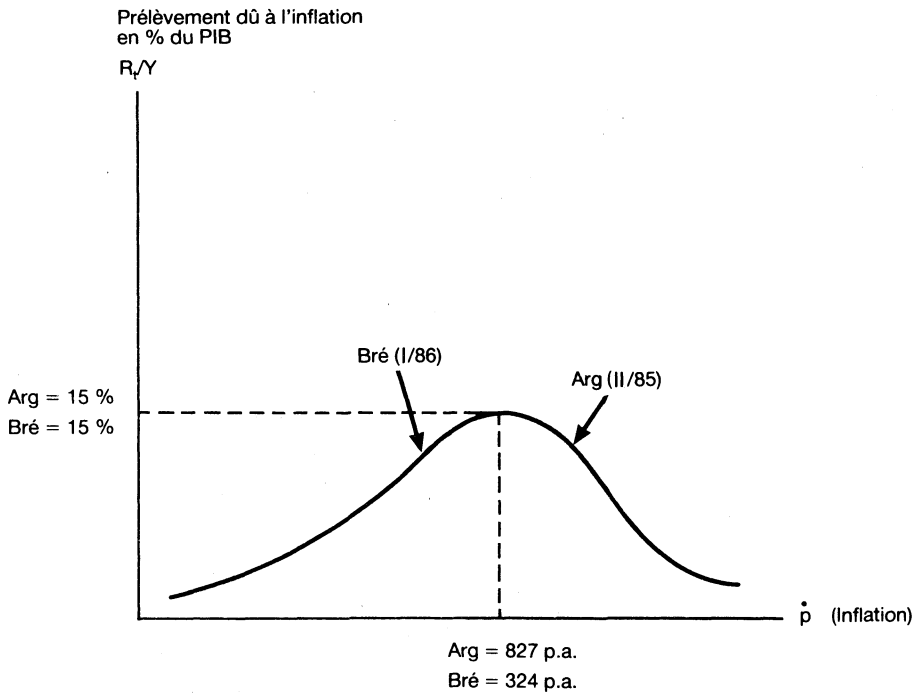


Diagramme I.2

**RECETTES PROCURÉES AU TRÉSOR PAR LE PRÉLÈVEMENT DÙ A L'INFLATION
ET DATE DES RÉFORMES MONÉTAIRES EN ARGENTINE ET AU BRÉSIL**



Selon les résultats de la régression de l'équation (4), l'impôt prélevé par l'inflation atteint son maximum en Argentine pour un taux annuel de 827 pour cent et au Brésil pour un taux de 324 pour cent. Ces résultats sont confirmés par les chiffres du tableau I.14. En conséquence, la réforme monétaire est intervenue dans ces deux pays au moment précis où le prélèvement opéré par l'inflation avait atteint ou dépassé le maximum de son rendement. En Argentine, la réforme monétaire est intervenue 9 mois après ce moment et au Brésil immédiatement avant ce moment (diagramme I.2).

3.1.3. *Le renforcement de la répression financière*

Dans les pays où le prélèvement opéré par l'inflation sur les actifs monétaires en termes réels est insuffisant pour financer le déficit financier du secteur public, il est souvent fait appel à un renforcement de la réglementation répressive applicable aux autres actifs financiers. Ce phénomène est caractéristique de nombreux pays en développement : le secteur bancaire national est contraint de contribuer au financement de la dette publique par l'imposition de taux élevés de réserves obligatoires dont la contrepartie est le versement par les banques d'intérêts réels négatifs sur les dépôts d'épargne⁵⁴.

Tableau I.15. RÉSERVES OBLIGATOIRES¹

	Moyenne 1980/81	1982	1983	1984	1985
<i>I. Pays en situation d'hyperinflation</i>					
Argentine	9	79	75	57	52
Brésil	19	20	16	23	17
<i>II. Pays à inflation élevée</i>					
Mexique	49	57	58	53	39
Philippines	20	18	23	24	24
<i>III. Pays à faible inflation</i>					
Indonésie	15	15	15	15	15
Corée	5.5	4.5	5.5	5.5	4.5
Vénézuéla	11	12	11	12	12

1. Moyenne pondérée en fin d'année, en pourcentage des dépôts à vue et à terme dans les banques commerciales.

Sources : Banque d'Indonésie, *Report of the Financial Year*, éditions diverses. Banque centrale de Corée, *Annual Report*, éditions diverses. Banque centrale des Philippines, *Annual Report*, éditions diverses. Banque centrale du Vénézuéla, *Annual Report*, éditions diverses. Morgan Guaranty, *World Financial Markets*, avril/mai 1986.

Du fait de la faiblesse relative des marchés obligataires de ces pays, les opérations monétaires et d'épargne jouent un rôle relativement plus important d'intermédiation entre épargnants et emprunteurs que dans les pays industrialisés. L'épargne financière des ménages est constituée principalement d'avoirs monétaires, d'autres moyens de règlement et de dépôts. Cette situation confère une importance encore plus grande au contrôle des fonds prêtables qui entrent dans la définition la plus large de la masse monétaire, M3. A la différence de ce qui se passe dans la plupart des pays industrialisés, ce contrôle ne se situe pas seulement dans le cadre de la politique monétaire et du crédit mais il permet au gouvernement de mener une politique interventionniste d'allocation du crédit par l'intermédiaire de la banque centrale.

Le principal instrument de la répression financière est le système de réserves obligatoires qui oblige les institutions financières à détenir un volume élevé d'avoirs non rémunérés ainsi que des titres de la dette publique assortis de faibles taux d'intérêt. Un autre instrument largement utilisé est l'imposition de plafonds ou de planchers de taux débiteurs ou créditeurs afin d'agir sur le niveau et la structure des taux d'intérêt ou de fixer des plafonds de taux débiteurs pour les prêts consentis à certains secteurs ou à certaines entreprises. Des fonds à des conditions avantageuses sont mis à la disposition d'intermédiaires financiers spécialisés qui consentent des prêts à des emprunteurs privilégiés. En règle générale, ce type de bonification d'intérêt n'apparaît pas dans le budget public.

La répression financière et l'allocation autoritaire du crédit sont également mises en oeuvre par de nombreux autres moyens moins répandus. Le niveau et la structure des taux d'intérêt peuvent être réglementés directement par les banques nationalisées. Les revenus d'intérêts des banques peuvent être imposés à des taux différenciés selon la nature de l'emprunteur. Les banques sont encouragées à consentir des crédits à certains secteurs de l'économie par des facilités préférentielles de réescompte auprès de la banque centrale ou par des coefficients réduits de réserves obligatoires. Les banques sont soumises à une réglementation de leurs emplois qui comporte des plafonds de crédits aux secteurs non prioritaires. Un autre mécanisme moins fréquent est le financement par subventions budgétaires de la marge d'intérêt des institutions financières⁵⁵.

Les tableaux I.15, I.16 et I.17 montrent clairement que la mobilisation interne des fonds nécessaires au transfert financier net a accentué pour un temps la répression financière en

Tableau I.16. TAUX D'INTÉRÊT RÉELS EX POST DE RÉMUNÉRATION DES DÉPÔTS¹

En pourcentage par an

	1980	1981	1982	1983	1984	1985
<i>I. Hyperinflation</i>						
Argentine	-21.5	+4.8	-23.5	-36.3	-24.7	-2.5
Brésil	-24.2	-22.6	-14.8	-18.9	+3.9	+5.7
<i>II. Pays à inflation élevée</i>						
Mexique	-4.5	+1.3	-7.0	-25.3	-12.1	+0.1
Philippines	-5.2	+3.0	+3.6	+3.6	-17.5	-5.2
<i>III. Pays à faible inflation</i>						
Indonésie	-4.6	+2.8	+6.6	+5.1	+7.8	+14.8
Corée	-8.8	-5.6	+2.2	+3.7	+3.6	+3.5
Vénézuéla	-7.3	-1.2	+5.1	+7.5	+0.4	-2.7

1. Dépôts à terme à échéance de six mois dans les banques commerciales (toutes durées pour les Philippines) ; pour le Brésil, les données concernent les bons du Trésor à trois mois. Les taux réels ex post ont été calculés en appliquant aux taux nominaux une correction pour inflation selon les indices nationaux des prix à la consommation.

Sources : Morgan Guaranty, *World Financial Markets*, éditions diverses ; FMI, *Statistiques financières internationales*, éditions diverses. Calculs de l'auteur.

Argentine ainsi qu'au Brésil, au Mexique et aux Philippines. En Argentine, le coefficient minimum de réserves obligatoires sur les dépôts à terme et d'épargne (tableau I.15) qui représentait en moyenne pondérée 9 pour cent des dépôts au cours des années 1980-81, a été porté à 79 pour cent des dépôts détenus dans les banques commerciales après le déclenchement de la crise de la dette en 1982. Malgré une réduction progressive du coefficient moyen de réserves obligatoires en 1983, il représentait encore en 1985 plus de 50 pour cent de l'ensemble des dépôts auprès du système bancaire argentin. Au Mexique, les coefficients de réserves obligatoires qui avaient été fortement relevés à la fin des années 70 ont été encore augmentés pour atteindre 58 pour cent en 1982-83 afin de financer le déficit budgétaire.

Le taux d'intérêt réel *ex-post* des dépôts à terme (tableau I.16), qui correspond aux taux d'intérêt nominal corrigé de la variation annuelle de l'indice des prix à la consommation a été dans certains cas nettement négatif. En Argentine, les taux d'intérêt nominaux des dépôts à

Tableau I.17. RENDEMENT POUR L'ÉTAT DES PRÉLÈVEMENTS DUS A L'INFLATION SUR LES DÉPÔTS A TERME ET D'ÉPARGNE¹

En pourcentage du PIB

	Moyenne 1980/81	1982	1983	1984	1985
Argentine	0.5	4.4	4.8	5.5	0.1
Brésil	0.6	0.5	0.7	0.0	0.0
Mexique	0.2	2.2	6.4	2.4	0.0
Philippines	0.0	0.0	0.0	1.0	0.2

1. Produit des dépôts à terme et d'épargne en valeur réelle aux prix de 1980 par le taux des réserves obligatoires multiplié par l'écart entre la hausse annuelle des prix à la consommation et le taux d'intérêt annuel.

Sources : Tableaux 4.14 et 4.15. Calculs de l'auteur.

six mois se situaient en 1983-84 à un niveau inférieur de 195 points au taux d'inflation. De même au Brésil les bons du Trésor à trois mois n'ont été assortis d'un taux d'intérêt réel positif qu'à partir de 1984 ; toutefois, du fait de coefficients de réserves obligatoires assez faibles, cette situation a plutôt bénéficié au secteur bancaire qu'au budget de l'Etat. En revanche, le prélèvement opéré du fait du taux d'intérêt fortement négatif observé au Mexique entre 1982 et 1984 a été utilisé à concurrence de plus de la moitié pour couvrir le déficit public. Aux Philippines de même qu'au Brésil, le taux d'intérêt réel négatif a davantage profité aux banques qu'à l'Etat en 1984-85.

Il apparaît donc évident que les dispositions réglementaires touchant les actifs financiers ont joué, notamment en Argentine et au Mexique, un rôle important dans la mobilisation des fonds nécessaires au transfert (tableau I.17). Bien que les chiffres présentés ne constituent que des estimations approximatives, ils montrent clairement que dans les pays où la charge budgétaire était particulièrement lourde c'est la spoliation rampante non seulement des détenteurs d'actifs monétaires mais aussi des détenteurs d'autres actifs financiers qui a constitué un moyen important de mobilisation par le secteur public des fonds nécessaires au transfert extérieur. Le fait que le montant du financement du secteur public assuré par l'impôt prélevé par l'inflation ait dépassé le besoin d'emprunt du secteur public affiché s'explique sans doute par l'existence de subventions occultes. Les subventions publiques attribuées au titre de l'allocation de certains crédits constituent des éléments importants de l'arsenal réglementaire en matière financière mais n'apparaissent pas dans les dépenses publiques⁵⁶.

3.2. Les écueils du financement inflationniste du secteur public

La présente étude a tenté, en faisant appel à la théorie appliquée et à l'observation des faits, de montrer l'impact défavorable plutôt que positif qu'ont eu sur le déficit budgétaire et l'inflation la diminution du recours à l'épargne étrangère et l'augmentation des transferts de revenus à l'étranger. La lourde charge imposée au budget de l'Etat par le règlement des intérêts de la dette extérieure a brisé les limites étroites du budget public et a entraîné une accentuation des pressions inflationnistes.

Les coûts sociaux et économiques de l'inflation ont fait l'objet de longues analyses dans la littérature économique et on s'abstiendra donc d'y revenir⁵⁷. Les sections qui suivent seront consacrées à l'analyse de trois phénomènes qui sont directement liés à la mobilisation inflationniste des ressources nécessaires au transfert. Ces phénomènes qui ont jusqu'à présent peu retenu l'attention, alors même qu'ils représentent un obstacle réel au rétablissement du crédit international des pays débiteurs, sont les suivants : l'éviction des investissements privés, l'évasion des capitaux privés, la perte de richesse réelle et l'aggravation du coût en monnaie locale des paiements au titre du service de la dette résultant de la dévaluation pour les pays débiteurs nets.

3.2.1. L'éviction de l'investissement privé

S'il ne peut être fait appel à l'épargne étrangère et si des paiements très importants au titre des facteurs doivent être effectués à l'étranger, les seuls investissements susceptibles d'être réalisés dans le pays sont ceux qui sont financés par une épargne dégagée au-delà de celle nécessaire pour assurer les paiements à l'étranger. Cette égalité ex-post peut être précisée pour les pays débiteurs examinés en disant que le secteur privé ne peut investir les fonds que le secteur public prélève sur l'épargne privée. En Argentine, au Brésil et au Mexique le budget public a ponctionné l'essentiel de l'épargne privée du fait de l'incapacité de l'Etat à

maintenir ses seules dépenses courantes en dessous de ses recettes normales. Comme la mobilisation inflationniste des fonds nécessaires au transfert a eu pour effet de réduire encore davantage l'épargne privée, la demande de prêts privés a dû être encore réduite.

Dans un contexte de forte inflation et de coefficients élevés de réserves obligatoires, l'éviction des investissements privés est virtuellement automatique. L'essentiel des fonds prêtables étant absorbé par le secteur public, la seule façon de procéder à l'allocation du solde des ressources est de pratiquer des taux d'intérêt exorbitants ou un rationnement du crédit. Ceci introduit un écart entre les taux d'intérêt débiteurs et créditeurs⁵⁸. Cette affirmation vaut même en cas de concurrence parfaite au sein du système bancaire si :

$$(5) \quad i_i(1-m) - i_d = 0$$

la rémunération nette des crédits consentis i_i (compte tenu des coefficients de réserves obligatoires non rémunérées m) diminuée des intérêts versés sur les dépôts i_d est égale à zéro. Les taux d'intérêts réels débiteurs r_d et créditeurs r_i correspondent aux taux d'intérêt nominaux corrigés de l'inflation :

$$(6) \quad r_i = i_i - p ; r_d = i_d - p.$$

Si l'on combine les équations (6) et (5) il devient clair que le taux réel du crédit qui équilibre le marché correspond à la moyenne pondérée du taux d'inflation et du taux réel d'intérêt sur les dépôts :

$$(7) \quad r_i = \frac{m}{1-m} \cdot p + \frac{r_d}{1-m}.$$

L'écart introduit par l'inflation entre taux débiteurs et créditeurs dépend du niveau des réserves obligatoires. Ceci devient extrêmement clair si l'on réécrit (7) :

$$(8) \quad r_i - r_d = \frac{m}{1-m} (p + r_d) = i_i - i_d.$$

L'équation (8) met en évidence le dilemme que pose au marché des capitaux le financement inflationniste du service de la dette publique. La différence entre taux du crédit et taux des dépôts conduit à une situation dans laquelle les investissements privés sont découragés par le coût astronomique du crédit tandis que dans le même temps les détenteurs de dépôts à terme subissent des taux réels de rémunération négatifs (diagramme I.3)⁵⁹.

Prenons le cas d'un pays où le taux d'inflation est de 80 pour cent et le coefficient de réserves obligatoires de 50 pour cent. Le gouvernement est confronté au dilemme suivant :

- Pour mobiliser l'épargne, il peut autoriser une rémunération des dépôts égale au taux annuel d'inflation courant ($r_d = 0$). Selon l'équation (8), ceci entraîne un taux nominal d'intérêt du crédit de 160 pour cent et un taux réel de 80 pour cent. Même si l'on anticipe une rentabilité du capital élevée, la plupart des projets d'investissement seront évincés.
- Le gouvernement peut décider de répartir la charge de manière égale entre les épargnants et les emprunteurs ($r_d = -r_i$).

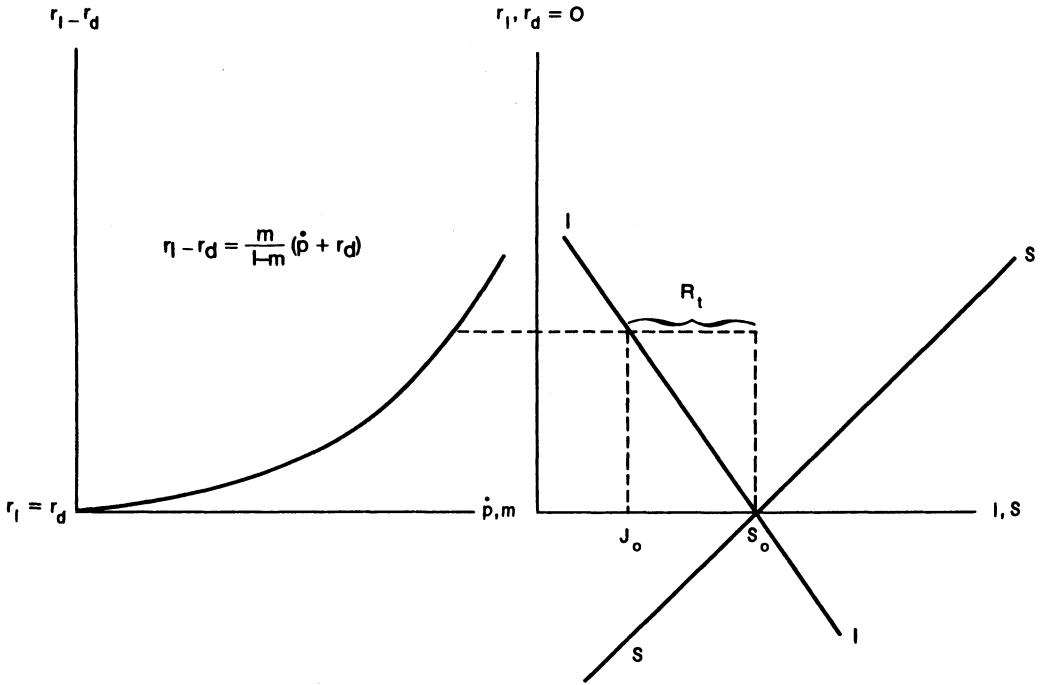
L'équation (8) devient alors :

$$(8)' \quad r_i + r_i = p - r_i.$$

Il s'ensuit que le taux réel du crédit s'élève encore à un tiers du taux d'inflation (26.67 pour cent) et que le taux nominal atteint 106.67 pour cent. Dans ce cas également il y aura éviction de la plupart des projets d'investissement rentables tandis que l'épargnant sera taxé d'un intérêt négatif de 26.67 pour cent.

Diagramme I.3

**ÉVICTION DES INVESTISSEMENTS PRIVÉS PAR L'INFLATION
ET LE NIVEAU EXCESSIF DES RÉSERVES OBLIGATOIRES**



- Le gouvernement peut tenter d'empêcher l'éviction des projets d'investissement ayant une rentabilité supérieure à 10 pour cent en s'efforçant d'éviter que le taux réel du crédit ne dépasse ce niveau. Il devra alors admettre un taux réel de rémunération des dépôts négatif de -35 pour cent ce qui diminuera encore l'épargne disponible.

Si, en fonction de ce dilemme le gouvernement s'oppose à la pratique de taux très élevés du crédit correspondant au niveau d'équilibre du marché, il sera contraint de pratiquer un rationnement du crédit. Comme dans ces conditions, l'allocation du crédit n'est plus déterminée par le rendement attendu du capital affecté aux projets d'investissements, le gouvernement doit être prêt à accepter une perte considérable d'efficacité. Malheureusement, il se trouve que les emprunteurs qui bénéficient des taux réels d'intérêt négatifs sont rarement les entreprises dont les investissements permettent de maximiser la croissance future mais plutôt celles qui répondent aux critères d'allocation fixés sous l'influence de lobbies ou qui sont retenues en fonction de leur taille ou de leur influence auprès des autorités publiques⁶⁰.

Le tableau I.18 montre l'éviction des prêts au secteur privé. Tous les pays qui ont recouru à la mobilisation inflationniste des fonds destinés au transfert (Argentine, Brésil, Mexique et Philippines) ont connu une croissance en termes réels des prêts au secteur public et une diminution réelle des crédits au secteur privé au cours de la première phase de l'ajustement. En Argentine, les crédits au secteur privé ont diminué en termes réels (aux prix de 1980) pendant toute la période d'ajustement plus tardif des obligations de transfert. Au Brésil et au Mexique, les crédits au secteur public n'ont été réduits en termes réels qu'à compter de 1984 ce qui a permis alors une légère croissance des crédits au secteur privé. Au Venezuela aussi, les crédits au secteur privé ont diminué en termes réels au cours des années 1984-85 mais ce fléchissement n'était pas imputable aux besoins d'emprunt du secteur public. La Corée, seul parmi les pays examinés à avoir connu une augmentation de son taux d'épargne et

Tableau I.18. CROISSANCE DU CRÉDIT INTERNE EN TERMES RÉELS¹
En pourcentage par an

	1980-81	1982-83	1984-85
<i>Argentine</i>			
Secteur public	66.3	19.2	-22.1
Secteur privé	12.1	-13.9	-13.9
Pour mémoire : Croissance du PIB	-2.8	-1.0	-1.2
<i>Brésil</i>			
Secteur public	20.0	28.8	-1.6
Secteur privé	-3.1	-2.1	2.4
Pour mémoire : Croissance du PIB	2.7	-1.1	5.5
<i>Indonésie</i>			
Secteur public	-38.0	10.5	-19.5
Secteur privé	7.2	3.6	20.8
Pour mémoire : Croissance du PIB	8.9	3.2	4.7
<i>Corée</i>			
Secteur public	30.1	9.0	4.2
Secteur privé	8.7	16.9	9.4
Pour mémoire : Croissance du PIB	1.9	7.3	5.9
<i>Mexique</i>			
Secteur public	13.7	10.4	-2.0
Secteur privé	8.1	-24.9	8.1
Pour mémoire : Croissance du PIB	8.1	-2.9	3.8
<i>Philippines</i>			
Secteur public	7.1	25.6	-13.0
Secteur privé	9.2	9.7	-34.9
Pour mémoire : Croissance du PIB	4.4	2.0	-3.9
<i>Vénézuela</i>			
Secteur public	2	2	2
Secteur privé	-0.2	1.4	-4.8
Pour mémoire : Croissance du PIB	-1.1	-2.5	-0.4

1. Croissance annuelle de l'encours de l'endettement vis-à-vis du secteur financier national en fin de période aux prix de 1990.

2. Au Venezuela, le secteur public est en situation créditrice nette vis-à-vis du système financier national.

Sources : FMI, *Statistiques financières internationales*, éditions diverses. Calculs de l'auteur.

**Tableau I.19. DÉPÔTS DÉTENUS A L'ÉTRANGER¹ ET A L'INTÉRIEUR DU PAYS²
PAR LE SECTEUR PRIVÉ**

Milliards de dollars, en fin d'année

	1980/81	1982	1983	1984	1985
I. Pays en situation d'hyperinflation					
<i>Argentine</i>					
Système bancaire national	27.4	7.9	8.2	7.6	7.0
Banques commerciales établies à l'étranger	6.6	5.7	8.6	8.4	9.0
Dépôts à l'étranger en % des dépôts à l'intérieur du pays	24.0	72.4	105.3	110.7	128.1
<i>Brésil</i>					
Système bancaire national	41.0	45.5	33.0	36.0	23.5
Banques commerciales établies à l'étranger	4.8	4.3	11.4	17.3	16.6
Dépôts à l'étranger en % des dépôts à l'intérieur du pays	14.6	9.4	34.4	48.1	70.6
II. Pays à inflation élevée					
<i>Mexique</i>					
Système bancaire national	59.6	30.9	34.8	42.9	34.6
Banques commerciales établies à l'étranger	10.8	10.9	18.0	21.8	21.5
Dépôts à l'étranger en % des dépôts à l'intérieur du pays	18.2	35.1	51.9	50.8	62.2
<i>Philippines</i>					
Système bancaire national	8.0	8.9	6.5	5.0	5.9
Banques commerciales établies à l'étranger	3.2	2.9	2.4	2.8	2.9
Dépôts à l'étranger en % des dépôts à l'intérieur du pays	40.6	32.3	36.8	57.0	49.8
III. Pays à faible inflation					
<i>Indonésie</i>					
Système bancaire national	9.9	11.7	11.3	13.3	15.5
Banques commerciales établies à l'étranger	6.4	5.2	4.5	5.4	6.1
Dépôts à l'étranger en % des dépôts à l'intérieur du pays	65.0	44.4	39.7	40.6	39.2
<i>Corée</i>					
Système bancaire national	19.7	25.4	27.3	28.9	31.4
Banques commerciales établies à l'étranger	3.2	3.7	4.9	5.7	5.4
Dépôts à l'étranger en % des dépôts à l'intérieur du pays	16.3	14.6	17.9	19.9	17.1
<i>Vénézuéla</i>					
Système bancaire national	28.0	34.6	42.6	26.8	—
Banques commerciales établies à l'étranger	17.2	12.9	17.1	19.1	22.2
Dépôts à l'étranger en % des dépôts à l'intérieur du pays	61.2	37.4	40.1	71.2	—

1. Endettement brut des banques commerciales des pays déclarants à la BRI vis-à-vis des pays en développement en cause.

2. Dépôts à vue, à terme et d'épargne en monnaie nationale des agents non bancaires convertis aux taux de change de fin d'année.

Sources : BIS, *International Banking Developments*, éditions diverses. FMI, *Statistiques financières internationales*, éditions diverses.

à avoir financé le transfert sans inflation et sans recours à des mesures de répression financière, a enregistré une croissance réelle des prêts au secteur privé à partir de 1980. Tel a été également le cas en Indonésie bien que ce pays soit devenu importateur net de capitaux.

L'éviction des prêts au secteur privé a permis aux pays débiteurs à forte inflation de minimiser les effets négatifs sur la balance des paiements d'un financement du déficit budgétaire par la banque centrale⁶¹. Ce processus d'éviction explique que l'accroissement du déficit budgétaire et l'accélération du rythme de l'inflation n'aient pas conduit à une aggravation des déficits de la balance courante au cours de la période d'ajustement. Comme la balance courante n'a plus bénéficié de financements extérieurs et a subi de plus en plus l'impact des paiements effectués à l'étranger, la croissance de l'endettement du secteur public a dû être compensée par une réduction des crédits au secteur privé.

Le phénomène d'éviction des crédits au secteur privé n'a pas été limité aux pays qui ont connu un accroissement de l'épargne (tableau I.19). Les dépôts dans les banques coréennes ont progressé régulièrement, passant de 19.7 milliards de dollars en 1980 à 31.4 milliards de dollars en 1985. Au cours de la même période, les banques indonésiennes ont enregistré une croissance de leurs dépôts qui sont passés de 9.9 à 15.5 milliards de dollars. Au Venezuela, les dépôts internes ont d'abord progressé pour chuter fortement en 1984. Dans les pays débiteurs à forte inflation, on a observé toutefois une diminution des dépôts dans les banques domestiques. L'Argentine, pays où l'inflation et la répression financière ont été particulièrement accentuées, a connu une dégringolade des dépôts bancaires qui sont passés de 27.4 milliards de dollars en 1980-81 à 7 milliards de dollars en 1985. Au Mexique comme aux Philippines, les banques ont enregistré une forte diminution des dépôts du secteur privé qui a atteint 40 pour cent entre 1980-81 et 1985. Malgré le niveau élevé de l'inflation, le phénomène de répression financière a été relativement modeste au Brésil par rapport aux autres pays à forte inflation, et la réduction du montant des dépôts a été également relativement moins sensible dans ce pays bien qu'elle ait atteint quelque 10 milliards de dollars.

3.2.2. *L'évasion de capitaux*

Dans certains des pays examinés, la forte croissance de la dette extérieure observée au début de la crise de l'endettement a été due au réinvestissement de capitaux à l'étranger (évasion de capitaux privés) non enregistré dans les statistiques. Une estimation grossière de l'évasion de capitaux peut être obtenue en examinant la croissance de la dette extérieure et les investissements étrangers dans le pays, corrigés du déficit de la balance courante et de la variation des réserves de change⁶². Sur la base de ces estimations, le niveau des fuites de capitaux enregistrées par les pays débiteurs entre 1978 et 1981 apparaît très significatif. Les chiffres estimés (en dollars) sont de 19.6 milliards pour l'Argentine, de 11.5 milliards de dollars pour l'Indonésie, de 6.2 milliards de dollars pour la Corée, de 23.2 milliards de dollars pour le Mexique, de 7.1 milliards de dollars pour les Philippines et de 20.9 milliards de dollars pour le Venezuela. En revanche, le Brésil comme d'autres pays débiteurs tels que le Portugal, la Thaïlande et la Turquie, n'a enregistré aucune fuite de capitaux notable. On a constaté que l'évasion de capitaux qui a affecté les pays débiteurs a été déterminée avant tout, par la surévaluation du taux de change en termes réels et par le caractère négatif des taux d'intérêt réels⁶³.

Le fardeau du transfert aurait été considérablement réduit pour les pays ayant subi des fuites de capitaux s'ils étaient parvenus à rapatrier ces capitaux. De plus, la charge aurait été beaucoup plus supportable si ces pays avaient été capables de rapatrier les revenus produits par ces actifs extérieurs. Enfin, les banques étrangères ont fait savoir par divers canaux que la reprise de leurs crédits était conditionnée par le retour des capitaux placés à l'étranger⁶⁴.

Toutefois, la tendance à l'évasion des capitaux (et l'acquisition de devises étrangères⁶⁵) s'est accentuée après le tarissement des crédits extérieurs dans les pays qui ont recouru à l'inflation pour résoudre leurs problèmes budgétaires. Outre les risques de spoliation et les autres risques politiques, l'explication des fuites de capitaux tient presque entièrement au non-respect de la parité des taux d'intérêt après couverture de change telle que définie par l'équation suivante⁶⁶.

$$(9) \quad i_d - i_f = \frac{f - e}{e}.$$

Si l'on veut respecter la parité de taux d'intérêt et éviter les fuites de capitaux, il faut que l'écart entre les intérêts créditeurs sur les dépôts dans le pays débiteur i_d et dans le pays étranger (par exemple dans la zone dollar) i_f corresponde au taux des swaps (c'est-à-dire au rapport entre le taux du comptant et l'écart entre le taux à terme de la devise étrangère f , par exemple le taux dollar/peso, et le taux du comptant e).

L'estimation de l'évasion de capitaux proposée ci-dessus n'étant pas fiable pour le court terme⁶⁷ on utilisera dans la présente étude une variable directement observable comme indicateur de cette évasion. Le tableau I.19 indique le montant des dépôts détenus à l'étranger ainsi que des dépôts auprès du système bancaire domestique et donne le rapport entre les uns et les autres. Ce rapport ne reflète pas le total de l'évasion de capitaux dans la mesure où il exclut des actifs tels que l'immobilier, les entreprises et les titres détenus à l'étranger. Il fournit néanmoins une bonne indication du montant des fuites de capitaux sous la forme d'une variable directement observable et rapidement disponible. Il présente par ailleurs l'avantage d'être directement relié à la demande de monnaie intérieure.

Le tableau I.19 montre que les pays à inflation modérée, comme l'Indonésie et le Vénézuéla en 1982 ont été en mesure soit de rapatrier une partie des dépôts du secteur privé détenus à l'étranger soit d'empêcher qu'ils s'accroissent de manière significative. L'épargne s'est donc orientée vers le secteur bancaire national en Corée, en Indonésie et au Vénézuéla (en 1982) tandis que la part du total des dépôts détenus à l'étranger s'est nettement réduite. Pour l'Argentine, le Brésil et le Mexique, les chiffres font apparaître une poursuite de l'évasion de capitaux et une fuite évidente devant la monnaie nationale. Selon l'indicateur des fuites de capitaux, la croissance de ces dernières a été la plus forte en Argentine et en second lieu au Mexique. A partir de 1983, le montant des dépôts à l'étranger du secteur privé argentin (dans les pays déclarants à la BRI) a dépassé celui des dépôts internes. En revanche, la part des dépôts à l'étranger n'était que de 17 pour cent pour la Corée. Une autre preuve de l'incapacité des pays à forte inflation de stopper l'évasion des capitaux est fournie par la régression suivante applicable à l'ensemble de ces pays et qui donne la relation entre l'inflation p et la part des dépôts détenus à l'étranger D_A pour la période 1982-84 :

$$D_A = 33.7 + 0.12 p \quad R^2 = 0.61 \\ (7.804) (5.458) \quad DW = 1.95$$

L'inflation favorise donc largement les fuites de capitaux dans la mesure où elle facilite les déviations de la parité des taux d'intérêt. En premier lieu, les taux d'intérêt nominaux ne font pas preuve d'une flexibilité assez grande pour suivre les taux d'inflation, comme le montre l'existence de taux réels négatifs en Argentine, au Mexique et aux Philippines. En second lieu, l'inflation crée des anticipations de dévaluation du taux de change. Ces anticipations ne peuvent généralement être mesurées dans les pays en développement du fait de l'absence de données sur les taux à terme. L'utilisation d'indices des taux de change réels (tableau I.20) permet toutefois d'indiquer à quel moment et dans quel pays a existé une surévaluation du taux de change. L'anticipation d'une dévaluation explique qu'en 1984 les citoyens brésiliens et vénézuéliens aient décidé de transférer leurs dépôts à l'étranger malgré des taux d'intérêt réels positifs.

Tableau I.20. INDICES DE TAUX DE CHANGE¹
1980 = 100

	1981	1982	1983	1984	1985
<i>Argentine</i>					
Taux nominal	40.9	7.9	1.7	0.5	0.0003
Taux réel effectif	85.4	53.2	60.6	64.1	55.2
<i>Brésil</i>					
Taux nominal	56.6	29.9	9.1	2.9	0.8
Taux réel effectif	109.8	108.7	84.8	82.4	71.3
<i>Indonésie</i>					
Taux nominal	99.2	94.8	69.0	61.1	56.5
Taux réel effectif	103.8	107.8	85.4	73.5	68.7
<i>Corée</i>					
Taux nominal	89.2	83.1	78.3	75.4	69.8
Taux réel effectif	101.0	102.4	96.4	93.3	92.0
<i>Mexique</i>					
Taux nominal	93.6	40.7	19.1	13.7	8.9
Taux réel effectif	107.1	70.3	54.9	72.0	68.7
<i>Philippines</i>					
Taux nominal	95.1	88.0	67.6	45.0	40.4
Taux réel effectif	96.1	96.9	79.5	68.7	78.5
<i>Vénézuéla</i>					
Taux nominal	100.0	100.0	99.9	61.2	57.2
Taux réel effectif	108.0	114.0	117.3	73.7	66.5

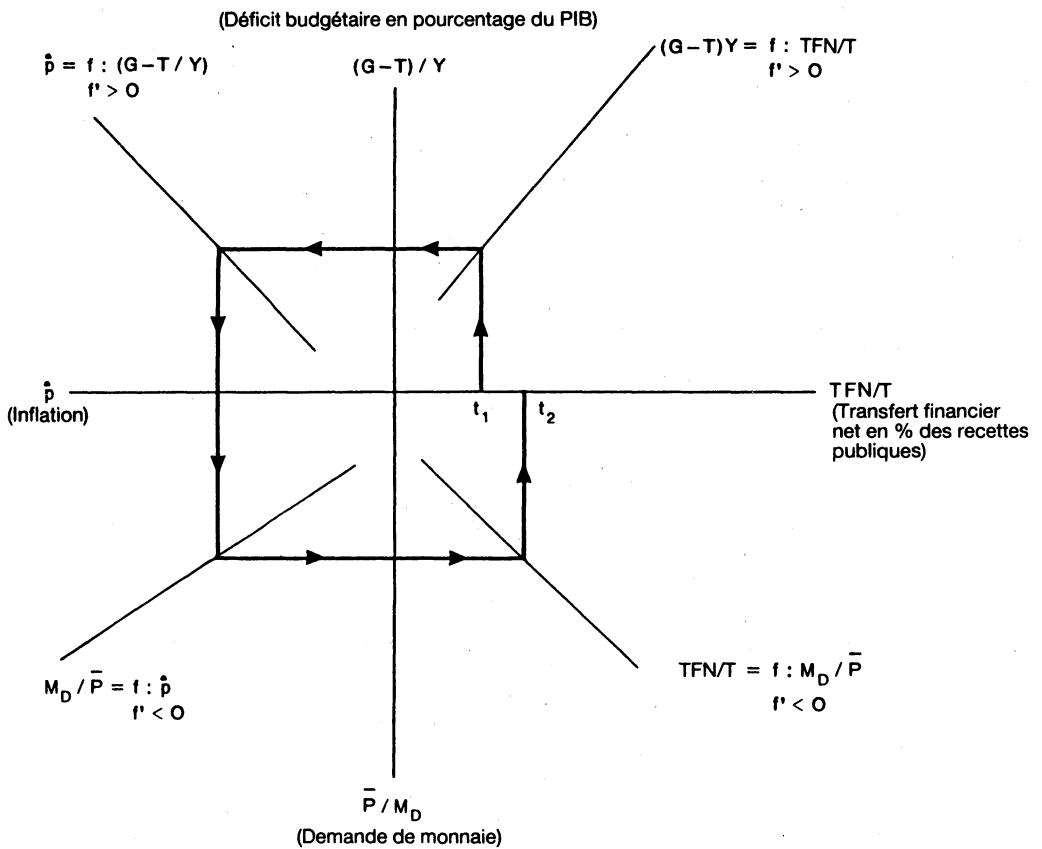
1. Le taux « nominal » correspond à la moyenne annuelle des taux de change officiels de la monnaie nationale vis-à-vis du dollar. Le « taux effectif réel » est calculé à partir des taux de change nominaux, des indices de prix à la consommation et de la part dans les importations des trois importateurs les plus importants d'une part, et du dollar des Etats-Unis d'autre part. Pour les autres partenaires commerciaux, on a utilisé l'indice des prix à la consommation des Etats-Unis. Une croissance de l'indice correspond à une appréciation de la monnaie.

Sources : FMI, *Statistiques financières internationales*, éditions diverses. Calculs de l'auteur.

Les disparités de taux d'intérêt ont également résulté de l'imposition des dépôts intérieurs. Comme les dépôts à l'étranger échappent souvent à l'impôt (ceci est vrai notamment aux Etats-Unis) et ne font l'objet d'aucune déclaration afin de tourner la réglementation des changes, leur rémunération est en fait exempte d'imposition. En revanche, dans les pays débiteurs, une imposition à la source a souvent été appliquée aux gains en capital ; cette retenue était par exemple de 15 pour cent en Argentine. Au Mexique, les revenus d'intérêts n'étaient pas imposés⁶⁸ ; l'évasion des capitaux permettait aussi d'échapper à l'impôt sur le revenu dont relèvent les revenus d'intérêts. Il est probable (quoique difficile à vérifier dans les faits) que le niveau élevé de la dette publique a encouragé les anticipations à la hausse de la pression fiscale contribuant ainsi à accentuer les fuites de capitaux du secteur privé.

L'interaction entre une charge initiale de transfert donnée et l'aggravation de cette charge induite par l'évasion des capitaux apparaît dans le diagramme I.4. Plus le TFN absorbe de recettes fiscales régulières, plus il est probable que le déficit budgétaire va augmenter. Plus le déficit budgétaire est élevé plus la probabilité d'un financement monétaire de ce

Diagramme I.4
DU TRANSFERT FINANCIER A L'ÉVASION DE CAPITAUX



déficit est élevée si l'accès au crédit étranger est rationné. L'accélération de l'inflation qui en découle a pour effet d'orienter la demande de monnaie vers les avoirs à l'étranger aux dépens des avoirs internes ce qui accroît le montant du transfert financier net.

3.2.3. Dévaluation et coût réel du service de la dette extérieure

L'expansion du crédit interne couplée à l'accélération de l'inflation et à la réduction de la demande de monnaie en termes réels a conduit à de fortes dévaluations et dans certains cas à un quasi-effondrement de la monnaie nationale. La tendance à l'accroissement de l'endettement intérieur n'a pas été réduite mais accentuée par les besoins de financement du secteur

public. Dans le même temps, l'anticipation d'une accélération de l'inflation et de nouvelles dévaluations a découragé les nationaux d'accroître leurs avoirs dans leur propre monnaie. De ce fait, la mobilisation inflationniste des fonds destinés au transfert a accentué la nécessité d'une dévaluation allant bien au-delà du niveau requis initialement par le financement budgétaire et la charge du transfert⁶⁹.

Le tableau I.20 montre clairement le degré d'érosion des monnaies nationales. Au milieu de 1985, la valeur du peso argentin par rapport au dollar n'était plus que de 0.0003 pour cent de celle du milieu de 1980. Le Brésil et le Mexique ont également enregistré une érosion considérable de la valeur de leurs monnaies. La dévaluation des monnaies des quatre autres pays a toutefois été maintenue dans des limites plus étroites.

La dévaluation en termes réels des monnaies de ces pays vis-à-vis du dollar⁷⁰ a eu pour effet d'accroître la valeur réelle de la dette libellée en dollar et donc du service de cette dette. La dévaluation peut entraîner des pressions inflationnistes pour les pays dont la position extérieure nette est fortement débitrice. Ces effets n'ont pas toujours été pris en compte de manière adéquate dans les analyses économiques⁷¹.

- Le degré d'impact d'une perte de richesse réelle induite par la dévaluation sur la balance courante d'un pays débiteur dépend, notamment, de la nature privée ou publique du débiteur en devises. Plus la part des débiteurs privés est importante, plus l'effet sur la richesse réelle aura tendance à réduire la dépense privée. Si la dette en devises étrangères est publique, la réduction de la dépense privée dépend du degré de prise en compte par les agents économiques de la diminution de la richesse publique en termes réels induite par la dévaluation. Ce type de comportement rationnel se rencontre rarement et a peu de chance de présenter une réelle importance pratique. En conséquence, l'effet sur la richesse réelle n'a qu'un impact limité sur la balance courante lorsque la dette extérieure est essentiellement publique⁷² ;
- Une conséquence directe de la dévaluation est l'aggravation du coût du service de la dette extérieure exprimé en monnaie nationale. De ce fait, la dévaluation n'apporte une contribution positive à la balance courante que si l'effet favorable sur la balance courante (paiements de facteurs exclus) compense l'effet négatif sur la balance des revenus d'investissement. L'ajustement de la balance courante est donc rendu plus difficile si le pays est tourné vers l'intérieur et lourdement endetté⁷³ ;
- Si le service de la dette est assuré par le budget public, une dévaluation plus forte se traduit par une augmentation des dépenses publiques de caractère financier. Si le gouvernement ne parvient pas à augmenter les recettes publiques et à réduire les dépenses non financières, le déficit budgétaire supplémentaire entraîné par la dévaluation devra en fin de compte être financé par la création monétaire. Ce processus peut être finalement stoppé par la fixation d'un taux de change compétitif⁷⁴.

Le tableau I.20 donne les indices du taux de change effectif réel pour les pays examinés. Il comporte des indices pondérés en fonction du commerce extérieur et corrigés du différentiel d'inflation entre le pays en cause et ses principaux partenaires commerciaux. L'Argentine⁷⁵ a connu une forte dévaluation en termes réels en 1982, le Brésil en 1983, le Mexique en 1982, les Philippines en 1983 et le Venezuela en 1984.

Pour donner une idée approximative de l'étendue des effets sur la richesse réelle des variations de taux de change, le tableau I.21 présente une évaluation de ces effets rapportés à la dette extérieure à partir de 1980. Le calcul est basé sur l'équation suivante :

$$(10) \quad \Delta V_{\pi,c} = - [(\pi - \Delta e/e)(eD^*/P)]$$

Tableau I.21. EFFETS EN TERMES DE RICHESSE RÉELLE
DE LA VARIATION DE LA MONNAIE SUR L'ENCOURS
DE LA DETTE EXTÉRIEURE EN 1980¹

En pourcentage du PIB

	1981	1982	1983	1984
<i>I. Hyperinflation</i>				
Argentine	-14.6	-50.9	-6.6	-5.0
Brésil	+1.9	0.0	-20.9	-3.3
<i>II. Pays à inflation élevée</i>				
Mexique	+3.4	-33.5	+16.3	+8.5
Philippines	+2.2	-0.7	-17.6	+4.1
<i>III. Pays à faible inflation</i>				
Indonésie	+2.2	+0.4	-6.4	0.0
Corée	+6.0	+4.2	-4.7	-0.6
Vénézuéla	+7.0	+3.7	+2.4	-22.0

1. Variation annuelle de la dette extérieure à fin 1980 en monnaie locale et aux prix de 1980, calculée au taux de change de fin d'année vis-à-vis du dollar. Le signe moins indique une perte de richesse réelle due à une dépréciation du taux de change supérieure à l'inflation interne. Pour d'autres explications, se reporter au texte lui-même.

Source : Calculs de l'auteur.

La perte réelle de richesse $\Delta V_{r,e}$ enregistrée sur la dette extérieure en dollar est égale au produit du taux de dévaluation réel (différentiel d'inflation π entre le pays débiteur et les Etats-Unis diminué de la dépréciation nominale de la monnaie nationale vis-à-vis du dollar Δe par rapport au taux de change de 1980 e) par la dette extérieure D en 1980 aux prix de 1980 P en monnaie nationale⁷⁶. Pour améliorer la comparabilité, l'effet sur la richesse réelle ainsi calculé est rapporté, dans le tableau I.21 au PIB de chaque pays.

L'importance de la dette libellée en dollar et les variations significatives du taux de change en termes réels ont entraîné des effets spectaculaires en termes de richesse réelle dans certains pays⁷⁷. En 1982, la perte de richesse réelle du fait de la dépréciation de la monnaie a représenté près de la moitié du PIB en Argentine et un tiers au Mexique. Au Brésil, aux Philippines et au Vénézuéla, la dévaluation de la monnaie en termes réels en 1983 et 1984 a également entraîné des pertes de richesse réelle qui ont représenté environ un cinquième du produit national. En revanche, les pays dont la monnaie s'est appréciée vis-à-vis du dollar ont enregistré des gains en termes de richesse réelle. Tel fut le cas, par exemple, du Mexique en 1984.

La perte de richesse réelle due à la dépréciation de la monnaie se reflète dans l'augmentation du coût en monnaie nationale du service de la dette qui pèse immédiatement sur la balance courante et sur le budget public. Sur la base des calculs ci-dessus et d'un taux d'intérêt annuel de 10 pour cent de la dette extérieure, on obtient les effets suivants en termes de charges d'intérêts : 5 pour cent du PIB en Argentine en 1982, 3 pour cent du PIB au Mexique en 1982, environ 2 pour cent du PIB au Brésil, aux Philippines et au Vénézuéla en 1983 et 1984. En revanche, le Mexique a enregistré en 1984 une diminution de ses charges d'intérêt d'environ 1 pour cent du PIB liée à l'appréciation réelle de sa monnaie. Cet effet en termes de richesse réelle a laissé une marque profonde sur la balance des revenus (tableau I.6) et sur les

budgets publics (tableau I.7) des pays considérés. L'accroissement en termes réels des charges d'intérêt découlant de la dépréciation de la monnaie explique largement l'aggravation du déficit de la balance des facteurs de l'Argentine de 3 à 8.1 pour cent du PIB en 1982. La situation a été analogue pour le Brésil, le Mexique et les Philippines qui ont enregistré une détérioration considérable de leur balance des facteurs. Dans ces pays, la dépréciation du taux de change en termes réels a entraîné des déficits de la balance des facteurs qui ont été compensés, en partie ou même en totalité comme en Argentine, par l'impulsion fournie par la dépréciation de la monnaie à la balance des biens et services. Le seul pays où l'augmentation des charges d'intérêt (en 1984) n'a pas eu d'effet sur la balance nette des facteurs a été le Venezuela qui disposait d'importantes réserves de change et où cette augmentation a été compensée par celle des revenus de facteurs perçus à l'étranger. L'Indonésie et la Corée ont également été épargnées par le phénomène de passage brutal au déficit de la balance des facteurs : dans ces pays, les effets en termes de richesse nette de la variation du taux de change ont été relativement limités.

De nombreux pays débiteurs ont converti les dettes extérieures du secteur privé en dettes publiques du fait de l'étendue des pertes de richesse réelle induites par la dévaluation de la monnaie et par l'accroissement des charges du service de la dette⁷⁸. Cette conversion était destinée à éviter les faillites et les licenciements qui n'auraient pas manqué de se produire du fait de la charge imposée aux entreprises fortement endettées en dollars par la dévaluation de la monnaie en termes réels. Comme l'offre de conversion impliquait en général un différentiel élevé de taux de change en faveur des entreprises, elle a été volontairement et très largement utilisée⁷⁹. De ce fait, le poids de la dévaluation en termes réels a été reporté sur le budget, ce qui a conduit au phénomène de financement monétaire du déficit budgétaire évoqué ci-dessus. En Argentine, les charges d'intérêts pesant sur le budget de l'Etat ont progressé de 1.8 à 8.2 pour cent du PIB en 1982. A la suite des mesures de conversion prises au Mexique au début de 1983⁸⁰, le budget public a dû supporter des charges d'intérêt représentant 8.7 pour cent du PIB. Par la suite, c'est l'appréciation en termes réels de la monnaie intervenue en 1984 qui a permis une réduction des charges d'intérêt supportées par le budget de l'Etat ainsi qu'une réduction du déficit budgétaire et du taux d'inflation.

Pour les pays ayant une dette publique extérieure, toute dévaluation réelle entraîne une aggravation des charges budgétaires. Une réduction correspondante du pouvoir d'achat interne est nécessaire dans la mesure où la dévaluation a pour effet d'augmenter la valeur en monnaie nationale du transfert financier⁸¹. La dépréciation de la monnaie doit donc être jugée différemment dans les pays en développement endettés et dans les pays à endettement extérieur plus faible. Il est douteux que l'expérience des dernières décennies où la dette des pays en développement était relativement faible et où le service de la dette était couvert par l'épargne étrangère, soit encore valable aujourd'hui pour les pays endettés⁸². On peut se demander, de ce fait, si la dévaluation constitue un instrument adéquat d'une politique de croissance et de développement de l'offre. Afin de réduire la nécessité d'une dévaluation en termes réels, les gouvernements devraient appliquer des politiques budgétaires et monétaires contribuant à écrémer le pouvoir d'achat interne du montant nécessaire au transfert et à corriger les distorsions de la structure des prix.

4. RÉSUMÉ

La mobilisation interne des fonds nécessaires au transfert financier s'est avérée pour la plupart des pays en développement un obstacle majeur au rétablissement de leur crédit international. Les principaux pays débiteurs à l'exception de la Corée ont été incapables de réaliser une réduction volontaire des autres créances sur leur propre produit intérieur. Malgré

l'augmentation de la part du produit intérieur consacré à l'exportation par rapport à la situation antérieure à la crise de l'endettement, les ratios d'épargne et d'investissement ont considérablement décliné. Avec la persistance de la tendance à l'accumulation de la dette, le crédit interne a été simplement substitué au crédit extérieur rationné. L'inflation qui en est résultée a accru les charges pesant sur le budget de l'Etat tandis que l'évasion interne et externe des capitaux a accentué le niveau nécessaire de dépréciation réelle de la monnaie, entraînant une croissance supplémentaire d'une dette en monnaie étrangère déjà oppressive.

Les causes de cet état des choses peuvent être trouvées dans la nature et le comportement des finances publiques. Bien que le secteur public ait dû supporter la charge de l'endettement extérieur, il n'était pas vraiment prêt à assurer le financement du transfert et ne disposait pas de la capacité de mobilisation des ressources nécessaires. L'équation définissant la limite du budget public permet de mettre en évidence cette situation pour les périodes précédant et suivant le déclenchement de la crise de la dette, c'est-à-dire 1980-81 et 1982-85. Elle montre que les gouvernements n'ont pas utilisé toute leur marge de manœuvre en matière de réduction des dépenses et d'augmentation des recettes publiques. D'autre part, elle donne une idée du niveau de la charge budgétaire susceptible d'être supportée à moyen terme par les principaux pays débiteurs. Un sous-produit de cette analyse est l'indicateur du service de la dette qui n'a pas été utilisé jusqu'à présent dans le débat sur l'endettement ; cet indicateur rapporte le transfert financier net supporté par le secteur public aux recettes publiques régulières, et permet donc d'apprécier la capacité du pays d'assurer le service de la dette extérieure sans effet inflationniste. De plus, l'analyse montre que le financement inflationniste du secteur public conduit à un certain nombre d'impasses et qu'il doit finalement être abandonné.

Dès lors que dans les pays débiteurs, le service de la dette extérieure est assuré pour l'essentiel par le secteur public, on pouvait concevoir que l'analyse du problème budgétaire soit limitée aux finances publiques. L'équation du budget public a permis d'enregistrer de manière systématique et de distinguer les performances et le potentiel en matière de mobilisation interne mais ce résultat n'a pas encore été utilisé pour l'analyse de l'endettement. Le secteur public ne peut dépenser que ce qu'il peut financer par le prélèvement sur la base d'imposition, par le recours au marché obligataire et par la cession d'actifs financiers. En conséquence, la capacité de mobilisation du secteur public doit être évaluée en termes de potentiel de réduction des dépenses publiques autres que de caractère financier et de capacité de financement interne des dépenses totales.

Une comparaison internationale sur la base du ratio de dépenses publiques montre que la capacité potentielle de réduction des dépenses publiques était particulièrement élevée en Argentine et au Venezuela. En Argentine, ce potentiel a été peu utilisé avant la réforme monétaire de 1985 ; dans les autres pays, en particulier au Mexique, aux Philippines et au Venezuela, on a noté une chute drastique du ratio des dépenses. En général, ce sont les investissements publics qui ont supporté le choc du processus de consolidation bien qu'il y ait eu également des réductions considérables des salaires de la fonction publique, notamment dans les pays producteurs de pétrole. L'absence d'utilisation du potentiel de réduction des dépenses a été particulièrement évident au niveau des collectivités locales et des entreprises publiques. Bien qu'une réduction du nombre des entreprises publiques soit intervenue au Brésil et au Mexique par la voie de liquidations et de privatisations, ces mesures n'ont conduit au Brésil qu'à une réduction supplémentaire de leur déficit financier agrégé. La persistance du déficit des entreprises publiques en Argentine, au Brésil, au Mexique et aux Philippines indique que la privatisation, la liquidation et la fixation d'une tarification plus réaliste permettent de financer des dépenses supplémentaires.

Quoi qu'il en soit, la réduction des dépenses a fortement contribué à la solution du problème budgétaire. En revanche, la contribution de la fiscalité a été très limitée. La théorie du

transfert suppose généralement que le problème de la mobilisation interne des fonds nécessaires au transfert peut être résolu sans à-coups soit par une augmentation du rendement des impôts soit par des emprunts (obligatoires). La présente étude montre qu'en fait il n'en a pas été ainsi dans les pays débiteurs. Les déficiences caractéristiques des administrations et des systèmes fiscaux des pays en développement constituent un obstacle important au rétablissement du crédit international de ces pays. Par ailleurs, la capacité contributive a été amputée par le transfert qui a été associé à un resserrement des revenus par tête et à une réduction des importations et de la consommation. Le relèvement des taux d'imposition s'appliquant à une assiette qui était déjà relativement étroite n'a pas entraîné une augmentation du rendement de l'impôt. De plus, à court terme, il n'était pas possible d'améliorer le système fiscal et les conditions de recouvrement. Les gouvernements de certains pays débiteurs ont fait appel à un accroissement de la pression fiscale sur des leviers traditionnellement commodes tels que la production pour l'exportation, l'agriculture et les actifs financiers internes.

De même qu'en matière fiscale, la base financière du marché obligataire domestique était trop étroite pour absorber la croissance très rapide des déficits budgétaires associés au transfert financier net. La taille limitée du marché obligataire interne de la plupart des pays débiteurs est le résultat de la politique financière répressive dans le passé. Dans les pays où l'on a pu observer une rémunération réelle positive des titres obligataires domestiques, il s'est avéré possible de financer les déficits budgétaires dans une large mesure par des émissions obligataires.

En Argentine, au Brésil, au Mexique, et occasionnellement aux Philippines, le niveau du déficit budgétaire a souvent rendu vaines les tentatives de maintien de la stabilité de l'offre de monnaie. Les gouvernements de ces pays ont financé une part très importante du transfert par une dépréciation due à l'inflation de la valeur des actifs financiers internes. En Argentine, le prélèvement opéré par l'inflation sur les actifs financiers internes a été extrêmement élevé. Selon nos calculs, le rendement pour le secteur public de l'impôt prélevé par l'inflation a parfois atteint 15 pour cent du PIB du fait de la création monétaire et de l'immobilisation des dépôts d'épargne découlant du niveau élevé des coefficients de réserves obligatoires et du fait de taux d'intérêt bien inférieurs à la hausse hyperinflationniste des prix.

L'accélération de l'inflation liée dans de nombreux pays débiteurs à la nécessité de faire face à l'obligation du transfert a été rien moins qu'accidentelle. Elle a constitué une conséquence directe de la prise en charge par le budget public du service de la dette en devises étrangères et des tensions qui en sont résultées. Cette situation a découlé de l'absence d'une détermination politique de réduire les dépenses publiques non financières ou de l'impossibilité de financer le transfert (en monnaie nationale).

Dès lors que la mobilisation interne des fonds nécessaires au service de la dette extérieure reposait sur des impôts faciles à recouvrer – sur les actifs financiers, le commerce extérieur et le secteur primaire – il a affecté de manière défavorable les capacités de production des pays débiteurs, affaibli leur capacité de transfert et aggravé les prélèvements sur la demande intérieure au delà de ce qui était nécessaire à l'origine.

- Alors même que la promotion des exportations était nécessaire en raison de leur importance essentielle du point de vue de la réalisation du transfert réel, les taxes à l'exportation ont été augmentées. Or une taxation élevée des exportations encourage les importations en favorisant la production de biens non échangeables, et favorise une transformation inefficace des matières premières et une consommation intérieure excessive de produits d'exportation imposés. Les taxes à l'exportation ont pour effet d'accroître la nécessité d'une dévaluation du taux de change en termes réels, ce qui accroît le coût en monnaie nationale du service de la dette en devises.
- La dépendance croissante à l'égard de l'imposition du secteur primaire risque d'amplifier le problème de transfert des pays débiteurs si elle entraîne une détérioration

des termes de l'échange qui se traduit elle-même par une aggravation directe de la charge budgétaire. De plus, l'élasticité de l'impôt par rapport au revenu est faible dans le secteur primaire.

- Le recours à un niveau élevé d'inflation comme mode de taxation des actifs financiers ne fait qu'aggraver le problème budgétaire parce qu'une forte inflation se traduit par une érosion des recettes fiscales normales. Les délais entre le fait générateur de l'impôt et son recouvrement conduisent à un manque à gagner en termes de recettes qui ne peut être compensé par l'effet de la progressivité du barème.

En recourant à la planche à billets, le gouvernement s'enferme dans un cercle vicieux qui le contraint à renoncer à terme au financement inflationniste :

- Les distorsions qui affectent les marchés financiers sont amplifiées par les instruments du prélèvement dû à l'inflation que sont l'inflation elle-même et le mécanisme des réserves obligatoires qui introduisent un coin entre la rémunération versée à l'épargnant et le coût du crédit pour l'emprunteur. De ce fait, le marché des capitaux se trouve placé dans une situation où la rémunération de l'épargne est trop faible pour permettre la mobilisation des ressources nécessaires au transfert tandis que le coût est trop élevé pour permettre le financement des investissements rentables eux-mêmes. Le gouvernement en recourant à la mobilisation de ressources par l'inflation porte ainsi la responsabilité de l'« éviction » de l'investissement privé. La perte d'efficacité qui découle de cette dernière est généralement aggravée par l'octroi aux entreprises publiques de crédits, par ailleurs rationnés, à des taux très préférentiels.
- A long terme, il y a incompatibilité entre un niveau élevé d'endettement public et d'inflation et des taux d'intérêts réels positifs. Le Brésil, qui a financé son déficit budgétaire par l'émission d'obligations, a été contraint d'accepter des taux d'intérêt positifs. Cette situation a conduit à une nouvelle aggravation du déficit : le ratio du service de la dette publique (par rapport aux recettes fiscales) a explosé du fait de la nécessité de maintenir un taux réel positif très élevé face aux anticipations de dévaluation et à l'instabilité des taux d'inflation.
- Ce processus inflationniste auto-entretenu peut être retardé à court terme par des taux d'intérêt négatifs mais au prix de la création d'un cercle vicieux fatal. Le diagramme I.4 montre à quel point est court le chemin qui conduit du financement inflationniste à l'évasion de capitaux. Si les réductions de dépenses et la croissance du rendement des impôts sont insuffisantes, le transfert financier entraîne une aggravation du déficit budgétaire. Plus ce dernier est élevé, plus est forte la tentation de le financer par la création monétaire, ce qui en période de très forte inflation introduit un coin entre les taux d'intérêt internes et internationaux. La demande de monnaie nationale chute et la constitution d'avoirs à l'étranger augmente. La mobilisation par l'inflation accroît ainsi la charge du transfert.
- Dans la mesure où ils renforcent la tendance à la fuite devant la monnaie et à l'évasion de capitaux, l'inflation et les taux d'intérêt négatifs ont pour effet de relever le niveau de dévaluation réelle de la monnaie au delà de celui qui était requis à l'origine. Dans le même temps, la dévaluation en termes réels a pour effet d'aggraver le coût en monnaie nationale de l'endettement en devises. Ceci a un impact direct sur les dépenses publiques et tend à accentuer les tendances inflationnistes avec les pressions à la baisse qui en résultent sur le taux de change : bien qu'une dévaluation en termes réels soit favorable à la balance commerciale, elle a pour effet de détériorer la balance des facteurs du débiteur extérieur net exprimée en monnaie nationale. On a observé que les pays, comme le Venezuela, qui disposent d'un volume important de créances en devises étrangères ne sont pratiquement pas affectés par une dévaluation

en termes réels. C'est la situation inverse qui prévaut dans des pays comme l'Argentine, le Brésil, le Mexique et les Philippines. Dans ces pays, les paiements nets de facteurs en devises étrangères absorbent une partie importante des recettes fiscales et d'exportation. La charge imposée à la demande intérieure ne peut être minimisée que par un financement non inflationniste du transfert financier net.

Dans la mesure où les pays débiteurs décident de financer leur transfert à l'étranger à partir du revenu courant (au lieu de recourir au nantissement ou à la cession d'actifs) la seule option dont ils disposent à long terme est la politique de transfert adoptée par la Corée. Une réduction du pouvoir d'achat intérieur destinée à faire face au transfert ne pourra intervenir sans effet inflationniste que si le crédit intérieur net total est réduit du montant du transfert. Compte tenu de la place importante qu'occupe le secteur public dans les économies des pays débiteurs, une éviction de l'investissement privé ne peut être évitée que si l'Etat réduit à due concurrence son prélèvement sur le produit intérieur. Ces conditions sont les seules qui permettent de maintenir l'investissement à son niveau antérieur. A défaut et à productivité du capital constante, le financement des transferts futurs devra être opéré à partir d'une base de revenu encore plus étroite.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Cf. Wolfram Engels, « Die Leistungsfähigkeit von Kreditkonventionen am Beispiel des Transferri-sikos », in W. Engels, A. Gutowski, H.C. Wallich, *International Capital Movements, Debt, and Monetary System*, pages 67-83, Mainz, V. Hase et Koehler, 1984.
2. Wolfram Engels, *ibid.*
3. Fritz W. Meyer, « Zahlungsbilanzprobleme der Entwicklungsländer », *Wirtschaftspolitische Chronik*, Heft 2, p. 34 et suivantes, 1964.
4. Dans le même sens voir aussi Fritz Machlup, « The Transfer Problem : Theme and Four Variations », in Fritz Machlup, *International Payments, Debts and Gold*, p. 374 et suivantes, New York, Charles Scribners Sons, 1964 et Wolfram Engels, « Leistungsfähigkeit von Kreditkonventionen », *op. cit.*, p. 78 et suivantes. L'épargne intérieure et le potentiel de placement de titres de la dette publique auprès du secteur privé non bancaire constituent également d'autres agrégats utiles.
5. Cf. Fritz Machlup, « The Transfer Problem : Theme and Four Variations », *op. cit.*, pages 374-395.
6. Pour une comparaison approfondie de la charge du transfert et du processus de transfert dans le passé et à l'heure actuelle, cf. Helmut Reisen, « Le problème latino-américain de transfert dans une perspective historique », in A. Maddison (sous la direction de), *L'Amérique latine, la région des Caraïbes et l'OCDE : Dialogue sur la réalité économique et les politiques possibles*, Paris, OCDE, 1986.
7. On peut noter une exception à l'incapacité très répandue de percevoir les obstacles à la solution de la crise de l'endettement, avec Larry A. Sjaastad, « The International Debt Quagmire : To Whom Do We Owe it », *The World Economy*, Vol. 6.3, p. 313, 1983 : « L'une des erreurs essentielles de la réflexion actuelle sur le problème de l'endettement réside dans l'idée qu'il s'agit fondamentalement d'un problème de commerce extérieur ».
8. Cf. Vito Tanzi, Mario Blejer, « Public Debt and Fiscal Policy in Developing Countries » in K. Arrow, M. Boskin (eds.), *Economics of Public Debt*, à paraître.
9. La BID partage la même opinion à propos des pays d'Amérique latine cf. BID, *External Debt and Economic Development in Latin America*, p. 147, Washington, D.C., 1984.
10. Au niveau de l'Administration centrale, le ratio moyen des dépenses publiques était en 1983 de 30 pour cent pour les pays développés et de 26.9 pour cent pour les pays en développement à revenu moyen. Cf. Banque mondiale, *Rapport sur le Développement dans le Monde*, tableau 22, Washington, D.C., 1986.
11. Cette appréciation est partagée par la BID. Cf. BID, *Economic and Social Progress in Latin America*, en particulier les pages 70 à 73, Washington, D.C., 1986.
12. Cf. *ibid.*, pages 76 à 79.
13. Cf. Bijan B. Aghevli, Jorge Marquez-Ruarte, *A Case of Successful Adjustment : Korea's Experience During 1980-84*, IMF Occasional Paper N° 39, Washington, D.C., 1985.
14. Cf. BID, *Economic and Social Progress in Latin America*, *op. cit.*, pages 74 à 76.
15. Cf. BID, *ibid.*, pages 79 à 83.

16. Si on se limite exclusivement à une comparaison des ratios de dépenses publiques, les efforts de réduction de ces pays sont comparables au programme de réforme allemand de 1923-24. Le ministre des Finances de l'époque, Luther, a abaissé le ratio des dépenses publiques par rapport au produit national brut qui a chuté de 47 à 31 pour cent. Cette réduction a toutefois été obtenue non par une diminution des investissements mais par une chute de 20 pour cent (soit 300 000 personnes) de l'emploi public. Cf. Roland Vaubel, « Eine Strategie für die Kürzung der Staatsausgaben », in H. Giersch (sous la direction de), *Wie es zu schaffen ist : Agenda für die deutsche Wirtschaftspolitik*, pages 101 à 127, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 1983.
17. Cf. Morgan Guaranty, *World Financial Markets*, pages 4 et 5, février 1985.
18. *Ibid.*, « Tant que le secteur public des pays d'Amérique latine ne sera pas réduit tant en dimension qu'en niveau de ses besoins de financement, l'épargne disponible continuera de financer des bureaucraties inefficaces et des entreprises d'Etat déficitaires ».
19. Cf. R.P. Short, « The Role of Public Enterprises : An International Statistical Comparison », in R. Floyd, C. Gray, R. Short, *Public Enterprise in Mixed Economies, Some Macroeconomic Aspects*, pages 110 à 181, Washington, D.C., FMI, 1984.
20. Le FMI lui-même n'est, semble-t-il, pas en mesure d'appréhender la gestion financière de l'ensemble des entreprises publiques, en particulier au niveau des collectivités locales. Cf. R.P. Short, *op. cit.*, p. 182 et suivantes
21. Cf. R.P. Short, *op. cit.*, tableau 4, pages 146 à 149.
22. Cf. Robert H. Floyd, « Some Topical Issues Concerning Public Enterprises », in R. Floyd, C. Gray, R. Short (eds.), *op. cit.*, pages 1 à 34.
23. Au Mexique par exemple, on a fait valoir que l'élimination de l'interventionnisme étatique et du système d'entreprises publiques sur lequel il repose mettrait en péril le système politique dans son ensemble alors que ce dernier a procuré 50 ans de stabilité politique. Toutefois, cette opinion a été contestée y compris à l'intérieur du gouvernement mexicain ; selon un ministre « on voit mal en quoi la fabrication d'eau gazeuse peut constituer une tâche gouvernementale ». Propos cités par William A. Orme, Jr., « Denationalisation in Mexico is Meeting Resistance », *International Herald Tribune*, p. 13, 13 juillet 1986.
24. On ne disposait pas de données sur les entreprises publiques pour l'Indonésie. Selon le directeur du Centre indonésien d'études stratégiques et internationales « la privatisation soulagerait l'Etat du fardeau que représente le financement de ces entreprises et dégagerait des fonds qui sont nécessaires au développement ». Cf. *International Herald Tribune* du 5 août 1986, page 13. Il semble donc que la possibilité et la nécessité d'une réduction des dépenses des sociétés d'Etat existent aussi en Indonésie.
25. Cf. Richard Goode, *Government Finance in Developing Countries*, pages 84 à 100, Washington, D.C., The Brookings Institution, 1984.
26. Cf. A. Tait, W. Grätz, B. Eichengreen, « International Comparisons of Taxation for Selected Developing Countries, 1972-76 », *IMF Staff Papers*, Vol. 26 (3/1979), pages 123 à 156. L'étude montre en particulier qu'au Mexique et aux Philippines, le potentiel fiscal n'a pas été entièrement mobilisé.
27. Cf. *ibid.*, p. 139.
28. Cf. Thomas J. Sargent, Neil Wallace, « Rational Expectations and the Dynamics of Hyperinflation », *International Economic Review*, Vol. 14, (6/1973), pages 328-350 et Vito Tanzi, « Inflation, Real Tax Revenue, and the Case for Inflationary Finance : Theory with an Application to Argentina », *IMF Staff Papers*, Vol. 25.3, pages 417-451, 1978.
29. Cf. Bijan B. Aghelvi, Jorge Marquez-Ruarte, *A Case of Successful Adjustment ...*, *op. cit.*, p. 15 et suivantes
30. Cf. BID, *Economic and Social Progress ...*, *op. cit.*, p. 75.
31. Cf. G.A.D. Emerson, « Can Argentina turn the Corner ? », *The Banker*, pages 39-41, août 1986.

32. « Non seulement la classe moyenne des villes possède des actifs à l'étranger mais elle déclare des montants ridiculement faibles au titre de son patrimoine immobilier et de ses autres actifs. Dès lors que 95 pour cent des hommes politiques et des militaires sont issus de ce milieu, voler l'Etat est considéré comme une pratique tout à fait acceptable », *ibid.*, p. 41.
33. Les réformes fiscales entreprises antérieurement dans les pays en développement ont souvent échoué en raison de l'extrême brièveté de la période de préparation et de mise en œuvre. Forte de cette expérience, la réforme fiscale indonésienne a prévu un délai d'environ deux ans pour la réalisation des préconditions administratives et techniques (modernisation du système comptable, formation des fonctionnaires des impôts, réforme de la structure administrative) avant la mise en œuvre de la réforme qui a été un succès. Cf. Malcolm Gillis, « Micro and Macroeconomics of Tax Reform : Indonesia », *Journal of Development Economics*, Vol. 19.3, pages 221 à 254, 1985.
34. Cf. BID, *Economic and Social Progress*, *op. cit.*, pages 209 à 216.
35. Cf. Ronald McKinnon, Donald Mathieson, *passim*, « How to Manage a Repressed Economy », *Essays in International Finance*, N° 145, Princeton, N.J., 1981.
36. Sur le choix d'une approche adéquate de la balance des paiements dans un contexte institutionnel déterminé, cf. Ziba Farhadian, Robert Dunn, Jr., « Fiscal Policy and Financial Deepening in a Monetarist Model of the Balance of Payments », *Kyklos*, Vol. 39.1, pages 66 à 84, 1986.
37. Cf. Robert J. Barro, « Are Government Bonds Net Wealth ? », *Journal of Political Economy*, Vol. 82.4., pages 1095 à 1117, 1974.
38. Cf. Vito Tanzi, Mario Blejer, « Fiscal Deficits and Balance of Payments Disequilibrium in IMF Adjustment Programs », in Joaquin Muns (ed.) *Adjustment, Conditionality, and International Financing*, pages 117 à 136, Washington, D.C., FMI, 1984.
39. Morgan Guaranty, *World Financial Markets*, tableau 11, avril/mai 1986.
40. Cf. Morgan Guaranty, *ibid.*, p. 5.
41. Cf. Thomas Sargent, Neil Wallace, « Some Unpleasant Monetarist Arithmetic », *Federal Reserve Bank of Minneapolis Quarterly Review*, N° 5, pages 1 à 17, 1984 ; Karl Brunner, « Deficits, Interest Rates, and Monetary Policy », *CATO Journal*, Vol. 5.3, pages 709 à 726, 1986 ; Philip Cagan, « Financing the Deficit, Interest Rates, and Monetary Policy », in Ph. Cagan (ed.), *The Economy in Deficit*, pages 195 à 221, Washington, D.C., American Enterprise Institute, 1985.
42. Cf. Philip Cagan, *ibid.*, p. 216 et suivantes
43. Cf. Milton Friedman, « The Quantity Theory of Money – A Restatement », in M. Friedman (ed.), *Studies in the Quantity Theory of Money*, pages 3 à 21, Chicago, Chicago University Press, 1956.
44. Cf. Ziba Farhadian, Robert Dunn, Jr., *op. cit.*, p. 66 et suivantes
45. L'explosion des taux d'inflation qui a coïncidé avec les transferts financiers nets a été observée en dehors du groupe des pays examinés. En Amérique latine, elle a affecté la Bolivie, le Chili, l'Equateur, le Salvador, le Guatemala, la Jamaïque, le Paraguay, le Pérou, la République dominicaine et l'Uruguay. Il existe toutefois des contre-exemples : ainsi, la Colombie a pu réduire nettement son inflation malgré une hausse des transferts nets. Au Nicaragua, l'inflation s'est accélérée de manière spectaculaire en dépit de la croissance des importations nettes de capitaux. Pour une comparaison du transfert financier net et de l'inflation, cf. ECLAC, *The Economic Crisis : Policies for Adjustment, Stabilization and Growth*, Nations-Unies LC/G, 1408 (SES.21/17), diagramme 13 et tableau 7, 8 avril 1985.
46. Le concept de prélèvement dû à l'inflation a été formalisé pour la première fois par Cagan et Bailey dont on a suivi ici la présentation. Cf. Martin J. Bailey, « The Welfare Cost of Inflationary Finance », *Journal of Political Economy*, Vol. 56.1, pages 93 à 110, 1956 et Philip Cagan, « The Monetary Dynamics of Hyperinflation », in Milton Friedmann (ed.), *Studies in the Quantity Theory of Money*, *op. cit.*, pages 25 à 117.
47. Cf. Bijan B. Aghelvi, « Inflationary Finance and Economic Growth », *Journal of Political Economy*, Vol. 85.4, pages 1295 à 1307, 1977 et Vito Tanzi, « Inflation, Real Tax Revenue, and the Case for Inflationary Finance », *IMF Staff Papers*, Vol. 26.3, pages 417 à 451, 1979.

48. De ce fait, on observe dans les pays à forte inflation une forte densité de guichets bancaires, les banques se faisant concurrence pour la collecte de dépôts productifs de gains liés à l'inflation.
49. David E.W. Laidler, *The Demand for Money : Theories and Evidence*, Scranton, Penn., International Textbook Co., 1969.
50. Outre Philip Cagan, « The Monetary Dynamics of Hyperinflation », *op. cit.*, aussi Thomas J. Sargent, « The Ends of Four Inflation », in R.E. Hall (ed.), *Inflation : Causes and Effects*, pages 41 à 97, NBER Project Report, Chicago, 1982.
51. Philip Cagan, *ibid.*, notamment pages 77 à 86.
52. Bernhard Fischer, Ulrich Hiemenz, Peter Trapp, *Argentina : The Economic Crisis in the 1980's*, p. 51, Kieler Studien N. 197, Tübingen, 1985. Les calculs de Kiel se réfèrent aux valeurs annuelles de la période 1970-1984. Nos chiffres concernant le Brésil sont basés sur des données trimestrielles désaisonnalisées et couvrant une période plus brève, ce qui explique la meilleure qualité de nos estimations.
53. Cf. Larry Sjaastad, « Why Stable Inflation Rates Fail : An Essay in Political Economy », in M. Parkin, G. Lis (ed.), *Inflation in the World Economy*, pages 73 à 86, Studies of Inflation N° 4, Toronto, Université de Toronto, 1976.
54. Le concept, les conditions institutionnelles et les données empiriques sont définis in Ronald I. McKinnon, *Money and Capital in Economic Development*, Washington, D.C., The Brookings Institution, 1973 ; Ronald I. McKinnon, Donald J. Mathieson, « How to Manage a Repressed Economy », *op. cit.* ; Bernhard Fischer, *Liberalisierung der Finanzmärkte und wirtschaftliches Wachstum in Entwicklungsländern*, Kieler Studien N° 172, Tübingen, 1982.
55. Cf. FMI, *Interest Rate Policies in Developing Countries*, Occasional Paper N° 22, Washington, D.C., 1983.
56. Il faut donc supposer que la réduction de la réglementation financière améliore l'efficacité du capital. La productivité marginale des investissements bénéficiant d'un régime préférentiel dans le cadre de la réglementation financière ne reflète souvent rien d'autre que le taux d'intérêt réel négatif des financements dont ils bénéficient. L'expérience montre que les entreprises publiques et les besoins de financement publics se voient accorder un traitement préférentiel dans un contexte de rationnement du crédit, de même que les firmes privées de grande taille et celles dont la production est destinée à se substituer aux importations. De ce fait, ces organismes privilégiés sont souvent en situation d'excédent de capacité tandis que la capacité des autres entreprises est faible du fait de la pénurie de fonds prêtables. Enfin, la réglementation des intérêts a pour effet d'encourager les investissements à forte intensité de capital ce qui réduit encore les avantages sociaux du fait du faible taux d'utilisation de la main-d'œuvre et du gaspillage de ressources en devises. Cf. par exemple, Bela Balassa, *Policy Reform in Developing Countries*, pages 10 à 12, Washington, D.C., Pergamon Press, 1977.
57. Le fait que l'inflation accentue la tendance à une consommation rapide du revenu courant et décourage la constitution d'actifs financiers a un impact particulièrement négatif du point de vue de la mobilisation des fonds nécessaires aux transferts.
58. Cf. Ronald I. McKinnon, Donald J. Mathieson, « How to Manage a Repressed Economy », *op. cit.*, pages 7 à 11.
59. Dans cet exemple, on a supposé que la totalité du financement est assurée par des sources externes à l'entreprise. En fait, l'autofinancement a joué un rôle très minime pour les entreprises d'Amérique latine au cours de la période sous revue. Cf. BID, *Economic and Social Progress in Latin America*, *op. cit.*, pages 55 à 61.
60. Cf. Bernhard Fischer, « Liberalisierung der Finanzmärkte ... », *op. cit.*, p. 84 et suivantes.
61. Cf. Vito Tanzi, Mario Blejer, « Fiscal Deficits and Balance of Payments Disequilibrium ... », *op. cit.*, p. 129 et suivantes .

62. Cf. Helmut Reisen, « Disequilibrium Prices and External Debt : An Empirical Analysis for 1978-1984 », in Colin Broadford, Jr. (ed.), *Europe and Latin America in the World Economy*, pages 88 à 120, New Haven, Conn., Yale Center for International and Area Studies, 1985.
63. *Ibid.*, pages 115 à 118.
64. Cf. par exemple Morgan Guaranty, *World Financial Markets*, p. 2, octobre/novembre 1984 : « Il est peu probable que les prêteurs et investisseurs étrangers acceptent de prendre de nouveaux engagements sur ces pays tant que les résidents n'auront pas retrouvé suffisamment confiance pour rapatrier une partie des capitaux placés à l'extérieur ».
65. Cf. C. Luis Ramirez-Rojas, « Currency Substitution in Argentina, Mexico, and Uruguay », *IMF Staff Papers*, Vol. 32.4, pages 629 à 667, 1985.
66. Cf. Mohsin Khan, Nadeem Ul Haque, « Foreign Borrowing and Capital Flight : A Formal Analysis », *IMF Staff Papers*, Vol. 32.4, pages 606 à 628, 1985.
67. En premier lieu, elle est fondée sur des sources différentes, c'est-à-dire sur les statistiques de la dette et sur celles de la balance des paiements. En second lieu, elle est faussée par les effets d'évaluation induits par le taux de change, par le non-enregistrement des dépenses militaires et par la surfacturation ou la sous-facturation des importations ou des exportations.
68. Cf. Coopers et Lybrand, *International Tax Summaries 1986*, New York, 1986.
69. L'expérience que l'on a en matière de causes d'ordre monétaire de la variation des taux de change en termes réels indique le rôle décisif de la variation du taux d'inflation considérée comme permanente. Cf. Reinhard W. Fürstenberg, *On Monetary Causes of Real Exchange Rate Changes*, Kieler Studien N. 196, Tübingen, 1985.
70. Dans la mesure où la hausse du taux de change du dollar était due à la vigueur de ce dernier sur le marché des changes international, les effets négatifs observés sur le cours du dollar sur le marché mondial ont aggravé la charge du transfert réel. Cf. Sachverständigenrat zur Begutachtung der gesamtwirtschaftlichen Entwicklung, *Jahresgutachten*, Bundestagsdrucksache 10/669, para. 25, 1983-1984.
71. L'approche monétaire de la balance des paiements suppose généralement que la position financière nette d'un pays est positive et libellée en monnaie nationale. Il va de soi que ces hypothèses ne s'appliquent pas en particulier aux pays débiteurs : elles ne constituent que l'une parmi plusieurs combinaisons possibles de situation financière nette et de devise de libellé.
72. Cf. Kathie Krumm, *Two New Adjustment Issues for High-Debt Countries : Interest Rate Shock and Private Sector's External Debt*, Washington, D.C., Banque mondiale, CPD, Discussion paper N° 1985-11, 1985.
73. Cf. Joan Robinson, *Essays in the Theory of Employment*, Oxford, Blackwell, p. 145, 1947 : « Du point de vue d'un pays débiteur, les charges d'intérêt libellées dans la monnaie du créancier équivalent à une importation dont la valeur s'accroît proportionnellement à la baisse du taux de change ; si les obligations de ce type sont très importantes (et si le débiteur n'envisage pas de faire défaut) la dépréciation du taux de change peut présenter des risques considérables pour la balance commerciale ».
74. Cf. Rudiger Dornbusch, Stanley Fischer, « Stopping Hyperinflations Past and Present », *Weltwirtschaftliches Archiv*, Vol. 122, pages 1 à 47, 1986.
75. La monnaie de l'Argentine était fortement surévaluée auparavant. Cf. Helmut Reisen, « Disequilibrium Prices » ..., *op. cit.*, pages 88 à 120.
76. Toutes les valeurs sont calculées en fin d'année.
77. Il convient de souligner une fois de plus qu'il s'agit là de calculs théoriques qui ont pour objet de souligner l'importance de l'effet en termes de richesse réelle mais qui ne donnent pas sa dimension réelle. Pour établir cette dernière, il aurait fallu collecter l'ensemble des actifs et engagements dans les différentes devises de libellé. La production de ces informations statistiques est difficile sinon impossible pour les pays sous revue.

78. La conversion de la dette a revêtu une importance particulière en Argentine, au Chili et au Mexique. Pour une description plus détaillée de ses modalités cf. Kathie Krumm, *op. cit.*, pages 15 à 21.
79. Cf. *ibid.*, tableau 5, p. 18.
80. Il va donc de soi que la prise en charge de la dette extérieure du secteur privé par le budget public doit être prise en compte lorsque l'on évalue les réductions de dépenses publiques.
81. Fritz Machlup, « The Transfer Problem Revisited », *op. cit.*, p. 471.
82. Cf. A. Bhagwat, Y. Ouitsuka, « Export-Import Responses to Devaluation : Experience of the Non-Industrial Countries in the 1960s », *IMF Staff Papers*, Vol. 21.2, pages 21 à 27, 1974 et Donald J. Donovan, « Real Responses Associated with Exchange Rate Action in Selected Upper Credit Tranche Stabilization Programmes », *IMF Staff Papers*, Vol. 28.4, pages 698 à 727, 1981.

Appendice à la Partie I

LES TRANSFERTS : PROBLÈMES ET THÉORIES

La multiplicité des erreurs de diagnostic et de pronostic commises en matière d'ajustement des nouveaux pays industrialisés endettés, ainsi que le nombre des tentatives infructueuses accomplies pour maîtriser ces problèmes, pourrait créer l'impression que la science économique est mal outillée sur le plan théorique pour traiter ce problème. Ce n'est pourtant pas la première fois que la théorie économique est confrontée à un problème majeur de transfert. En particulier, le problème des réparations dues par l'Allemagne après la Première Guerre mondiale, a provoqué un débat sur ce sujet qui s'est prolongé en fait jusqu'aux années 60. Ce débat fera l'objet d'un examen dans les sections suivantes avec une référence spéciale au problème de la dette.

On examinera, en premier lieu, les trois aspects centraux du problème des transferts à l'aide de l'algèbre des comptes nationaux. Il s'agit de la mobilisation sur le plan interne des fonds en monnaie nationale, de leur conversion en devises étrangères et de l'accès aux marchés des pays bénéficiaires. La seconde section traite du mécanisme d'équilibrage de la balance des paiements induit par le processus de transfert. L'argumentation présentée ici suit l'évolution historique de la doctrine. On examinera d'abord le mécanisme des prix et des flux d'espèce en système d'étalon-or (qui équivaut à la fixité des taux de change). On abordera ensuite, la théorie du multiplicateur keynésien dans des conditions de rigidité des prix et de sous-emploi, puis on analysera les mouvements de taux de change dans le cadre de la théorie de l'élasticité. La dernière section sera consacrée à une étude théorique de l'effet du transfert sur les termes de l'échange.

1. DÉFINITIONS

Le concept de « transfert financier net » recouvre les flux de fonds découlant, au cours d'une période donnée, de l'endettement net nouveau, diminués des paiements au titre des intérêts de la dette¹. Cette notion doit être clairement distinguée de celle de « transfert de capitaux » ou de « transfert de ressources », ces deux termes impliquant une diminution nette en valeur absolue de l'endettement extérieur. La situation de nombreux pays en développement endettés se caractérise par le fait qu'ils produisent un transfert financier net alors même qu'ils sont importateurs nets de capitaux, dans la mesure où leurs charges d'intérêts dépassent leur endettement net nouveau. Au cours d'un cycle type d'endettement, le processus d'accumulation de la dette finit par générer des transferts financiers nets négatifs, les charges d'intérêt dépassant les besoins, en diminution, de prêts nets nouveaux de l'étranger. Un problème est toutefois posé lorsque les revenus générés par les capitaux empruntés sont insuffisants pour assurer le service de la dette. Dans ce cas, la distinction entre principal et intérêts perd de sa portée puisque les transferts de capitaux et les paiements d'intérêts doivent être couverts par une diminution de la demande intérieure.

La notion de transfert financier net qui est utilisée dans la présente étude, s'entend dans un sens large par référence à la balance des paiements du pays et pas seulement aux flux liés à l'endettement extérieur. Un transfert financier net (TFN) se définit donc comme la variation des actifs extérieurs détenus par l'ensemble des résidents du pays (ΔF) plus les paiements nets au titre des facteurs (Z), effectués à l'étranger².

$$(1) \quad \text{TFN} = \Delta F + Z$$

L'accroissement des avoirs extérieurs nets de l'ensemble de l'économie signifie un excédent de la balance courante.

$$(2) \quad \Delta F = \text{Ex} - \text{Im} - Z$$

où Ex et Im représentent les exportations et les importations de biens et services, non compris les paiements au titre des facteurs. L'accroissement des actifs nets extérieurs de l'ensemble de l'économie est déterminé par la différence entre la croissance du total des actifs nets (S) et celle des actifs réels nets (I).

$$(3) \quad \Delta F = S - I$$

La seule fraction du produit intérieur (Y) qui peut être épargnée est celle qui n'est pas dépensée sous forme de consommation courante (C) et sous forme d'exportations nettes de facteurs :

$$(4) \quad S = Y - C - Z$$

Ceci amène à opérer une distinction entre secteur public et secteur privé, l'équation (4) devenant alors :

$$(5) \quad S = (Y - T - C_{\text{Pr}} - Z_{\text{Pr}}) + (T - G - Z_{\text{St}})$$

Un pays ne peut épargner que ce que le secteur privé ne prélève pas sur ses revenus pour payer les impôts (T), les dépenses courantes (C_{Pr}) et les facteurs nets (Z_{Pr}) et ce que le secteur public ne prélève pas sur ses recettes fiscales pour payer les dépenses nettes au titre des facteurs (Z_{St}) et les autres dépenses publiques (G).

La mobilisation des fonds nécessaires au transfert financier pose un problème budgétaire qui doit être résolu³. La solution suppose une diminution du pouvoir d'achat dont la contrepartie est transférée à un pays tiers. La mobilisation du transfert financier peut aussi être assurée par une diminution des réserves de change (dans le système de l'étalon-or par une livraison d'or), par la réduction des coûts de production grâce à des économies d'échelle (amélioration de l'utilisation des capacités) ou par tout autre moyen permettant d'améliorer l'efficacité de l'économie. Elle peut également être induite par une augmentation de la demande étrangère qui, dans le cas le plus favorable, porterait en totalité sur les exportations du pays débiteur. Il s'agit là de solutions « douces » que le pays intéressé ne considérerait probablement pas comme imposant des sacrifices et qui ne susciteraient pas de résistance. En l'absence de telles conditions, la mobilisation interne des ressources nécessaires au transfert est plus pénible. Les finances publiques doivent être ajustées, soit par une réduction des dépenses, soit par une augmentation des recettes fiscales. Les ménages doivent réduire leur consommation au profit d'un accroissement de leurs actifs financiers ou les entreprises sont obligées de diminuer leurs dépenses de salaires, de dividendes, d'achats de biens intermédiaires ou d'investissement⁴.

C'est précisément dans le cas de ces solutions « dures » de mobilisation interne des fonds que l'on observe une tendance à recourir à une augmentation de la dette intérieure pour amortir la dette extérieure⁵. Toutefois, l'algèbre comptable montre qu'une mobilisation interne des fonds nécessaires au transfert financier net signifie, *ex post*, à situation inchangée de la dette extérieure du secteur non bancaire, une réduction équivalente du crédit interne net distribué par le système bancaire consolidé.

Les variations de la balance courante et les variations correspondantes des actifs extérieurs nets (Cf. équation 2) résultent des variations des avoirs extérieurs nets des banques ($\Delta F_{\text{B/A}}$) et du secteur non bancaire ($\Delta F_{\text{NB/A}}$) :

$$(6) \quad \text{Ex} - \text{Im} - Z = \Delta F = \Delta F_{\text{NB/A}} + \Delta F_{\text{B/A}}$$

La variation des avoirs extérieurs nets des banques entraîne une variation de la masse monétaire détenue par le secteur non bancaire interne (ΔM). Les autres facteurs qui influencent la masse monétaire sont : l'endettement net nouveau du secteur public vis-à-vis du système bancaire interne ($\Delta F_{B/ST}$) et l'augmentation du crédit interne au secteur privé non bancaire ($\Delta C_{B/Pr}$) corrigé des actifs financiers détenus par le secteur privé auprès des banques ($\Delta S_{B/Pr}$) locales :

$$(7) \quad \Delta M = \Delta F_{B/A} + \Delta F_{B/St} + \Delta C_{B/Pr} - \Delta S_{B/Pr}.$$

En combinant les équations (1) et (6) et l'équation (7), on obtient :

$$(8) \quad TFN = \Delta F + Z = (\Delta F_{NB/A} + \Delta M + Z) - (\Delta F_{B/St} + \Delta C_{B/Pr} - \Delta S_{B/Pr}).$$

L'équation (8) montre que la mobilisation interne des fonds nécessaires au transfert net sans création monétaire ($\Delta M = 0$) exige une réduction à due concurrence de l'endettement interne net nouveau.

On objectera probablement que, dans la réalité, on tenterait de résoudre le problème de la mobilisation des fonds par la création monétaire ou par l'augmentation du crédit interne⁶. Il convient de distinguer ici entre prévisions *ex ante* et égalités *ex post*, telles qu'elles sont présentées dans le système algébrique d'équations ci-dessus. Il n'existe aucune solution au problème de la mobilisation interne sans une réduction de la dépense réelle par rapport au revenu réel équivalente au montant du transfert financier. Même en cas de création monétaire inflationniste, une épargne est constituée *ex post* par le biais d'une dépréciation en termes réels de la valeur des actifs financiers internes en monnaie nationale. Ce n'est que lorsque l'ensemble des agents économiques tant privés que publics ont augmenté leurs actifs financiers pour les porter au niveau exigé par le transfert financier périodique (c'est-à-dire, lorsqu'ils ont ajusté leurs dépenses à un niveau inférieur à leurs revenus du montant du transfert) que la mobilisation interne des fonds destinés à couvrir des engagements extérieurs peut effectivement s'opérer sans réduction des investissements.

Le pays qui opère le transfert renonce ainsi à une partie de sa production intérieure pour la transférer au pays bénéficiaire : il y a donc transfert réel de pouvoir d'achat. La comptabilité de la balance des paiements exige que le transfert financier corresponde à un transfert réel sous la forme d'un excédent d'exportations, pour que le niveau des réserves de change du pays qui opère le transfert demeure inchangé. Tandis que le problème budgétaire illustre les difficultés que comporte le prélèvement de créances économiques sur le PIB égales au montant du transfert à opérer, le problème de change concerne l'ajustement de la production, de la consommation et du commerce extérieur nécessaire pour permettre de convertir dans les devises requises, la somme dégagée en monnaie nationale⁷. Bien que ce transfert corresponde *ex post* à l'augmentation des actifs financiers internes, ceci ne veut pas dire que la solution du problème budgétaire permette de résoudre automatiquement le problème de change⁸. Bien que la solution du problème budgétaire suppose une réduction de la demande intérieure, elle dépend largement de la possibilité de traduire cette réduction en augmentation des exportations. En d'autres termes, plus le pays qui opère le transfert réduit sa demande de biens non échangeables pour opérer la mobilisation interne des fonds et plus la demande additionnelle des pays bénéficiaires se porte sur leurs propres biens non échangeables, moins il est probable que le problème de change sera résolu par la mobilisation interne des fonds⁹.

Enfin, le problème de l'accès au marché concerne la proportion dans laquelle le pays bénéficiaire dépense le produit du transfert financier ainsi que le type de biens auxquels il consacre ces dépenses. Röpke distingue un problème d'absorption statique et quantitatif et un problème dynamique et qualitatif¹⁰. De même que la mobilisation des fonds nécessaires au transfert financier peut renforcer dans le pays débiteur la tendance à accroître la dette intérieure, une tendance à l'accroissement de l'épargne du fait du transfert ne peut être exclue

dans le pays créancier¹¹. Les conséquences des équations (1) à (8) valent pour les pays bénéficiaires dans un sens exactement opposé : ce n'est que lorsque le secteur privé et le secteur public ont réduit leurs actifs financiers nets d'une somme égale au transfert financier net périodique et lorsqu'ils ont ajusté le niveau de leurs dépenses au-dessus de leurs recettes de ce même montant qu'il est possible de résoudre l'aspect qualitatif du problème d'absorption pour la période en cause. L'aspect qualitatif du problème concerne la mesure dans laquelle les exportations libérées par la mobilisation des sommes nécessaires au transfert correspondent à la structure de la demande du pays bénéficiaire. L'acuité de ce problème est d'autant moins grande que les structures de production des pays en cause sont complémentaires et que les préférences des consommateurs sont analogues. Le problème d'absorption s'atténue avec le temps (du fait des ajustements qui s'effectuent) et dans un contexte multilatéral. Toutefois, la référence à ce problème est utile pour l'identification des politiques propres à faciliter ou à gérer la réalisation du transfert. De plus, les pays bénéficiaires des transferts financiers des pays en développement, à savoir les grands pays de l'OCDE, représentent l'essentiel de la demande d'importation mondiale. Ceci confère une grande importance aux aspects quantitatifs et qualitatifs du problème de l'absorption, avec ou sans prise en compte du reste de la demande d'importation mondiale.

2. LE PROCESSUS DE TRANSFERT ET L'ÉQUILIBRE DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

Le débat sur les transferts a en fait tourné à la controverse. Un pays peut-il couvrir la charge du transfert grâce à l'excédent du commerce extérieur découlant d'une variation du pouvoir d'achat ou est-il contraint de réduire ses réserves en or et en devises puis, une fois cette réduction opérée, de procéder à une série de dévaluations ? La première affirmation néglige les effets du transfert sur le niveau et la structure des prix, la seconde ses effets sur le niveau des revenus réels. Cette différence de vue, que l'on appelle souvent le « fameux » débat entre Keynes et Ohlin est assimilée à la théorie des transferts elle-même. Or, il s'agit en fait plutôt, comme le souligne Machlup¹², d'une confrontation entre deux écoles de pensée dont les protagonistes sont d'un côté Wheatley, Ricardo et Ohlin et de l'autre Thornton, Mill et Keynes¹³. Aujourd'hui, personne ne conteste plus que ces deux écoles traitent de cas particuliers virtuellement hors de propos, observation qui avait d'ailleurs déjà été faite dès avant la parution des essais de Keynes et d'Ohlin dans l'*Economic Journal*¹⁴. Dans un cas, la totalité du transfert financier crée de la part du pays bénéficiaire une demande additionnelle directe d'exportations du pays qui opère le transfert. Dans l'autre cas, classique, le transfert financier se dirige directement sur le marché des changes sans induire au préalable de demande extérieure. Du fait que leur analyse ne débute qu'après le transfert de devises étrangères, les deux écoles ne voient pas que la mobilisation interne des fonds a des effets qui sont loin d'être négligeables sur la structure des prix¹⁵.

2.1. *Le mécanisme classique du flux de numéraire et du prix*

Dans le régime classique de l'étalon-or, les monnaies nationales étaient dotées de parités fixes par rapport à l'or. Dans ce système, les banques centrales étaient tenues d'acheter et de vendre de l'or contre les billets qu'elles avaient émis. Certes, le système classique de l'étalon-or a été abandonné dans les années 30 et n'a aucune chance d'être rétabli aujourd'hui¹⁶. L'examen des conditions dans lesquelles s'opère le transfert en régime d'étalon-or constitue

cependant un préalable indispensable de toute recherche sur la crise actuelle de la dette. Il permet, en effet, d'évaluer les conditions dans lesquelles s'effectue le transfert et montre que les hypothèses classiques énonçaient un équilibre automatique de la balance des paiements, parce qu'il identifie les conditions essentielles d'une réussite du transfert sans modification du taux de change¹⁷.

Dans la théorie classique, des paiements unilatéraux soit de capital, soit d'intérêts, induisent un processus automatique de rééquilibre de la balance des paiements¹⁸. Le prix de l'or étant fixe, c'est-à-dire, que l'élasticité de sa demande est infinie, le transfert financier se traduit généralement par un flux d'or du pays qui opère le transfert vers le pays bénéficiaire. Le processus de transfert ne s'effectue sans flux monétaire que si le pays bénéficiaire acquiert un montant de biens exactement égal à celui que le pays débiteur aurait acquis avec l'argent qu'il est tenu de transférer. Dans cette situation idéale, les préférences des consommateurs des pays intéressés sont parfaitement identiques : elles sont dirigées vers les biens exportables du pays débiteur. S'il n'en est pas ainsi, la demande d'exportation qui fait défaut (de même que la différence entre cette demande et le montant du transfert) est suppléée par une sortie d'or du pays débiteur. Le système de l'étalon-or qui exige que l'offre de monnaie de la banque centrale soit liée à ses réserves d'or, impose par conséquent une réduction de la masse monétaire du pays qui opère le transfert et une augmentation de la masse monétaire dans le pays bénéficiaire. Selon la théorie quantitative de la monnaie, cette redistribution internationale de liquidités se traduira par des changements du niveau des prix dans les pays dont les monnaies sont en cause. Le pays qui opère le transfert connaît une déflation et le pays bénéficiaire une inflation. Ce phénomène rend le paiement en or plus avantageux que le paiement en marchandises pour les pays intéressés. Les mouvements d'or et les variations de prix se prolongent jusqu'à ce que l'excédent d'exportation du pays débiteur ait atteint le niveau du transfert financier. Ensuite, un nouvel équilibre est atteint, un transfert réel ayant fait suite au transfert financier. Les mouvements d'or et les variations de prix n'interviennent donc que si le niveau des transferts périodiques demeure inchangé.

Cette présentation théorique d'un déroulement en douceur du processus de transfert montre l'intérêt que présentent, au regard de la présente étude, les hypothèses d'analyse fonctionnelle et les hypothèses en matière de mesures à prendre retenues dans le système de l'étalon-or. Cet intérêt est d'autant plus grand qu'en partie du fait de la parité de l'or lui-même, le mécanisme des flux de numéraire se traduit par un équilibre automatique de la balance des paiements dans un contexte de stabilité des taux de change. Du fait du phénomène de devise « forte » et de l'absence de risque de change, le rôle des transferts monétaires de contrepartie est renforcé et les effets négatifs sur la richesse réelle de l'endettement libellé en devises sont réduits. De plus, le système de l'étalon-or comporte un système de règles automatiques « qui n'exige pas des individus qu'ils recherchent autre chose que la satisfaction de leurs propres intérêts »¹⁹. Ces règles freinent l'inflation internationale dès lors que l'offre de monnaie est liée au stock d'or.

Pour que le système de l'étalon-or puisse fonctionner sans à-coups, trois conditions élémentaires doivent être remplies dans la conduite des politiques des pays impliqués dans le transfert²⁰. La première est que les banques centrales doivent éviter toute politique de stérilisation monétaire. En d'autres termes, l'offre de monnaie des banques centrales (monnaie à pouvoir élevé) de ces pays doit être déterminée exclusivement par les variations des réserves en or et en devises et non par celles de leurs crédits aux banques commerciales et au Trésor. Toutefois, si le pays débiteur tente de contrarier la réduction de la base monétaire découlant du transfert de l'or de réserve en augmentant les prêts de la banque centrale, il empêche que se crée le différentiel de prix nécessaire pour que le transfert réel s'opère au profit du pays bénéficiaire. Ceci veut dire que le transfert d'or ou la diminution des réserves en devises n'a pas ou n'a que partiellement pour contrepartie un flux de marchandises. En cas d'obligations

portant sur des transferts récurrents, ceci peut conduire à un épuisement rapide des réserves de change de la banque centrale. Le régime de l'étalon-or doit finalement être abandonné afin de procéder à une dévaluation de la monnaie du pays suffisante pour renforcer la compétitivité des exportations. L'équilibrage automatique de la balance des paiements fera également défaut si le pays bénéficiaire tente d'empêcher que sa propre base monétaire n'augmente du montant du transfert. « La conséquence est que le pays débiteur enregistre une perte monétaire supérieure à ce qui est nécessaire et que la pression sur les prix dans ce pays devant se traduire par des flux réels doit être accrue et devient plus pénible qu'en l'absence de stérilisation monétaire dans le pays bénéficiaire »²¹. Par conséquent, l'équilibre automatique de la balance des paiements, l'assouplissement de la réalisation du transfert réel, et la réduction relative de la dette exigent les uns et les autres que le niveau des réserves de change de la banque centrale fournisse un guide immuable du niveau de la base monétaire.

La seconde condition d'un déroulement sans à-coup du processus de transfert en régime d'étalon-or est que le pays bénéficiaire renonce à l'imposition de quotas et de droits de douane à l'importation²². Le premier mouvement d'or ne se traduit par un transfert proportionné que si la réduction des prix à l'exportation qu'il induit dans le pays débiteur a effectivement pour contrepartie un accroissement de la demande d'importation dans le pays bénéficiaire²³. Les politiques commerciales protectionnistes empêchent le mécanisme de prix décrit ci-dessus de fonctionner en réduisant l'élasticité de la demande d'importation par rapport aux prix, au pire, jusqu'à zéro²⁴. L'existence même de droits de douane à l'importation avant le processus de transfert²⁵, et surtout leur accroissement ou leur introduction au moment où le transfert est effectué, retarde le moment où le remboursement de l'or transféré par un transfert correspondant de marchandises induit par le mouvement des prix au profit du pays bénéficiaire et dans ce pays, devient avantageux. Alors que les droits de douane tendent seulement à rendre plus difficile le fonctionnement du mécanisme de prix, mais sans l'empêcher complètement de jouer, les quotas ont précisément ce dernier effet. L'usage intensif de quotas à l'importation exhaustifs implique que la seule possibilité pour le débiteur d'opérer un transfert extérieur réside dans la réduction de ses importations puisque l'augmentation des exportations sera interdite par le pays bénéficiaire, quelle que soit l'importance de la baisse de leurs prix. Les politiques protectionnistes qui ont pour effet de restreindre le crédit distribué dans le pays débiteur au-delà du niveau qui serait atteint en régime de liberté des échanges permettent à ce pays d'obtenir la croissance des exportations requise moyennant une faible pression sur les prix.

La troisième condition qui facilite le processus d'ajustement est une forte élasticité du système des prix, en particulier, du côté des coûts dans le pays débiteur²⁶. La flexibilité des prix sur le marché des biens et des facteurs détermine la manière dont la production et l'emploi sont affectés par la baisse du niveau des prix découlant de la politique monétaire. Plus la proportion de biens assortis de prix rigides est élevée dans l'économie, plus la pression à la baisse des prix est supportée par les autres produits si l'objectif est d'arriver à une baisse du niveau général des prix. Si le niveau des prix est faible, plus la rigidité des prix des facteurs et des biens intermédiaires est forte, plus les profits vont diminuer. Ainsi, en régime d'étalon-or, plus le système des prix d'un pays est rigide, plus les effets dépressifs d'une perte d'or seront importants. L'étalon-or exige non seulement l'absence de la stérilisation monétaire et la réduction des restrictions tarifaires et non tarifaires, mais aussi l'absence de contrôle des prix ou de fixation monopolistique des prix et le maintien de la flexibilité des salaires.

La critique du mécanisme de flux de numéraire et de prix de l'étalon-or se concentre sur ses hypothèses de base quant à leurs implications théoriques et du point de vue de la régulation. Selon l'analyse classique, le processus d'ajustement induit par le transfert est déterminé par la théorie quantitative de la monnaie. Il s'effectue nonobstant le coût de délocalisation qu'il implique entre deux économies nationales qui, avant le transfert, étaient en équilibre sur

les plans interne et externe. La théorie quantitative implique a) une vitesse constante de circulation de la monnaie ; b) que les variations de la base monétaire n'agissent que sur le niveau des prix ; c) que le niveau des prix dans les pays concernés par le transfert ne soit pas influencé par d'autres facteurs que la base monétaire²⁷. Dès lors que la théorie quantitative met l'accent sur les différences de niveau des prix dans les pays concernés, elle néglige les effets exercés sur la structure des prix par la mobilisation interne des ressources, la conversion et la réception du transfert²⁸ ainsi que par le niveau international des prix²⁹. L'hypothèse d'une relation étroite entre l'offre de monnaie de la banque centrale et le niveau des prix ne tient pas compte des fluctuations du potentiel de crédit du secteur bancaire, ni des variations de la propension du secteur non bancaire à accumuler des actifs financiers. Si l'on présume le plein emploi, le transfert de pouvoir d'achat entre pays débiteur et créancier n'entraîne que des effets sur les prix. On exclut toutefois les effets sur l'emploi pouvant découler du jeu du multiplicateur. La non-prise en compte des coûts de délocalisation (frais de transport, restrictions aux échanges) est implicite dès lors que la théorie classique fait l'hypothèse que les économies ne comportent que des secteurs de biens échangeables. L'introduction des secteurs de biens non échangeables dans l'analyse modifie le résultat final au niveau de la répartition du stock d'or si le transfert a entraîné une modification durable de la part respective des secteurs des biens échangeables et non échangeables dans les pays en cause³⁰. Le niveau de l'accumulation d'or dans le pays bénéficiaire dépend en définitive de l'expansion du secteur des biens non échangeables dans ce pays et sa réduction dans le pays débiteur constitue un substitut à l'exportation plutôt qu'à la production de produits importés³¹.

Cette liste d'hypothèses n'a nullement pour effet de rendre le mécanisme classique du flux de numéraire inapplicable à l'analyse de la crise de la dette actuelle mais elle est utile pour organiser les options offertes par le processus d'ajustement. Le fait que le système international de l'étalon-or, dans la mesure où il n'a jamais existé à l'état pur a été remplacé par un système d'étalon-papier n'amoindrit pas sa pertinence sur le plan de l'analyse parce que les analogies s'imposent d'elles-mêmes. Le rôle joué par l'or dans le système de l'étalon-or correspond à celui qui est joué par une monnaie de réserve internationale comme le dollar dans un système de monnaie de réserve. Le mécanisme de création monétaire fonctionne de manière analogue. Au lieu de prélever sur ses réserves d'or ou de change, la banque centrale d'un pays en déficit (pays qui opère un transfert) peut aussi relever la prime offerte lors de la cession des instruments de sa dette contre de l'or ou des devises (et réduire ainsi leur prix : il peut en fait dévaluer sa monnaie³²). Le prix de l'or et des devises dans un pays en déficit est à l'origine trop faible, alors qu'il est trop élevé dans un pays en excédent (le pays bénéficiaire du transfert). Le processus de rééquilibrage doit toujours avoir pour résultat d'entraîner un relèvement du prix de l'or et des devises étrangères dans le pays déficitaire, soit par une diminution des réserves entraînant une déflation des prix, soit par une dévaluation. Le phénomène inverse doit se produire dans le pays excédentaire³³. L'importance de la redistribution des réserves de change ou l'importance de la déviation du taux de change par rapport à la parité des pouvoirs d'achat³⁴ dépend de la structure économique réelle de l'offre et de la demande dans le pays débiteur et dans le pays créateur³⁵.

2.2. *Les effets de revenu keynésiens*

Contrairement aux hypothèses et conditions de la théorie classique décrites ci-dessus, la théorie du transfert qui s'est développée à partir de la théorie keynésienne de l'emploi isole l'effet de revenu du transfert financier. Elle se préoccupe surtout des effets primaires de revenu et des effets secondaires de multiplicateur du transfert et de la mesure dans laquelle ils génèrent les ressources en devises nécessaires. Les termes de l'échange et les prix, y

compris le taux de change, les taux d'intérêt et les taux de salaires demeurent inchangés. Des coûts marginaux constants et l'existence de facteurs de production inemployés sont ainsi postulés. L'analyse keynésienne du multiplicateur suppose par ailleurs que l'offre de production est indéfiniment élastique avec des prix rigides et en conséquence que la production, les revenus et l'emploi sont déterminés par la demande globale. Toutefois, outre ces hypothèses étroites basées sur un contexte dépressif, la théorie comporte deux progrès majeurs par rapport au modèle classique. En premier lieu, on ne prétend plus que le transfert financier réduit ou augmente automatiquement la dépense globale : la thésaurisation est introduite dans l'analyse. En second lieu, contrairement au caractère relativement statique de la situation impliquée par le modèle classique, le cheminement vers l'équilibre est décrit avec précision parce que les effets multiplicateurs dynamiques du transfert international de pouvoir d'achat sont examinés³⁶.

L'analyse keynésienne du transfert part de l'hypothèse que le pays débiteur A a résolu son problème budgétaire (par ex. en augmentant les impôts) et que la somme dégagée a été transférée au pays bénéficiaire B. Le revenu disponible diminue en A et augmente en B d'un montant correspondant. Ce sont les effets de revenu primaires. Selon le niveau de ses propensions marginales, le pays bénéficiaire va épargner le revenu additionnel (s_B) pour un usage interne, le dépenser en biens produits à l'intérieur du pays (c_B) ou l'affecter à des importations supplémentaires (m_B). Le pays qui a opéré le transfert va, selon sa propension marginale de revenu réduire ses dépenses d'importation (m_A), ses dépenses d'achat de produits intérieurs (c_A) ou son épargne (s_A) de telle sorte que l'équation

$$(9) \quad c_A + s_A + m_A = c_B + s_B + m_B = 1$$

vaut par définition.

La manière dont le revenu est dépensé en fonction de ces propensions marginales constitue le facteur qui détermine le processus du multiplicateur secondaire. Plus la part du transfert financier qui alimente une épargne additionnelle dans le pays bénéficiaire est faible, moins l'épargne est réduite dans le pays débiteur et plus le transfert réel sera facilement opéré à partir des seuls effets de revenus. Un cas extrême est celui où la propension marginale à épargner est nulle dans les deux pays. Dans ce cas, la balance courante du pays débiteur se détériore d'abord d'un montant égal à celui du transfert financier mais s'améliore ensuite du fait de la diminution des importations liée à la réduction des dépenses. Dans le même temps, la croissance des dépenses dans le pays bénéficiaire induit une augmentation des exportations du pays débiteur. L'effet total sur la balance courante du pays débiteur est le suivant dans ce cas extrême :

$$(10) \quad \Delta (Ex_A - Im_A) / \Delta TFN = -1 + m_A + m_B$$

Ce cas extrême devient un cas idéal lorsque la somme des élasticités des importations des pays concernés par le transfert est supérieure à 1, si bien que les variations des importations induites par l'absorption sont plus que suffisantes pour rééquilibrer la balance courante du pays qui opère le transfert. Ce cas idéal a toutefois peu de chances de se présenter pour deux raisons. Dans un premier cas, le pays bénéficiaire ne dépensera qu'une faible part de l'augmentation de son revenu disponible en produits importés du pays débiteur si ce dernier est un petit pays. Ce phénomène devrait être compensé par des réductions relativement importantes, dues aux effets de revenus, des importations du pays débiteur si le transfert financier doit correspondre intégralement à un transfert réel. En second lieu, il est vital que le pays qui opère le transfert ne réduise pas son épargne induite. Cette condition dissimule de considérables problèmes budgétaires du fait de la nécessité d'une réduction de la demande intérieure. Néanmoins, on ne peut affirmer avec certitude que le pays bénéficiaire n'épargne pas au moins une partie du revenu transféré.

Il est raisonnable de supposer qu'une partie du revenu disponible additionnel sera épargnée dans le pays bénéficiaire, tandis que dans le pays débiteur, la réduction du revenu disponible conduira à une réduction de l'épargne. Si la propension marginale à l'épargne n'est pas nulle, l'équation (10) change comme l'ont montré Metzler et Machlup pour devenir :

$$(11) \quad \Delta (Ex_A - Im_A) / \Delta TFN = \frac{m_A s_B + m_B s_A}{s_A s_B + s_A m_B + s_B m_A} - 1$$

Il résulte de l'équation (11) que le transfert est toujours sous-réalisé et que la balance courante du pays débiteur s'améliore au cours du jeu du multiplicateur mais que cette amélioration est inférieure au montant du transfert si la propension marginale à épargner dans les pays concernés est positive³⁷. D'autre part, l'équation (11) redevient l'équation (10) et reflète le cas extrême illustré ci-dessus, dans lequel la seule chose qui importe est la propension marginale à importer, si le transfert n'entraîne pas une variation de l'épargne.

Il est toutefois irréaliste de supposer que les propensions marginales du revenu demeurent constantes pendant la durée du jeu du multiplicateur. Si les obligations de transfert augmentent brutalement comme cela s'est passé lorsque la crise de l'endettement a éclaté en 1982, la demande de monnaie, de biens et services non échangeables et d'importations subit des déviations par rapport aux propensions marginales de revenu. Harry Johnson a élaboré une généralisation postérieure du modèle keynésien du mécanisme de transfert de Machlup-Metzler³⁸. Elle conduit à une modification, induite par le transfert, de l'épargne et des importations dans les équations du multiplicateur du modèle keynésien de la balance des paiements. Lorsque la propension à épargner est positive dans les deux pays, le transfert n'est pas nécessairement sous-réalisé. Le pessimisme suscité par l'analyse du multiplicateur de Metzler et Machlup qui est diamétralement opposée au mécanisme d'équilibre classique est fondé sur un cas déterminé. Ce n'est que si les fonctions de demande d'importation du transfert demeurent inchangées et si le transfert est complètement dépensé ou complètement épargné que se produit une sous-réalisation définitive du transfert réel.

Le mécanisme de transfert keynésien montre que si la propension marginale à épargner est positive dans les deux pays, des réductions de dépenses égales au montant du transfert dans le seul pays débiteur ne sont pas suffisantes pour assurer la réalisation du transfert réel. Par exemple, une augmentation des recettes fiscales correspondant au montant du transfert entraînerait une diminution de l'épargne par le biais d'une réduction du revenu disponible, ce qui diminuerait d'autant le champ d'une réduction des importations induite par les effets de revenu³⁹. Outre le fait qu'une diminution des revenus ne constitue pas une option souhaitable pour les pouvoirs publics, le problème du transfert n'est pas résolu si des variations de prix et de taux de change sont exclues. L'effet de revenu qui inclut l'effet du multiplicateur renforce le processus de transfert d'autant plus que les variations des importations induites par le transfert dans les pays concernés sont plus importantes.

En cas de rigidité des prix, il existe peu d'espoir de résoudre le problème du transfert même dans un contexte de croissance⁴⁰. La mobilisation interne des fonds n'exige pas toutefois une réduction en valeur absolue des dépenses dans le pays débiteur comme dans une situation statique. Un excédent d'exportation peut être dégagé malgré l'augmentation des dépenses en cas de progression des revenus. La croissance de la demande intérieure, bien qu'elle permette la réalisation du transfert réel, est limitée par deux facteurs. Le premier tient à la propension à l'épargne et à l'importation dans le pays débiteur. Le second est lié à la croissance extérieure. Moins le pays bénéficiaire utilise le produit du transfert pour accroître ses dépenses et ses importations et plus il l'utilise pour augmenter son épargne, plus sont fortes les contraintes extérieures sur la croissance du pays débiteur si (et seulement si) le transfert réel doit être réalisé. Il convient donc de garder à l'esprit que la contrainte extérieure sur la croissance des pays débiteurs peut être plus forte que leur propre potentiel de croissance.

2.3 *L'approche par l'élasticité*

L'option dure de l'ajustement dans le système classique de l'étalon-or qui suppose une baisse des prix et des salaires dans le pays débiteur est réalisée indirectement par la dévaluation ainsi que par la politique monétaire correspondante⁴¹. La question est de savoir si une légère déviation par rapport aux parités de pouvoir d'achat est suffisante pour entraîner une réorientation des flux commerciaux égale au montant du transfert ainsi que l'a suggéré Cassel⁴². La réponse dépend évidemment de l'élasticité de l'offre et de la demande de biens échangeables dans les pays intéressés. Selon la condition fixée par Robinson, l'excédent d'exportation généré par une dévaluation dépend des élasticités des exportations et des importations des pays en cause⁴³. La condition posée par Marshall et Lerner stipule qu'une dévaluation n'entraîne une amélioration de la balance courante que si la somme des élasticités des importations est supérieure à 1, si l'on suppose un équilibre initial de la balance courante et des élasticités de l'offre infinies⁴⁴.

L'élégance évidente de cette condition obscurcit plus qu'elle n'éclaire la compréhension en particulier de la manière dont fonctionne le mécanisme de transfert et des politiques économiques qui doivent être poursuivies. Considérons comme acquis à cet égard que l'approche par l'élasticité ne s'intéresse qu'aux variations du taux de change et à leurs effets sur la balance courante, ce qui implique que la balance des mouvements de capitaux s'ajuste passivement aux variations de la balance courante. Une autre hypothèse trompeuse de la condition de Marshall-Lerner est que la balance courante soit initialement en équilibre. S'il existait au départ un déficit de la balance des paiements courants du pays bénéficiaire, une faible élasticité de la demande d'importation serait suffisante pour qu'une dévaluation suscite une amélioration de la balance courante. Si en revanche, la balance courante était initialement en excédent, la somme des élasticités de la demande d'importation devrait être supérieure à 1⁴⁵. En réalité, les biens échangeables du pays débiteur sont principalement impliqués dans une concurrence pour la substitution avec des produits similaires d'autres pays. Ceci n'entraîne toutefois pas nécessairement à l'optimisme à propos de l'élasticité⁴⁶. Certes, il est vrai que dans une concurrence pour la substitution, l'élasticité spécifique par rapport aux prix de la demande d'importation est considérablement supérieure pour un pays donné que l'élasticité par rapport au prix spécifique à un produit (telle qu'elle peut être estimée par exemple par un modèle du marché mondial). Dans un modèle de marché atomistique de concurrence parfaite, elle est infinie. Toutefois, lorsque ce degré élevé d'élasticité est la conséquence d'un phénomène important de substitution des exportations entre pays débiteurs, il sera très difficile de réaliser des excédents de balance commerciale et d'effectuer des transferts réels au moyen d'une dévaluation. Meade a clarifié la principale question : le taux de change ne devient un instrument efficace d'amélioration de la balance des paiements que s'il existe un degré élevé de possibilité de substitution entre les produits des pays débiteur et créancier⁴⁷. Ceci suppose que le pays bénéficiaire s'abstienne d'adopter des politiques protectionnistes.

Des restrictions commerciales non tarifaires telles que les accords de restriction volontaire des exportations ou les quotas à l'importation ont pour effet de réduire à zéro l'élasticité de la demande d'importation du pays qui y a recours, lorsque les quotas effectifs sont épuisés. L'introduction ou l'existence de droits de douane à l'importation a également pour effet de réduire les élasticités bien que, dans ce cas, le lien entre le volume des échanges et les prix ne soit pas supprimé. Plus la part des droits de douane dans le prix des produits importés par le pays créancier est élevée, plus l'effet en termes de prix obtenu par la dévaluation du pays débiteur est limité⁴⁸. Les droits de douane ont donc pour effet de réduire la sensibilité de la demande du pays bénéficiaire aux variations du taux de change du pays débiteur.

L'importance de la dévaluation nécessaire pour améliorer la balance courante du pays débiteur dépend dans une très large mesure de l'élasticité de l'offre d'exportation de ce pays.

L'hypothèse d'une élasticité de l'offre infinie telle que postulée par la condition Marshall-Lerner ne se vérifie à court terme que parce qu'elle suppose que l'augmentation des exportations entraînée par la dévaluation n'a aucun effet sur les prix du marché intérieur concerné. Tant que l'utilisation des capacités est faible et donc que les économies d'échelle liées à la croissance de la production sont importantes⁴⁹, l'élasticité par rapport aux prix de l'offre d'exportation est très certainement élevée. Dans ce cas, le succès de la dévaluation ne dépend en fait que de l'élasticité de la demande d'importation du pays bénéficiaire : si elle est supérieure à 1, les recettes d'exportation découlant de l'élasticité de l'offre seront plus importantes et elles le seront d'autant moins que l'élasticité est inférieure à 1. D'autre part, il est possible aussi qu'une faible élasticité de l'offre améliore les résultats de la dévaluation dans le cas d'une faible élasticité de la demande. En cas d'une faible élasticité de l'offre, la dévaluation améliore la balance commerciale même si les élasticités de la demande sont inférieures à 1. Postuler une très grande flexibilité des prix de l'offre d'exportation revient donc implicitement à mettre davantage l'accent sur l'importance de la demande mondiale que sur celle de l'offre⁵⁰.

L'étude théorique de l'élasticité demeure incomplète au regard des relations entre débiteur et créancier si elle ne se préoccupe pas du niveau et surtout de la monnaie de libellé des obligations de transfert courantes. Si l'endettement extérieur du pays débiteur est libellé en monnaie locale, l'élasticité de la demande d'importation au regard du service de la dette est égale à 1. Une dévaluation n'aurait de ce fait aucune incidence sur la valeur réelle des paiements au titre des intérêts de la dette calculée en monnaie nationale. En revanche, si les obligations de transfert sont libellées en devises étrangères, comme c'est le cas de la dette extérieure des pays en développement et des charges du service de cette dette, leur élasticité par rapport à la demande d'importation est égale à zéro⁵¹ : la dévaluation ne réduit pas la demande de devises étrangères destinées au service de la dette. La valeur réelle en monnaie nationale du transfert financier augmente. Ceci signifie que, toutes choses égales par ailleurs, la charge du transfert pour le pays débiteur est accrue et que par conséquent la possibilité de dévaluation est limitée. Les pays ayant d'importants engagements de transfert en devises étrangères doivent donc apprécier l'impact de la dévaluation réelle au regard des charges supplémentaires induites sur le plan budgétaire et au niveau du transfert⁵².

3. TRANSFERT RÉEL ET TERMES DE L'ÉCHANGE

Tandis que les analystes des transferts allemands et autrichiens se sont concentrés sur la relation entre le transfert et l'équilibre de la balance des paiements, la meilleure part de la littérature en langue anglaise est essentiellement consacrée à la question de savoir si le pays débiteur doit subir une charge indirecte prenant la forme d'une détérioration de ses termes de l'échange⁵³ s'ajoutant à celle du transfert financier lui-même.

Ceci explique qu'il existe fréquemment une confusion entre « deux théories différentes et incompatibles » : a) la théorie du troc de Mill, b) une théorie du mécanisme monétaire et du mécanisme des prix⁵⁴. Une erreur particulièrement fréquente est celle qui découle de la confusion entre dévaluation et dégradation des termes de l'échange. La condition de Robinson⁵⁵ montre que, sur la base des prix nominaux, la dévaluation peut se traduire à la fois par une amélioration et une détérioration des termes de l'échange du pays qui opère le transfert ; le résultat dépend de l'élasticité de l'offre et de la demande des produits d'importation et d'exportation concernés. A l'aide de la théorie pure des échanges et sur la base des relations des prix réels, la littérature sur les transferts arrive à une définition précise des conditions dans lesquelles le pays débiteur peut s'attendre à une détérioration de ses termes de l'échange et donc à une charge indirecte.

La discussion par la théorie pure des échanges des effets du transfert sur les termes de l'échange repose encore sur une hypothèse importante mais souvent dissimulée, à savoir que le problème de la mobilisation des fonds et de leur réception a été résolu. Une autre hypothèse est que du pouvoir d'achat a été prélevé sur le pays débiteur et transféré au pays bénéficiaire avec accroissement correspondant du pouvoir d'achat dans ce dernier. Outre la charge primaire découlant de la mobilisation des fonds et du transfert, le pays débiteur doit-il, dans cette hypothèse, subir une charge secondaire découlant de la détérioration de ses termes de l'échange afin de réaliser le transfert réel correspondant (sous forme d'un excédent d'exportation) ?

La thèse orthodoxe représentée par Thornton, Mill et Keynes donne une réponse affirmative. L'école dite moderne représentée par Ohlin (et dans le passé par Wheatley et Ricardo) nie l'existence d'une charge secondaire. Ces opinions contradictoires viennent de ce que dans le cadre de la pure théorie des échanges, la détermination des variations des termes de l'échange induites par le transfert ne peut être fondée que sur des hypothèses additionnelles.

La première analyse théorique rigoureuse de l'effet des paiements de transfert sur les termes de l'échange est due à Pigou⁵⁶ qui a analysé le problème dans le cadre de la méthode bien connue de la boîte d'Edgeworth. Sans l'aide de variables extérieures au modèle, le résultat était indéterminé et dépendait de la propension à consommer des pays impliqués dans le transfert. Viner⁵⁷ a sauvé l'hypothèse orthodoxe de la détérioration des termes de l'échange en introduisant des coûts de transport prohibitifs ce qui a pour effet de transformer une partie des produits en biens non échangeables. Samuelson a mis en avant, dans trois contributions exhaustives⁵⁸, trois points centraux distincts. Dans son premier essai sur le sujet, il a soutenu la thèse moderne d'Ohlin d'une non-modification des termes de l'échange sur la base des utilités marginales linéaires et indépendantes et de l'identité des préférences des consommateurs dans les pays concernés par le transfert. Dans son deuxième essai, en revanche, il a soutenu la thèse orthodoxe en introduisant dans l'analyse des obstacles artificiels aux échanges. Dans son troisième essai, il parvenait à une confirmation de la thèse orthodoxe sans obstacles aux échanges en mettant davantage l'accent sur les effets du transfert sur la production et sur l'exportation que sur la propension à consommer.

Chipman⁵⁹ a présenté les effets sur les termes de l'échange de structures différentes de l'offre et de la demande dans les pays ayant fait l'objet d'une enquête. Sur la base d'un modèle à deux pays avec deux secteurs de biens échangeables et un de biens non échangeables et en supposant des préférences neutres, des dotations en facteurs différentes, une intensité factorielle inchangée, et une spécialisation dans les biens ayant la capacité d'absorption la plus forte du facteur le plus abondant, il est arrivé aux conclusions suivantes :

- Lorsqu'il existe, dans les deux pays, une spécialisation totale dans le secteur de biens échangeables qui utilise de manière relativement intensive le facteur abondamment disponible et dans son secteur de biens non échangeables, le transfert détériore les termes de l'échange du pays qui l'effectue. Dans le pays bénéficiaire, un transfert de ressources s'opère de l'industrie d'exportation vers le secteur de biens non échangeables, ce qui a pour effet une réduction de l'offre mondiale pour les pays débiteurs. Dans le même temps, le pays débiteur transfère des ressources du secteur de biens non échangeables vers le secteur de biens échangeables, ce qui a pour effet d'accroître l'offre mondiale de ce secteur ;
- Lorsque les pays débiteur et bénéficiaire produisent l'un et l'autre des biens échangeables et non échangeables, la détermination des effets sur les termes de l'échange suppose d'autres hypothèses :

- i) Si le secteur de biens non échangeables a une capacité d'absorption du facteur le plus abondant supérieure à celle du secteur de biens échangeables, les termes de l'échange du pays débiteur se détériorent, conformément au théorème de Rybczynski⁶⁰. La production de biens échangeables, bénéficiant d'un accès plus large au facteur le plus abondant et plus restreint aux facteurs les plus rares du fait des avantages de coûts comparatifs, est affectée davantage à l'exportation qu'à la substitution aux importations. Le même phénomène vaut, dans un sens opposé, pour le pays bénéficiaire ;
 - ii) Les termes de l'échange du pays débiteur s'améliorent de la même manière quand le facteur plus rare est utilisé de manière relativement plus intensive pour la production de biens non échangeables dans les deux pays ;
 - iii) Les termes de l'échange ne sont pas modifiés lorsque les fonctions de production et les préférences de consommation des biens non échangeables sont identiques dans les deux pays. Dans ce cas particulier, les variations de la production des trois biens du modèle se compensent exactement de telle sorte qu'il n'en résulte aucun déséquilibre sur le marché mondial ;
- Par ailleurs, si un pays se spécialise dans la production d'un bien échangeable et d'un bien non échangeable tandis que l'autre a diversifié sa production dans les trois biens du modèle, on peut imaginer divers effets sur les termes de l'échange :
- i) Une condition suffisante pour que les termes de l'échange du pays débiteur se détériorent est créée si le pays qui a diversifié sa production, quel qu'il soit, utilise le facteur le plus abondant dont il dispose, davantage dans les deux secteurs de biens échangeables. Si le pays bénéficiaire diversifie sa production, il retire des ressources des secteurs de biens échangeables, ce qui entraîne une diminution de la production d'exportation plutôt qu'une augmentation de la production concurrençant l'importation. Si le pays qui diversifie sa production est le pays débiteur, le redéploiement de ses ressources vers les biens échangeables conduit à un accroissement de la production d'exportation plutôt qu'à la substitution aux importations ;
 - ii) De même, les termes de l'échange du pays débiteur s'améliorent si le pays qui diversifie sa production utilise son facteur relativement rare davantage pour la production de biens non échangeables que de biens échangeables, parce que la nouvelle allocation des facteurs aura pour effet de promouvoir la substitution aux importations.

La théorie pure des échanges vient donc à l'appui des résultats obtenus par Johnson⁶¹ : les termes de l'échange du pays débiteur sont appelés à se détériorer si l'expansion des biens non échangeables dans le pays bénéficiaire et leur réduction dans le pays débiteur conduit à une croissance des exportations plutôt qu'à une substitution aux importations. Cette conclusion est conforme à la condition de Robinson qui postulait une détérioration des termes de l'échange lorsque le produit des élasticités de l'offre d'exportation excède celui des élasticités de la demande d'importation. Bien que ceci puisse sembler, au départ, paradoxal, on aboutit à la conclusion suivante : « ceux qui croient que l'élasticité de la production aux variations de prix est généralement plus forte que celle de la consommation trouvent quelques arguments en faveur de la thèse orthodoxe »⁶².

La conclusion immédiate à savoir que dans une situation de transfert la substitution aux importations est préférable à la promotion des exportations, va toutefois directement à l'encontre de l'expérience des 20 dernières années qui a montré les limites étroites qu'impose à la croissance une politique prolongée de substitution aux importations⁶³. On ne peut exclure que les témoignages de l'expérience s'avèrent différents dans la situation actuelle d'obligation de

transfert des pays débiteurs, dans la mesure où les précédents se réfèrent à une période où l'hypothèse du petit pays était plus valable qu'elle ne l'est devenue depuis la crise de l'endettement.

Il semble toutefois plus plausible d'attribuer l'hypothèse orthodoxe d'effets négatifs des termes de l'échange découlant d'un ajustement fondé sur l'exportation aux défauts caractéristiques de la théorie néo-classique du commerce extérieur. Cette théorie est *a)* statique et comparative, *b)* elle décrit des processus d'équilibre partiel sur la base de modèles, *c)* à quelques secteurs (produits) seulement et *d)* à deux pays. De ce fait, les processus dynamiques qui ont un effet sur les fonctions flexibles de production et les renversements de facteurs restent dissimulés. Les deux stades caractéristiques de l'ajustement, à savoir la réduction des importations et la croissance subséquente des exportations du pays débiteur, ne sont pas pris en compte dans l'analyse des termes de l'échange, pas plus que l'influence qu'exerce la taille du marché intérieur sur l'effet de substitution aux importations examiné. Par ailleurs, du fait de l'approche de l'économie fondée sur un modèle comportant seulement quelques secteurs, les avantages de la diversification des exportations sont supprimés. Enfin, l'hypothèse de prix du marché mondial donnés est généralement plus satisfaisante dans le cas d'un pays débiteur unique que d'une situation bilatérale qui rend en fait possible l'hypothèse de pressions sur les prix déterminés par l'offre.

Cependant, dans la situation actuelle de crise de la dette qui affecte près de la moitié des pays en développement, on peut également se demander s'il est possible de maintenir l'hypothèse de prix du marché mondial donnés⁶⁴. L'ambiguïté des résultats produits par la théorie pure des échanges est encore aggravée si l'on écarte les hypothèses restrictives qui la sous-tendent.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Cf. *Financement et dette extérieure des pays en développement. Etude 1985*. pp. 88-92 du texte anglais, OCDE, Paris, 1986.
2. Pour une présentation claire des relations de base entre les comptes nationaux, la balance des paiements et les opérations monétaires correspondantes, cf. Rüdiger Dornbusch, *Open Economy Macroeconomics*, pp. 12-29, New York, Basic Books, 1980. Une description particulièrement exhaustive de la relation entre les opérations de la balance courante et les mouvements de capitaux correspondants au niveau de la banque centrale, du système bancaire consolidé et au niveau national figure in Wolfgang Stützel, *Volkswirtschaftliche Saldenmechanik – Ein Beitrag zur Geldtheorie*, pp. 124-207, J.C.B. Mohr (Paul Siebeck), Tübingen, 1958. Voir aussi une présentation sommaire in Hans-Peter Fröhlich, *Zahlungsbilanzsalden als Umverteilung monetärer Bestände*, Cologne, Carl Heymanns Verlag, 1986.
3. Le Plan Dawes, qui a été mis en place pour régler les réparations allemandes après l'effondrement de la monnaie en avril 1924, a conduit à une distinction très nette entre la mobilisation des annuités en Reichsmarks et leur conversion en devises étrangères. Les réparations ne devaient être transférées en devises étrangères que si cela ne mettait pas en péril la stabilité de la monnaie allemande. Cf. Eckhard Wandel, « Kapitalbewegungen, internationale : Geschichte », *Handwörterbuch der Wirtschaftswissenschaften*, Vol. 4, pp. 382 et suivantes, Stuttgart, Tübingen, Göttingen, 1978.
4. Fritz Machlup, « The Transfer Problem Revisited » in « *International Payments, Debts and Gold* », pp. 433-446 sur les différentes variantes de la mobilisation interne des fonds.
5. « Pour pouvoir effectuer le paiement, il faut opérer un prélèvement de pouvoir d'achat. Toutefois, si une banque centrale accommodante entreprend de compenser cette diminution de pouvoir d'achat par une expansion du crédit intérieur, la circulation monétaire et les avoirs liquides des acheteurs potentiels ne sont pas réduits et aucune pression ne sera exercée sur les revenus ou les prix, le marché monétaire ne subira aucun resserrement, les exportations n'augmenteront pas, les importations ne diminueront pas et aucun transfert ne sera opéré ». Extrait de Fritz Machlup, « Foreign Debts, Reparations, and the Transfer Problem », in *International Payments, Debts and Gold*, p. 411. Une version allemande de cette étude a été publiée sous le titre « Währung und Auslandsverschuldung : Bemerkungen zur Diskussion zwischen Schacht und seinen Kritikern » in *Mitteilungen des Verbandes österreichischer Banken und Bankiers*, Vol. X, pp. 194-208, septembre 1928.
6. Fritz W. Meyer, *Der Ausgleich der Zahlungsbilanz*, G. Fischer, Jena, 1938, p. 125 distingue deux options fondamentales pour la mobilisation des fonds : l'épargne ou la création monétaire. Les résultats de l'algèbre comptable présentés ici montrent que la réussite de la mobilisation requiert nécessairement que l'économie dégage *ex post* une épargne correspondante (volontaire ou non).
7. Cf. Wilhelm Röpke, « Zum Transferproblem bei internationalen Kapitalbewegungen », *Jahrbücher für Nationalökonomie und Statistik*, Vol. 133, pp. 235 et suivantes, 1930.
8. Les inter-relations entre la mobilisation et le transfert sont exposées de manière particulièrement claire par Walter Eucken dans son essai sur ce sujet à propos des réparations dues par l'Allemagne. Cf. Walter Eucken, « Der grundsätzliche Zusammenhang zwischen Aufbringung und Übertragung von Reparationszahlungen », in *Das Reparationsproblem*, Veröffentlichungen der Friedrich-List-Gesellschaft, Edgar Salin, (sous la direction de), (cité dans la suite du document sous le titre : *Das Reparationsproblem*), Vol. 1, Berlin, pp. 315-328, 1929.

9. Cf. Fritz W. Meyer, « Wechselkurse », *Handwörterbuch der Sozialwissenschaften*, Vol. 11, pp. 578, Stuttgart, Tübingen, Göttingen, 1961.
10. La notion de « problème d'absorption » n'a pas été utilisée dans le Plan Dawes ni en fait dans la plupart des études théoriques consacrées au transfert. Elle est toutefois très largement utilisée, dès lors que les transferts financiers et réels ne constituent pas une affaire unilatérale. Pour une définition et un exposé de l'utilisation cf. Wilhelm Röpke, Gutachten zum Thema « Welchen Hemmungen kann eine für die Reparationsübertragung etwas erforderliche Umstellung in den internationalen Handelsbeziehungen begegnen ? », in *Das Reparationsproblem*, op. cit., pp. 329-364.
11. Harry G. Johnson, « The Transfer Problem and Exchange Stability », *Journal of Political Economy*, Vol. 64 (3), pp. 212-225, 1956.
12. Fritz Machlup, « Transfer and Price Effect », in F. Machlup, op. cit., pp. 419. La version allemande de cette étude est parue sous le titre « Transfer und Preisbewegung », in : *Zeitschrift für Nationalökonomie*, Vol. 1, pp. 550-560, 1930.
13. John Wheatley, *Remarks on Currency and Commerce*, London, 1803, pp. 52-57. *An Essay on the Theory of Money and Principles of Commerce*, London, Vol. I, pp. 64-71, Vol. II, pp. 134-135, 1807, *Report on the Reports of the Bank Committees*, pp. 20-29, Shrewsbury, 1819.
David Ricardo, « The High Price of Bullion, A Proof of the Depreciation of Bank Notes », réédité in *The Works of David Ricardo*, pp. 268-269 et 291, London, J.M. McCulloch (ed.), 1846.
Bertil Ohlin, « The Reparations Problem », *Economic Journal*, Vol. 39, pp. 172-178, 1929.
Henry Thornton *An Inquiry into the Nature and Effects of the Paper Credit of Great Britain*, pp. 131-132, London, 1802.
John Stuart Mill, « On the Laws of Interchange Between Nations », in John Stuart Mill : *Essays on Some Unsettled Questions of Political Economy*, pp. 1-46, London, 1844.
John Maynard Keynes, « The German Transfer Problem », *Economic Journal*, Vol. 39, pp. 1-7, 1929.
14. Cf. Les deux études déjà citées de Walter Eucken et Wilhelm Röpke qui ont été présentées à la Conférence de la société Friedrich List à Bad Pyrmont les 5 et 6 juin 1928.
15. Cf. en particulier Fritz W. Meyer, « Der Ausgleich der Zahlungsbilanz », op. cit., passim.
16. Cf. William Fellner, « Gold and the Uneasy Case for Responsibly Managed Fiat Money » in Fritz Machlup, Gerhard Fels et Hubertus Müller-Groelling (ed.), *Reflections on a Troubled World Economy* (Essais en l'honneur de Herbert Giersch), pp. 91-116, London, Macmillan, 1983.
17. Afin de ne pas accroître la charge et de ne pas aggraver les pressions inflationnistes créées par la mobilisation interne des fonds nécessaires au transfert, les pays dont la position extérieure est négative doivent autant que possible éviter le recours à la dévaluation. A défaut, des pertes de richesse en termes réels et un accroissement du coût réel du service de la dette extérieure seront inévitables. Pour plus de détails, cf. section 3.2.3.
18. Pour une présentation complète du mécanisme classique de flux de numéraire et de prix sous l'empire de l'étalon-or voir en particulier Friedrich A. Lutz, « Goldwährung und Wirtschaftsordnung », *Weltwirtschaftliches Archiv*, Vol. 41, pp. 224-251, (1935 1), réédité in Friedrich A. Lutz, *Geld und Währung*, pp. 1-28, Tübingen, J.C.B. Mohr, (Paul Siebeck), 1962.
19. Friedrich A. Lutz, *ibid.*, pp. 21.
20. Cf. Friedrich A. Lutz, *ibid.*, pp. 11-20. Les hypothèses classiques qui conduisent à l'équilibre automatique de la balance des paiements tels qu'il est décrit ici seront examinées plus loin. Lutz mentionne par ailleurs une quatrième condition qui est la confiance dans le maintien de la monnaie sous le régime de l'étalon-or. Cette condition ne détermine pas toutefois le rééquilibrage de balance des paiements induit par le transfert mais le sens et le montant des mouvements de capitaux à court terme qui facilitent l'ajustement réel.
21. Friedrich A. Lutz, op. cit., pp. 12.

22. Friedrich A. Lutz, *op. cit.*, pp. 14-16.
23. La théorie néo-classique des échanges a montré que le protectionnisme n'entraîne pas de modification du solde des balances commerciales mais seulement une réduction du niveau des importations et des exportations. Ceci signifie que le coût économique de l'ajustement requis par le processus de transfert est augmenté. Cf. Hans Willgerodt, *Handelsschranken im Dienste der Währungsrolitik*, Dusseldorf, Munich, Verlag Helmut Küpper, *passim*, 1962.
24. Sur les effets des instruments de la politique commerciale sur l'élasticité de l'offre et de la demande de devises qui seront examinés dans le paragraphe suivant, cf. Fritz Machlup, « The Theory of Foreign Exchanges » in F. Machlup, *op. cit.*, pp. 7-50.
25. Lutz se trompe s'il veut dire que ce n'est pas l'existence de droits de douane mais leur introduction ou leur accroissement qui rend plus difficile le rééquilibrage automatique de la balance des paiements. Cf. Friedrich A. Lutz, *op. cit.*, pp. 15. Les droits existants ont pour effet de dissoudre l'effet de la variation des prix dans la relation entre pays débiteur et pays bénéficiaire.
26. Friedrich A. Lutz, *ibid.*, pp. 16-18.
27. Cf. Herbert Grubel, « Ricardo and Thornton on the Transfer Mechanism », *The Quarterly Journal of Economics*, Vol. 75 (2), 1961.
28. Fritz Meyer, *Der Ausgleich der Zahlungsbilanz*, *op. cit.*, pp. 125-157.
29. Cf. Gerhard Fels, *Der internationale Preiszusammenhang – Eine Studie über den Inflationsimport in der Bundesrepublik*, Cologne, Verlag Carl Heymanns, 1969.
30. L'inclusion du secteur non-marchand dans l'analyse entraîne une modification correspondante du taux de change d'équilibre à long terme par rapport au taux de parité des pouvoirs d'achat. Les deux taux ne sont plus identiques. Afin de supprimer le déficit de la balance courante, le taux de change d'équilibre à long terme d'un pays débiteur est inférieur au taux de parité des pouvoirs d'achat de telle sorte que l'excédent de la balance commerciale qui en résulte soit égal au montant des intérêts dûs à l'étranger. Le taux de change d'un pays créancier net est de même supérieur au taux de parité des pouvoirs d'achat. Sur la modification de la parité des pouvoirs d'achat déterminée par l'existence du secteur non-marchand, cf. Bela Balassa, « The Purchasing-Power Parity Doctrine : A Reappraisal », *The Journal of Political Economy*, Vol. 72, pp. 584-596, 1964.
31. Cf. Harry G. Johnson, « The Transfer Problem and Exchange Stability », *op. cit.*, pp. 212-225 et la section consacrée aux effets des transferts sur les termes de l'échange.
32. Cette description quelque peu circulaire du processus de dévaluation correspond à la manière dont le processus se déroulait dans la réalité au début du 19^e siècle ; la livre sterling a dû être dévaluée durant les guerres napoléoniennes en raison de l'aide financière importante que consentait le Royaume-Uni à ses alliés européens. Cf. Herbert Grubel, *op. cit.*, pp. 300.
33. William Fellner, *op. cit.*, pp. 95 et suivantes.
34. Sur la théorie de la parité des pouvoirs d'achat cf. Gustav Cassel, « International Trade, Capital Movements and Exchanges », in G. Cassel, *Foreign Investments*, Conférences de la Harris Foundation, New York, pp. 3-33, 1928.
35. Cf. Fritz W. Meyer, *Der Ausgleich der Zahlungsbilanz*, *op. cit.*, pp. 160 et suivantes.
36. Bien que Roy Harrod et James Meade aient proposé une analyse comparative statique du multiplicateur keynésien du commerce extérieur, Metzler et Machlup, ont été les premiers à élaborer une théorie dynamique de l'équilibre de la balance des paiements dont les résultats sont présentés ici, cf. Lloyd A. Metzler, « The Transfer Problem Reconsidered », *The Journal of Political Economy*, Vol. 50 (1942), pp. 397-414 et Fritz Machlup, *International Trade and the National Income Multiplier*, Toronto, 1943, dont le chapitre 9 (« The Transfer Problem : Income Effects and Price Effects ») est réédité in Fritz Machlup, *op. cit.*, pp. 425-532.
37. Metzler signale toutefois aussi des cas où l'objectif de transfert peut être dépassé malgré des propensions marginales à épargnes positives. Il faut supposer alors que la propension marginale à dépenser est supérieure à 1. Cf. Lloyd A. Metzler, *op. cit.*, pp. 397-414.

38. Harry G. Johnson, *op. cit.*, pp. 212-225
39. Harry G. Johnson, *op. cit.*, pp. 221
40. L'explication suit la démarche de Fritz Machlup in « The Transfer Problem Revisited », *op. cit.*, pp. 440-446.
41. C'est pourquoi Walter Eucken a défendu l'autonomie de la monnaie allemande et s'est opposé à l'adhésion à un système automatique d'étalon-or afin d'encourager la réalisation d'un transfert réel. Cf. Walter Eucken, *Das Internationale Währungsproblem*, Berlin, Gersbach, *passim*, 1925.
42. Cf. Gustav Cassel, *Foreign Investments*, *op. cit.*, pp. 3-33.
43. See Joan Robinson, *Essays in the Theory of Employment*, *op. cit.*, pp. 218-221.
44. Alfred Marshall, *Money, Credit, and Commerce*, London, Macmillan, 1923 et Abba P. Lerner, *The Economics of Control. Principles of Welfare Economics*, New York, Macmillan, 1944.
45. Si le pays débiteur importait 200 et exportait 100 unités de devises étrangères avant la dévaluation, une dévaluation de 20 pour cent entraînerait, pour des élasticités de la demande d'importations de 0.5, une amélioration de la balance courante de 11.7 unités. Les exportations augmentent de 10 pour cent en volume mais leur valeur diminue du fait de la dévaluation, pour s'établir à 91.7 unités. Les importations diminuent également de 10 pour cent en volume et les dépenses d'importation sont donc réduites de 20 unités de devises étrangères. Si la structure des échanges est exactement inverse (exportations : 200, importations 100) une dévaluation de 20 pour cent entraîne une détérioration de la balance courante de 6.7 unités de devises étrangères.
46. Voir l'argumentation de Fritz Machlup contre le pessimisme de l'élasticité : « Elasticity Pessimism in International Trade », *Economica Internazionale*, Vol. 3, 1950, réédité in F. Machlup, *op. cit.*, p. 51-68, en particulier les pp. 56 et suivantes et Fritz Meyer, « Wechselkurse », *op. cit.*, pp. 576.
47. James E. Meade, *The Balance of Payments*, Vol. 1, London, Oxford University Press, pp. 333-344, 1951.
48. Cf. Fritz Machlup, « The Theory of Foreign Exchanges » in F. Machlup, *op. cit.*, pp. 12.
49. Dans un grand nombre de nouveaux pays industrialisés, le faible taux d'utilisation des capacités dans l'industrie manufacturière est due à la politique de substitution aux importations qui s'est en fait heurtée à l'étroitesse du marché intérieur et qui n'est pas parvenue à des productions compétitives sur le marché mondial. Cf. I.M.D. Little, T. Scitovsky, M. Scott, *Industry and Trade in Some Developing Countries : A Comparative Study*, Oxford, Oxford University Press pour le Centre de Développement de l'OCDE, *passim*, 1970.
50. Fritz Machlup, in « Elasticity Pessimism in International Trade » in : F. Machlup, *op. cit.*, pp. 55 et suivantes donne l'exemple numérique suivant. Si les élasticités de l'offre et de la demande sont de 0.4 dans le pays A et de 0.3 dans le pays B une dévaluation de la monnaie A améliore la balance commerciale de ce pays bien que la somme des élasticités de la demande soit inférieure à 1 puisqu'elle est de 0.7.
51. Fritz Machlup, *ibid.*, pp. 58.
52. Pour des niveaux de dette extérieure identiques (par rapport au PIB) la dévaluation améliore la balance courante à proportion du degré d'ouverture de l'économie. En effet, si la dévaluation améliore la balance commerciale, elle dégrade la balance nette des facteurs pour des pays dont la position extérieure nette est négative. L'ouverture de l'économie détermine aussi l'importance de la réduction des salaires réels induite par la dévaluation en termes réels. Plus le secteur des biens échangeables est important, moins les réductions des salaires réels par rapport aux prix des biens échangeables doivent être importantes, toutes choses égales par ailleurs.
Cf. Rüdiger Dornbusch, « Policy and Performance Links between LDC Debtors and Industrial Nations », *Brookings Papers on Economic Activity*, 2 : 1985, pp. 303 à 356 notamment pages 350 et suivantes.
53. Ces auteurs pensaient en l'occurrence aux termes de l'échange des produits de base parmi tous les autres concepts de termes de l'échange.

54. Bertil Ohlin, *op. cit.*, p. 174.
55. Cf. Gottfried Haberler, « The Market for Foreign Exchange and the Stability of the Balance of Payments », *Kyklos*, Vol. 3 (3) pp. 193-218, 1949.
56. Arthur C. Pigou, « The Effect of Reparations on the Real Ratio of International Interchange », *The Economic Journal*, Vol. 42, pp. 532-543, 1932.
57. Jacob Viner, « *Studies in the Theory of International Trade* » New York, Harper, p. 348 et suivantes 1937.
58. Paul A. Samuelson, « The Transfer Problem and Transport Costs : The Terms of Trade When Impediments are Absent ». *The Economic Journal*, Vol. 62, pp. 278-304, 1952. « The Transfer Problem and Transport Costs II : Analysis of Effects of Trade Impediments », *The Economic Journal*, Vol. 64, pp. 264-279, 1954. « On the Trail of Conventional Beliefs About the Transfer Problem » in Bhagwati, Jones, Mundell, Vanek, (eds.), *Trade, Balance of Payments, and Growth*, pp. 327-351, Amsterdam, North Holland Publishing Company, 1971.
59. John S. Chipman, « The Transfer Problem Once Again », in Horwich, Samuelson (eds.) *Trade, Stability, and Macroeconomics*, pp. 19-78, New York, Academic Press, 1974.
60. Tibor N. Rybczynski, « Factor Endowment and Relative Commodity Prices », *Economica*, N 22, pp. 336-341, 1955.
61. Harry G. Johnson, « The Transfer Problem and Exchange Instability », *op. cit.*, pp. 212-225.
62. Ronald W. Jones, « Presumption and the Transfer Problem », *Journal of International Economics*, Vol. 5, pp. 263-274, 1975.
63. Cf. Ian Little, Tibor Scitovsky, Maurice Scott, *Industry and Trade in Some Developing Countries : A Comparative Survey*, *op. cit.* ; Juergen B. Donges, « A Comparative Survey of Industrialization Policies in Fifteen Semi-Industrialized Countries », *Weltwirtschaftliches Archiv, Weltwirtschaftliches Archiv*, Vol. 112, 1976, pp. 626-657 ; Anne O. Krueger, *Foreign Trade Regimes and Economic Development : Liberalization Attempts and Consequences*, NBER, New York, 1978.
64. Entre le milieu de 1982 et le milieu de 1986, 35 pays en développement ont participé à des négociations de rééchelonnement de leur dette avec les banques commerciales des pays occidentaux ; les allègements de dettes consentis par les créanciers publics ont concerné un nombre de pays presque deux fois plus grand au cours de cette période. Cf. OCDE, *Financement et dette extérieure*, *op. cit.*, pp. 58-60 du texte anglais.

Partie II

LE PROBLÈME DES TRANSFERTS RÉELS

1. LES BESOINS DE RESSOURCES EN DEVISES

1.1. *Le service de la dette envisagé du point de vue théorique*

Les problèmes budgétaires, de finances extérieures et d'accès aux marchés sont les uns et les autres fondamentalement inter-reliés. Un accroissement des recettes d'exportation, dans la mesure où il est possible, a pour effet d'alléger la charge budgétaire. Bien que le service de la dette extérieure soit principalement assuré par le secteur public, il est nécessaire, pour éviter une réduction des importations, que le secteur exportateur génère des recettes en devises. L'analyse qui suit abordera donc essentiellement ces problèmes du point de vue de l'exportation plutôt que de l'importation. Elle fera appel à un modèle simple qui est destiné à guider le lecteur en appelant l'attention sur les questions fondamentales soulevées dans l'étude à savoir :

- i) les performances à l'exportation ;
- ii) les transferts de ressources productives du secteur des biens non échangeables au secteur des biens échangeables ;
- iii) le rôle des prix.

Suivant l'exemple de Machlup¹ et afin d'illustrer l'analyse séquentielle, on a retenu trois hypothèses en ce qui concerne les mouvements internationaux de capitaux : a) fixité des taux de change, b) absence d'effet compensateur des mouvements internationaux de capitaux, c) absence de réserves d'or ou de devises susceptibles de permettre le remboursement de l'endettement extérieur. Le modèle au « coup par coup » présenté dans le diagramme II.1, montre que chaque mouvement est compensé par un mouvement de sens contraire : chaque variation est compensée un peu plus tard par une variation égale et de sens inverse. La seule variation non compensée est celle des exportations. Ces dernières correspondent à un paiement « réel » des charges de l'endettement extérieur. Malgré ses limites, le modèle fait apparaître clairement les facteurs qui sont réellement importants pour les pays débiteurs. Si ces pays ne peuvent tabler sur des ressources alternatives telles que des importations nettes de capitaux ou l'appel aux réserves de change, ils doivent générer un excédent des exportations sur les importations afin de pouvoir remplir leurs obligations au titre de la dette extérieure.

De quelle manière cet excédent de la balance commerciale peut-il être réalisé ? La réponse se trouve dans les périodes 1 à 4 du graphique. Le modèle permet de dégager quatre conditions. Dans le modèle à taux de change fixes, le pays débiteur doit :

1. abaisser le niveau général des prix,
2. diminuer les prix de ses exportations,
3. réduire la demande d'importations par un relèvement des prix de ces dernières,
4. parvenir à un équilibre du budget de l'Etat en accroissant les recettes publiques et/ou en réduisant les dépenses publiques.

Dans l'étape 3 du diagramme, sont identifiés les instruments permettant de résoudre le problème du transfert. Les changements en matière de prix doivent se traduire par un « ajustement de la production et des échanges ... entraînant une croissance des exportations

**Diagramme II.1. REMBOURSEMENT D'UN PRÊT UNIQUE :
ANALYSE SÉQUENTIELLE DES PROCESSUS QU'IMPLIQUE LE TRANSFERT DES CAPITAUX**

Flux de devises étrangères	Achats et ventes de devises étrangères	Variation de la masse monétaire interne en circulation	Variation des prix et des revenus internes	Exportations importations de bien et services
1.	Des avoirs en monnaie nationale (par exemple, en pesos) sont constitués pour acheter des dollars lors des échéances de la dette;			
2.		Ceci réduit la masse monétaire en circulation;		
3.			Baisse des prix et des revenus;	
4.				Ceci stimule les exportations (et réduit les importations)
5. Des recettes en dollars sont perçues en règlement des exportations;				
6.	Les dollars sont cédés à la			
7.	Banque centrale qui émet en contrepartie de la monnaie nationale;			
8.		Ceci augmente la masse monétaire en circulation;		
9.			Hausse des prix et des revenus;	
10.	Les avoirs en monnaie nationale sont utilisées pour acheter des dollars destinés à l'amortissement de la dette;			
11. Les dépenses en dollar correspondant au remboursement du prêt s'imputent sur les recettes en dollar.				

Source : Machlup, Fritz, *op. cit.*, p.405.

et/ou une diminution des importations qui génèrent les ressources en devises nécessaires pour convertir les sommes accumulées »². Ceci implique que soit accompli dans le pays débiteur un processus d'ajustement se traduisant par un transfert de production du secteur des biens non échangeables vers le secteur des biens échangeables. Le modèle décrit le remboursement d'un emprunt unique et ne prend pas en compte le facteur temps, alors que dans la réalité les autorités doivent procéder au remboursement des emprunts et en contracter de nouveaux au cours du temps. Le processus de réduction des dépenses prévu à l'étape 4 peut être observé à chacune des périodes couvertes par l'analyse. En revanche, un ajustement des structures de production implique un processus de plus longue durée et apparaît influencé par d'autres facteurs que le seul facteur prix. Les limites du modèle apparaissent donc évidentes aussi bien à partir des hypothèses retenues que de la présentation au « coup par coup ». Il met néanmoins en lumière les problèmes fondamentaux qui figureront au coeur de l'analyse présentée dans les sections qui suivent : performances à l'exportation, changements des structures de production et variations de prix en tant que principal instrument de l'ajustement.

1.2. *Le service de la dette dans la pratique*

La manière dont les pays en développement assurent dans la réalité le remboursement de leur dette ou simplement le paiement des intérêts est très différente de la séquence « idéale » que postule le modèle. Ce que le modèle décrit comme des opérations de remboursement « douces », c'est-à-dire, sans perturbations économiques et sociales et en faisant l'hypothèse que le produit de l'emprunt a été utilisé de manière efficiente et productive, contraste fortement avec les chocs subis au cours des années récentes par les pays en développement endettés. Parmi les facteurs externes responsables de ces chocs figurent le niveau historiquement élevé des taux d'intérêt couplé à la récession qui a affecté les pays de l'OCDE, auxquels se sont ajoutés sur le plan interne, le niveau élevé de l'inflation et le défaut d'ajustement des économies en cause aux nouvelles conditions économiques mondiales qui ont fait suite au premier choc pétrolier. Au début des années 80, ces facteurs ont atteint un degré de gravité tel qu'ils ont rendu nécessaire et urgente une restructuration drastique des économies des pays en développement endettés.

L'impact des variables externes et internes sur l'économie de ces pays a fait l'objet de nombreuses études³. Lorsque la crise de l'endettement s'est déclenchée au début des années 80, les pays en cause se sont trouvés plus ou moins confrontés à la même double tâche :

1. stabilisation à court terme de la balance des paiements,
2. ajustement à moyen terme. De plus, ils devaient agir dans un contexte de chute brutale des apports nets de capitaux nouveaux.

Pour les besoins de la présente étude, on se concentrera principalement sur la balance commerciale et plus particulièrement sur les exportations. Les principales questions auxquelles on tentera d'apporter une réponse sont les suivantes :

- i) De quelle manière l'excédent de la balance commerciale aurait-il dû être dégagé, et comment l'a-t-il été dans la réalité ?
- ii) Le secteur productif de biens échangeables est-il capable d'assurer le service de la dette ?
- iii) Quelle a été la performance du secteur exportateur par rapport à celle des autres secteurs ?
- iv) Un ajustement *ad hoc* peut-il garantir un excédent « stable » de la balance commerciale ? Les pays endettés sont-ils capables de générer des excédents stables de la balance commerciale, une réorientation des flux des échanges régionaux s'avère-t-elle nécessaire ?

- v) Les pays débiteurs sont-ils confrontés, en ce qui concerne leurs exportations, au dilemme du « prisonnier » ? Le fait qu'ils sont tous contraints d'accroître leurs exportations est-il un facteur d'accentuation du protectionnisme ?

Si l'on commence par cette dernière question, il convient d'attirer l'attention sur un aspect particulier de la théorie du transfert. L'essentiel de l'analyse fait appel à un modèle à deux produits et deux pays. Toutefois, la situation actuelle de la dette des pays en développement pose un problème de transfert au niveau de n débiteurs et m produits. En d'autres termes, les pays en développement sont tous contraints de dégager un excédent de balance commerciale et pour compliquer encore les choses, ils doivent le faire simultanément⁴. La situation est encore aggravée par le fait que le principal créancier de l'Amérique latine, à savoir les Etats-Unis, est devenu lui-même un pays débiteur en 1985. Dans une analyse bilatérale (ou régionale) concernant l'Amérique latine et les Etats-Unis, ces derniers doivent, selon le modèle, enregistrer un déficit commercial égal au montant du service de la dette qui leur est dû. Dès lors que les données statistiques réelles ne se conforment pas nécessairement à cette hypothèse, la question demeure posée de savoir quelle politique de prix doivent adopter les gouvernements des pays débiteurs. Les sections suivantes fourniront des éléments montrant que les prix tels qu'ils sont décrits par la théorie des transferts ne se comportent pas de manière aussi nette que le suggère le modèle. Une autre question que pose le modèle de transfert $n \times m$ est celle de la divergence entre partenaires commerciaux et financiers. Cette divergence ne soulève aucun problème tant que les relations restent stables. En revanche, en cas de rupture, les pays fortement endettés vis-à-vis des pays industrialisés et qui ont des liens commerciaux très importants avec d'autres pays débiteurs se trouvent confrontés à un dilemme supplémentaire. Dès lors en effet que leurs partenaires commerciaux doivent, eux aussi, générer un excédent, il peut en résulter une contraction des échanges. Cette brève référence aux facteurs de complexité que comporte une situation dans laquelle de nombreux pays débiteurs doivent dégager un excédent commercial pour rembourser leurs dettes justifie que ce problème soit abordé plus complètement de façon empirique sans perdre de vue toutefois les principes essentiels de la théorie des transferts.

1.2.1. Ajustement de la balance commerciale 1980-1985

Il convient d'examiner tout d'abord l'évolution de la balance commerciale. Cet aperçu général constituera la base d'un examen approfondi des importations et des exportations.

Comme le montre le tableau II.1, les balances commerciales des sept pays intéressés n'ont marqué aucune tendance commune jusqu'en 1982. Alors qu'avant 1980, certains pays comme l'Indonésie et le Venezuela avaient connu une amélioration sensible de leur balance commerciale, les autres ont enregistré une détérioration du solde de leurs échanges. Une situation analogue a pu être observée au cours de la période 1980-1982 qui a vu une aggravation du déficit commercial de trois pays, tandis que les quatre autres enregistraient un retournement de la tendance défavorable antérieure. Le véritable retournement est intervenu au cours de la période 1982-1985 où la tendance a été à une amélioration générale du commerce extérieur de ces pays.

Afin de mieux faire ressortir les diverses évolutions, on a calculé des taux annuels moyens de variation des exportations et des importations pour la période 1980-1985 ainsi que pour les deux sous-périodes 1980-82 et 1982-85. Les diagrammes II.2 à II.4 indiquent la manière dont les sept pays ont ajusté leur balance commerciale au cours des périodes en cause. Les diagrammes ont été subdivisés en huit zones selon l'effet prédominant dans le sens de l'amélioration ou de la détérioration de la balance commerciale de la variation des exportations et des importations. Les zones I à IV couvrent les éléments de la balance commerciale

Tableau II.1. ÉCHANGES DE MARCHANDISES PAR PAYS, 1978-1985¹

Millions de dollars

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Argentine								
Exportations	6 401	7 810	8 021	9 143	7 623	7 835	8 100	8 398
Importations	-3 488	-6 028	-9 394	-8 431	-4 859	-4 119	-4 118	-3 766
Solde	2 913	1 782	-1 373	712	2 764	3 716	3 982	4 632
Brésil								
Exportations	12 473	15 244	20 132	23 276	20 173	21 898	27 002	25 639
Importations	-13 631	-17 961	-22 955	-22 091	-19 395	-15 429	-13 916	-13 189
Solde	-1 158	-2 717	-2 823	1 185	778	6 469	13 086	12 450
Indonésie								
Exportations	11 035	15 154	21 795	23 348	19 747	18 689	20 754	18 459
Importations	-8 386	-9 245	-12 624	-16 542	-17 854	-17 726	-15 254	-12 583
Solde	2 649	5 909	9 170	6 806	1 893	963	5 500	5 876
Corée								
Exportations	12 711	14 705	17 214	20 671	20 879	23 204	26 335	26 442
Importations	-14 491	-19 100	-21 598	-24 299	-23 473	-24 967	-27 371	-26 461
Solde	-1 780	-4 395	-4 384	-3 628	-2 594	-1 763	-1 036	-19
Mexique								
Exportations	6 246	9 301	16 066	19 938	21 230	22 312	24 053	21 866
Importations	-7 992	-12 131	-18 896	-24 037	-14 435	-8 550	-11 254	-13 460
Solde	-1 746	-2 830	-2 830	-4 099	6 795	13 762	12 799	8 406
Philippines								
Exportations	3 423	4 601	5 788	5 722	5 021	5 005	5 391	4 629
Importations	-4 733	-6 142	-7 727	-7 946	-7 667	-7 490	-6 070	-5 111
Solde	-1 310	-1 541	-1 939	-2 224	-2 646	-2 485	-679	-482
Vénézuéla								
Exportations	9 084	14 159	19 051	19 963	16 332	14 571	15 847	14 197
Importations	-11 234	-10 004	-10 877	-12 123	-13 584	-6 409	-7 262	-6 593
Solde	-2 150	4 155	8 174	7 840	2 748	8 162	8 585	7 604

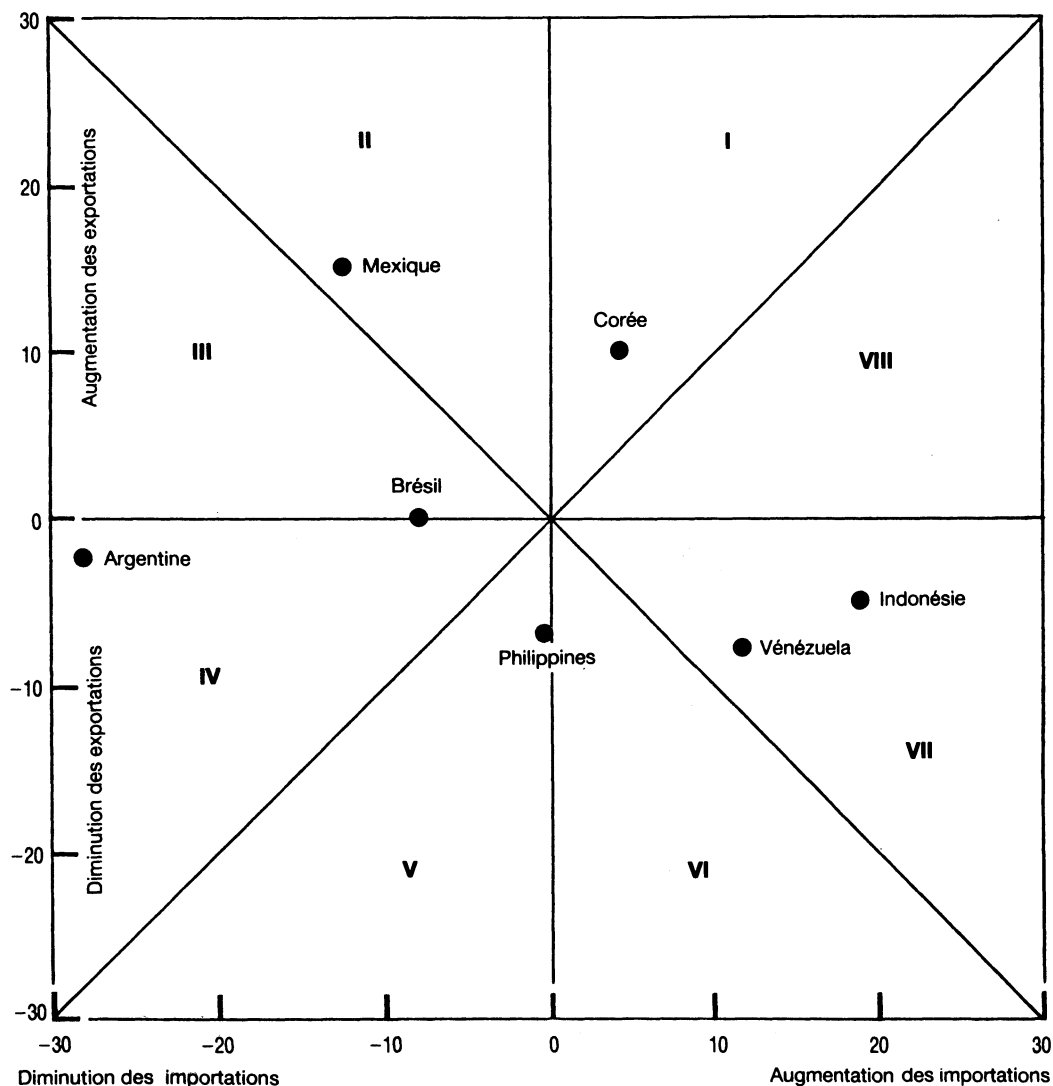
1. Exportations et importations : valeurs FAB.

Source : FMI, *Statistiques financières internationales*, éditions diverses.

qui se sont améliorés et les zones V à VII ceux qui se sont détériorés. Les axes de 45° et 135° délimitent les améliorations ou détériorations de la balance commerciale qui sont dues principalement à la variation des importations et à celle des exportations. La zone la plus favorable à la croissance est clairement la zone I puis les zones II et III. La troisième zone elle-même peut ne pas affecter défavorablement la croissance si le volume des importations est maintenu constant, la diminution des importations en valeur étant due à la baisse des prix. Une telle situation s'est effectivement rencontrée en partie dans les pays importateurs de pétrole depuis 1982.

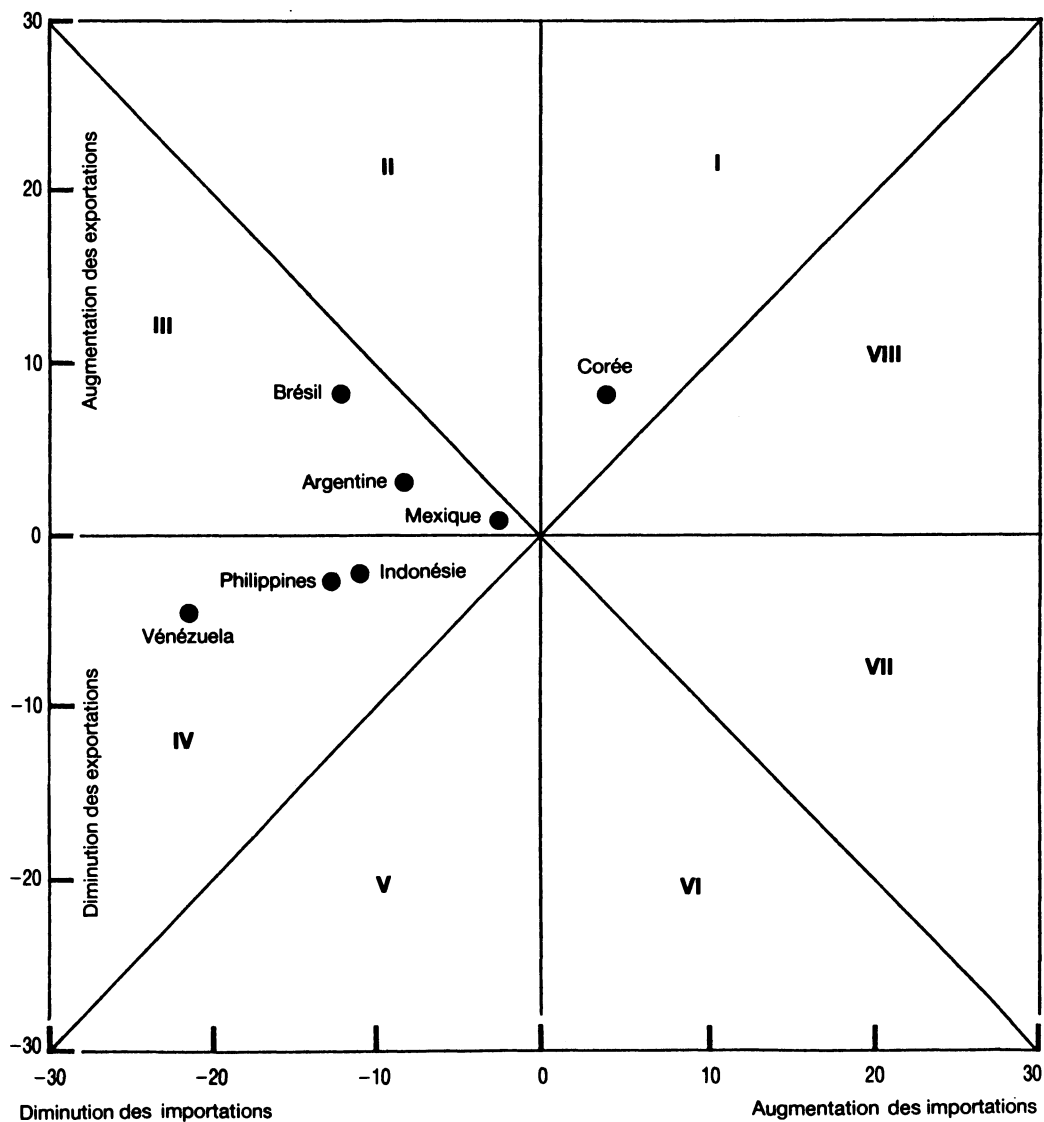
Le modèle simple décrit dans la section précédente suggère que l'ajustement intervient dans ces trois zones. L'expérience des sept pays étudiés confirme pour une part le cheminement de l'ajustement et le contredit en partie. Lorsque l'on observe la période 1980-1982, on

Diagramme II.2
AJUSTEMENT DE LA BALANCE COMMERCIALE, 1980-1982
 Taux annuels moyens composés



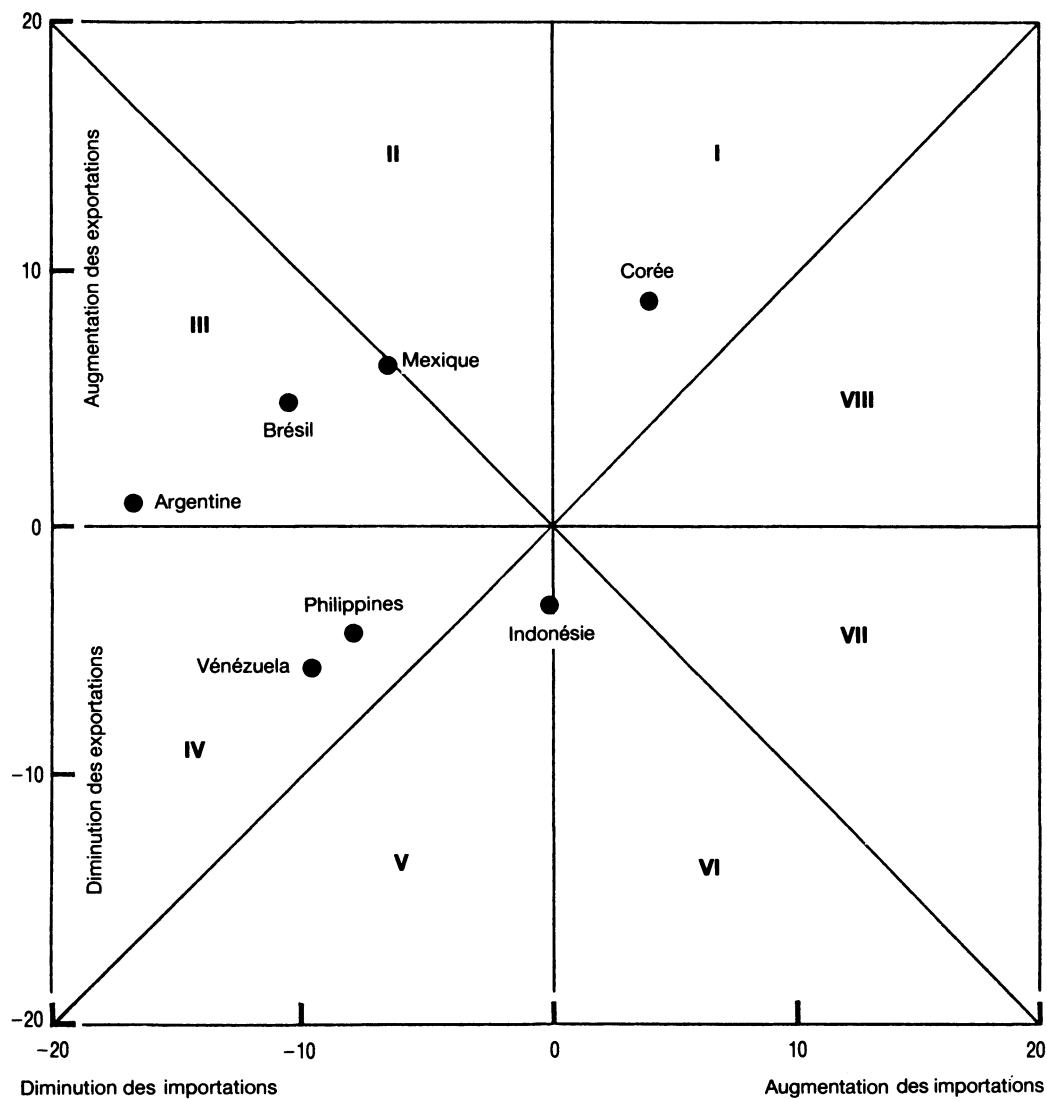
Source : FMI, *Statistiques financières internationales*, éditions diverses.

Diagramme II.3
AJUSTEMENT DE LA BALANCE COMMERCIALE 1982-1985
 Taux annuels moyens composés



Source : FMI, *Statistiques financières internationales*, éditions diverses.

Diagramme II.4
AJUSTEMENT DE LA BALANCE COMMERCIALE 1980-1985
 Taux annuels moyens composés



Source : FMI, *Statistiques financières internationales*, éditions diverses.

constate que trois pays – l'Indonésie, les Philippines et le Vénézuéla – ont enregistré des déficits croissants de leur commerce extérieur du fait de la progression des importations et/ou de la diminution des exportations. La récession qui a affecté l'Argentine et le Brésil et le déclenchement de la crise de l'endettement au Mexique en 1982 ont entraîné un retournement complet du solde de la balance commerciale, les excédents ont été fondamentalement réalisés par la réduction brutale des importations. L'Argentine a réduit ses importations de près de moitié entre 1980 et 1982 tandis que le Brésil diminuait ses dépenses d'importation de 16 pour cent et le Mexique de 24 pour cent. Seule la Corée a fait exception en retrouvant, après une brève récession en 1980, son rythme de croissance de 5 pour cent par an ou davantage. Les exportations coréennes ont connu une progression vigoureuse de 10.1 pour cent par an entre 1980 et 1982, tandis que la croissance des importations s'établissait à 4.3 pour cent par an. De ce fait, le déficit du commerce extérieur a été réduit de 41 pour cent au cours de cette période.

Lorsque la crise de l'endettement a éclaté s'accompagnant d'une réduction des crédits internationaux consentis aux pays en développement, les pays étudiés se sont trouvés contraints d'améliorer leur balance commerciale et dans certains cas de dégager des excédents substantiels pour honorer leurs obligations au titre du service de la dette. Le diagramme II.3, indique les zones dans lesquelles est intervenue une amélioration de la balance commerciale. Tous les pays, sauf la Corée, ont recouru à la compression des importations pour réaliser l'ajustement requis. En moyenne, les importations ont été réduites de 11.3 pour cent par an, le cas extrême étant celui du Vénézuéla où la diminution a atteint 21.4 pour cent par an. Cette forte réduction des importations s'est également reflétée dans l'évolution négative du PIB de ces pays.

Au cours de la période 1982-85, le Brésil a été le pays qui a enregistré le taux annuel de croissance des exportations le plus élevé, soit 8.3 pour cent, suivi par la Corée, 8.2 pour cent, puis à distance par l'Argentine 3.3 pour cent et le Mexique 1 pour cent. Le Mexique est parvenu à faire progresser ses recettes d'exportation malgré la baisse des prix du pétrole en accroissant les quantités livrées. En revanche l'Indonésie et le Vénézuéla, qui étaient soumis aux quotas fixés par l'OPEP, n'ont pas été en mesure de gonfler leurs recettes en augmentant les volumes exportés. Ces deux pays ont donc subi une chute de leurs recettes d'exportation et l'impact négatif sur la balance commerciale n'a pu être atténué que par une réduction encore plus forte des importations. L'économie des Philippines a atteint son point culminant en 1983, pour chuter ensuite dans la récession. Malgré une diminution des recettes d'exportation de 2.7 pour cent par an consécutive à la baisse des prix du cuivre et du sucre, la balance commerciale a enregistré une amélioration significative. Les importations ont été amputées, en particulier en 1984 et en 1985, années où elles ne représentaient plus que les deux tiers de leur montant de 1982. Dans ce contexte, la Corée représente un cas exceptionnel puisque le rythme de progression de ses exportations et de ses importations ne s'est pas sensiblement écarté de ce qu'il était au cours de la première période. La progression des exportations s'établissant à 8.2 pour cent par an, a été moins rapide qu'en 1980-82, mais en parvenant à faire croître ses exportations à un rythme deux fois plus rapide que ses importations, la Corée a pu obtenir un quasi-équilibre de sa balance commerciale en 1985, le déficit étant limité à 19 millions de dollars.

Si l'on observe la période 1980-1985 dans son ensemble, ce qui est fait sur le diagramme II.4, on constate des différences dans l'ajustement de la balance commerciale. Les résultats obtenus indiquent quelle a été la capacité des divers pays à faire face à la crise des finances extérieures. La Corée a été le pays qui a le mieux réussi dans la réduction de son déficit commercial tout en maintenant la croissance de l'activité. Pendant les cinq années en cause, la croissance des exportations a atteint 9 pour cent par an en moyenne tandis que les importations ne progressaient que de 4.1 pour cent par an. Toutefois, même s'il était important pour

la Corée de se rapprocher de l'équilibre du commerce extérieur, un excédent de la balance commerciale n'était pas nécessaire dans l'immédiat puisque la balance des services et des transferts n'a enregistré un déficit important qu'une seule fois (en 1981) à hauteur de 1 milliard de dollars. Durant les autres années, la balance a été légèrement déficitaire ou même équilibrée. Ceci explique que la réduction brutale des crédits extérieurs n'ait pas affecté de manière défavorable la balance courante.

Contrairement à la Corée, les six autres pays ont enregistré d'importants déficits de leurs échanges de services. Ces déficits combinés au rationnement du crédit des banques internationales se sont traduits par la nécessité de faire supporter au commerce extérieur le poids de l'ajustement. Comme le montre le diagramme, l'amélioration du solde de la balance commerciale a été réalisée essentiellement par la réduction des importations. Toutefois, au Brésil et au Mexique, la vigueur des exportations a contribué à un élargissement de l'excédent. Les recettes d'exportation ont progressé de 5 pour cent par an au Brésil et de 6.4 pour cent au Mexique. Bien que plus faibles que ceux de la Corée, ces taux de croissance démontrent néanmoins la capacité d'exportation de ces deux pays et leur potentiel de croissance future. Leur performance contraste avec celle des quatre autres pays examinés.

En Argentine, malgré l'évolution légèrement positive des exportations (0.9 pour cent par an), la réduction des importations a eu un impact beaucoup plus important sur l'ajustement de la balance commerciale. Ce pays a en effet diminué ses achats à l'étranger de 16.7 pour cent en moyenne par an. Pour les trois autres pays, l'Indonésie, les Philippines et le Venezuela, la réduction des importations a revêtu une plus grande importance face à la chute des recettes d'exportation. Les prix des produits de base ont été déprimés par la récession qui a frappé les pays de l'OCDE et par la revalorisation en termes réels du dollar des Etats-Unis. La chute des prix du cuivre et du sucre a eu un effet négatif sur les recettes d'exportation des Philippines et a conféré à la réduction des importations une importance accrue en tant que moyen d'améliorer la balance commerciale. Les deux pays de l'OPEP qui étaient soumis à des quotas de production n'ont pu compenser la baisse des prix du pétrole par un accroissement des volumes exportés. La seule autre solution possible consistait à diminuer les importations. Si la réduction des importations a été moins marquée dans les deux pays asiatiques au cours de la période 1980-1985, c'est parce que ces pays n'ont modifié leur politique économique qu'à partir de 1983.

Ce bref aperçu des conditions de l'ajustement de la balance extérieure fait ressortir l'existence d'un dilemme. Faute d'une croissance suffisante des exportations et à défaut d'éléments compensateurs tels que l'appel à des ressources extérieures, tous les pays examinés à l'exception de la Corée ne pouvaient que recourir à une réduction des importations pour opérer l'ajustement. Dès lors que la formation de capital fixe requiert généralement un volume substantiel d'importations de biens d'équipement et autres biens intermédiaires, la réduction des programmes d'investissement a constitué un moyen efficace de diminution des dépenses d'importation. Toutefois, la réduction des investissements a non seulement des effets négatifs sur l'emploi et le PIB mais peut aussi compromettre la croissance future et retarder le transfert des moyens de production du secteur de biens non échangeables vers le secteur des biens échangeables.

Ce phénomène signale une autre source de préoccupation. Alors même que l'on considérerait comme souhaitable une diversification des relations d'échanges, la crise de l'endettement a mis en lumière un autre dilemme. La stratégie de la diversification est présumée accroître la stabilité des flux commerciaux mais cette hypothèse se révèle fallacieuse. Tout d'abord, un pays qui se lance dans une stratégie d'endettement doit rembourser sa dette en devises convertibles. La source la plus probable de ces dernières se situe dans les pays à devises fortes de la zone OCDE. En second lieu, les pays en développement qui ont développé leurs échanges intra- et interrégionaux risquent de graves déconvenues si les autres pays en développe-

ment connaissent des problèmes d'endettement analogues. Tous les pays s'efforcent de générer un excédent commercial en réduisant leurs importations, attitude qui affecte de manière défavorable les perspectives à l'exportation découlant des échanges entre pays en développement. De plus, le commerce entre pays en développement est souvent effectué sur la base de la compensation, c'est-à-dire, en évitant au maximum les règlements en devises fortes, alors que c'est précisément ce type de devises que doivent se procurer les pays pour assurer le service de leur dette.

Ceci ne veut pas dire que ces pays doivent nécessairement renforcer leurs liens commerciaux avec les pays de l'OCDE. Les autorités publiques doivent néanmoins se préoccuper de définir les moyens d'obtenir les devises nécessaires lorsque les dettes viennent à échéance. C'est pourquoi les zones dans lesquelles sont dégagés les excédents commerciaux revêtent une importance accrue du point de vue du service de la dette. Ces zones sont indiquées pour chaque pays dans les tableaux II.2 à II.8⁵.

L'Argentine : le rôle crucial du CAEM (COMECON)

Le tableau II.2 fait clairement ressortir que l'Argentine a couvert, au cours de la période 1982-1985, une part croissante de ses charges au titre des intérêts de la dette grâce à l'excédent de sa balance commerciale. Le taux de couverture de ces charges par l'excédent

Tableau II.2. ARGENTINE : VENTILATION GÉOGRAPHIQUE DE LA BALANCE COMMERCIALE, 1979-1985

Millions de dollars

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985*
<i>Total monde</i> ¹	1 099	-2 516	-289	2 282	3 332	3 523	4 358
<i>Pays Industrialisés</i>	-116	-3 658	-3 110	-45	293	867	1 318
Etats-Unis	-832	-1 663	-1 230	-155	-213	30	333
CEE (12)	1 012	690	573	511	651	1 120	1 013
Japon	39	-767	-801	-147	69	-105	117
<i>Pays en développement</i>	660	-539	-147	687	1 228	1 042	1 381
Afrique	-124	33	49	240	293	278	230
Asie	209	14	5	208	696	300	486
Chine	181	156	71	126	494	69	323
Europe ²	31	30	28	7	14	20	107
Moyen Orient	187	-274	-41	278	591	616	496
Hémisphère occidental	357	-342	-188	-46	-366	-172	62
Mexique	76	50	209	50	-36	93	177
Vénézuéla	68	-6	38	77	52	109	59
<i>CAEM</i> ³	528	1 760	3 039	1 639	1 782	1 600	1 646
URSS	384	1 600	2 919	1 553	1 604	1 152	1 170
Cuba	49	66	77	48	128	233	267

* Données préliminaires.

1. Exportations FAB, importations CAF.

2. Comprend Chypre, Gibraltar, la Hongrie, Malte, la Roumanie, la Turquie et la Yougoslavie.

3. A l'exclusion de la Hongrie et de la Roumanie.

Note : Les divergences entre le total mondial et la somme des données des groupes de pays sont dues à des facteurs techniques tenant aux pratiques de déclaration.

Source : FMI, *Direction of Trade Statistics Yearbook*, 1986.

commercial a varié entre 35 et 80 pour cent. Il est intéressant de noter que l'Argentine s'est appuyée essentiellement sur les excédents accumulés vis-à-vis des pays du CAEM et des pays en développement. Ainsi, l'excédent sur les pays du bloc socialiste a couvert, en moyenne, 51 pour cent du total des charges d'intérêt au cours de la période. Bien que l'origine de l'excédent soit généralement sans importance dès lors qu'il se traduit par des recettes nettes en devises permettant d'assurer le service de la dette, lorsqu'il s'agit des pays du CAEM, il y a quatre points éventuels de préoccupation.

En premier lieu, le dynamisme des exportations de l'Argentine vers les pays du CAEM et en particulier, vers l'Union Soviétique, a conduit à de profonds déséquilibres des échanges de marchandises, l'Argentine enregistrant un excédent persistant et relativement important vis-à-vis des pays du CAEM. Cette situation peut conduire les deux parties à rechercher un rééquilibrage des échanges⁶. En second lieu, la pression en faveur d'une correction de ce déséquilibre risque d'être d'autant plus forte que plusieurs pays membres du CAEM, notamment Cuba et la Pologne, sont eux-mêmes confrontés à de sérieux problèmes d'endettement. En troisième lieu, les pays endettés n'ont pas été les seuls à connaître des problèmes de disponibilité en devises : l'Union Soviétique a été sujette à des difficultés analogues lorsque le prix de sa principale ressource d'exportation, le pétrole, ainsi que celui du gaz, ont commencé à baisser. En quatrième lieu, le principal produit d'exportation de l'Argentine vers l'URSS, à savoir les céréales, a fait l'objet d'une concurrence de plus en plus vive de la part de la CEE et des Etats-Unis qui s'efforçaient tous deux de céder leurs excédents sur le marché mondial. Le commerce de l'Argentine avec l'Union Soviétique est donc soumis à une concurrence croissante pour la conquête des parts de marché, concurrence qui exerce une pression à la baisse sur les prix. De plus, le volume de la demande de l'Union Soviétique est largement dépendant de ses propres récoltes qui, lorsqu'elles sont favorables, peuvent avoir un effet dépressif supplémentaire sur les exportations argentines. Le maintien d'un excédent substantiel vis-à-vis des pays du CAEM doit donc être apprécié en fonction de ces quatre facteurs d'incertitude.

La seconde source, par ordre d'importance, de recettes en devises de l'Argentine a été les pays en développement, en particulier d'Afrique (Afrique du Sud et Algérie), d'Asie (Chine) et du Moyen-Orient (Iran et Egypte). Plusieurs facteurs pourraient compromettre le caractère durable de l'excédent vis-à-vis de ces régions. Tout d'abord, l'Afrique et l'Amérique latine sont l'une et l'autre lourdement endettées. Les tendances à la récession y sont renforcées par la contraction des échanges intra- et interrégionaux. En second lieu, 36 pour cent de l'excédent dégagé par l'Argentine sur les pays en développement entre 1982 et 1983 venaient de l'Afrique du Sud et de l'Iran, pays l'un et l'autre sujets à des difficultés intérieures et extérieures qui en font des partenaires ne pouvant certes pas garantir une stabilité des flux d'échanges. La seule région qui peut susciter un certain optimisme quant à l'expansion de ses échanges avec les autres pays en développement est l'Asie.

En ce qui concerne les échanges avec les pays développés, la balance commerciale est retournée à une situation d'excédent à partir de 1983. Au cours de la période 1980-85, l'Argentine a été exportatrice nette vers la CEE, l'excédent vis-à-vis de la Communauté ayant d'abord atténué les effets des déficits enregistrés dans le commerce avec les Etats-Unis et le Japon, et ayant été après 1982 la principale source de l'excédent global observé. Le solde des échanges avec les pays industrialisés, en particulier avec les Etats-Unis, a été en fait contraire aux stipulations du modèle. L'excédent de la balance commerciale n'a pas été réalisé avec les principaux créanciers de l'Argentine exception faite de la CEE, mais avec les pays socialistes et les autres pays en développement⁷. Le principal créancier de l'Argentine, à savoir les Etats-Unis, n'a pas accru ses importations à la suite de la crise de la dette de 1982. De ce fait, les exportations ont stagné autour de 0.9 milliard de dollars pendant la période 1980-82 ainsi qu'au cours des années 1983-85. Dans ces conditions, les importations ont dû être amputées

de 70 pour cent entre 1980 et 1985 pour revenir en 1985 à leur niveau de 1977-78. Le commerce entre l'Argentine et le Japon a suivi la même tendance que les échanges avec les Etats-Unis. Les échanges avec la CEE se sont quelque peu écartés de ce schéma puisque les exportations ont effectivement diminué jusqu'en 1983 pour progresser par la suite mais sans retrouver toutefois en 1985 leur niveau de 1980 et en demeurant inférieures de 26 pour cent à leur niveau de 1970.

Le Brésil : dynamisme des exportations, réduction des importations

L'expérience brésilienne a reproduit exactement la description du modèle théorique. Le pays a réalisé l'essentiel de l'excédent de sa balance commerciale avec les pays industrialisés, si bien que ses échanges commerciaux ont été plus ou moins en ligne avec ses flux financiers⁸. La principale source d'excédent a été la CEE vis-à-vis de laquelle le Brésil a développé modestement ses exportations mais a réduit de près de la moitié ses importations. Les échanges bilatéraux avec le Japon et les Etats-Unis ont connu la même tendance que le commerce avec la CEE, le résultat étant un excédent commercial, respectivement à partir de 1982 et 1981.

Les exportations vers les pays en développement et les importations à partir de ces pays ont connu une évolution assez différente selon les régions. Si le Brésil est parvenu à maintenir et même à développer ses liens commerciaux avec l'Afrique, l'Asie et l'Europe, les échanges avec l'hémisphère occidental se sont sensiblement contractés. La grave récession qui a affecté cette région a entraîné une chute des exportations brésiennes de 45 pour cent entre 1981 et 1984 qui s'est accompagnée d'une réduction de près de 50 pour cent des importations. Ces chiffres montrent à quel point le continent latino-américain a été entraîné, du point de vue de ses échanges extérieurs, dans une spirale descendante qui s'est accélérée d'elle-même dans la mesure où tous les pays ont dû dégager des excédents de leur commerce extérieur. Un renversement de cette tendance peut être escompté à la suite de l'accord commercial signé en 1986 entre l'Argentine et le Brésil et auquel l'Uruguay pourrait se joindre. Ce traité qui prévoit la suppression des droits de douane et l'élimination des autres obstacles aux échanges de biens d'équipement entre les deux pays, pourrait revitaliser le commerce intra-régional. La dernière région, le Moyen-Orient constitue la préoccupation principale du point de vue de la balance commerciale brésilienne. Les fluctuations des prix du pétrole ont gravement affecté la balance commerciale jusqu'en 1982, tandis que la situation s'améliorait entre 1982 et 1985. Ces fluctuations ne font que justifier davantage la mise en oeuvre du programme énergétique brésilien⁹. L'accroissement de l'autosuffisance énergétique combiné à la chute des prix du pétrole depuis 1982 a permis de réduire les dépenses d'importation à l'égard du Moyen-Orient de plus de 5 milliards de dollars au cours de la période 1980-1985. De même que l'Argentine, le Brésil dégage en permanence un excédent vis-à-vis des pays du CAEM malgré les efforts accomplis pour arriver à des échanges plus équilibrés. Les préoccupations exprimées à propos de l'Argentine quant au caractère durable de ces excédents valent aussi pour le Brésil.

L'évaluation de la capacité du Brésil de continuer à dégager des excédents aussi élevés que ceux enregistrés en 1984-85 appelle quelques remarques. En premier lieu, ces excédents ont été dûs largement à a) une réduction du coût des importations de pétrole et b) une diminution des importations en provenance des pays industrialisés (- 50 pour cent entre 1980 et 1985). La réduction du coût des importations de pétrole est résultée de la baisse des prix et de la substitution aux importations laquelle a donné à son tour une impulsion supplémentaire à

la reprise économique à partir de 1983. Toutefois, la reprise de la croissance aura nécessairement pour effet d'accroître les importations en particulier celles en provenance des pays industrialisés. C'est donc du secteur exportateur que dépend la possibilité pour le Brésil de maintenir sa vigoureuse expansion sur les marchés mondiaux. La vigueur potentielle du secteur d'exportation brésilien s'est traduite par le bond en avant qu'il a accompli sur les marchés extérieurs au cours des années 1983-85. La part du Brésil dans les exportations mondiales est en effet passée de 1.17 pour cent en 1980-82 à 1.43 pour cent en 1983-85. En second lieu, la situation de la dette extérieure en Afrique, dans l'hémisphère occidental et dans certains pays du CAEM a assombri les perspectives d'une accélération de la croissance des exportations vers ces régions. La pénurie de disponibilités en devises dont souffrent ces régions les a conduites à développer les accords de troc, comme le montre le cas du Nigéria. Toutefois, cette politique est incapable d'alléger les difficultés rencontrées pour assurer le service de la dette puisque ce dernier suppose des recettes en devises convertibles. En troisième lieu, les Etats-Unis vont s'efforcer de réduire leur important déficit commercial vis-à-vis de divers pays ou régions, ce qui ne manquera pas d'affecter l'Amérique latine¹⁰.

Tableau II.3. BRÉSIL: VENTILATION GÉOGRAPHIQUE DE LA BALANCE COMMERCIALE, 1979-1985

Millions de dollars

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985*
<i>Total monde¹</i>	-4 556	-4 829	-746	-901	5 050	11 797	10 943
<i>Pays industrialisés</i>	-139	137	2 572	4 030	7 367	11 303	9 271
Etats-Unis	-688	-1 124	178	967	2 434	5 184	3 696
CEE (12)	1 205	2 031	2 987	3 083	4 711	4 891	4 660
Japon	-293	40	-160	180	810	906	756
<i>Pays en développement</i>	-5 224	-6 086	-4 922	-5 764	-3 346	-494	250
Afrique	158	85	14	329	464	332	-91
Asie	153	193	121	380	442	933	976
Europe ²	151	322	292	242	377	362	294
Moyen Orient	-5 743	-7 217	-6 338	-6 195	-4 421	-2 828	-1 563
Hémisphère occidental	57	531	989	-520	-208	707	634
Colombie	157	126	198	268	144	165	97
Paraguay	252	320	237	154	201	292	232
<i>CAEM³</i>	640	841	1 179	483	622	617	459
URSS	184	333	599	296	479	234	350
Pologne	334	439	418	41	-91	50	31

* Données préliminaires.

1. Exportations FAB, importations CAF.

2. Comprend Chypre, Gibraltar, la Hongrie, Malte, la Roumanie, la Turquie et la Yougoslavie.

3. A l'exclusion de la Hongrie et de la Roumanie.

Note : Les divergences entre le total mondial et la somme des données des groupes de pays sont dues à des facteurs techniques tenant aux pratiques de déclaration.

Source : FMI, *Direction of Trade Statistics Yearbook*, 1986.

Les vicissitudes de la fortune pétrolière de l'Indonésie

La balance commerciale de l'Indonésie a été excédentaire pendant toute la période 1980-1985. Le montant de l'excédent ainsi que le degré de couverture par cet excédent du service de la dette ont cependant connu certaines fluctuations. La diminution significative des exportations au cours des années 1982-83 n'a permis qu'une couverture partielle par l'Indonésie de ses obligations au titre de la dette extérieure. Le recours à l'endettement extérieur du pays a donc augmenté par rapport à la période 1980-81. Au cours des deux années 1982-1983, la dette à court terme du pays a augmenté de 56 pour cent et la dette à long terme de 25 pour cent. De ce fait, la charge du service de la dette s'est accrue de 38 pour cent entre 1980-1982 et 1983-85. Compte tenu des contraintes qui ont pesé sur l'accès des pays en développement au marché des capitaux après 1982 et de la baisse des prix du pétrole, un ajustement de la balance commerciale était devenu inévitable. Comme on l'a vu plus haut, l'amélioration de la balance commerciale a été obtenue par une réduction des importations. Pour l'Indonésie, cette constatation prend la forme d'un terrible dilemme : la réduction des importations apparaît en effet à court terme comme le seul moyen d'ajustement. Du fait de la chute des recettes d'exportations fournies par le pétrole et de l'absence de perspective à moyen terme de relais par les exportations non pétrolières, la réduction des importations a été

Tableau II.4. INDONÉSIE: VENTILATION GÉOGRAPHIQUE DE LA BALANCE COMMERCIALE, 1979-1985

	Millions de dollars						
	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985*
<i>Total monde</i> ¹	8 353	11 072	10 540	5 470	4 795	8 001	9 009
<i>Pays industrialisés</i>	7 133	9 990	8 796	6 081	5 616	7 442	7 472
Etats-Unis	2 118	2 894	2 565	1 129	1 733	1 945	2 827
CEE (12)	121	-37	-1 117	-1 829	-1 471	-1 034	-813
Japon	5 088	7 380	7 427	6 914	5 885	7 045	6 388
<i>Pays en développement</i>	1 318	1 181	1 768	-296	571	578	1 418
<i>Afrique</i>	-110	-87	-203	-153	-66	-65	-5
<i>Asie</i>	1 376	1 271	749	151	-597	940	1 377
Singapour	1 416	1 548	1 077	302	-337	335	599
Corée	266	60	-194	307	-61	381	407
Europe ²	-40	12	7	-26	-19	13	37
Moyen-Orient	-291	-900	-561	-1 042	-775	-1 202	-182
Hémisphère occidental	383	885	1 776	774	886	892	191
<i>CAEM</i> ³	18	-17	14	-26	47	53	80
URSS	41	53	42	-17	25	47	55

* Données préliminaires.

1. Exportations FAB, importations CAF.

2. Comprend Chypre, Gibraltar, la Hongrie, Malte, la Roumanie, la Turquie et la Yougoslavie.

3. A l'exclusion de la Hongrie et de la Roumanie.

Note : Les divergences entre le total mondial et la somme des données des groupes de pays sont dues à des facteurs techniques tenant aux pratiques de déclaration.

Source : FMI, *Direction of Trade Statistics Yearbook*, 1986.

et sera le principal moyen d'améliorer la balance commerciale. En raison de la prédominance du pétrole dans les exportations indonésiennes, le solde du commerce extérieur avec les différentes régions a évolué en fonction des mouvements des prix du pétrole.

L'excédent commercial de l'Indonésie a été dégagé essentiellement vis-à-vis des Etats-Unis et du Japon, pays qui représentent ses deux principaux créanciers¹¹. Les exportations vers ces deux pays ont diminué de 15 pour cent dans la période d'abondance de l'offre de pétrole, tandis que les importations étaient réduites de 38 pour cent entre 1982 et 1985. Les importations en provenance de la CEE ont généralement été supérieures aux exportations vers cette dernière. L'aggravation du déficit commercial observée au début des années 80 a été due à une forte croissance des importations. Le solde du commerce bilatéral avec la CEE s'est amélioré à partir de 1983 du fait de la diminution des importations mais aussi de la croissance des exportations qui ont progressé de 23 pour cent entre 1983 et 1985 ce qui contraste avec la baisse des ventes indonésiennes aux Etats-Unis et au Japon.

L'excédent de l'Indonésie vis-à-vis des pays en développement a été en partie amputé par le déficit accumulé vis-à-vis des pays du Moyen-Orient jusqu'en 1984. Le pays a en effet importé du pétrole de cette région en particulier d'Arabie séoudite, ces achats ayant représenté environ 7 pour cent du total des importations indonésiennes au cours de la période 1980-84. Parmi les pays en développement, c'est avec l'Asie et l'hémisphère occidental que l'Indonésie a dégagé ses principaux excédents. Dans l'hémisphère occidental, l'excédent est venu essentiellement des exportations vers Trinidad et Tobago et vers les Bahamas. Toutefois, avec la chute des prix du pétrole cette source d'excédents auparavant substantiels était devenue en 1985 tout à fait marginale. Le commerce avec les pays asiatiques a été concentré sur deux pays : Singapour et la Corée. Le premier a représenté 67 pour cent et le second 13 pour cent du total des exportations vers les pays d'Asie au cours de la période 1985. Comme l'indique le tableau II.4, l'évolution des échanges a été extrêmement irrégulière, en particulier, vis-à-vis de Singapour. Les importations ont en effet progressé de 0.9 milliard de dollars en 1980 à 3.5 milliards de dollars en 1983 pour retomber à 0.5 milliard de dollars en 1985. Ceci donne une indication de l'instabilité de la balance commerciale de l'Indonésie vis-à-vis des pays asiatiques. Malgré l'expansion des échanges au sein de la région, il n'est pas encore certain que l'Indonésie pourra maintenir ses excédents commerciaux. Le problème s'étend à l'ensemble de la balance commerciale et il est étroitement lié à l'évolution du marché pétrolier.

La Corée : un cas exemplaire d'ajustement fondé sur l'exportation

La Corée a enregistré une diminution constante de son déficit commercial durant la période 1980-85 sans toutefois jamais connaître d'excédent. Le pays pouvait cependant supporter un certain déficit commercial du fait de la situation assez peu déséquilibrée de ses échanges de services. Il a donc été en mesure de procéder à un ajustement « dans la croissance » en augmentant ses exportations à un rythme plus rapide que ses importations. Pendant la période sous revue, la Corée n'a enregistré constamment des excédents que vis-à-vis de trois régions : la CEE, l'Asie et l'Afrique. Il est intéressant de noter à cet égard que l'ajustement de la balance commerciale s'est opéré en sens inverse vis-à-vis de ces régions. En d'autres termes, la tendance générale a été plutôt dans le sens de l'équilibre que de l'excédent, ce qui veut dire que la Corée a davantage accru ses importations que ses exportations vis-à-vis de ces régions. Par exemple, entre 1980 et 1985, les exportations coréennes vers la CEE ont augmenté de 10 pour cent tandis que les importations en provenance de la CEE bondissaient de 77 pour cent. Pour la zone asiatique, la croissance des exportations et des importations a été respectivement de 62 et 111 pour cent. De ce fait, la part de l'Asie dans les

importations coréennes a augmenté de 7.7 pour cent en 1979-81 à 11.7 pour cent en 1982-85. Les principales sources d'excédent ont été Hong Kong, l'Inde et Singapour qui ont représenté 60 pour cent du total des exportations coréennes vers l'Asie. Deux pays ont entamé l'excédent global de la Corée : l'Indonésie et la Malaisie. L'excédent vis-à-vis de l'Afrique s'explique essentiellement par les échanges de transports maritimes avec le Libéria. L'équivalent du Libéria pour l'hémisphère occidental a été Panama qui a absorbé entre 1980 et 1985 près de 50 pour cent du total des exportations coréennes vers cette région. Toutefois, comme l'indique le tableau II.5, la Corée a développé sensiblement ses échanges avec l'Amérique latine dans un sens qui était favorable à cette dernière. Le Brésil, l'Equateur et le Mexique ont en particulier réussi à accroître leurs exportations vers la Corée.

Tableau II.5. CORÉE : VENTILATION GÉOGRAPHIQUE DE LA BALANCE COMMERCIALE, 1979-1985

Millions de dollars

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985*
<i>Total monde¹</i>	-5 297	-4 784	-4 884	-2 423	-1 725	-1 369	-1 220
<i>Pays industrialisés</i>	-3 664	-2 431	-3 022	-743	-350	564	826
Etats-Unis	-214	-267	-362	329	1 984	3 651	3 997
CEE (12)	316	1 101	822	1 152	913	520	136
Japon	-3 304	-2 819	-2 871	-1 900	-2 856	-3 030	-3 166
<i>Pays en développement</i>	-1 507	-2 241	-1 640	-1 541	-1 150	-1 119	-1 212
Afrique	215	365	460	424	244	209	309
Asie	-45	680	839	497	292	527	252
Hong Kong	443	725	954	661	596	813	1 103
Inde	4	120	140	204	256	668	266
Singapour	81	106	153	251	136	107	207
Europe ²	29	45	28	23	25	40	45
Moyen Orient	-1 749	-3 459	-3 022	-2 170	-1 236	-1 515	-1 092
Hémisphère occidental	43	128	55	-315	-475	-380	-726
<i>CAEM³</i>	-11	2	5	-	-	-	-

* Données préliminaires.

1. Exportations FAB, importations CAF.

2. Comprend Chypre, Gibraltar, la Hongrie, Malte, la Roumanie, la Turquie et la Yougoslavie.

3. A l'exclusion de la Hongrie et de la Roumanie.

Note : Les divergences entre le total mondial et la somme des données des groupes de pays sont dues à des facteurs techniques tenant aux pratiques de déclaration.

Source : FMI, *Direction of Trade Statistics Yearbook*, 1986.

Comme l'ensemble des autres pays importateurs de pétrole sous revue, la Corée a enregistré son déficit le plus important avec les pays exportateurs de pétrole du Moyen-Orient. Jusqu'en 1983, l'ampleur du déficit a été réduit à la fois par une croissance des exportations et une réduction des importations. Entre 1983 et 1985, les exportations ont chuté de près de 40 pour cent tandis que les importations diminuaient de 27 pour cent. Bien que les dépenses d'importation aient diminué de 27 pour cent entre 1980 et 1985, les exportations coréennes

vers le Moyen-Orient ont subi l'effet négatif de la baisse des recettes d'exportations de l'OPEP. Le Moyen-Orient a toutefois été la seule région vis-à-vis de laquelle la Corée a enregistré une baisse de ses exportations. Dans toutes les autres régions, les exportations coréennes ont progressé, soit modestement comme vis-à-vis des autres pays en développement, soit vigoureusement comme vers l'Amérique du Nord.

Ce sont essentiellement les Etats-Unis et le Canada qui ont tiré la Corée hors du déficit commercial. Ces deux pays ont augmenté leurs achats en Corée de 130 pour cent entre 1980 et 1985, soit une progression en valeur absolue de 6.7 milliards de dollars. En revanche, leurs exportations vers la Corée n'ont augmenté que de 34 pour cent. Autant la Corée a réussi dans ses efforts pour transformer en excédent son déficit commercial vis-à-vis de l'Amérique du Nord, autant elle a échoué dans ses efforts analogues vis-à-vis du Japon. La Corée a continué à acheter au Japon des biens d'équipements et des biens intermédiaires indispensables tandis que ses exportations ont semble-t-il, manqué vis-à-vis des acheteurs japonais de la séduction et du dynamisme qu'elles ont manifestés sur les marchés des Etats-Unis et du Canada. Ce phénomène tient peut être aussi à des problèmes d'accès au marché qui seront abordés plus loin. En bref, le déséquilibre du commerce extérieur a été corrigé essentiellement grâce au fait que l'Amérique du Nord est devenue importatrice nette et grâce à une réduction des dépenses d'importation vis-à-vis du Moyen-Orient, tandis que le déséquilibre structurel vis-à-vis du Japon n'a pu être redressé.

Le Mexique : une évolution dominée par le pétrole et les échanges avec les Etats-Unis

L'évolution de la balance commerciale du Mexique peut être divisée en trois périodes. La première, qui va de la fin des années 70 à 1981, a été caractérisée par une rapide croissance des importations dont le montant a doublé entre 1979 et 1981. Le déficit croissant qui en est résulté au niveau du commerce extérieur et de la balance courante a été financé par l'endettement extérieur. En particulier, la dette à court terme a explosé passant de 3.2 milliards de dollars en 1979 à 22.4 milliards de dollars en 1982¹². De ce fait, le total du service de la dette, y compris l'amortissement de la dette à court terme s'est envolé passant, dans le même temps, de 15.8 à 41 milliards de dollars. Cette phase s'est achevée avec la suspension temporaire du service de la dette en 1982, année qui a marqué le début de la deuxième époque. Les difficultés rencontrées pour se procurer des devises étrangères ont contraint le Mexique à passer d'un déficit à un excédent de son commerce extérieur. Ce résultat a été atteint par une réduction de 40 pour cent des importations. La troisième période qui s'étend de 1983 à 1985 a été marquée par la nécessité de dégager d'importants excédents pour honorer les obligations au titre de la dette extérieure. Les importations ont atteint un creux en 1983, année où elles se situaient à 61 pour cent en-dessous de leur niveau de 1981. Une modeste croissance est intervenue en 1984 et 1985, tandis que les exportations progressaient rapidement.

Cette évolution générale de la balance commerciale globale a été parallèle à celle des échanges avec les pays industrialisés vis-à-vis desquels le Mexique a enregistré les excédents les plus importants. Cette situation correspondait étroitement à l'orientation des flux financiers du pays¹³. L'ajustement s'est toutefois opéré essentiellement avec les Etats-Unis qui ont augmenté leurs importations d'environ 50 pour cent entre 1980 et 1985. En revanche, les importations mexicaines à partir des Etats-Unis ont diminué entre 1981 et 1983 et étaient revenues en 1985 à leur niveau de 1980-81. Une réduction très importante puisqu'atteignant 50 pour cent de l'excédent vis-à-vis des Etats-Unis a été enregistrée entre 1983 et 1985. Ce phénomène rappelle le dilemme déjà mentionné de l'impossibilité de maintenir un excédent commercial par le plafonnement des importations. Dès qu'un pays connaît une reprise de la

Tableau II.6. MEXIQUE : VENTILATION GÉOGRAPHIQUE DE LA BALANCE COMMERCIALE, 1979-1985

Millions de dollars

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985*
<i>Total monde</i> ¹	-2 004	-2 130	-2 552	7 522	14 113	14 248	7 771
<i>Pays industrialisés</i>	-2 502	-1 885	-3 035	5 730	12 285	12 434	6 515
Etats-Unis	-624	-818	-3 282	2 941	8 076	7 917	3 897
CEE (12)	-1 002	-265	399	2 154	2 758	3 031	2 018
Japon	-475	-228	62	673	1 192	1 411	719
<i>Pays en développement</i>	334	919	1 622	2 158	2 240	1 830	1 061
Afrique	-29	-7	-20	-24	37	9	17
Asie	36	-66	152	178	225	214	111
Europe ²	11	34	-2	42	34	2	-29
Moyen Orient	309	639	662	739	540	493	241
<i>Hémisphère occidental</i>	7	319	830	1 223	1 404	1 112	721
Brésil	116	-15	194	400	515	353	110
Amérique centrale ³	123	223	416	430	458	470	358
<i>CAEM</i> ⁴	7	-236	-134	-42	84	119	111
URSS	4	-7	-11	-33	12	69	85

* Données préliminaires.

1. Exportations FAB, importations FAB.

2. Comprend Chypre, Gibraltar, la Hongrie, Malte, la Roumanie, la Turquie et la Yougoslavie.

3. Comprend le Costa Rica, le Salvador, le Guatemala, le Honduras, le Nicaragua et Panama.

4. A l'exclusion de la Hongrie et de la Roumanie.

Note : Les divergences entre le total mondial et la somme des données des groupes de pays sont dues à des facteurs techniques tenant aux pratiques de déclaration.

Source : FMI, *Direction of Trade Statistics Yearbook*, 1986.

croissance et augmente ses investissements, il s'ensuit inévitablement une augmentation des importations. La réduction de l'excédent vis-à-vis de l'ensemble des régions observées en 1985 ne constituait donc pas une surprise. Un phénomène analogue a été observé dans le commerce avec le Japon bien que le dynamisme des exportations mexicaines vers le Japon ait été encore plus impressionnant que celui des exportations vers les Etats-Unis, puisque ces exportations ont progressé de 140 pour cent entre 1980 et 1985. En revanche, les exportations vers la CEE ont connu des fluctuations et n'ont pas suivi la tendance ascendante marquée de celles vers les Etats-Unis et le Japon.

Contrastant avec les performances enregistrées vis-à-vis des pays industrialisés caractérisées en général par une croissance accélérée des exportations mexicaines, l'évolution des exportations à destination des pays en développement a été variable. En fait, la balance commerciale vis-à-vis des pays en développement, de même que les exportations, ont évolué jusqu'en 1981 en sens contraire de la tendance générale de la balance et des exportations globales. Jusqu'en 1983, la croissance des exportations a dépassé celle des importations, après quoi la tendance s'est renversée, les exportations enregistrant même une baisse. Les exportations ont été limitées par la crise générale de l'endettement affectant les pays en développement et en particulier l'Amérique latine. Bien que l'hémisphère occidental n'ait représenté que 6.9 pour cent du total des exportations pendant la période 1982-85, il a contribué pour

plus de 10 pour cent à l'excédent du commerce extérieur. La plupart des pays d'Amérique latine sont engagés dans un processus de recherche de solutions aux problèmes de la dette et de l'inadéquation des ressources financières extérieures et ils se sont ajustés en réduisant leurs échanges entre eux. Les excédents qu'ils dégagent par ce moyen peuvent contribuer à alléger à court terme la charge découlant des obligations au titre de l'endettement extérieur mais ne peuvent certainement pas les tirer du cercle vicieux de la chute du commerce intra-régional. L'autre source principale d'excédent au sein des pays en développement a été le Moyen-Orient. Les exportations nettes étaient principalement dirigées vers Israël mais à partir de 1982, elles ont diminué de 65 pour cent.

L'analyse qui précède soulève un certain nombre de questions sur le caractère durable de ces excédents importants de la balance commerciale. L'une de ces questions concerne les performances à l'exportation qui feront l'objet d'un examen approfondi dans les sections suivantes. Le secteur exportateur doit faire face à deux problèmes nouveaux : comment développer les exportations non pétrolières et comment maintenir les recettes pétrolières malgré la baisse des prix. Une autre question concerne les importations : le Mexique sera-t-il capable d'empêcher, dans un contexte de croissance économique, une envolée de ses achats à l'étranger, afin de préserver sa capacité d'assurer le service de sa dette ? Une troisième question est celle du déficit commercial des Etats-Unis et des efforts accomplis pour le réduire. Le maintien d'excédents commerciaux importants vis-à-vis des Etats-Unis et des autres pays industrialisés va dépendre de la disposition de ces derniers à accumuler des déficits à l'égard du Mexique.

Les Philippines : la montée des pressions pour une réduction des importations

En 1983, un an après l'Amérique latine, les Philippines ont dû se résoudre à renverser complètement le cours de leur politique économique¹⁴. Les années qui ont précédé cette crise ont été caractérisées par une aggravation du déficit du commerce extérieur, due à une croissance des importations et à une diminution des recettes d'exportation. Face à la récession mondiale du début des années 80, le gouvernement avait recouru à une politique contra-cyclique de relance par la dépense qui a été financée principalement par l'endettement extérieur en particulier à court terme. Ceci a entraîné une aggravation du déficit de la balance des services qui est passé, en moyenne annuelle, de 355 millions de dollars pendant la période de 1979-81 à 1 262 millions de dollars pendant la période 1982-85. La crise politique et économique de 1983 a mis fin à la période de forte croissance du recours à l'endettement extérieur et a marqué le début du processus d'ajustement¹⁵.

Comme l'indique le tableau II.7, la principale source du déficit a été le Moyen-Orient. La tendance à la baisse des prix du pétrole enregistrée à partir de 1982 a eu pour effet de réduire les dépenses d'importation qui ont diminué de 61 pour cent entre 1980 et 1985. Vis-à-vis des pays en développement, on a observé des évolutions contrastées. Tandis que le solde commercial s'améliorait vis-à-vis du Moyen-Orient, le déficit s'aggravait à l'égard de l'Asie. Même après 1983, les Philippines ont continué à augmenter leurs importations en provenance de cette région qui étaient supérieures de 31 pour cent en 1985 à leur niveau de 1980 tandis que les exportations stagnaient autour de 0.9 milliard de dollars. La tendance au déficit a été particulièrement marquée vis-à-vis de l'Indonésie, de la Corée et de la Malaisie. Les échanges avec l'hémisphère occidental se sont contractés après 1982, la réduction du déficit étant obtenue par une réduction drastique des importations en provenance du Brésil et du Mexique.

L'évolution de la balance commerciale des Philippines vis-à-vis des pays industrialisés a été calquée sur la tendance des mouvements de capitaux. Tant que des capitaux ont pu être empruntés, la balance commerciale a été négative. Cette situation a été renversée pour se

**Tableau II.7. PHILIPPINES : VENTILATION GÉOGRAPHIQUE
DE LA BALANCE COMMERCIALE, 1979-1985**

Millions de dollars

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985*
<i>Total monde¹</i>	-2 011	-2 508	-2 757	-3 243	-2 931	-920	-737
<i>Pays industrialisés</i>	-646	-677	-739	-1 308	-762	441	525
Etats-Unis	-121	-357	-160	-272	-39	318	315
CEE ¹²	42	125	59	-184	-111	54	192
Japon	-296	-111	-355	-513	-358	183	125
<i>Pays en développement</i>	-1 318	-1 902	-2 066	-1 859	-2 078	-1 321	-1 183
Afrique	-5	29	20	-2	-14	-6	-6
Asie	-267	-288	-259	-375	-582	-464	-614
Europe ²	-7	7	2	123	73	107	73
Moyen Orient	-963	-1 585	-1 652	-1 412	-1 412	-888	-585
Hémisphère occidental	-76	-65	-177	-193	-143	-70	-51
<i>CAEM³</i>	64	160	159	97	55	48	16
URSS	75	66	169	102	69	50	20

* Données préliminaires.

1. Exportations FAB, importations CAF.

2. Comprend Chypre, Gibraltar, la Hongrie, Malte, la Roumanie, la Turquie et la Yougoslavie.

3. A l'exclusion de la Hongrie et de la Roumanie.

Note : Les divergences entre le total mondial et la somme des données des groupes de pays sont dues à des facteurs techniques tenant aux pratiques de déclaration.

Source : FMI, *Direction of Trade Statistics Yearbook*, 1986.

transformer en excédent lorsque les possibilités d'endettement net se sont raréfiées. Le commerce extérieur avec les pays industrialisés a donc dégagé un excédent à partir de 1984. Les échanges avec les Etats-Unis ont toutefois connu une évolution divergente de celle du commerce avec la CEE et le Japon. Contrairement à l'ensemble des autres exportations, les ventes aux Etats-Unis ont progressé de 27 pour cent entre 1980 et 1984. Malgré le recul des exportations en 1985, l'excédent commercial a été maintenu grâce à une chute encore plus marquée des importations. Ces dernières, qui avaient stagné entre 1980 et 1983, se sont contractées de 27 pour cent entre 1983 et 1985. Quant au Japon, il a progressivement réduit ses importations en provenance des Philippines : les recettes tirées d'exportation vers le Japon se situaient en 1985 à un niveau inférieur de 43 pour cent à celui de 1980. Dans le même temps, la stabilité des importations en provenance du Japon jusqu'en 1982 a entraîné une détérioration supplémentaire du solde des échanges bilatéraux. A la suite de la crise économique de 1983, la réduction des importations a constitué le principal instrument de l'amélioration de la balance commerciale, atteignant 55 pour cent entre 1982 et 1985. Les exportations vers la CEE ont également diminué constamment à partir de 1980, la baisse atteignant 36 pour cent au cours de la période sous revue. Le déséquilibre croissant du commerce extérieur a été lié à une progression modeste des importations qui ont toutefois été réduites de 52 pour cent dans la période postérieure à 1983.

En ce qui concerne les Philippines, la question de savoir comment l'excédent commercial peut être maintenu ne se pose pas vraiment puisqu'il n'existe pas d'excédent à proprement parler. Il est possible toutefois de passer en revue les sources de préoccupation et de rechercher les raisons d'espérer au niveau de la balance commerciale. Tout d'abord et surtout, la

réduction du coût des importations de pétrole a eu un impact favorable sur la balance commerciale. En second lieu, le déséquilibre vis-à-vis de l'Asie pourrait être réduit par le développement des exportations vers cette région : le niveau général de l'activité économique dans cette région est de bon augure pour une croissance des exportations. En troisième lieu, bien que la réduction des importations ait permis de dégager un excédent vis-à-vis des pays industrialisés, le pays devrait s'efforcer de regagner le terrain perdu sur ces marchés d'exportation. Les Philippines peinent sous le poids d'une dette extérieure de 26 milliards de dollars (fin 1985) et leurs exportations tendent à se contracter plutôt qu'à progresser. Cette situation tend à contraindre les perspectives de croissance du PIB, dès lors que l'effort de correction du déséquilibre du commerce extérieur devra être supporté par les importations.

Le Venezuela : les effets de la dépendance vis-à-vis du pétrole

Dernier pays examiné, le Venezuela a constamment enregistré un excédent de sa balance commerciale entre 1980 et 1982. Le retournement du solde de la balance courante intervenu en 1982 a mis fin brutalement à la période de politique budgétaire expansionniste financée par l'accumulation d'un endettement extérieur en particulier à court terme. De plus, la crise des finances extérieures au Mexique a créé un climat d'incertitude qui s'est traduit par une réduction des crédits extérieurs consentis à l'ensemble de la région. Bien que le Venezuela ait été en mesure de faire face aux charges d'intérêt de sa dette grâce à l'excédent de

Tableau II.8. VÉNÉZUELA : VENTILATION GÉOGRAPHIQUE
DE LA BALANCE COMMERCIALE, 1979-1985

Millions de dollars

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985*
<i>Total monde</i> ¹	4 697	8 078	7 904	4 798	9 096	8 781	8 250
<i>Pays industrialisés</i>	812	1 771	1 392	-627	4 138	4 514	4 300
Etats-Unis	907	-6	-730	-700	1 890	2 823	2 810
CEE (12)	-471	705	1 030	-238	1 609	931	893
Japon	-649	-214	-188	-519	166	77	-18
<i>Pays industrialisés</i>	3 625	6 115	6 238	5 231	4 129	4 090	3 821
Afrique	90	77	64	-1	-3	11	10
Asie	-116	-24	77	12	96	49	135
Europe ²	37	11	25	29	25	19	20
Moyen Orient	0	-4	-6	-9	0	-8	-11
Hémisphère occidental	3 614	6 055	6 078	5 200	4 630	4 019	3 667
Antilles néerlandaises	3 037	4 496	4 222	3 782	3 015	2 714	2 450
Brésil	20	492	681	483	384	169	-4
<i>CAEM</i> ³	42	97	68	55	41	37	36
URSS	-	2	-1	-1	-1	-1	-1
Cuba	48	92	70	62	49	45	40

* Données préliminaires.

1. Exportations FAB, importations FAB.

2. Comprend Chypre, Gibraltar, la Hongrie, Malte, la Roumanie, la Turquie et la Yougoslavie.

3. A l'exclusion de la Hongrie et de la Roumanie.

Note : Les divergences entre le total mondial et la somme des données des groupes de pays sont dues à des facteurs techniques tenant aux pratiques de déclaration.

Source : FMI, *Direction of Trade Statistics Yearbook*, 1986.

son commerce extérieur, les fuites de capitaux ainsi que l'accumulation des échéances de la dette se sont traduites par une pénurie de devises en 1982. Le gouvernement a donc été contraint de changer sa politique économique afin de générer un excédent commercial permettant d'amortir une partie de la dette extérieure. Comme on l'a indiqué, l'amélioration de la balance commerciale a été obtenue à court terme par la réduction des importations, une progression des exportations s'avérant virtuellement impossible du fait des quotas imposés par l'OPEP et de la baisse des prix du pétrole.

L'analyse géographique de la balance commerciale du Venezuela, figurant au tableau II.8 montre que deux régions seulement méritent une attention particulière. Les pays industrialisés et l'hémisphère occidental ont représenté de très loin les principaux partenaires commerciaux du Venezuela et donc la principale source de l'excédent. La principale source d'excédent a été l'hémisphère occidental qui a généré 63 pour cent de l'excédent au cours de la période 1980-85, même s'il n'a absorbé qu'environ un tiers du total des exportations du Venezuela. Comme le montre le tableau, les Antilles néerlandaises ont constitué le principal facteur de cette évolution. L'érosion constante de l'excédent vis-à-vis de cette région peut s'expliquer, malgré la réduction des importations, par la baisse des recettes d'exportation. La part relativement importante de ses exportations dirigées vers l'Amérique latine a posé de sérieux problèmes au Venezuela. Ainsi, la diminution des recettes d'exportation est due à hauteur de 70 pour cent à la baisse de la consommation dans l'hémisphère occidental. Les échanges avec cette région ont été affectés de manière négative par deux facteurs. En premier lieu, le Venezuela a dû faire face à la baisse des prix de son principal produit d'exportation. En second lieu, le commerce intra-régional s'est contracté à la suite du déclenchement de la crise de l'endettement. Ces deux facteurs représentent une contrainte au regard des perspectives d'exportations et des excédents potentiels vis-à-vis de cette région.

Les échanges avec les pays industrialisés ont évolué en fonction de la conjoncture économique au Venezuela bien que la tendance du commerce avec les Etats-Unis ait quelque peu divergé de celle des échanges avec la CEE et le Japon. Le Venezuela n'a ajusté sa balance commerciale de la manière suggérée par le modèle, c'est-à-dire, en accroissant ses exportations et en réduisant ses importations, qu'à l'égard de son principal créancier, les Etats-Unis¹⁶. Au cours de la période 1980-1985, les exportations vers les Etats-Unis ont progressé de 16 pour cent tandis que les importations fléchissaient de 36 pour cent. La principale impulsion à l'amélioration de la balance commerciale a été fournie entre 1983 et 1985 par les exportations, les livraisons de pétrole ayant augmenté de 76 pour cent en volume¹⁷. Malgré la chute des prix, les recettes d'exportations ont progressé de 38 pour cent au cours de ces deux années. En revanche, les échanges avec la CEE et le Japon ont régressé, l'ajustement de la balance commerciale étant assuré par une baisse plus importante des importations que des exportations.

La capacité du Venezuela de maintenir des excédents importants est liée fondamentalement à l'évolution du marché pétrolier. Tout mouvement défavorable des prix du pétrole se répercute négativement sur les importations si des ressources financières extérieures ne peuvent être mobilisées pour le compenser. La question demeure de savoir si le pays est capable de maintenir ses importations à leur niveau de 1985 comme il l'a fait au cours des années 1983-85 sans compromettre davantage sa croissance économique.

1.3. Les tendances marquantes de l'ajustement

L'analyse qui précède met en lumière les tendances de l'ajustement dans les pays concernés. Dans tous les pays sauf la Corée, le principal instrument de l'ajustement a été la réduction des importations. Toutefois, on peut s'interroger sur la possibilité de maintenir des excédents de la balance commerciale reposant sur une forte compression des importations. Cette

politique a non seulement eu un effet dépressif sur l'investissement et la croissance économique mais elle a accentué la contraction du commerce intra-régional au sein de l'hémisphère occidental. De plus, la nécessité de réduire les importations en provenance des pays industrialisés s'est traduite pour les pays de l'OCDE par la perte d'un marché à l'exportation de plusieurs milliards de dollars. Ainsi l'hémisphère occidental a importé 20 milliards de dollars de moins des pays industrialisés au cours de la période 1983-85 qu'au cours des années 1980-82. La surabondance de l'offre du pétrole a conduit à une détérioration des perspectives qu'ont les pays de l'OPEP, l'Indonésie et le Vénézuëla, d'améliorer leurs balances commerciales par l'expansion de leurs recettes d'exportation. En revanche, les pays importateurs de pétrole ont bénéficié de la baisse des prix qui a allégé les pressions qui pesaient sur eux pour une réduction de leurs importations.

La possibilité de maintenir les excédents commerciaux au cours des années à venir va dépendre d'une multiplicité de facteurs parmi lesquels figurent la capacité des pays débiteurs de contenir la croissance des importations, l'évolution des prix des exportations et l'accès aux marchés étrangers. Ce dernier a été restreint par la réduction des échanges intra-régionaux au sein de régions endettées comme l'Amérique latine et l'Afrique. De plus, l'importance du déficit du commerce extérieur des Etats-Unis et les efforts accomplis pour le réduire risquent d'assombrir les perspectives d'excédents significatifs vis-à-vis de ce pays. Enfin, la nécessité de stimuler la croissance économique et l'exemple offert à cet égard par la Corée montrent clairement qu'il convient de mettre l'accent sur la croissance des exportations plutôt que sur la réduction des importations.

2. LES EXPORTATIONS : LE « RÉEL » MOYEN DE RÉGLER LA DETTE EXTÉRIEURE

Dans la section qui précède, on a donné une brève description de ce que l'on peut considérer comme le transfert « idéal ». Les exportations ont été identifiées comme le moyen de rembourser la dette en l'absence de variables compensatrices telles que les importations de capitaux ou les réserves de change. Toutefois, dans la plupart des pays sous revue, des excédents commerciaux n'ont pu être dégagés, à court terme, que par une réduction des importations. La question fondamentale que l'on doit se poser est donc celle de savoir si le secteur exportateur est réellement capable de supporter le poids de la dette. Si la réponse est négative, les pays en développement ne peuvent s'ajuster qu'en réduisant encore leurs importations et en s'efforçant d'attirer des capitaux supplémentaires et/ou de rééchelonner leurs dettes.

On se concentrera dans la présente section sur la structure et l'évolution des ventes à l'étranger afin de mesurer les performances à l'exportation accomplies dans le passé. On utilisera à cet effet l'analyse des parts de marché constantes (PMC). Du fait de l'absence de données exhaustives, cette analyse ne peut être appliquée que jusqu'en 1983. Toutefois, afin d'observer l'évolution jusqu'en 1985, on examinera comment les exportations de chacun des pays ont évolué par rapport aux exportations mondiales. Le tableau II.9 donne un aperçu de la performance à l'exportation des sept pays qui fera l'objet d'une analyse plus détaillée ci-après. Le tableau révèle que les stratégies d'endettement extérieur adoptées par ces pays dans les années 70 ont abouti à des résultats différents :

- i) L'Argentine et les Philippines ont connu une stagnation de leurs parts dans les exportations mondiales, ce qui révèle l'existence de faiblesses structurelles dans leurs secteurs exportateurs ;

Tableau II.9. PART DANS LES EXPORTATIONS MONDIALES, 1970-1985

En pourcentage

	1970-74	1975-79	1980-82	1983	1984	1985	variation en % 1983-85
Argentine	0.55	0.48	0.45	0.47	0.46	0.47	0
Brésil	1.03	1.07	1.17	1.31	1.53	1.44	10
Indonésie	0.64	0.97	1.19	1.27	1.24	1.04	-18
Corée	0.48	0.92	1.08	1.47	1.66	1.66	13
Mexique	0.43	0.47	1.05	1.30	1.38	1.23	-5
Philippines	0.34	0.29	0.30	0.29	0.30	0.26	-10
Vénézuéla	1.07	0.93	1.02	0.91	0.79	0.68	-25
Total	4.54	5.13	6.26	7.02	7.36	6.78	-3
<i>Pour mémoire</i>							
Pays en développement	25.99	26.69	32.46	30.1	29.5	27.7	-8

Source : FMI, *Statistiques financières internationales*, éditions diverses.

- ii) Le Brésil, la Corée et le Mexique ont accru de manière significative leur part dans les exportations mondiales bien que la croissance des exportations de la Corée semble avoir reposé sur des bases plus solides. L'avancée de ces pays sur les marchés mondiaux peut indiquer un potentiel de poursuite de la croissance des exportations ;
- iii) Les parts de marché à l'exportation des deux pays de l'OPEP, l'Indonésie et le Vénézuéla, ont évolué en fonction des politiques internationales et, dans une certaine mesure, nationales des prix du pétrole ;
- iv) La variation des parts de marché à l'exportation entre 1983 et 1985 s'explique principalement par les perturbations qui ont affecté le marché international du pétrole. De plus, elle suggère la manière dont on peut extrapoler les résultats des PMC pour 1984 et 1985.

2.1. La croissance des exportations mesurée par l'analyse des parts de marché constantes

La présente section a principalement pour objet d'examiner l'évolution des exportations des sept pays concernés. Cet examen peut être opéré par le recours à l'analyse des parts de marché constantes (PMC). Cette méthode permet d'isoler les divers facteurs qui agissent sur la croissance des exportations.

L'approche des PMC attribue une croissance favorable (c'est-à-dire supérieure à la moyenne mondiale) ou défavorable (inférieure à la moyenne mondiale) des exportations à deux facteurs structurels – la structure par produits et la répartition par marché – et à un effet de « compétitivité ». Ce dernier élément a un caractère « résiduel » et devrait en théorie indiquer si le pays a été compétitif ou non sur les marchés.

Notre analyse retiendra le cadre élaboré par Leamer et Stern¹⁸. L'analyse des PMC sera appliquée aux pays et aux régions ainsi qu'aux groupes de pays.

Les calculs sont basés sur la formule suivante :

$$V' - V = r \cdot V + \sum_i (r_i - r) V_i + \sum_i \sum_j (r_{ij} - r_i) V_{ij} + \sum_i \sum_j (V'_{ij} - V_{ij} - r_{ij} \cdot V_{ij})$$

dans laquelle :

- A = Argentine, Brésil, Indonésie, Corée, Mexique, Philippines ou Vénézuéla
- $V = \sum_i V_i = \sum_j V_j = \sum_i \sum_j V_{ij}$
- V' = Valeur du total des exportations de A dans la période 2
- V_i = Valeur de l'ensemble des exportations par A du produit i dans la période 1
- V'_i = Valeur de l'ensemble des exportations par A du produit i dans la période 2
- V_j = Valeur de l'ensemble des exportations de A vers le marché j au cours de la période 1
- V'_j = Valeur de l'ensemble des exportations de A vers le marché j au cours de la période 2
- V_{ij} = Valeur de l'ensemble des exportations par A du produit i vers le marché j dans la période 1
- V'_{ij} = Valeur de l'ensemble des exportations par A du produit i vers le marché j dans la période 2
- r = pourcentage de variation du total des exportations mondiales entre la période 1 et la période 2
- r_i = pourcentage de variation des exportations mondiales du produit i entre la période 1 et la période 2
- r_{ij} = pourcentage de variation des exportations mondiales du produit i vers le marché j entre la période 1 et la période 2

Les quatre termes de l'équation correspondent aux notions suivantes :

1. $r.V$, représente l'effet du commerce mondial et mesure les recettes d'exportations qu'un pays aurait générées si ces recettes avaient évolué au même rythme que les exportations mondiales.
2. $\sum_i (r_i - r) V_i$, représente l'effet de la structure par produit et mesure la différence entre le taux de variation i des exportations mondiales du produit i et le taux de variation des exportations mondiales de l'ensemble des produits. Cet effet indique dans quelle mesure les exportations d'un pays sont concentrées sur des produits dont le taux de croissance est plus élevé ou plus faible que la moyenne mondiale. La somme de ces effets sera donc positive si les exportations portent sur des produits à croissance plus rapide que la moyenne mondiale, elle sera négative si les exportations du pays concernent des produits dont le marché progresse moins vite que la moyenne.
3. $\sum_i \sum_j (r_{ij} - r_i) V_{ij}$, représente l'effet de répartition par marché et est égal à la différence entre les exportations qui auraient été réalisées si chaque produit avait maintenu sa part de marché sur chaque marché (national ou régional) et le montant réalisé si les exportations de chaque produit avaient progressé au même rythme que les exportations mondiales de ce produit. L'effet comporte une valeur positive si les exportations du pays ont été concentrées sur des marchés en croissance relativement rapide. Une valeur négative indique une concentration des exportations du pays sur des pays ou régions en stagnation ou en faible croissance.

4. $\sum_i \sum_j (V_{ij} - V_{ij} - r_{ij} \cdot V_{ij})$, représente l'effet de « compétitivité » et est égal à la différence entre les exportations effectives de la période 2 et la somme des trois effets susmentionnés. Le facteur de « compétitivité » s'est avéré d'interprétation difficile et donnant lieu à controverse, dès lors que sa valeur dépend de facteurs relevant à la fois de l'offre et de la demande. Selon l'interprétation la plus générale, une valeur négative de cet effet reflète l'incapacité du pays de maintenir ses parts de marchés à l'étranger et donc une incapacité de maintenir ses prix au niveau de ceux des concurrents. Toutefois, attribuer les variations à un effet prix, c'est ignorer les nombreux autres facteurs qui influencent la performance à l'exportation d'un pays, notamment, l'effet du taux de change, les différentiels de taux d'inflation au niveau des prix des exportations, l'amélioration de la qualité des produits et des stratégies de commercialisation, les conditions de financement des exportations et les mesures discriminatoires non tarifaires¹⁹. Dans notre analyse, nous qualifierons donc cet effet de « résiduel » et non d'effet de « compétitivité » et le considérerons comme le résultat de l'interaction de facteurs d'offre et de demande.

L'interprétation de l'effet de « compétitivité » n'est pas la seule critique que l'on peut adresser à la méthode des PMC. Celle-ci a fait l'objet de quatre autres types de critiques : *a)* le choix de la période de base qui risque de présenter un biais et d'être atypique ; *b)* le niveau d'agrégation, qui varie selon les pays, les régions ou les groupes de produits ; *c)* les résultats au niveau des effets de structure par produits et de répartition par marchés qui diffèrent selon le type de différenciation opérée entre les marchés et les produits ; *d)* l'incertitude quant au caractère représentatif pour le pays concerné de la référence au taux de croissance des exportations mondiales.

Dans la présente analyse, on utilise les exportations mondiales comme la norme, dans la mesure où les 7 pays concernés présentent des caractéristiques analogues : endettement extérieur élevé et (sauf en ce qui concerne l'Argentine) échanges commerciaux très importants, représentant 60 pour cent ou davantage du commerce total, avec les pays industrialisés. De plus, l'environnement des exportations mondiales affecte leur capacité de faire face au service de leur dette. En réponse à la troisième critique mentionnée ci-dessus, on a appliqué l'analyse des PMC à la fois aux marchés et aux produits afin d'éviter les erreurs d'interprétation. Les problèmes que pose le choix de la période de base ont été traités en comparant les périodes 1975-77 et 1982-83, ce qui permet de retenir des moyennes annuelles.

L'exposé des déficiences de la méthode des PMC amène, à l'évidence, à faire preuve d'une grande prudence dans l'interprétation de ses résultats. Toutefois, en dépit de ses limites, l'analyse des PMC est utile en tant qu'instrument d'analyse simple permettant de mieux comprendre les performances à l'exportation. Les sections qui suivent permettront d'éclaircir davantage l'interprétation de ces résultats.

2.2. *Application de l'analyse des PMC*

L'analyse qui suit est consacrée à une évaluation de la performance à l'exportation des sept pays sous revue. La cohérence des données a été assurée par le recours à la base de données des Nations Unies. L'analyse s'intéresse aux évolutions à moyen terme qui sont intervenues entre 1975-77 et 1982-83, période au cours de laquelle les pays en cause ont accumulé l'essentiel de leur endettement extérieur. L'analyse mettra donc en évidence les tendances marquantes de la performance à l'exportation des pays, tout en fournissant certaines indications sur la mesure dans laquelle ces ressources extérieures ont été utilisées d'une manière efficiente et productive. Les performances à l'exportation seront examinées sous deux angles :

comment se sont comportés d'une part, chacun de ces pays sur les divers marchés et d'autre part, les divers groupes de produits de la Classification Type pour le Commerce International (CTCI).

Afin de minimiser les erreurs d'interprétation, on a décidé, compte tenu de son importance dans le commerce mondial à la suite des deux chocs pétroliers, de mettre à part la catégorie des combustibles minéraux (CTCI 3). Cette dernière n'est introduite qu'après qu'ont été évaluées les autres exportations. De plus, l'identité des PMC a été calculée de deux manières : par marché et par produit.

2.2.1. La performance des exportations non pétrolières (1975-77 à 1982-83)

Il convient d'identifier tout d'abord les principales caractéristiques de l'évolution au niveau agrégé qui correspond au total de chacun des tableaux II.10 et II.11. Si l'on considère le total des exportations des sept pays sous revue, on observe les phénomènes suivants :

- i) tous les pays ont été en mesure d'accroître leurs parts du marché mondial à l'exception de l'Argentine et de l'Indonésie. Si ces deux derniers pays avaient maintenu leurs parts de marché, ils auraient accru leurs recettes d'exportation respectivement de 5 et 11 pour cent. Parmi les autres pays, deux, la Corée et le Mexique ont enregistré une croissance rapide de leurs parts de marché.
- ii) Si l'Indonésie et à un moindre degré l'Argentine n'ont pu obtenir une croissance de leurs exportations égale à la progression moyenne des exportations mondiales, c'est essentiellement en raison de la structure par produits de leurs ventes à l'étranger.
- iii) Tous les pays sauf la Corée ont par ailleurs enregistré des effets négatifs de structure par produits. Ceci indique a) que les produits exportés étaient concentrés sur des marchés à faible croissance par rapport à la moyenne mondiale et b) que ces pertes peuvent être attribuées à un certain décalage entre la structure par produit des exportations du pays et celle des importations de ses principaux partenaires commerciaux. Le décalage était très important dans le cas de l'Indonésie (- 46.3 pour cent), des Philippines (- 24 pour cent), du Vénézuéla (- 30.1 pour cent).
- iv) L'effet de répartition par marché a contrebalancé en partie les effets négatifs de la structure par produits. Tous les pays sauf l'Argentine ont connu des effets de marchés positifs, ce qui explique l'accélération de la croissance des exportations totales de 1.3 à 32.7 pour cent. Ceci implique que les exportations ont été dirigées vers des pays ou des régions dont les importations ont progressé à un rythme plus rapide que la moyenne mondiale.
- v) Les facteurs liés à l'offre ainsi que les aspects représentatifs de la compétitivité dans le poste « résiduel » ont été d'une importance particulière dans le cas de pays comme la Corée, le Mexique et le Vénézuéla (entre 52.1 et 68 pour cent) et dans une moindre mesure pour le Brésil et les Philippines (représentant 24.1 et 19.8 pour cent respectivement).

Cet aperçu de l'évolution globale suggère que le Mexique a été le plus performant en matière de gains de parts de marché suivi par la Corée. Dans les deux cas, la performance réalisée s'explique essentiellement par le jeu du facteur résiduel. On trouve ensuite, à une certaine distance, le Vénézuéla, le Brésil et les Philippines qui ont réussi à améliorer leur position internationale. Toutefois, les calculs à un niveau global ne peuvent révéler l'ensemble des facteurs agissant sur la performance à l'exportation. Il convient donc d'examiner chacun des pays séparément.

Tableau II.10. ANALYSE DES EXPORTATIONS PAR MARCHÉ POUR 7 PAYS, 1975-77 A 1982-83¹

En pourcentage de la variation totale des exportations

Pays ou région	Japon	Etats-Unis	CEE	ALADI ou Asie ²	Autres	Total
<i>Argentine</i>						
Variation du total des exportations	3.4	13.9	6.6	3.5	72.6	100.0
Effet du commerce mondial	5.4	7.3	33.6	26.4	32.4	105.2
Effet de la structure par produit	-1.5	-2.7	-8.3	3.5	1.5	-7.5
Effet de la répartition par marché	0.2	4.2	-6.4	-10.6	1.7	-11.0
Effet «résiduel»	-0.7	5.1	-12.3	-15.7	37.0	13.3
<i>Brésil</i>						
Variation du total des exportations	7.3	22.9	23.9	12.0	33.9	100.0
Effet du commerce mondial	5.5	14.6	26.0	9.3	27.7	83.1
Effet de la structure par produit	-1.6	-7.0	-6.3	1.1	5.4	-8.5
Effet de la répartition par marché	0.2	8.4	-4.9	-3.8	1.4	1.3
Effet «résiduel»	3.2	6.9	9.2	5.4	-0.6	24.1
<i>Indonésie</i>						
Variation du total des exportations	14.6	19.4	13.1	36.2	16.7	100.0
Effet du commerce mondial	30.1	15.8	25.2	33.0	7.4	111.4
Effet de la structure par produit	-11.6	-13.8	-6.7	-19.3	5.1	-46.3
Effet de la répartition par marché	0.9	9.1	-4.8	28.7	-1.2	32.7
Effet «résiduel»	-4.7	8.4	-0.6	-6.2	5.3	2.1
<i>Corée</i>						
Variation du total des exportations	9.6	31.7	12.1	16.4	30.3	100.0
Effet du commerce mondial	8.7	12.4	5.8	3.1	8.9	38.8
Effet de la structure par produit	2.7	1.1	-0.1	0.2	-0.4	3.5
Effet de la répartition par marché	0.3	7.2	-1.1	-1.3	0.5	5.5
Effet «résiduel»	-2.0	11.0	7.5	14.3	21.4	52.1
<i>Mexique</i>						
Variation du total des exportations	3.7	83.7	3.7	2.4	6.5	100.0
Effet du commerce mondial	1.7	19.2	3.4	3.6	4.4	32.3
Effet de la structure par produit	-0.5	-9.0	-0.3	-0.1	0.5	-9.6
Effet de la répartition par marché	0.1	11.1	-0.7	-1.4	0.2	9.3
Effet «résiduel»	2.5	62.4	1.3	0.4	1.4	68.0
<i>Philippines</i>						
Variation du total des exportations	14.6	33.3	17.2	25.1	9.7	100.0
Effet du commerce mondial	23.6	29.9	15.5	5.8	11.2	85.9
Effet de la structure par produit	-6.7	-17.7	-4.1	-0.6	5.0	-24.0
Effet de la répartition par marché	0.7	17.2	-2.9	5.0	-1.7	18.3
Effet «résiduel»	-3.0	3.8	8.8	14.9	-4.8	19.8
<i>Vénézuéla</i>						
Variation du total des exportations	46.0	16.0	12.2	13.2	12.7	100.0
Effet du commerce mondial	0.5	31.1	15.2	5.6	8.7	61.1
Effet de la structure par produit	-0.1	-26.7	-4.9	-0.4	2.0	-30.1
Effet de la répartition par marché	0	17.9	-2.9	-2.3	0.4	13.2
Effet «résiduel»	45.6	-6.3	4.8	10.2	1.5	55.8

1. Toutes exportations à l'exclusion de celle de combustibles minéraux (CTCI 3).

2. L'ALADI se réfère aux 4 pays d'Amérique latine cités ici. L'Asie (sauf le Moyen Orient) se réfère aux 3 pays asiatiques cités ici.

Tableau II.11. ANALYSE DES EXPORTATIONS PAR PRODUIT POUR SEPT PAYS,
1975-77 A 1982-83¹

En pourcentage de la variation totale des exportations

Rubrique CTCI	0 & 1	2 & 4	5	7	6 & 8	9	Total
<i>Argentine</i>							
Variation du total des exportations	58.9	20.7	7.5	-1.2	14.1	0	100.0
Effet du commerce mondial	65.5	13.9	3.7	10.8	11.2	0	105.2
Effet de la structure par produit	-16.0	-4.9	0.9	0.9	0	0	-19.0
Effet de la répartition par marché	3.0	2.5	-0.8	-3.3	-0.9	0.1	0.5
Effet «résiduel»	6.3	9.2	3.7	-9.5	3.7	-0.1	13.3
<i>Brésil</i>							
Variation du total des exportations	27.6	10.5	9.4	22.5	28.9	1.2	100.0
Effet du commerce mondial	40.8	20.1	1.4	8.9	10.6	1.2	83.1
Effet de la structure par produit	-9.9	-7.0	0.4	0.7	0	1.3	-14.6
Effet de la répartition par marché	1.9	4.9	-0.1	-0.6	0.1	1.3	7.4
Effet «résiduel»	-5.2	-7.4	7.7	13.5	18.1	-2.6	24.1
<i>Indonésie</i>							
Variation du total des exportations	17.5	6.7	3.0	5.8	59.4	7.6	100.0
Effet du commerce mondial	30.8	69.9	1.6	2.1	6.8	0.3	111.4
Effet de la structure par produit	-7.5	-24.5	0.4	0.2	0	0.3	-31.1
Effet de la répartition par marché	-1.1	13.8	0.6	1.9	2.1	0.3	17.6
Effet «résiduel»	-4.6	-52.5	0.4	1.6	50.5	6.7	2.1
<i>Corée</i>							
Variation du total des exportations	2.9	0.5	3.9	37.5	55.1	0.1	100.1
Effet du commerce mondial	4.0	1.1	0.7	6.4	26.5	0.1	38.8
Effet de la structure par produit	-1.0	-0.4	0.2	0.5	0	0.1	-0.6
Effet de la répartition par marché	0.1	0	0.1	1.9	7.3	0.3	9.6
Effet «résiduel»	-0.2	-0.2	2.9	28.7	21.3	-0.4	52.1
<i>Mexique</i>							
Variation du total des exportations	12.2	5.5	6.3	46.6	22.7	6.7	100.0
Effet du commerce mondial	12.7	5.0	2.8	2.9	8.9	0	32.3
Effet de la structure par produit	-3.1	-1.7	0.7	0.2	0	0	-3.9
Effet de la répartition par marché	0.9	0	0.1	0.7	2.0	0	3.6
Effet «résiduel»	1.7	2.3	2.9	42.8	11.7	6.7	68.0
<i>Philippines</i>							
Variation du total des exportations	9.0	9.9	3.0	7.6	24.5	46.0	100.0
Effet du commerce mondial	29.4	34.8	1.1	1.0	12.8	6.9	85.9
Effet de la structure par produit	-7.2	-12.2	0.3	0.1	0	7.2	-11.7
Effet de la répartition par marché	1.3	-0.7	0.7	0.4	4.9	-0.7	6.0
Effet «résiduel»	-14.5	-12.1	0.9	6.1	6.8	32.6	19.8
<i>Vénézuéla</i>							
Variation du total des exportations	-1.4	-13.1	20.9	4.5	79.2	9.9	100.0
Effet du commerce mondial	10.6	34.3	7.2	1.2	7.9	0	61.1
Effet de la structure par produit	-2.6	-12.0	1.8	0.1	0	0	-12.7
Effet de la répartition par marché	-0.5	-4.4	-0.2	0.3	-0.5	0	-4.2
Effet «résiduel»	-9.9	-31.0	12.2	2.8	71.8	9.9	55.8

1. Toutes exportations à l'exclusion de celles de combustibles minéraux (CTCI 3).

L'Argentine enregistre des pertes de parts de marché

Les exportations totales ont connu une évolution décevante par rapport à l'espoir d'une croissance égale à celle des exportations mondiales, principalement en raison des pertes significatives de parts de marché enregistrées par l'Argentine au Japon, dans la CEE et dans les pays de l'ALADI qui regroupe plusieurs pays d'Amérique latine²⁰. Ces trois marchés n'ont représenté que 13.5 pour cent de la variation totale des exportations de l'Argentine alors qu'ils constituent plus de 50 pour cent du total de ses recettes d'exportation. Les pertes de parts de marchés ont été dues pour l'essentiel à l'effet résiduel, ce qui suggère une perte de compétitivité. L'Argentine a enregistré dans ces pays une baisse des ventes de ses produits d'exportation traditionnels, les céréales et la viande. En ce qui concerne la CEE, l'Argentine a subi les effets négatifs de la Politique agricole commune. L'impact négatif de l'effet de répartition des marchés dans la CEE ainsi que dans les pays de l'ALADI indique l'influence de la récession mondiale et de la perte d'un marché auparavant important, celui du Royaume-Uni.

La croissance relativement faible des exportations de l'Argentine sur ses marchés traditionnels a été en partie compensée par la progression des ventes aux Etats-Unis et à l'URSS. L'URSS est devenue le principal partenaire commercial du pays aux dépens des Etats-Unis. Comme sur les autres marchés, l'explication tient essentiellement au facteur résiduel. Dans le cas de l'URSS, l'effet résiduel se réfère non seulement à la compétitivité de l'Argentine mais aussi à ses exportations de céréales qui ont donné lieu à des achats croissants de la part de l'URSS. Dans le cas des Etats-Unis, l'Argentine a amélioré sa position grâce à une multiplication par sept de ses exportations de poissons, de produits chimiques (principalement les alcools éthyliques et les hydrocarbures) et d'aluminium qui sont passés d'une moyenne de 20.8 millions de dollars pendant la période 1975-77 à 144.6 millions de dollars en 1982-83. De plus, la forte demande d'importation des Etats-Unis par rapport à celle d'autres régions explique l'impact positif de l'effet de répartition par marché.

L'analyse par produit fait apparaître des éléments préoccupants et des zones de croissance potentielle. L'Argentine n'a pu maintenir ses parts de marché au cours de la période sous revue en raison de sa performance à l'exportation dans les produits de la catégorie alimentation et boissons (CTCI 0 et 1) ainsi que ceux de la catégorie des machines et matériels de transport (CTCI 7). La médiocrité relative de sa performance dans le premier groupe de produits doit être interprétée avec prudence. Par rapport à la croissance moyenne des exportations mondiales qui est prise comme référence, cette catégorie de produits est vouée à perdre du terrain. Du fait de la faible élasticité de la demande de produits agricoles par rapport au revenu, cette catégorie est sujette à enregistrer une croissance plus faible que celle qu'elle aurait connue si elle avait suivi le taux de croissance mondial. Les exportations de l'Argentine sont fortement concentrées dans le secteur de l'alimentation et des boissons qui a représenté entre 50 et 65 pour cent du total de ses ventes à l'étranger. Si ce groupe de produits avait connu une croissance égale à celle de la moyenne mondiale, l'Argentine aurait augmenté ses recettes d'environ 11 pour cent. La principale raison de ce manque à gagner tient au caractère négatif de l'effet de structure par produits. Parmi les facteurs explicatifs de cet impact négatif figure la faible élasticité de la demande par rapport au revenu du fait de la saturation des marchés, ce qui augure mal des perspectives d'exportation du pays.

L'autre secteur qui a enregistré une croissance, même s'il a perdu du terrain relativement, a été celui des machines et des matériels de transport, c'est-à-dire (CTCI 7). La croissance de ce secteur a été neuf fois plus faible qu'elle ne l'aurait été dans l'hypothèse de parts de marché constantes. Considérant que dans les six autres pays ce secteur a effectivement gagné des parts de marché et a représenté une sorte de moteur de la croissance, la faiblesse

de ce secteur en Argentine et l'urgence de sa restructuration n'en sont devenues que plus évidentes. L'effet résiduel qui dans ce cas particulier reflète, semble-t-il, effectivement la compétitivité, souligne l'incapacité des secteurs à s'adapter aux changements et aux nouvelles possibilités du marché mondial. Diverses études²¹ ont identifié les facteurs responsables du déclin de ce secteur de la CTCI parmi lesquels figurent une politique de taux de change erratique, la prolongation de la politique de substitution aux importations, la fiscalité, et les mesures protectionnistes qui ont réduit à leur tour l'efficacité et la compétitivité de ce secteur.

Bien que le poids des secteurs de l'alimentation et des machines (catégories 0 et 1 et 7 de la CTCI) ait dominé la performance globale à l'exportation, l'Argentine est parvenue à améliorer sa position sur le marché des matières premières à l'exception des combustibles et des huiles végétales (catégories 2 et 4 de la CTCI) et dans les produits manufacturés de base et divers (CTCI 6 et 8). Les effets positifs au niveau du secteur agricole sont venus de la production des oléagineux. Les oléagineux, de même que les huiles végétales sont devenus un produit d'exportation très important à partir du milieu des années 70 et représentaient environ 12 pour cent du total des exportations en 1982-83. Si on y ajoute les tourteaux qui sont commercialisés comme aliments du bétail (CTCI 08), cette part a progressé de 5 pour cent à 17 pour cent. Le secteur des produits chimiques a fait mieux que la moyenne des exportations mondiales parce que l'Argentine a réussi à développer rapidement ses exportations de matières de base chimiques ainsi que de matières plastiques dont les exportations en valeur ont bondi de 2.8 millions de dollars en 1975 à 50.5 millions de dollars en 1983. Les facteurs liés à l'offre ainsi que l'amélioration de la compétitivité ont donc été responsables de la tendance favorable de la croissance dans ce secteur particulier.

La dernière catégorie de produits qui a dégagé des résultats favorables est celle des produits manufacturés de base et divers. Son expansion, bien que moins accentuée que celle de la catégorie précédente, a reposé sur la croissance des exportations de produits en cuir et de produits sidérurgiques. Ces deux branches ont vu leurs exportations multipliées par 5, passant de 86 millions de dollars en 1975 à 456 en 1983.

L'impact de l'évolution favorable de certains secteurs de la CTCI sur les exportations totales de l'Argentine a été insuffisant pour empêcher une perte de parts de marché au niveau global. Les secteurs ayant fait preuve de dynamisme à l'exportation ont représenté moins d'un tiers du total des recettes d'exportations en 1982-83. La composition des exportations de l'Argentine étant marquée par la prédominance de l'alimentation et des boissons et le secteur des machines ayant constitué plutôt un handicap qu'un atout au cours de la période sous revue, les perspectives de croissance demeurent assez sombres.

En résumé, l'analyse des PMC révèle que la performance à l'exportation de l'Argentine a été marquée par les échecs et les succès suivants :

- i) La perte d'importantes parts de marché au Japon, dans la CEE et l'Amérique latine qui n'a pu être compensée par la place croissante prise par l'URSS et les Etats-Unis ;
- ii) La faible croissance du principal secteur d'exportation, l'alimentation ;
- iii) Le démarrage et la croissance rapide du secteur des oléagineux ;
- iv) L'avancée des exportations de produits chimiques, en particulier des matières chimiques de base et des matières plastiques ;
- v) La chute des exportations de machines et de matériels de transport qui dénote la faiblesse structurelle de ce secteur ;
- vi) La croissance modeste des produits de première transformation sous l'impulsion des exportations de cuir et de produits sidérurgiques.

Le Brésil : les exportations de produits manufacturés prennent la tête

Le Brésil est parvenu à assurer une croissance de ses exportations supérieure à celle des exportations mondiales. Le marché le plus dynamique a été les Etats-Unis tandis que les importations de la CEE en provenance du Brésil ont moins progressé que celles venant du reste du monde. Le marché de la CEE a constitué un facteur de freinage du dynamisme des exportations brésiliennes : le Brésil n'a pu y maintenir sa part de marché du fait de l'impact négatif des effets de structure par produit et de répartition par marché de ses exportations. Le premier effet a tenu au déclin relatif et/ou en valeur absolue des exportations de sucre, de café et d'oléagineux. Le second effet a été lié pour une large part à la situation défavorable de la demande prévalant dans la CEE.

Les facteurs liés à la récession expliquent également la contraction des échanges intra-régionaux en Amérique latine²². En l'absence de cet effet négatif de répartition par marché, le Brésil aurait enregistré un taux de croissance encore plus élevé de ses ventes aux pays de l'ALADI. La croissance de la demande des Etats-Unis a apporté une contribution positive aux exportations brésiliennes bien que cet effet ait été largement neutralisé par l'effet négatif de la composition par produits. La perte liée au décalage entre la composition des exportations brésiliennes et celle des importations des Etats-Unis peut être attribuée au poids des exportations agricoles (qui représentent environ un tiers du total).

Une dernière observation que l'on peut faire à propos de la répartition par marché des exportations brésiliennes concerne la contribution positive de l'effet résiduel à la croissance des ventes à l'étranger sauf dans le cas de la rubrique « autres ». La ventilation de la croissance selon les rubriques de la CTCI, permet d'identifier certaines exportations de produits manufacturés (produits chimiques, produits de première transformation et machines, c'est-à-dire, en gros CTCI 5 à 8) comme ayant constitué une source d'amélioration de la compétitivité. Dans ces secteurs, des valeurs positives ont été enregistrées au niveau de l'effet résiduel du fait d'une orientation croissante vers l'extérieur. Dans le secteur des produits chimiques (CTCI 5), tous les articles ont enregistré des gains, ce qui a conduit à un doublement de leur part dans les exportations du Brésil. Parmi les sources de croissance, les produits chimiques de base (alcools éthyliques, hydrocarbures et azotes) et les matières plastiques ont fait preuve d'une vigueur particulière. Les facteurs liés à l'offre qui sont contenus dans l'effet résiduel ont été largement responsables de la bonne performance à l'exportation de ce secteur.

Les exportations de machines et de matériels de transport ont également évolué plus favorablement que la moyenne mondiale. Parmi les facteurs explicatifs de cette bonne performance figurent la situation favorable de la demande ainsi que des facteurs liés à l'offre et l'amélioration de la compétitivité, en particulier, dans le secteur du marché du transport. Une évolution analogue se retrouve dans le secteur des produits de première transformation où les principaux moteurs de la croissance ont été les produits destinés à la fabrication de chaussures et les produits sidérurgiques. Dans l'ensemble de ces trois catégories (CTCI 5, 7, 6 et 8) les effets de composition par produit et de répartition par marché ont été pratiquement négligeables.

La perspective se modifie de manière radicale si l'on examine de plus près la composition de la rubrique des produits primaires (CTCI 0 à 4). Bien que la part des secteurs analysés ci-dessus ait augmenté de 15 pour cent pour atteindre 40 pour cent au cours de la période sous revue, le Brésil reste dépendant des exportations de produits agricoles bien qu'à un degré moindre que dans les années 70. Ces quatre rubriques de la CTCI ont encore représenté 52 pour cent du total des recettes d'exportation en 1982-83.

Comme on l'a vu dans la section consacrée à l'Argentine, on peut s'attendre à une perte des parts de marchés de ces produits du fait d'une moindre élasticité de la demande par

rapport au revenu. Le résultat peut toutefois être influencé par l'effet résiduel. Au Brésil, les facteurs liés à l'offre ont eu un impact négatif sensible sur la performance de ces secteurs. D'autre part, l'effet résiduel a comporté des facteurs liés à la demande. Ainsi, dans le secteur de l'alimentation et des boissons (CTCI 0 et 1), le taux de croissance de la moyenne mondiale n'a pu être atteint principalement du fait de la chute des exportations de sucre qui ont diminué en valeur de moitié environ par rapport à 1975. L'effet négatif qui en est résulté au niveau du poste résiduel ainsi que de la structure par produits a été dû à la baisse des prix plutôt qu'à une réduction en volume.

Les difficultés rencontrées au niveau des matières premières à l'exclusion des combustibles et des huiles végétales (CTCI 2 et 4) tiennent à l'effet négatif de la composition par produit et du poste résiduel. Les ventes de produits de base sur le marché mondial évoluent à un rythme plus lent que celles des autres produits. L'effet résiduel indique une incapacité à trouver une compensation appropriée à la réduction des exportations d'oléagineux due à l'imposition de taxes à l'exportation visant à promouvoir la transformation des produits. Ce secteur a été incapable de fournir une impulsion aux exportations brésiliennes et a enregistré une diminution de sa part dans la composition des exportations du pays. Alors qu'il représentait 27 pour cent du total de la valeur des exportations en 1975, cette part était tombée à 16 pour cent en 1982-83.

Au total, les caractéristiques les plus marquantes de la performance à l'exportation du Brésil ont été les suivantes :

- i) Conditions favorables à l'exportation sur l'ensemble des marchés sauf la CEE ;
- ii) Faible croissance des exportations agricoles qui ont perdu une part de leur compétitivité du fait de la diminution des exportations de sucre et d'oléagineux ;
- iii) Croissance rapide des produits relevant des catégories 5 à 8 de la CTCI du fait de politiques de développement de l'offre en particulier de certains secteurs comme les matières chimiques de base, les matières plastiques, l'acier, les équipements de transports et la chaussure ;
- iv) La prédominance des exportations agricoles se traduit encore par un effet de structure par produit négatif qui freine le dynamisme des exportations brésiliennes.

L'Indonésie : une performance décevante des exportations de produits primaires

Bien que les secteurs autres que le pétrole et le gaz n'aient représenté que 25 pour cent des recettes d'exportation, leurs performances et leurs perspectives ont fait l'objet d'une attention nouvelle à la suite de la baisse des prix du pétrole. Comme le montrent les tableaux II.10 et II.11, la performance de l'Indonésie n'a pas été bonne comparée à celles des autres pays. Ce pays a été incapable de défendre sa part du marché mondial, ce qui lui aurait permis d'augmenter ses recettes de 11.4 pour cent.

La faible croissance des exportations indonésiennes par rapport à la moyenne mondiale s'explique principalement par un effet négatif de la structure par produits dans pratiquement toutes les régions. Seule la dernière rubrique « autres » décèle un impact positif de l'effet de structure par produit. La forte demande d'importation de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande est à l'origine de ce phénomène²³.

L'effet de répartition par marché a contrebalancé en partie l'effet négatif de la structure par produit. L'Asie constituant la principale source de la croissance des exportations indonésiennes, ce marché, et plus particulièrement Singapour et la Corée, a apporté la plus forte contribution à l'effet positif de la répartition par marché. Autre marché en croissance rapide pour les produits indonésiens : les Etats-Unis. Les facteurs liés à l'offre contenus dans l'effet

résiduel n'ont que marginalement contribué à l'amélioration du potentiel d'exportation. Ils ont même été négatifs sur trois marchés ce qui a affecté défavorablement la compétitivité extérieure de l'Indonésie. Dans le cas des Etats-Unis, l'impact positif des facteurs résiduels peut s'expliquer par l'apparition du contreplaqué comme source importante de recettes en devises au sein des exportations indonésiennes autres que pétrolières. Trois articles représentent au moins 80 pour cent des exportations vers les Etats-Unis : le thé et le bois brut ou transformé. Malgré le développement d'un processus de substitution du bois transformé au bois brut, l'effet net a été néanmoins positif sur les exportations vers les Etats-Unis. Cette constatation est également évidente au niveau de l'effet résiduel. Un processus analogue s'est déroulé au sein du dernier marché regroupé sous la rubrique « autres ».

Si l'on ventile les divers effets par produit, on constate que les exportations agricoles ont freiné la croissance globale. La forte concentration sur les exportations agricoles a donc constitué un handicap pour une croissance rapide des exportations. La dépendance vis-à-vis des produits agricoles a été réduite au cours du temps, passant de plus de 90 pour cent du total des exportations non pétrolières à 61 pour cent en 1982-83. Cette réduction a été obtenue par l'élimination graduelle des exportations de bois qui explique la forte contraction, liée à des effets négatifs au niveau de la structure par produits et du poste résiduel, des rubriques 2 et 4 de la CTCI. Cette diminution s'est toutefois accompagnée d'un développement de l'industrie du contreplaqué qui exporte des produits transformés et non plus des matières premières. L'effet positif des facteurs résiduels observé au niveau des catégories 6 et 8 de la CTCI est dû entièrement au contreplaqué. Il convient donc d'apprécier simultanément l'évolution de ces deux groupes de produits pour éviter une interprétation erronée.

Les autres pertes enregistrées dans la catégorie des matières premières et des huiles végétales peuvent être attribuées au déclin relatif de la part des exportations de caoutchouc et d'huile végétale dans le total des exportations indonésiennes. Enfin, il convient de noter la part presque insignifiante des exportations de produits chimiques, de machines et de matériels de transport. En 1982-83, elles représentaient 1.15 pour cent des exportations totales et 5.5 pour cent des exportations autres que de pétrole. Malgré leur progression, ces exportations ne sont pas en mesure d'acquérir une position dominante au sein des exportations autres que pétrolières au cours des années à venir. Une attention plus grande accordée à ces secteurs ne pourrait néanmoins être que bénéfique à l'ensemble des exportations.

En résumé, la performance à l'exportation de l'Indonésie a été marquée par les caractéristiques suivantes :

- i) Un déclin de la part du marché mondial dû aux pertes subies sur les marchés japonais et de la CEE ;
- ii) Un effet négatif de la structure par produit qui a constitué le principal facteur de l'incapacité de l'Indonésie de maintenir constantes ses parts de marché ;
- iii) Une compensation partielle de ces effets négatifs assurée par la forte demande d'importation des pays d'Asie ;
- iv) Une mauvaise adaptation de la composition par produit des exportations indonésiennes à la demande de ses clients, résultant de la part élevée des produits agricoles dans les exportations ;
- v) Une substitution au sein des exportations du bois transformé au bois brut dont l'effet a encore été négatif au cours de la période sous revue mais qui devrait porter ses fruits dans l'avenir ;
- vi) Une faible contribution à l'exportation des secteurs des produits chimiques et des machines ce qui donne à penser que ces secteurs ont pu être quelque peu négligés.

Les exportations coréennes avancent à toute vapeur

Entre 1975-77 et 1982-83, les exportations de la Corée ont progressé à grands pas, parvenant à dépasser de manière significative le rythme moyen de croissance des exportations mondiales. L'impulsion est venue des Etats-Unis, de l'Asie et des « autres » marchés qui ont été, ensemble, à l'origine de la croissance de 77 pour cent enregistrée. Les exportations vers le Japon sont demeurées en retrait. Bien que les exportateurs coréens aient fait mieux que la moyenne mondiale sur ce marché, leur croissance a été limitée par un effet résiduel négatif. L'explication pouvant difficilement venir de facteurs liés à l'offre ou à la compétitivité, le responsable de cette situation a peut-être été un problème d'accès au marché. Intuitivement, on aurait tendance à attribuer ces difficultés à la faible croissance des secteurs des machines (CNCI 7) et du textile, par rapport à la performance générale de ces secteurs.

La Corée a accompli une percée importante sur les autres marchés grâce aux facteurs contenus dans le poste résiduel. Ces effets expliquent entre 35 et 85 pour cent de la croissance des exportations enregistrée sur les divers marchés. Ce sont notamment les facteurs liés à l'offre, qui ont également contribué à la croissance de la production industrielle ainsi qu'à la promotion des exportations, qui ont renforcé la compétitivité extérieure de la Corée. Des secteurs en expansion tels que la mécanique, les équipements de transport et le vêtement ont conféré un poids supplémentaire à l'effet résiduel positif.

L'effet de répartition par marchés n'a contribué à la croissance des exportations que dans le cas des Etats-Unis en raison de la forte demande de produits coréens qui s'y est manifestée. A une exception près, ni l'effet de répartition par marché ni celui de la structure par produit n'ont eu un impact significatif sur les résultats. Cette situation suggère que la structure et l'orientation des exportations coréennes sont très proches de celles des exportations des pays industrialisés qui constituent les principaux déterminants de la « norme » que représente la moyenne mondiale.

S'agissant des résultats par produits, on observe que deux secteurs seulement, à savoir, les machines et équipements de transport et les produits manufacturés de première transformation et divers sont responsables du mouvement des exportations. A la différence des autres pays sous revue, la Corée a connu une progression de ses exportations agricoles inférieure à la tendance des exportations mondiales autres que de pétrole. Ce déclin auquel on pouvait s'attendre à partir de l'analyse des PMC s'est également reflété dans la structure des exportations coréennes. La part des produits agricoles a été réduite de moitié au cours de la période, passant d'environ 13 à 6.5 pour cent du total des recettes d'exportation. La croissance concomitante de la part des produits non agricoles s'est traduite par une amélioration effective de la position de la Corée sur le marché international.

Les produits chimiques ont eux aussi vu diminuer leur part dans les recettes d'exportation. Ils ont néanmoins amélioré leur position sur le marché mondial grâce à l'effet positif de facteurs liés à l'offre. Les secteurs qui ont enregistré les progrès les plus sensibles en termes de parts dans le total des exportations et de parts de marchés ont été les machines et les matériels de transport. Les effets de structure par produit et de répartition par marché ont été négligeables, le succès s'expliquant par l'effet résiduel. L'offre de matériels électriques et de matériels de transport compétitifs, s'ajoutant à des conditions favorables à l'exportation, explique la valeur élevée de l'effet résiduel. De plus, la Corée a accompli des performances supérieures à la moyenne mondiale dans les secteurs des produits industriels de première transformation et divers qui ont souffert en partie de mesures protectionnistes. Il faut noter que la Corée est parvenue à étendre ses parts de marché dans des secteurs sujets au protectionnisme tels que le textile et les vêtements ainsi que la sidérurgie. Le secteur des produits industriels de première transformation et divers a bénéficié d'un stimulant supplémentaire du

fait de la demande d'importations des Etats-Unis qui s'est traduite dans un effet positif de la répartition par marché.

On peut résumer la performance à l'exportation de la Corée par les constatations suivantes :

- i) La Corée a progressé fortement sur tous les marchés, sauf celui du Japon où elle n'a accompli qu'une percée modeste ;
- ii) Le caractère marginal des effets de structure par produit et de répartition par marché a reflété la maturité de l'économie coréenne par rapport à celle des pays de l'OCDE ;
- iii) La principale explication de la croissance des exportations coréennes doit être recherchée dans l'effet résiduel qui traduit tout un ensemble de facteurs liés à l'offre ;
- iv) Les machines, les industries de première transformation et les industries diverses ont constitué les « moteurs de la croissance ». Elles ont représenté plus de 90 pour cent de la progression totale des exportations ;
- v) Des gains de parts de marchés ont été enregistrés même dans des secteurs sujets au protectionnisme comme le textile, les vêtements et l'acier.

Le Mexique : le développement des *maquiladoras*

L'équivalent latino-américain de la Corée en matière de croissance des exportations a été le Mexique. La principale impulsion est venue des Etats-Unis qui ont représenté 84 pour cent du mouvement total des exportations.

La proximité des Etats-Unis s'est traduite par deux changements structurels très importants dans le secteur industriel du Mexique au cours de la période sous revue : la prolifération d'usines dénommées « *maquiladoras* »²⁴ et d'usines de pièces détachées et d'assemblage d'automobiles le long de la frontière avec les Etats-Unis. Ces deux phénomènes, qui sont responsables pour une large part de la valeur élevée de l'effet résiduel, ont correspondu au souci de promouvoir les exportations mais ont aussi abouti à la création d'emplois nouveaux.

De ce fait, le Mexique a accru ses exportations de produits non pétroliers vers son voisin du Nord. Alors qu'en 1975-77, les Etats-Unis représentaient environ 53 pour cent des exportations non pétrolières, cette part a bondi à environ 77 pour cent en 1982-83. La dépendance vis-à-vis du marché des Etats-Unis a comporté une retombée favorable, dès lors que les produits mexicains y ont gagné des parts de marché. De plus, la croissance de l'économie américaine a exercé une influence positive sur le développement des exportations, comme l'indique l'effet de répartition par marché.

Les succès du Mexique sur le marché de son principal partenaire commercial n'ont pas été reproduits sur les autres marchés. La contribution du reste du monde, sous la rubrique « autres », n'a atteint que 6.5 pour cent. La progression sur ces marchés a été due à la diversification des courants d'échange, en particulier vers l'Espagne et le Canada. La croissance des échanges avec le Japon a été due aux trois principaux produits d'exportation du Mexique : les métaux non ferreux, les engrais et le poisson²⁵. La part du marché de la CEE a légèrement progressé au sein des exportations mexicaines, résultat dû à la combinaison d'effets de structure par produit et de répartition par marché négatifs et d'un effet résiduel positif. Cette combinaison a dégagé un résultat net négatif dans le cas des pays de l'ALADI : de ce fait, les marchés d'Amérique latine ont progressé plus faiblement qu'ils ne l'aurait fait dans une hypothèse de stabilité des parts de marché.

Si l'on examine la croissance des exportations mexicaines par catégorie de produits, on constate que le dynamisme des ventes à l'étranger est imputable au secteur des industries

manufacturières. Les exportations de produits agricoles sont parvenues à maintenir leur part du marché mondial, ce qui veut dire qu'il a été possible de compenser l'effet négatif de la structure par produit par des mesures au niveau de l'offre et à un moindre degré en se concentrant davantage sur des marchés en forte croissance. La performance du secteur des produits chimiques a correspondu à sa place dans la structure des exportations. Les exportations de produits chimiques ont représenté environ 6.9 pour cent du total des exportations et ont contribué, à due concurrence, à leur progression. Dès lors que le total des recettes a progressé plus vite que la moyenne mondiale, ceci indique une amélioration de la compétitivité internationale de ce secteur.

Les gains de part de marché du Mexique ont été imputables principalement aux exportations de machines et d'équipements de transport. Comme on l'a déjà souligné, les facteurs liés à l'offre ont représenté le principal élément moteur de cette évolution. Parmi ces facteurs, l'installation de nouvelles industries manufacturières le long de la frontière avec les Etats-Unis a joué un rôle déterminant.

Le même argument peut être repris à propos de la catégorie « produits manufacturés de première transformation et divers » (CTCI 6 et 8) où l'impact des *maquiladoras* se reflète dans l'effet résiduel²⁶. Du fait de la prédominance du marché des Etats-Unis, l'effet de répartition par marché a contribué de manière positive à la performance à l'exportation.

Pour mettre en lumière les principales caractéristiques de la performance à l'exportation du Mexique, on soulignera les points suivants :

- i) Les progrès importants des exportations ont été accomplis presque entièrement sur le marché des Etats-Unis. Le Mexique a cependant accompli une avancée sur tous les autres marchés sauf celui de l'ALADI (où il a reculé) ;
- ii) L'effet négatif de la structure des exportations par produit a été compensé par l'effet positif de la répartition par marché dû lui-même à la demande d'importations des Etats-Unis ;
- iii) Les produits manufacturés ont représenté 70 pour cent de la croissance totale des importations ;
- iv) Les valeurs élevées du poste résiduel ressortant de l'analyse des PMC selon les marchés et les produits peuvent être attribuées principalement à l'importance accrue prise par le marché des Etats-Unis et à la croissance des exportations de produits manufacturés. Ces deux facteurs reflètent la dynamique créée du point de vue des échanges bilatéraux par l'installation d'activités industrielles le long de la frontière des Etats-Unis ;
- v) Le Mexique est parvenu à maintenir ses parts de marché pour les produits agricoles.

Les Philippines souffrent du marasme des marchés de produits de base

Comme l'Indonésie et la Corée, les Philippines ont bénéficié de l'impulsion donnée par les marchés d'Asie et des Etats-Unis. Le premier marché a été prépondérant par le poids qu'il a représenté, le second par son dynamisme. Le marché américain a été à l'origine d'un tiers de la croissance des exportations, chiffre légèrement supérieur à ce qu'aurait donné l'hypothèse de parts de marché constantes. Cette variation d'un tiers correspond exactement à la part occupée par les Etats-Unis dans les exportations des Philippines. Il est à noter que les deux variables, effets de structure par produit et par marché, n'ont produit aucun résultat net significatif. Ceci suggère que les Philippines ont bénéficié de la croissance des importations des Etats-Unis alors que la structure par produit de leurs exportations était mal adaptée aux

échanges bilatéraux. L'effet résiduel n'a joué qu'un rôle secondaire : sa contribution positive peut être interprétée comme résultant du développement des transactions spéciales (CTCI 93).

Toutefois, vis-à-vis de l'Asie, la performance à l'exportation a été largement déterminée par les facteurs d'offre. Outre les conditions favorables de la demande, l'impulsion venant de l'offre donnée au secteur de l'industrie manufacturière s'est traduite par une croissance rapide des exportations quatre fois plus forte que ne l'indiquaient les hypothèses des parts de marché constantes. Bien que les facteurs résiduels aient également joué un rôle important vis-à-vis de la CEE, ils ne sont traduits moins par une impulsion supplémentaire donnée à la croissance que par une neutralisation de l'impact négatif de la structure par produits et des conditions du marché. L'effet résiduel s'est même avéré négatif à l'égard du Japon et des « autres » marchés, ce qui peut indiquer une perte de compétitivité. On trouve là une des raisons pour lesquelles les Philippines n'ont pu défendre leurs parts de marché. La seconde raison a tenu aux effets négatifs de structure par produit vis-à-vis du Japon et de répartition par marché vis-à-vis des autres marchés. En l'absence de ces effets négatifs, le taux de croissance des exportations philippines aurait été supérieur de 62 pour cent si elles avaient progressé au même rythme que la moyenne mondiale. Le déclin relatif des produits des Philippines sur le marché japonais s'est également reflété dans la diminution de la part du Japon dans le total des exportations qui est passée de 27 pour cent en 1975-77 à 21.5 pour cent en 1982-83.

S'agissant des moteurs de la croissance, la rubrique 93 de la CTCI intitulée « transactions spéciales » a contribué pour près de moitié à la performance à l'exportation du pays. Le contenu de cette rubrique n'étant pas spécifié, on ne peut qu'en donner une ventilation par destination géographique. Les Etats-Unis constituent de loin le principal importateur à ce titre avec 55 pour cent du total au début de la période et 47 pour cent en 1982-83. Le Japon et la CEE ont doublé leur part dans le total des exportations de cette rubrique pour atteindre chacun environ 26 pour cent. Ces trois marchés ont représenté ensemble 73 pour cent du total des exportations de la rubrique 93 de la CTCI. La valeur élevée de l'effet résiduel s'explique par la croissance de 420 pour cent des exportations au cours de la période sous revue.

Le marché des produits manufacturés de première transformation et divers a pris la deuxième place en termes de contribution à la croissance des exportations. La concentration sur des marchés en forte croissance ainsi que des facteurs liés à l'offre ont constitué les éléments déterminants de cette performance à laquelle ont contribué essentiellement deux secteurs : le vêtement et le bois ouvré dont la part dans les exportations philippines a plus que doublé. De plus, le secteur du vêtement a quadruplé sa part du marché mondial qui était très faible au départ et qui a atteint 0.9 pour cent en 1982-83.

Bien que le secteur des produits chimiques se soit bien comporté en termes de parts de marché selon les PMC, sa part dans le total des exportations est assez mineure puisqu'elle était égale à 1.8 pour cent en 1982-83. Le secteur agricole a constitué une source de préoccupation du fait de facteurs liés à l'offre ainsi que des effets de composition par produit. Dans la première catégorie, produits alimentaires et boissons, les exportations de sucre ont été affectées de manière défavorable par l'évolution des prix compte tenu de la place occupée par le sucre en 1975 (27.8 pour cent des exportations totales) et de la forte chute enregistrée par la suite (7.8 pour cent du total en 1982-83). L'évolution de ce produit a donc pesé fortement sur le résultat. Dans la seconde catégorie, matières premières brutes (carburant non compris) et huiles d'origine végétale, l'impact négatif de l'effet résiduel et de l'effet de structure par produit peut être attribué à la baisse en valeur absolue des exportations de graines oléagineuses et à la diminution en valeur relative des ventes de bois. De même qu'en Indonésie, les exportations de bois brut ont diminué en liaison avec le développement des exportations de bois façonné.

La position des Philippines peut être résumée comme suit :

- i) Les Philippines ont gagné des parts de marché notamment aux Etats-Unis, en Asie et dans la CEE mais ont subi un déclin relatif sur le marché du Japon ;
- ii) Les exportations ont été concentrées sur des marchés en faible croissance. Cette inadaptation de la composition des exportations des Philippines à la structure de la demande d'importation de ses principaux partenaires commerciaux risque de freiner la croissance des exportations de ce pays dans l'avenir ;
- iii) L'effet négatif de structure par produits a été en partie compensé par l'effet de répartition par marché grâce à la vigueur de la demande d'importation des Etats-Unis ;
- iv) Les « transactions spéciales » ont constitué le principal facteur de la croissance des exportations dont elles ont représenté 46 pour cent ;
- v) Les exportations agricoles, principalement de sucre et d'oléagineux ont exercé un effet de freinage sur la croissance des exportations. Cette tendance n'a pas été compensée par celle du secteur des produits manufacturés (CTCI 5 à 8) mais par celle de la catégorie des « transactions spéciales » de contenu non spécifié.

Le Vénézuéla : l'acier et l'aluminium se sont taillé la part du lion

En préambule à l'étude des résultats du Vénézuéla, il faut rappeler la position dominante qu'occupe le secteur pétrolier dans ce pays. Ceci explique que les exportations autres que de combustibles ont représenté à peine 10 pour cent du total en 1982-83 alors que pour la Corée par exemple, la part de ces exportations atteint 97.5 pour cent du total.

La performance à l'exportation du Vénézuéla a été favorable principalement grâce à la percée des exportations non pétrolières sur le marché japonais qui a représenté 46 pour cent de la variation totale de ces exportations. Le facteur d'amélioration se situe presque entièrement au niveau du poste résiduel dont la valeur élevée tient à l'évolution des exportations d'aluminium. Ces dernières ont représenté 92 pour cent du total des exportations non pétrolières vers le Japon alors qu'elles étaient quasi inexistantes au début de la période.

La diversification du commerce avec le Japon a contribué à compenser l'évolution défavorable enregistrée sur les marchés des Etats-Unis et de la CEE. Bien que ces trois pays ou régions aient continué à absorber 75 pour cent du total des exportations non pétrolières, un processus de substitution s'est opéré en leur sein. La part des Etats-Unis dans les exportations autres que de combustibles a diminué de 55 à 31 pour cent tandis que celle du Japon augmentait de moins de 1 pour cent à 25 pour cent, la CEE représentant le solde.

Les exportations vénézuéliennes vers les Etats-Unis auraient presque doublé si elles avaient progressé comme la moyenne des exportations mondiales. Les deux facteurs de freinage des exportations vers les Etats-Unis ont été l'effet de composition par produit et l'effet résiduel. L'impact négatif a été dû à la diminution relative et en valeur absolue des exportations de minerai de fer. Ce produit, qui représentait encore 73 pour cent du total des exportations non pétrolières en 1975-77 a vu cette part tomber à 19 pour cent en 1982-83. Cette tendance n'a pu être contrebalancée par le développement des exportations de produits sidérurgiques ou d'aluminium.

La performance des exportations vers la CEE aurait également pu être meilleure dans l'hypothèse des parts de marché constantes mais l'inadaptation de la structure par produit – due pour une large part à la stagnation des ventes de minerai de fer – et la faiblesse de la demande dans les pays de la Communauté ont fait obstacle à l'obtention de résultats plus favorables. Les autres régions, l'ALADI et les « autres » ont contribué à la croissance des exportations proportionnellement à leur importance en tant que marchés d'exportation. Deux

pays, le Brésil et le Canada, ont été responsables de cette évolution. L'analyse par produit peut pratiquement être limitée à trois articles : le minerai de fer, les matières premières chimiques (hydrocarbures, alcools, azote etc.) et l'aluminium, qui ont représenté 56 pour cent du total des exportations non pétrolières en 1982-83, soit une légère croissance par rapport à 1975 (49 pour cent). Toutefois, l'évolution de ces trois groupes de produits explique pour une large part, les chiffres figurant dans le tableau II.11. Le minerai de fer a été responsable de la baisse des recettes d'exportation observée dans son groupe de produits qui n'a enregistré que des effets négatifs. En revanche, la percée de l'aluminium et des produits sidérurgiques parmi les principaux articles d'exportation a donné une forte impulsion aux exportations non pétrolières. Ce groupe de produits a en effet constitué le principal facteur de la croissance des exportations avec l'industrie chimique. Les produits chimiques ont bénéficié d'une promotion qui a fait passer leur part dans le total des exportations non pétrolières de 4 pour cent en 1975 à 10 pour cent en fin de période. Le secteur des machines n'a eu qu'un impact marginal sur les exportations tandis que le secteur des produits alimentaires connaissait une régression. Les exportations de café ont marqué une tendance à la baisse tandis que l'offre du pays sur le marché mondial se traduisait par un effet résiduel négatif.

Les principales tendances des exportations non pétrolières du Venezuela peuvent être résumées comme suit :

- i) L'amélioration de la position sur les marchés mondiaux a tenu à l'émergence du Japon en tant que « marché nouveau » ;
- ii) L'inadaptation de la structure par produit des exportations vénézuéliennes à la demande d'importation de ses principaux partenaires suggère qu'il est peut être nécessaire de prévoir des changements structurels ;
- iii) L'effet résiduel traduit le développement de la sidérurgie et de l'industrie de l'aluminium dont les ventes à l'étranger ont constitué le principal élément de la progression des exportations ;
- iv) La croissance des exportations de produits sidérurgiques s'est accompagnée d'un fléchissement des livraisons de minerai de fer. Cette tendance traduit une combinaison favorable d'industrialisation et de diversification mais décèle aussi un risque potentiel, ces produits pouvant être affectés par des mesures protectionnistes ;
- v) Les exportations de produits agricoles, en particulier de café ont connu une régression ce qui indique qu'elles comportent un certain potentiel de développement.

2.2.2. *Performance de l'ensemble des exportations, y compris celles de combustibles*

Après avoir analysé les principales tendances des exportations non pétrolières, il convient d'examiner la performance de l'ensemble des exportations, y compris les exportations de combustibles, au cours de la période allant de 1975-77 à 1982-83. Les tableaux II.12 et II.13 donnent la ventilation des exportations par marché et par groupes de produits. Le second tableau fournit notamment une indication de la part occupée par les combustibles dans les exportations des divers pays.

Comme l'on pouvait s'y attendre, les principaux pays producteurs de pétrole, Indonésie, Mexique et Venezuela, obtiennent des résultats sensiblement différents de ceux analysés dans la section précédente. Par ailleurs, l'amélioration des exportations de la Corée, des Philippines et des deux pays d'Amérique latine, Argentine et Brésil, mérite d'être notée car elle signifie que ces pays ont développé leurs propres industries pétrolières au niveau soit de la prospection, soit du raffinage. L'Argentine est même devenue exportatrice nette au cours de la période, ce qui lui a permis de maintenir sa part de marché globale en dépit de la détérioration de ses autres exportations. Dans le cas du Brésil, le secteur pétrolier est devenu le septième par ordre d'importance des secteurs exportateurs en 1982-83, représentant 6 pour cent

**Tableau II.12. ANALYSE DE L'ENSEMBLE DES EXPORTATIONS, PAR MARCHÉ,
POUR SEPT PAYS
1975-77 A 1982-83**

En pourcentage de la variation totale des exportations

Pays ou région	Japon	Etats-Unis	CEE	ALADI ou Asie ¹	Autres	Total
<i>Argentine</i>						
Variation du total des exportations	3.2	17.1	8.7	6.1	64.9	100.0
Effet du commerce mondial	5.3	7.0	32.2	25.5	31.0	100.9
Effet de la structure par produit	-1.0	1.0	-2.7	-3.2	-3.1	-9.0
Effet de la répartition par marché	0.8	2.2	-5.4	-7.9	2.3	-8.1
Effet « résiduel »	-1.9	6.9	-15.4	-8.2	34.7	16.2
<i>Brésil</i>						
Variation du total des exportations	6.6	26.3	22.4	10.7	34.0	100.0
Effet du commerce mondial	5.3	14.3	25.3	10.4	27.4	82.7
Effet de la structure par produit	-1.0	2.0	-2.1	-0.3	-1.8	-3.3
Effet de la répartition par marché	0.8	4.5	-4.2	-3.2	2.0	-0.2
Effet « résiduel »	1.5	5.6	3.4	3.9	6.4	20.8
<i>Indonésie</i>						
Variation du total des exportations	52.4	11.4	2.0	24.0	10.2	100.0
Effet du commerce mondial	24.6	16.3	4.3	8.6	5.3	59.2
Effet de la structure par produit	4.0	-4.5	-0.2	2.3	7.1	8.7
Effet de la répartition par marché	3.6	5.1	-0.7	8.1	-0.9	15.1
Effet « résiduel »	20.3	-5.6	-1.4	5.0	-1.3	17.0
<i>Corée</i>						
Variation du total des exportations	10.7	31.4	11.8	16.1	30.0	100.0
Effet du commerce mondial	9.5	13.2	6.1	3.6	9.5	42.0
Effet de la structure par produit	-1.7	1.9	-0.5	-0.2	-0.9	-1.5
Effet de la répartition par marché	1.4	4.2	-1.0	-1.1	0.7	4.1
Effet « résiduel »	1.5	12.1	7.3	13.9	20.7	55.4
<i>Mexique</i>						
Variation du total des exportations	7.1	64.7	9.5	3.9	14.7	100.0
Effet du commerce mondial	0.6	9.1	1.2	1.3	2.0	14.2
Effet de la structure par produit	-0.1	0.2	-0.1	-0.2	0.8	0.6
Effet de la répartition par marché	0.1	2.9	-0.2	-0.4	0.1	2.5
Effet « résiduel »	6.6	52.6	8.6	3.2	11.7	82.7
<i>Philippines</i>						
Variation du total des exportations	15.9	33.1	16.9	24.8	9.3	100.0
Effet du commerce mondial	25.2	32.1	16.6	6.6	12.4	92.8
Effet de la structure par produit	-4.9	4.4	-1.4	-0.9	0.2	-2.5
Effet de la répartition par marché	3.6	10.1	-2.8	6.2	-2.1	15.0
Effet « résiduel »	-8.1	-13.5	4.5	12.9	-1.2	-5.4
<i>Vénézuéla</i>						
Variation du total des exportations	9.1	19.4	27.9	25.5	-18.0	100.0
Effet du commerce mondial	0.5	48.4	9.8	6.1	55.5	120.3
Effet de la structure par produit	0.1	-15.4	2.8	4.0	128.5	120.0
Effet de la répartition par marché	0.1	15.3	-1.6	-1.9	4.1	-15.8
Effet « résiduel »	8.5	-28.9	17.0	17.3	-170.1	-156.2

1. ALADI se réfère aux 4 pays d'Amérique latine cités ici. L'Asie (à l'exclusion du Moyen Orient) se réfère aux 3 pays asiatiques cités ici.

**Tableau II.13. ANALYSE DE L'ENSEMBLE DES EXPORTATIONS,
PAR PRODUIT, POUR SEPT PAYS,
1975-77 A 1982-83**

En pourcentage de la variation totale des exportations

Rubrique CTCI	0 - 9 (excl. 3)	CTCI 3	Total
<i>Argentine</i>			
Variation du total des exportations	88.2	11.8	100.0
Effet du commerce mondial	100.4	0.5	100.9
Effet de la structure par produit	-7.7	0.2	-7.5
Effet de la répartition par marché	-9.7	0.1	-9.6
Effet «résiduel»	5.1	11.1	16.2
<i>Brésil</i>			
Variation du total des exportations	90.0	10.0	100.0
Effet du commerce mondial	80.9	1.8	82.7
Effet de la structure par produit	-6.2	0.7	-5.5
Effet de la répartition par marché	1.2	0.9	2.0
Effet «résiduel»	14.1	6.7	20.8
<i>Indonésie</i>			
Variation du total des exportations	14.4	85.6	100.0
Effet du commerce mondial	17.4	41.8	59.2
Effet de la structure par produit	-1.3	15.7	14.4
Effet de la répartition par marché	4.7	4.7	9.4
Effet «résiduel»	-6.4	23.4	17.0
<i>Corée</i>			
Variation du total des exportations	98.1	1.9	100.0
Effet du commerce mondial	41.3	0.7	42.0
Effet de la structure par produit	-3.2	0.3	-2.9
Effet de la répartition par marché	5.4	0.1	5.5
Effet «résiduel»	54.6	0.8	55.4
<i>Mexique</i>			
Variation du total des exportations	32.9	67.1	100.0
Effet du commerce mondial	11.5	2.7	14.2
Effet de la structure par produit	-0.9	1.0	0.1
Effet de la répartition par marché	3.0	-0.1	3.0
Effet «résiduel»	19.2	63.5	82.7
<i>Philippines</i>			
Variation du total des exportations	98.6	1.4	100.0
Effet du commerce mondial	91.8	1.1	92.8
Effet de la structure par produit	-7.0	0.4	-6.6
Effet de la répartition par marché	18.0	1.1	19.2
Effet «résiduel»	-4.1	-1.2	-5.4
<i>Vénézuéla</i>			
Variation du total des exportations	10.1	89.9	100.0
Effet du commerce mondial	6.7	113.6	120.3
Effet de la structure par produit	-6.5	42.8	42.3
Effet de la répartition par marché	1.3	92.2	93.6
Effet «résiduel»	2.6	-158.8	-156.2

des recettes d'exportations. Le second choc pétrolier a renforcé l'impact du pétrole sur la performance à l'exportation du Brésil, ce secteur ayant atteint 10 pour cent de la croissance des exportations. De ce fait, la performance globale à l'exportation du pays a été légèrement meilleure que celle des exportations autres que pétrolières. S'agissant de la Corée et des Philippines, elles ne disposent d'aucune ressource pétrolière nationale et ne pourraient exporter que des produits raffinés. En fait, la production nationale de produits raffinés ne va guère au-delà de la satisfaction des besoins du marché intérieur, et les exportations sont demeurées insignifiantes. Cependant, du fait de l'impact qu'a eu le pétrole sur les échanges internationaux à la suite du second choc pétrolier, les deux pays ont été voués à enregistrer dans ce secteur des résultats moins favorables qu'au niveau des autres exportations.

Grâce aux exportations de pétrole et de gaz, l'Indonésie a pu se prévaloir de résultats globalement favorables alors que ces résultats auraient été par ailleurs négatifs comme on l'a indiqué dans la section consacrée aux autres exportations, combustibles non compris. Environ 86 pour cent de la variation totale des exportations sont dus aux exportations de combustibles. Toutefois, cette situation a été quelque peu altérée par deux développements contradictoires. D'une part, les exportations de pétrole ont diminué en volume d'environ 26 pour cent, passant de 1.3 million de barils par jour en 1975-77 à 0.96 million en 1982-83, mais la hausse des prix a compensé ce qui aurait pu représenter une perte nette. D'autre part, le gaz est devenu un produit d'exportation à compter de 1977 et il a pris aujourd'hui la seconde place en tant que source de recettes en devises. Dans ce contexte, la performance à l'exportation vis-à-vis du Japon a connu un complet retournement. L'Indonésie a en fait perdu des parts de marché dans ce pays pour les produits non combustibles, alors que si l'on prend en compte l'ensemble des exportations, le taux de croissance est double de celui de la moyenne des exportations mondiales. La percée de l'Indonésie sur ce marché a été précisément le résultat des livraisons de pétrole et de gaz : en 1982-83, elles atteignaient en valeur un chiffre de 2.7 milliards de dollars considérablement supérieur aux 73 millions de dollars de 1977.

Parmi les six autres pays examinés, la première place en terme de performance à l'exportation est revenue au Mexique qui a accompli des avancées significatives sur l'ensemble des marchés extérieurs. L'impulsion est venue du secteur pétrolier. La prédominance de l'effet résiduel attire l'attention sur le jeu des facteurs liés à l'offre et la croissance des exportations de pétrole en volume confirme cette indication. Au cours de la période 1975-77, le Mexique avait exporté 0.9 million de barils par jour, chiffre qui était passé en 1982-83 à 2.7 millions de barils²⁷, soit une progression de 191 pour cent. Comme par ailleurs les prix de pétrole étaient en hausse, il n'est pas surprenant que l'effet résiduel explique environ 95 pour cent de la performance à l'exportation en matière d'énergie.

Les résultats statistiques obtenus pour le Vénézuéla sont contradictoires ce qui rend leur interprétation difficile. Des effets positifs au niveau des prix se sont combinés à des effets négatifs en termes de volume, c'est-à-dire, à une chute des quantités exportées. L'effet lié au commerce mondial indique que le Vénézuéla aurait pu augmenter ses recettes d'exportation de 20 pour cent si ses ventes avaient augmenté au taux mondial. La principale raison de ce décalage a tenu à la chute régulière du volume des exportations de pétrole à partir du point culminant atteint en 1973. Les exportations de pétrole brut et de produits raffinés ont, en effet, chuté de 29 pour cent, passant de 2 061 milliers à 1 764 milliers de barils par jour au cours de la période considérée²⁸. Cette forte diminution en volume se reflète dans le caractère négatif de l'effet résiduel correspondant vraisemblablement à l'impact négatif assez important lié à la contraction du marché des Antilles néerlandaises, l'un des principaux clients du pétrole vénézuélien. La seconde diminution a été celle du marché des Etats-Unis qui ont réduit le volume de leurs importations de pétrole brut de près de moitié (de 43 pour cent pour être précis) entre 1977 et 1983. Du fait de la hausse des prix du pétrole et de la situation de la demande internationale, les effets de structure par produit et de répartition par marché ont

apporté une contribution positive. Toutefois, dans l'analyse, la déviation de chacun de ces effets selon les produits ou les marchés a été significative et mérite d'être examinée de plus près, ce qui sera fait dans la section consacrée à la structure des exportations.

On peut dire en conclusion que :

- i) Le secteur pétrolier a épargné à l'Argentine une performance plus mauvaise sur les marchés mondiaux et a donné une impulsion supplémentaire aux exportations brésiliennes ;
- ii) La performance à l'exportation des deux pays non exportateurs de pétrole, la Corée et les Philippines, est légèrement détériorée par rapport à celle ne prenant en compte que les exportations non pétrolières ;
- iii) L'Indonésie a développé en particulier ses exportations de gaz et est devenue l'un des principaux fournisseurs du Japon. Ces deux facteurs ont contribué à la croissance des exportations ;
- iv) Au Mexique, le secteur pétrolier est rapidement devenu la première source de devises du pays dans la seconde moitié des années 70, l'essentiel des exportations de pétrole étant dirigées vers le marché des Etats-Unis. Grâce à la croissance du secteur pétrolier, le Mexique a été le pays qui a accompli les progrès les plus rapides sur le marché mondial parmi les pays étudiés ;
- v) Le Venezuela a perdu des parts de marché en raison du déclin en valeur relative de ses exportations de pétrole, la baisse en volume n'ayant pu être compensée par la hausse des prix.

3. STRUCTURE DES EXPORTATIONS ET AJUSTEMENT DES PRINCIPAUX PRODUITS PRIMAIRES

L'analyse en termes de parts de marché constantes qui précède a porté sur les capacités à l'exportation des sept pays étudiés en soulignant les facteurs internes et externes de la croissance des exportations. Elle a identifié les groupes de produits les plus dynamiques ainsi que ceux qui sont restés à la traîne. Cette approche a toutefois été loin de fournir une explication satisfaisante des effets de prix et de volume. Cette dernière nécessite, en effet, un examen plus attentif de la structure des exportations et des facteurs déterminants de l'évolution des principaux produits de base.

On a fait observer dans la section II.1 que la réduction de la demande interne ainsi que les effets de prix devaient affecter la production et les échanges extérieurs de telle sorte que soit généré un excédent de la balance commerciale. L'étape suivante consistera à évaluer comment les variations de la production, des prix et de la consommation apparente (c'est-à-dire, la production plus les importations moins les exportations, appelée aussi demande intérieure) affecte la balance commerciale. On limitera l'analyse aux principaux produits de base car il n'est pas aisé de ventiler ces trois effets pour les produits manufacturés. Ces derniers feront donc l'objet d'une analyse distincte.

On omettra la Corée de l'analyse qui suit parce que ce pays n'est pas exportateur à une échelle significative de matières premières, exception faite du poisson et des produits du raffinage pétrolier. L'autre raison est que ses importations de pétrole brut n'ont pas contribué à l'amélioration de sa balance commerciale²⁹. Ce sont les exportations de produits manufacturés qui ont constitué l'élément moteur de l'amélioration du commerce extérieur.

On analysera tout d'abord les changements de la balance commerciale de certains produits primaires au niveau global, puis on examinera de manière plus détaillée les deux ou trois principales matières premières.

L'Argentine a subi l'impact des politiques agricoles des pays de l'OCDE

L'avantage comparatif dont bénéficie ce pays à savoir l'abondance des terres fertiles se reflète dans la structure de ses exportations. L'Argentine a continué à être fortement dépendante des exportations de produits agricoles, en particulier de céréales, de viande et d'huile végétale. De plus dans un contexte mondial de plus en plus caractérisé par des excédents de produits alimentaires et par les tendances protectionnistes qui en découlent, il est difficile pour un pays comme l'Argentine d'atteindre et/ou de maintenir un taux de croissance de ses exportations compatible avec ses besoins au titre du service de la dette.

Les produits figurant au tableau II.14 ont représenté environ 70 pour cent des exportations et à peu près 5 pour cent des importations au cours de la période sous revue. Comme on l'a déjà signalé, l'Argentine a eu recours essentiellement à la réduction de ses importations pour réaliser l'ajustement de sa balance commerciale. De ce fait, les produits examinés ci-après n'ont contribué que partiellement à l'amélioration globale.

Au cours de la période 1980-82, la balance commerciale des produits primaires a enregistré une nouvelle détérioration alors même que la balance commerciale globale telle que présentée dans le tableau II.1 connaissait une nette amélioration du fait d'une forte réduction des importations. Cette détérioration était imputable à la croissance de la demande intérieure et à la baisse des prix qui n'a pu être entièrement compensée par un accroissement de la production. Deux articles, les céréales et le pétrole brut ont apporté une contribution positive à la balance commerciale. Une récolte record en 1982 dépassant la croissance des besoins de la consommation intérieure a permis de compenser la baisse des prix des céréales. La consommation de pétrole brut a diminué à la suite de la récession qui a affecté l'activité économique à partir de 1981 ; à cette époque les effets de volume prédominaient sur les effets de prix. L'Argentine avait développé la prospection pétrolière sur son propre territoire à partir de 1973 et avait parallèlement réduit ses importations de pétrole brut qui étaient passées de 21 millions de barils en 1973 à 16 millions en 1980 et à zéro en 1983³⁰. La production de pétrole brut a atteint son point culminant en 1981 et n'a cessé de diminuer depuis lors. En dehors des céréales, les cultures d'oléagineux – en particulier de soja – ont également vu leur production augmenter. Malgré cette progression, la croissance de la demande intérieure et la baisse des prix ont amputé les recettes tirées des exportations de produits oléagineux.

Au cours de la période 1983-85, la récession a entraîné une stagnation de la consommation intérieure alors que la production continuait à augmenter. Toutefois, cette impulsion venant de l'offre a été neutralisée à plus des deux tiers par la baisse des prix. Au cours de ces trois années, les oléagineux et les produits du raffinage pétrolier ont été à l'origine de l'amélioration de la balance commerciale. La production d'oléagineux a continué de progresser vigoureusement, enregistrant une croissance de 42 pour cent entre 1983 et 1985. Comme le montre le tableau II.14, cette variation de la production s'est presque entièrement traduite par une augmentation des exportations. Quant aux exportations de produits du raffinage pétrolier elles ont connu une amélioration du fait de la baisse de la consommation intérieure et de la hausse des prix. Les effets positifs de l'évolution des prix ont reflété essentiellement un changement de la composition des exportations qui s'est traduit par la substitution à des résidus de pétrole de faible valeur par des combustibles raffinés de prix plus élevés. Contrairement à ce qui s'était passé au cours de la période antérieure, les recettes provenant des exportations de céréales ont chuté de 641 millions de dollars. Après trois récoltes successives dépassant les 31 millions de tonnes, la production est tombée en dessous de 29 millions de tonnes en 1985. Cette diminution, combinée à une évolution défavorable des prix, explique la détérioration de la balance commerciale.

L'analyse de l'ensemble de la période 1980-85 révèle que trois secteurs seulement ont contribué à l'amélioration de la balance commerciale. Les exportations de céréales et d'oléa-

Tableau II.14. ARGENTINE : VARIATIONS DE LA BALANCE COMMERCIALE
DE CERTAINS PRODUITS PRIMAIRES

Millions de dollars

	La variation de la balance commerciale	Amélioration ou détérioration imputable à :		
		La variation de la production intérieure	La baisse de la demande intérieure ¹	L'effet prix sur les exportations nettes
1980-1982				
Viande	-119.6	-844.7	1 013.9	-288.8
Céréales	197.0	2 631.4	-1 847.3	-587.0
Fruits frais ²	-14.5	-86.6	76.0	-3.9
Sucre	-256.1	-59.7	-87.4	-108.9
Oléagineux ³	-210.6	316.6	-419.5	-107.7
Laine ⁴	-49.8	-14.6	-8.8	-26.4
Pétrole brut ⁵	325.8	-19.1	355.2	-10.3
Pétrole raffiné	-105.0	-157.0	64.8	-12.8
Total	-232.8	1 766.3	-853.1	-1 145.8
1983-1985				
Viande	-216.3	598.1	-787.4	-27.0
Céréales	-640.8	-275.3	13.3	-378.8
Fruits frais ²	2.2	33.6	-31.9	0.5
Sucre	-148.6	-91.0	-56.0	-1.6
Oléagineux ³	775.1	783.3	38.0	-46.2
Laine ⁴	-12.9	-4.3	-4.3	-4.3
Pétrole brut ⁵	90.6	-333.7	430.9	-6.6
Pétrole raffiné	318.5	-190.1	388.1	120.5
Total	167.8	520.6	-9.3	-343.5
1980-1985				
Viande	-540.0	-551.7	225.4	-213.7
Céréales	623.3	1 702.6	20.7	-1 099.9
Fruits frais ²	-58.5	-12.6	-1.6	-44.3
Sucre	-281.2	-350.8	140.7	-71.1
Oléagineux ³	778.9	1 207.9	-135.9	-293.1
Laine ⁴	-102.5	-5.9	-43.9	-52.7
Pétrole brut ⁵	589.1	-481.4	1 082.9	-12.4
Pétrole raffiné	148.5	-603.5	808.5	-56.2
Total	1 158.0	904.6	2 096.8	-1 843.4

1. Un signe négatif indique un accroissement de la demande intérieure, c'est à dire de la consommation apparente, y compris les variations de stocks.

2. Les fruits frais correspondent à la rubrique 051 de la CTCI, principalement les pommes et les poires.

3. Les principaux oléagineux sont le soja, les noix, le tournesol et les graines de lin. Les statistiques de production correspondent aux rubriques de la CTCI 0813, 221, 4212, 4214, 4216, 4221.

4. Laine brute et lavée.

5. Entre 1980 et 1982, l'Argentine était encore importatrice nette et n'est devenue exportatrice qu'en 1985.

Sources : FAO, *Annuaire de la production*, éditions diverses ; FAO, *Annuaire du Commerce*, éditions diverses ; NU *International Trade Statistics Yearbook*, éditions diverses ; AID *Rapports* 1985 et 1986 ; OPEP, *Annual Statistical Bulletin*, 1984 et 1985, Evaluations de l'auteur.

gineux ont bénéficié de la croissance de la production mais cet effet a été en partie contrebalancé par la baisse des prix tandis que l'effet de la demande intérieure demeurait relativement modeste. Le secteur pétrolier s'est ajusté par une baisse de la consommation tout en connaissant une baisse de la production. Toutefois, globalement, la réduction de la demande intérieure a été prédominante dans le processus d'ajustement. L'accroissement de la production s'est avéré relativement modeste du fait du jeu de certaines forces contraires dans le

secteur primaire. Les huit produits primaires ont tous souffert de la baisse des prix sur les marchés mondiaux. Ces effets négatifs des prix ont dans une certaine mesure neutralisé les effets positifs pour la balance commerciale enregistrés au niveau de la production et de la demande intérieure. De ce fait les exportations nettes ont augmenté de quelque 1.2 milliard de dollars, soit 20 pour cent de l'amélioration de la balance commerciale enregistrée entre 1980 et 1985. Ce résultat souligne par ailleurs que la baisse des prix n'a pas entraîné une augmentation significative de la demande extérieure adressée à l'Argentine. Les céréales, la viande et les oléagineux qui représentaient environ 50 pour cent du total des recettes d'exportations, ont non seulement subi l'effet de la faible élasticité de la demande par rapport au revenu mais aussi de la concurrence de plusieurs pays de l'OCDE sur les marchés mondiaux.

Les céréales constituent la principale exportation agricole du pays : elles ont représenté entre 20 et 37 pour cent du total des recettes d'exportation au cours des dix dernières années. En dépit des fluctuations de la production, la tendance est à l'augmentation : la production moyenne de la période 1980-85 a été supérieure de 46 pour cent à celle de la période 1975-80. Les exportations ont également subi certaines fluctuations mais en moyenne un pourcentage élevé de la production (59 pour cent) a été vendu à l'étranger.

Tableau II.15. ARGENTINE : INDICES CÉRÉALIERS
1980 = 100

	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Volume						
Production	100.0	160.0	186.3	167.3	171.7	155.8
Exportations	100.0	185.1	147.9	225.6	175.1	205.2
Maïs	100.0	263.7	150.4	187.8	158.7	203.3
Blé	100.0	83.8	84.5	226.5	161.2	213.2
Prix						
Blé	100.0	111.7	91.7	79.1	73.4	63.5
Ratio						
Exportations/Production	53.7	62.2	42.6	72.4	54.8	70.7

Sources : FAO, *Annuaire de la production*, éditions diverses ; FAO, *Annuaire du commerce*, éditions diverses ; FMI, *Statistiques financières internationales*, déc. 1986.

En ce qui concerne les prix, le rôle de l'Argentine est celui d'un exportateur de taille modeste sur le marché mondial des céréales. Le pays s'aligne sur les cours mondiaux mais il agit sur les recettes d'exportation des agriculteurs nationaux par l'intermédiaire de sa politique de taux de change et de sa politique de taxation des exportations. L'escalade des taux des taxes à l'exportation dans les années 80 a amputé les revenus des agriculteurs. Les prix internationaux des céréales sont principalement déterminés par les Etats-Unis, le Canada et l'Australie, les Etats-Unis déterminant souvent ces prix par l'intermédiaire de leur « taux de prêt » (*loan rate*)³¹. Le caractère quasi oligopolistique du marché des céréales revêt une importance particulière dans les périodes d'excédent de l'offre, lorsque les stocks augmentent et les prix baissent. Telle était précisément la situation dans les années 80. Les Etats-Unis agissaient comme une sorte d'amortisseur, en accumulant des stocks relativement importants. La part de marché des Etats-Unis a été encore réduite du fait de l'appréciation du dollar. Ce phénomène a déclenché à son tour une compétition intense pour les parts de marché, les Etats-Unis étant déterminés à regagner leurs parts de marché perdues et les autres pays défendant les parts gagnées. Le résultat de cette concurrence a été une poursuite de la baisse des prix.

De plus, la part du marché de 5.6 pour cent de l'Argentine a été de plus en plus contestée par les politiques agricoles adoptés aux Etats-Unis en 1985 avec la loi agricole, par exemple, et par la politique agricole commune de la CEE (PAC). Ceci n'a fait qu'aggraver la difficulté pour l'Argentine de couvrir une partie des charges du service de sa dette grâce à ses exportations de céréales. De plus, le champ des aides à l'exportation consenties par les Etats-Unis et la CEE a été étendu à l'URSS qui est le premier importateur de céréales. Le marché soviétique représentait entre 55 et 75 pour cent du total des recettes procurées par les céréales et la perte d'une part de ce marché risquait d'affecter de manière défavorable les recettes d'exportation. Bien qu'elle se soit engagée vis-à-vis de l'Argentine à acheter un minimum de 4.5 millions de tonnes de céréales par an au cours de la seconde moitié des années 80, l'URSS a fait connaître – en n'honorant pas ses engagements en 1986 – qu'elle souhaitait renverser le déséquilibre important du commerce bilatéral³². Cette attitude pourrait amputer progressivement l'une des sources les plus importantes de l'excédent permettant de faire face au service de la dette.

La viande a constamment représenté, parmi les produits alimentaires, la seconde source d'exportation en importance pendant la période 1975-1982. Après avoir culminé à 15.7 pour cent du total des exportations, sa part a connu une érosion constante pour ne plus représenter que 4.7 pour cent en 1985. Cette tendance à la diminution s'est en fait amorcée il y a une vingtaine d'années. Tandis que dans les années 60 et au début des années 70, les exportations de viande représentaient généralement 25 pour cent de la production des abattoirs, le ratio exportations/production est tombé à 11.4 pour cent au cours de la période 1980-85³³. Cette tendance s'explique en grande partie par l'évolution de la consommation intérieure qui a progressé en moyenne de 1.7 pour cent par an au cours des vingt dernières années. Selon la FAO, la consommation de viande de bœuf a atteint en Argentine 82.7 kg par tête d'habitant en 1985, chiffre qui se compare à 49.8 kg aux Etats-Unis et 23.3 kg dans la CEE. En d'autres termes, la demande intérieure a amputé la croissance des exportations du pays. De plus, la politique de taux de change et les taxes à l'exportation ont sans aucun doute joué un rôle dissuasif sur l'orientation d'une proportion plus importante de la production vers les exportations.

Tableau II.16. ARGENTINE: INDICES DE LA VIANDE

1980 = 100

	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Volume						
Production	100.0	100.9	89.5	82.4	88.6	93.1
Exportations	100.0	105.9	113.6	89.5	58.9	59.8
Prix						
Viande de bœuf	100.0	93.7	69.3	63.3	57.2	57.0
Ratio						
Exportations/Production	11.6	11.8	15.3	13.3	8.4	8.1

Sources : FAO, *Annuaire de la production*, éditions diverses ; FAO, *Annuaire du commerce*, éditions diverses ; FMI, *Statistiques financières internationales*, déc. 1986.

En dehors de la consommation intérieure, les autres facteurs déterminants de l'évolution des exportations de viande de l'Argentine ont été le cycle de l'élevage et le comportement de certains marchés extérieurs, notamment celui de la CEE. Ainsi le recul de la production entre

1983 et 1985 a reflété davantage la baisse de la production de l'élevage que les effets de la variation des prix. Deux facteurs expliquent largement cela. Sur le plan interne, l'industrie de l'élevage a perdu du terrain au profit des cultures agricoles, le rendement plus élevé de ces dernières ayant conduit à une diminution des superficies consacrées à l'élevage et à une réduction de l'importance des troupeaux. Sur le plan externe, le facteur essentiel a été l'évolution de la CEE qui d'importatrice nette jusqu'en 1979 est devenue par la suite exportatrice nette. Ceci a entraîné une diminution rapide des exportations de viande de l'Argentine vers la CEE qui sont passées de 558 millions de dollar en 1979 à 164 millions de dollars en 1985. La CEE a réglementé les importations en fixant des quotas et en instituant une taxe de 20 pour cent à l'importation. De plus, l'excédent de l'offre de viande, en particulier dans la CEE et les efforts accomplis pour réduire les stocks ont eu un effet dépressif sur le cours mondial. Ce dernier dépend étroitement du prix fixé dans le cadre de la PAC de la CEE. En particulier, l'intention de la CEE de réduire ses excédents de produits laitiers en introduisant des quotas de production de lait a conduit à une augmentation de la production de viande de boeuf qui a encore déprimé les prix du marché.

Les cultures d'oléagineux, notamment le soja, les arachides, le tournesol et les graines de lin, sont devenues la seconde par ordre d'importance des exportations de produits agricoles de culture au cours des années 80. Les progrès accomplis dans le secteur des cultures d'oléagineux ont été principalement dus à deux facteurs. Le soja est devenu une culture de première importance au cours des dix dernières années ; l'augmentation de la production s'est accompagnée d'une croissance de la production de blé du fait de la culture en alternance de ces deux produits. En utilisant des variétés de blés précoces, les agriculteurs étaient en mesure de planter ensuite du soja et de le récolter avant la fin de la saison. De plus, le développement de la mécanisation de l'agriculture a entraîné une réduction des coûts. La production de la deuxième culture d'oléagineux par ordre d'importance, le tournesol a plus que doublé entre 1980 et 1985, grâce à l'introduction d'une nouvelle variété d'hybride³⁴.

Tableau II.17. ARGENTINE : INDICES DES OLEAGINEUX
1980 = 100

	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Volume						
Production	100.0	98.2	119.7	121.0	167.2	175.3
Exportations	100.0	82.6	92.6	111.5	164.4	177.2
Prix						
Huile de lin	100.0	120.7	107.5	103.7	118.0	122.1
Tourteaux de soja	100.0	97.7	84.3	92.0	76.2	60.8
Huile de soja	100.0	84.7	74.8	88.1	121.2	96.3
Ratio						
Exportations/Production	86.5	72.8	66.9	79.7	85.1	87.5

Sources : FAO, *Annuaire de la production* éditions diverses ; FAO, *Annuaire du commerce*, éditions diverses ; FMI, *Statistiques financières internationales*, déc. 1986.

Comme le montrent les tableaux II.14 et II.17, la production s'est accrue alors même que la tendance des recettes d'exportation, tout en étant à la hausse, demeurait erratique. La variation du ratio exportations/production suggère que la politique du taux de change a influencé de manière significative les décisions des agriculteurs quant à l'écoulement d'une partie plus ou moins importante de la production sur les marchés extérieurs.

Le marché mondial des oléagineux est dominé par les pays en développement qui représentaient environ les deux-tiers des exportations totales dans les années 80. Les exportations de l'Argentine ont été dirigées principalement vers la CEE et les pays en développement, en particulier en Amérique latine. Les exportations vers la CEE ont diminué en ce qui concerne certains produits comme les tourteaux dont la demande arrivait à saturation. De plus, les exportations de tourteaux ont été affectées par une baisse des prix plus prononcée tenant à une élasticité de la demande par rapport aux prix plus forte que celle des huiles. Les prix des huiles d'origine végétale sont étroitement dépendants des tendances de la production aux Etats-Unis. Lorsque les prix se sont redressés en 1983 et 1984, ce mouvement reflétait pour une large part la réduction des superficies cultivées aux Etats-Unis. Malgré l'impact de ces facteurs extérieurs, il apparaît que les cultures d'oléagineux de l'Argentine ont été sensibles aux variations de taux de change et des taxes à l'exportation. Bien que l'élasticité de la demande par rapport au revenu soit favorable en ce qui concerne le soja, puisqu'elle est de 2.2, la multiplication par 15 des taxes à l'exportation a découragé les exportateurs de tirer avantage de leur potentiel à l'exportation.

Tableau II.18. ARGENTINE : TAXES A L'EXPORTATION SUR CERTAINS PRODUITS PRIMAIRES

	En fin d'année en pourcentage					
	1980 ¹	1981	1982	1983	1984	1985
Céréales:	3-4.5	10	25	18-25	18-31	15-29
Blé				18	18	15
Maïs				25	31	29
Sorgho				25	31	28
Graines de soja	2	10	10-20	10-20	16-26	32.5
Bétail sur pied	2	10	25	25	31	6-15
Peaux préparées	2	10	25	10	11	20
Laine	2	10	25	15-22	18-24	n.d.
<i>Pour mémoire :</i>						
Recettes des taxes à l'exportation/Total des recettes fiscales ²	0.9	1.4	5.5	10.2	8.6	n.d.

1. Les exportations étaient également soumises à une taxe de 2 pour cent sur les frais de transport maritime.

2. Total des recettes fiscales de l'Administration centrale.

Sources : FMI, *Exchange Arrangements and Exchange Restrictions*, Rapports annuels 1981-86; FMI, *Government Finance Statistics Yearbook*, 1986.

Pendant la période 1980-85, les exportateurs ont été confrontés de plus à un obstacle majeur tenant à l'escalade des taux des taxes à l'exportation. Les exportations traditionnelles ont été particulièrement touchées. La politique gouvernementale créait un dilemme très grave : d'une part le pays avait besoin de recettes d'exportations supplémentaires pour assurer le service de sa dette, mais les exportations avaient été en fait découragées par les taxes pesant sur elles. D'autre part le gouvernement devait réduire son déficit budgétaire et il faisait appel à cet effet au secteur le plus commode à imposer à savoir l'agriculture. Les recettes de la taxe à l'importation ont représenté une part croissante du total des recettes fiscales, cette part étant passée de 1 pour cent à peine en 1980 à quelque 10 pour cent en 1983. Ces mesures ont effectivement empêché le pays de tirer l'avantage maximum de ses possibilités d'exportation.

Le Brésil s'efforce d'atteindre l'autosuffisance énergétique

Malgré les succès remarquables enregistrés en matière d'exportations de produits manufacturés au cours des dix dernières années, le Brésil n'en continue pas moins à tirer environ la moitié de ses recettes d'exportation du secteur des produits primaires. Les articles les plus importants sont indiqués au tableau II.19 et ils représentent environ 50 pour cent du total des exportations et 56 pour cent des importations totales. Le solde a représenté entre 24 pour cent (pour 1980-82) et 52 pour cent (pour 1983-85) de l'ajustement de la balance commerciale globale.

Entre 1980 et 1982, la balance commerciale de certains produits de base s'est améliorée de 861 millions de dollars. L'accroissement de la production intérieure combiné à une diminution de la consommation a représenté une amélioration de la balance commerciale seulement à hauteur de 25 pour cent tandis que les 75 pour cent restants étaient absorbés par l'effet négatif de l'évolution des prix. Dans l'ensemble, les deux principales cultures d'exportation du Brésil, le café et les huiles végétales, ont souffert de mauvaises récoltes ainsi que de la baisse des prix dont les effets négatifs n'ont été que partiellement contrebalancés par la réduction de la consommation intérieure. La stagnation en volume des exportations de sucre s'est traduite par une diminution des recettes du fait de la forte chute des prix qui explique la variation négative de la balance commerciale. De plus, d'importante culture d'exportation dans les années 70, le sucre est devenue une grande culture à usage interne dans le cadre du programme de développement de la production d'alcool. Le programme énergétique brésilien adopté en 1975 était destiné à promouvoir l'utilisation d'un mélange à base d'alcool comme carburant automobile, et la production d'alcool a augmenté après le second choc pétrolier de 1979. La politique de substitution au pétrole brut de sources alternatives d'énergie d'origine nationale comme le sucre constitue l'un des piliers du programme énergétique brésilien qui vise à atteindre l'autosuffisance. Le gouvernement a utilisé par ailleurs deux autres mesures pour réduire la dépendance vis-à-vis du pétrole importé : l'augmentation de la production nationale de pétrole brut et la réduction de la consommation d'énergie. Ces deux efforts ont procuré des résultats au cours de la période 1980-82 et ont prévalu sur les effets de prix négatifs. L'adoption de cette stratégie, bien que tardive, a permis au gouvernement de s'attaquer à l'une des sources de ponction les plus importantes sur les ressources en devises, à savoir les importations de pétrole. Tandis que dans les années qui ont suivi le premier choc pétrolier, l'autosuffisance énergétique du Brésil s'était légèrement dégradée, passant de 66 pour cent en 1973 à 63 pour cent en 1979, le programme énergétique a contribué à accroître cette autosuffisance de 66 pour cent en 1980 à 73 pour cent en 1982³⁵.

La période 1983-85 a été caractérisée par deux évolutions allant dans le sens de l'amélioration de la balance commerciale : une forte dévaluation du taux de change en 1983 et une amélioration modeste des termes de l'échange. Toutefois la reprise de l'activité économique en 1984 et 1985 a entraîné une augmentation de la demande intérieure. De ce fait, la moitié de l'augmentation de la production a été absorbée par le marché intérieur.

La rubrique qui a contribué de la manière la plus importante à cette amélioration a été à nouveau le pétrole brut. Les importations ont été réduites de 2.3 milliards de dollars environ, pour une large part grâce à l'augmentation de la production nationale. La production en volume a augmenté de 64 pour cent et les importations ont été réduites de 25 pour cent. De ce fait, le taux d'autosuffisance dépassait les 80 pour cent en 1984. L'autre facteur important d'amélioration de la balance commerciale a été les exportations de jus d'orange. La production d'oranges a augmenté régulièrement à partir du milieu des années 70 et le jus d'orange est devenu l'un des produits d'exportation nouveaux qui ont le mieux réussi. Des conditions de prix favorable dues à des gelées puis à une maladie des arbres en Floride ont renforcé la

**Tableau II.19. BRÉSIL : VARIATIONS DE LA BALANCE COMMERCIALE
DE CERTAINS PRODUITS PRIMAIRES**

Millions de dollars

	La variation de la balance commerciale	Amélioration ou détérioration imputable à :		
		La variation de la production intérieure	La baisse de la demande intérieure ¹	L'effet prix sur les exportations nettes
1980-1982				
Viande	345.0	779.9	-176.0	-258.9
Céréales ²	581.6	137.0	490.8	-46.2
Jus d'orange ³	222.7	63.8	26.9	132.0
Sucre	-727.0	375.8	-350.8	-752.0
Café	-631.4	-424.9	751.5	-958.0
Oléagineux ⁴	-416.7	-681.9	574.9	-309.7
Minerai de fer	283.2	-82.0	189.9	175.3
Pétrole brut ²	836.3	896.5	458.6	-518.8
Pétrole raffiné	367.2	-327.6	801.3	-106.5
Total	860.9	736.6	2 767.1	-2 642.8
1983-1985				
Viande	-18.2	-614.2	588.1	7.9
Céréales ²	191.3	1 520.5	-1 685.2	356.0
Jus d'orange ³	500.7	508.2	-287.4	279.9
Sucre	-163.0	-261.4	269.4	-171.0
Café	243.0	472.5	-307.6	78.1
Oléagineux ⁴	-85.9	935.2	-462.1	-559.0
Minerai de fer	145.6	690.6	-287.7	-257.9
Pétrole brut ²	2 279.9	2 269.0	-383.0	393.9
Pétrole raffiné	41.3	570.4	-453.2	-75.9
Total	3 134.1	6 090.8	-3 008.7	52.0
1980-1985				
Viande	343.4	315.2	339.8	-311.6
Céréales ²	723.2	583.4	-178.4	318.2
Jus d'orange ³	954.8	419.7	33.2	501.9
Sucre	-922.7	-121.0	113.7	-915.4
Café	-147.8	2 587.5	-1 858.2	-877.1
Oléagineux ⁴	216.7	824.0	364.0	-971.3
Minerai de fer	94.2	569.0	-271.9	-202.9
Pétrole brut ²	4 037.3	4 101.1	-809.9	746.1
Pétrole raffiné	1 088.3	-22.0	1 204.3	-94.0
Total	6 387.4	9 256.9	-1 063.4	-1 806.1

1. Un signe négatif indique un accroissement de la demande intérieure c'est-à-dire de la consommation apparente y compris les variations de stocks.

2. Le Brésil est importateur net de céréales et de pétrole brut ; des effets de prix positifs correspondent à une baisse des prix.

3. Correspond aux rubrique 0535 de la CTCL, production estimée.

4. Correspond aux rubrique 0813, 2221, 2222, 4212, 4214, 4225 de la CTCL. Les données de la production comprennent le soja, les arachides et les graines de ricin.

Sources : FAO, *Annuaire de la production*, éditions diverses ; FAO *Annuaire du commerce*, éditions diverses ; NU *International Trade Statistics Yearbook*, éditions diverses ; BID, *1985 and 1986 Reports* ; OPEP, *Annual Statistical Bulletin*, 1984 et 1985 ; FMI *Statistiques financières internationales*, 1986 ; CNUCED *Yearbook of International Commodity Statistics*, éditions diverses. *The Economist* 17 février 1987, p. 66. Evaluations de l'auteur.

poussée des exportations brésiliennes vers les Etats-Unis. Cette situation qui s'est traduite par la conquête d'une part de près de 50 pour cent du marché américain, a renforcé les tendances protectionnistes qui ont conduit à l'institution d'un droit à l'importation de 8.5 pour cent³⁶.

Au cours de la période 1980-85, les neuf produits sous revue ont apporté une amélioration de 42 pour cent de la balance commerciale globale. Cette amélioration a été entièrement due à la croissance de la production mais elle a été freinée par une augmentation de la consommation intérieure et par une évolution défavorable des prix. Le pétrole brut, le pétrole raffiné, le jus d'orange et les céréales ont eu, par ordre décroissant, l'impact le plus important sur la variation du solde du commerce extérieur. Il est intéressant de noter la place dominante occupée par deux produits d'importation, le pétrole brut et les céréales ; dans les deux cas le coût des importations a pu être réduit par un accroissement de la production nationale, cette tendance étant renforcée par la baisse des prix. La variation de la production a été toutefois moins sensible en ce qui concerne les céréales. La production a fluctué autour de 32 millions de tonnes et le Brésil a dû continuer à procéder à des importations nettes comprises entre 3.8 et 6.7 millions de tonnes représentant des dépenses en devises de 730 à 1 500 millions de dollars. Le pétrole raffiné a contribué à l'amélioration de la balance commerciale du fait de la réduction de la consommation intérieure. Tandis que la production fluctuait autour de 400 millions de barils, une part plus importante a été rendue disponible pour l'exportation grâce au programme énergétique. A la suite du second choc pétrolier, le gouvernement a encouragé les industries de la sidérurgie, du ciment et du papier à réduire leur consommation d'énergie dérivée du pétrole au profit du charbon et de l'électricité. Ces mesures se sont traduites par une réduction de la consommation apparente de 10 pour cent entre 1980 et 1985. En résumé, on peut conclure que le programme énergétique a dominé le processus d'ajustement de la balance commerciale tandis que les autres produits de base, à l'exception du jus d'orange, sont demeurés à la traîne.

A propos des produits primaires d'exportation les plus importants, à savoir le café, les cultures d'oléagineux et le minerai de fer, il est clair qu'ils n'ont eu qu'un impact mineur sur l'amélioration de la balance commerciale, puisque leur contribution s'est limitée à 163 millions de dollars pendant la période 1980-85.

Le café est demeuré le principal produit d'exportation du Brésil bien que sa part ait diminué. Au cours de la période 1980-85, il a représenté 10 pour cent des recettes d'exportation contre environ 16 pour cent pendant les années 1976-80. Comme le montre le tableau II.20, la production a subi des fluctuations considérables qui ont été dues aux conditions

Tableau II.20. BRÉSIL: INDICES DU CAFÉ VERT
1980 = 100

	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Volume						
Production	100.0	191.5	87.4	156.9	126.2	176.9
Exportations	100.0	105.2	113.1	120.0	131.6	129.3
Prix	100.0	89.3	68.8	68.4	71.7	71.3
Ratio						
Exportations/Production	73.9	40.6	95.7	56.5	77.1	54.0

Sources : FAO, *Annuaire de la production*, éditions diverses ; FAO, *Annuaire du commerce*, éditions diverses ; FMI, *Statistiques financières internationales*, déc. 1986.

climatiques. La production a culminé en 1981 pour fléchir l'année suivante en raison des gelées. Après une amélioration en 1983, la récolte suivante a été endommagée par de fortes chutes de pluie. Le chiffre pour 1985 ne reflète par encore l'impact de la sécheresse qui a sévi à la fin de l'année. Les fluctuations ont également affecté le ratio exportations/production qui s'est établi en moyenne à 66 pour cent au cours de la période examinée.

Le marché mondial du café est influencé par l'offre découlant de la production et des variations de stocks ainsi que par la demande et les stocks des pays consommateurs. L'offre brésilienne a un impact certain sur le marché puisque la production du pays représente 30 pour cent du total de la production mondiale. L'autre élément déterminant du marché du café est l'action du Conseil international du café (CIC). Afin de limiter les fluctuations de prix, ce dernier a rétabli un système de quotas à l'exportation en 1980. Chaque année, l'organisation évalue la situation du marché et fixe un quota à l'exportation global qui délimite une bande de fluctuation des prix. Une hausse du prix au delà du plafond fixé déclenche un relèvement du quota, comme ce fut le cas en 1984, et vice-versa.

Tableau II.21. BRÉSIL : TAXES A L'EXPORTATION SUR LE CAFÉ

	En fin d'année					
	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Prix du marché mondial (\$/par sac) ¹	280.8	192.0	182.8	197.8	199.8	234.0
Montant de la contribution (\$/par sac) ²	137.0	50.0	50.0	99.5	99.5	99.5
Taux de la taxe à l'exportation (%)	48.8	26.0	27.4	50.3	51.1	42.5
Prix reçu par l'exportateur (\$/par sac)	143.8	142.0	132.8	98.3	100.3	135.5
Prix reçu par l'exportateur (crusado/par sac)	9.5	18.2	33.6	96.7	319.4	1 421.4
Prix reçu par l'exportateur (en crusado de 1980/par sac) ³	9.5	8.8	8.4	9.0	8.8	11.9

1. Cours sur le marché mondial au cours du dernier trimestre de chaque année du café vert brésilien par sac (60.5 kg).

2. Montant de la contribution fixée par l'IBC en vigueur au 31 décembre de chaque année. Le montant est fixé en devises étrangères.

3. Déflaté par application de l'indice des prix de gros.

Sources : BID, 1986 Report, p. 43 ; FMI, *Exchange Arrangements and Exchange Restrictions*, Rapports annuels 1981-86 ; FMI, *Statistiques financières internationales*, déc. 1986.

Outre l'action du CIC, les exportations de café sont régulées par l'Institut brésilien du café (IBC). L'IBC n'accorde d'autorisation d'exportations que si le prix est conforme au minimum fixé. Jusqu'en 1985, les exportateurs ont été tenus de verser une taxe à l'exportation prenant la forme d'une contribution spécifique dont le montant variait selon la catégorie de café. Le montant de ces contributions qui était fixé en devises étrangères a été périodiquement révisé par l'IBC. Le produit de ces contributions a été versé au Trésor public. Le tableau II.21 indique le taux implicite de taxe à l'exportation correspondant à ces contributions, taux qui a été compris entre 26 et 51 pour cent. Pour l'exportateur, le produit en monnaie locale n'a guère varié en termes réels, les gains découlant des mouvements de taux de change ayant été prélevés par l'Etat. Cette politique était en fait discriminatoire à l'égard du secteur du café qui a été le seul secteur important ayant dû abandonner une partie de ses recettes en devises sans aucune compensation.

Les cultures d'oléagineux du Brésil comprennent le soja, les arachides et les graines de ricin, la plus importante étant le soja. La production de soja a augmenté rapidement à partir des années 70. Cet accroissement a été lié moins à l'utilisation de prairies ou de terres auparavant cultivées en café et en blé qu'à la mise en culture de superficies nouvelles³⁷. Au cours des dix dernières années, le Brésil est devenu le deuxième producteur mondial de soja, avec 17

Tableau II.22. BRÉSIL : INDICES DES GRAINES ET PRODUITS DE SOJA
1980 = 100

	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Volume						
Production	100.0	99.0	84.7	96.2	102.5	120.6
Exportations	100.0	127.3	103.9	121.3	112.7	145.2
Prix						
Graines de soja	100.0	97.4	82.5	95.1	95.2	75.8
Tourteaux de soja	100.0	97.7	84.3	92.0	76.2	60.8
Huile de soja	100.0	84.7	74.8	88.1	121.2	121.2
Ratio						
Exportations/Production	59.6	77.2	73.9	76.6	66.8	72.4

Sources : FAO, *Annuaire de la production*, éditions diverses ; FAO, *Annuaire du commerce*, éditions diverses ; FMI, *Statistiques financières internationales*, déc. 1986.

pour cent du total, toutefois loin derrière les Etats-Unis qui représentent 58 pour cent de la production mondiale.

Le développement du secteur du soja a été fortement encouragé par des aides gouvernementales. Un accent particulier a été mis sur les activités de transformation, si bien qu'en définitive le pays s'est trouvé disposer de capacités excédentaires qui l'ont amené à importer du soja. Alors que la transformation des graines de soja a bénéficié d'un régime favorable comportant l'octroi de bonifications d'intérêt, les exportations de soja en tant que matière première ont été découragées par l'imposition de taxes³⁸. L'impact de la taxe à l'exportation apparaît clairement si l'on observe la forte augmentation des exportations consécutive à la suppression de la taxe de 20 pour cent en 1984. En un an, entre 1984 et 1985, les exportations de graines de soja ont en effet progressé de 124 pour cent en volume et de 68 pour cent en valeur.

Parmi les produits de culture brésiliens, le tourteau de soja a représenté la principale source de devises, le Brésil occupant la première place sur le marché mondial. Toutefois, malgré son importance, le Brésil n'a pu acquérir un pouvoir de détermination du cours mondial. Le marché mondial du soja dépend de la production des Etats-Unis et de la consommation des pays industrialisés. En moyenne, 62 pour cent de la production de tourteaux de soja a été exportée vers la CEE dont le marché atteint le niveau de saturation. Du fait d'une élasticité des prix plus élevée, l'augmentation des quantités exportées a été plus que compensée par une baisse des prix, ce qui a entraîné une diminution des recettes.

Les exportations d'huile de soja se sont redressées depuis 1983 en grande partie grâce à l'amélioration des prix. Depuis lors, le Brésil a disputé aux Etats-Unis la première place mondiale dans ce domaine, revendiquant une part de marché de 27 pour cent pour la période 1980-85.

Le troisième grand article d'exportation, le minerai de fer, n'a contribué que marginalement à l'amélioration de la balance commerciale. Le Brésil, qui détient d'importantes réserves de minerai de fer, est devenu au cours des années 70 le second exportateur mondial de ce produit. Dans un effort pour accroître ses recettes d'exportation, le Brésil a adopté un programme de développement du secteur minier et, en particulier de l'extraction du minerai de fer. Les chiffres de la production pour 1984 et 1985 figurant au tableau II.23 reflètent la mise en exploitation de nouveaux gisements³⁹.

Tableau II.23. BRÉSIL : INDICES DU MINÉRAI DE FER
1980 = 100

	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Volume						
Production	100.0	100.7	95.7	94.7	116.2	129.5
Exportations	100.0	108.6	106.9	94.0	114.0	119.0
Prix	100.0	90.4	96.2	88.0	84.8	83.2
Ratio						
Exportations/Production	81.2	87.6	90.7	80.6	79.7	74.6

Sources : FMI, *Statistiques financières internationales*, déc. 1986.
CNUCED, *Yearbook of International Commodity Statistics*, éditions diverses.

La chute de la production observée au début des années 80 était imputable à la récession interne et internationale qui s'est traduite par une diminution de la demande de fer et d'acier. La production d'acier de la zone OCDE a atteint son point le plus bas en 1983, puis après une reprise en 1984, a stagné en 1985⁴⁰. La tendance des exportations de minerai de fer a suivi celle de la production mondiale d'acier, quoique de manière plus atténuée. Le programme brésilien de développement de la production de minerai de fer a toutefois affecté le ratio exportations/production. Jusqu'en 1984, environ 80 pour cent de la production ont été exportés mais ce ratio est tombé à moins de 75 pour cent en 1985. La demande intérieure de minerai de fer s'est accrue en liaison avec la croissance de la production sidérurgique. Entre 1980 et 1985, la production d'acier brut s'est accrue de 5 millions de tonnes pour atteindre 20.5 millions de tonnes dont environ 30 pour cent ont été exportés entre 1983 et 1985.

Les prix du minerai de fer ont fluctué en fonction de la conjoncture économique internationale et de l'évolution de la production globale. La réduction du coefficient d'utilisation de l'acier dans la production industrielle des pays de l'OCDE au profit de l'aluminium et des matières plastiques a réduit la demande de minerai de fer et exercé une pression à la baisse sur les prix. Une croissance supplémentaire de la production brésilienne de minerai de fer risque donc de compromettre les perspectives d'un redressement important des prix sur le marché mondial.

L'Indonésie : les contraintes imposées par les accords de produits

La caractéristique la plus frappante de la structure des exportations de l'Indonésie est que plus des deux-tiers de ses exportations sont soumises à la discipline imposée par des accords internationaux de produits, qu'il s'agisse de l'OPEP pour le pétrole ou des stocks régulateurs dans le cas du caoutchouc. Les deux autres produits qui sont réglementés par des accords internationaux sont le café et l'étain. Dans le cas de certains accords, comme celui du café, l'Indonésie a éprouvé certaines difficultés pour tirer profit de son potentiel à l'exportation.

La seconde caractéristique réside dans la prédominance du secteur pétrolier. Le pétrole et le gaz ont représenté plus de 75 pour cent du total des recettes d'exportation au cours de la période examinée. Ceci ne doit pas faire oublier que l'Indonésie dispose également d'une structure diversifiée d'exportations non pétrolières, principalement dans des produits à base

Tableau II.24. INDONÉSIE : VARIATIONS DE LA BALANCE COMMERCIALE
DE CERTAINS PRODUITS PRIMAIRES

Millions de dollars

	La variation de la balance commerciale	Amélioration ou détérioration imputable à :		
		La variation de la production intérieure	La baisse de la demande intérieure ¹	L'effet prix sur les exportations nettes
1980-1982				
Céréales ²	590.6	1000.3	-657.3	247.6
Café ³	-314.4	-82.7	52.3	-284.0
Thé ⁴	-23.2	-21.3	6.1	-8.0
Caoutchouc ⁵	-567.3	-130.5	-85.0	-351.8
Pétrole brut	-1 040.1	-2 869.2	1 272.8	556.3
Pétrole raffiné	-462.1	51.8	-110.9	-403.0
Gaz	24.8	143.8	70.0	-189.0
Total	-1 791.7	-1 907.8	548.0	-431.9
1983-1985				
Céréales ²	504.4	877.5	-423.5	50.4
Café ³	132.9	161.3	-69.1	40.7
Thé ⁴	29.7	33.1	3.5	-6.9
Caoutchouc ⁵	133.9	115.3	-72.1	-177.1
Pétrole brut	-2 281.7	-723.9	-1 111.3	-446.5
Pétrole raffiné	-306.2	-157.7	26.4	-174.9
Gaz	1 066.5	2 544.1	-1 091.9	-385.7
Total	-988.3	2 849.7	-2 738.0	-1 100.0
1980-1985				
Céréales ²	640.9	2 812.2	-2 251.1	79.8
Café ³	-95.7	88.2	63.4	-247.3
Thé ⁴	37.5	35.0	-10.6	13.1
Caoutchouc ⁵	-460.3	162.8	-153.2	-469.9
Pétrole brut	-4 048.7	-4 545.6	1 342.5	-845.6
Pétrole raffiné	-624.6	-162.8	-288.4	-173.4
Gaz	768.2	4 079.9	-1 879.0	-1 432.4
Total	-3 782.7	2 469.7	-3 176.4	-3 076.0

1. Un signe négatif indique un accroissement de la demande intérieure c'est-à-dire de la consommation apparente y compris les variations de stocks.
2. Y compris les rubriques 041 à 046 de la CTCI. L'Indonésie étant importatrice nette de céréales, la baisse des prix a un effet positif sur la dernière colonne.

3. Se réfère au café vert, CTCI 0711.

4. Se réfère à CTCI 0741.

5. Se réfère au caoutchouc naturel CTCI 232.

Sources : FAO, *Annuaire de la production*, éditions diverses ; FAO, *Annuaire du commerce*, éditions diverses ; NU *International Trade Statistics Yearbook*, éditions diverses ; OPEP, *Annual Statistical Bulletin*, 1984 et 1985 ; FMI, *Statistiques financières internationales*, 1986. Evaluations de l'auteur.

de ressources naturelles comme le thé, le café et le caoutchouc. Depuis le début de la baisse des prix du pétrole en 1982, le secteur non pétrolier a bénéficié d'une attention renouvelée en tant que source potentielle de recettes en devises. Nous avons donc incorporé en dehors du pétrole trois autres produits d'exportation importants dans l'analyse présentée dans le tableau II.24. Par ailleurs on a également pris en compte les céréales en raison des changements importants qui ont affecté le marché intérieur de ces produits. Ces sept articles ont représenté, ensemble, 84 pour cent des exportations totales et 24 pour cent du total des importations.

A la suite du second choc pétrolier de 1979, la demande intérieure était très soutenue ce qui, s'ajoutant à l'incitation offerte par l'appréciation de la roupie, a conduit à une croissance des importations. Les recettes d'exportation ont commencé à chuter en 1981, ce qui a entraîné un amenuisement de l'excédent de la balance commerciale. Entre 1980 et 1982, ce dernier a chuté de 7.3 milliards de dollars, chute imputable à hauteur de 25 pour cent aux produits énumérés au tableau II.24. La diminution de la production nationale ainsi que la baisse des prix ont été responsables de cette détérioration du solde du commerce extérieur. La baisse de la demande intérieure de ces produits a contrasté avec la tendance générale de l'économie indonésienne. Le principal responsable a été le secteur pétrolier dont la production se situait à 16 pour cent en dessous du niveau de 1980 et dont la consommation apparente s'est contractée du fait de l'inclusion des variations de stocks dans notre définition. Comme les stocks de pétrole brut ont diminué de 31 millions de barils par rapport à 1980, la consommation effective a en fait très peu varié.

Le second produit qui a contribué à la détérioration de la balance commerciale a été le caoutchouc. La baisse de l'activité économique et donc de la construction automobile dans les pays de l'OCDE a déprimé la demande de pneumatiques. La réduction de la production n'a pu éviter un gonflement des stocks qui se reflète dans l'augmentation de la consommation intérieure apparente. La chute de 40 pour cent des prix du caoutchouc entre 1980 et 1982 a entraîné un manque à gagner supplémentaire de 352 millions de dollars. Ces trois effets conjugués ont entraîné une baisse de près de moitié des recettes tirées du caoutchouc.

Les effets négatifs en termes de prix observés au niveau des exportations de pétrole sont dus à l'importation de produits chers (Kérosène et produits de distillation) et à l'exportation de produits de faible valeur tels que les résidus solides. Seules les céréales ont contribué positivement à la balance commerciale grâce à une augmentation de 3.6 millions de tonnes de la production qui a permis une réduction des importations de 1.6 million de tonnes. Cette amélioration en volume a été accentuée par la baisse des prix des céréales. Ainsi, malgré une progression de la demande intérieure, les effets de prix et d'augmentation de la production ont entraîné une chute de 59 millions de dollars de la valeur des importations.

L'évolution défavorable de la balance extérieure a contraint le gouvernement à adopter des mesures d'ajustement en 1983. La situation économique du pays étant étroitement liée à l'évolution du marché pétrolier, la balance commerciale des sept produits primaires a connu une nouvelle détérioration. La production de pétrole a moins baissé au cours de la période 1983-85, qu'au cours de la période précédente. Pour maintenir les prix, l'OPEP a interdit le dépassement des quotas de livraisons de pétrole attribués à chaque pays. Toutefois la perte d'influence de l'OPEP sur le marché mondial s'est reflétée dans les pertes enregistrées par l'Indonésie en termes de prix de ses exportations. De plus l'augmentation de la demande intérieure, notamment des stocks, a été due davantage au système de quota qu'à un accroissement de la consommation intérieure. Le solde des échanges de pétrole raffiné a évolué dans le même sens que celui du commerce de pétrole brut malgré les efforts accomplis par la société pétrolière publique Pertamina pour réduire sa dépendance vis-à-vis des importations de produits raffinés. La société a augmenté sa capacité totale de raffinage de 77 pour cent notamment grâce à l'extension des raffineries de Cila Cap et de Balikpapan⁴¹. Les nouvelles capacités de raffinage, qui sont entrées en exploitation en août 1984, devraient permettre au pays d'atteindre l'autosuffisance. Toutefois, en raison de difficultés techniques, la croissance de la production ne s'est pas clairement manifestée jusqu'en 1986.

Le principal facteur qui a joué le rôle de contrepoids aux incertitudes et au déclin du secteur pétrolier a été le gaz. La production et les exportations de gaz ont vigoureusement progressé, respectivement de 58 et de 65 pour cent, apportant des recettes supplémentaires de 1.1 milliard de dollars malgré la baisse des prix et l'accroissement de la consommation intérieure. En dehors du gaz, les céréales se sont à nouveau avérées comme un facteur très impor-

tant d'amélioration de la balance commerciale. L'Indonésie a réduit de moitié ses importations de céréales entre 1983 et 1985. Bien que ses importations de céréales aient encore atteint 1.4 million de tonnes en 1985, le pays était devenu néanmoins autosuffisant en ce qui concerne le riz. A partir de 1985, il était même devenu faiblement exportateur net, vendant 300 000 tonnes de riz à l'étranger pour un montant de 51.3 millions de dollars.

Si l'on considère la période 1980-85 dans son ensemble, la balance commerciale des produits en cause s'est détériorée de 3.8 milliards de dollars, du fait de la progression de la consommation intérieure et de l'évolution défavorable des prix. La croissance de la production n'a compensé ces effets négatifs qu'à hauteur de 40 pour cent. La dépression du marché pétrolier a fortement amputé les recettes d'exportation indonésienne et a assombri les perspectives de reprise de l'économie. Bien que le gouvernement indonésien se soit attaqué au problème posé par le secteur du raffinage pétrolier, la persistance d'un décalage de qualité entre importations et exportations de produits raffinés a laissé un impact négatif sur la balance commerciale.

Les exportations de gaz naturel ont été encouragées, surtout à partir de 1983 pour contrebalancer en partie les pertes subies au niveau du pétrole. Le secteur du gaz dont la production n'a démarré qu'en 1977 a pris la seconde place en termes de recettes d'exportation et il avait conquis une part de 16 pour cent du marché mondial en 1985. Entre 1980 et 1985, la production s'est accrue de 90 pour cent tandis que la croissance des exportations s'élevait à 76 pour cent. Les exportations de gaz présentent l'avantage d'être liées à des contrats à long terme notamment avec le Japon et la Corée. Bien que n'étant pas complètement à l'abri des fluctuations de prix, les ventes couvertes par ces contrats ont à tout le moins introduit un élément de stabilité dans les exportations indonésiennes.

Les résultats remarquables obtenus dans le secteur des céréales où l'Indonésie a atteint l'autosuffisance a permis au pays d'économiser des devises étrangères. Grâce à une augmentation de la production supérieure à celle de la consommation, les importations en volume ont été réduites de 2.1 millions de tonnes tandis que la baisse des prix renforçait la baisse des importations en valeur.

Etant donné l'importance du pétrole en Indonésie, on examinera de plus près l'évolution de ce secteur entre 1980 et 1985. La baisse des revenus pétroliers amène aussi à accorder davantage d'attention au potentiel d'exportation de l'Indonésie en dehors du pétrole. On limitera cette analyse à deux secteurs : le caoutchouc et le café.

Tableau II.25. INDONÉSIE : INDICES DU PÉTROLE BRUT

1980 = 100

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1980-85 pondération
Volume							
Production	100.0	101.8	84.1	79.0	81.2	74.8	
Exportations	100.0	100.5	82.9	86.9	88.7	71.4	
Japon	100.0	92.2	82.4	76.7	78.2	66.0	51.0
Etats-Unis	100.0	81.8	62.1	84.3	71.1	78.2	26.6
Amérique latine	100.0	182.8	84.9	102.5	136.1	44.6	10.8
Prix	100.0	114.6	114.3	94.1	96.7	93.7	
Ratio							
Exportations/Production	62.7	61.9	61.8	68.9	68.5	59.9	

Sources : FMI, *Statistiques financières internationales*, déc. 1986 ;
OPEP, *Annual Statistical Bulletin*, 1984 et 1985.

La forte prédominance du secteur pétrolier en Indonésie ressort clairement de la place qu'il occupe dans le total des recettes d'exportations qui est de 65 pour cent et dans les recettes fiscales qui est de 60 pour cent. Dans ces conditions, la situation économique de l'Indonésie dépend principalement de l'évolution du secteur pétrolier. Un facteur déterminant à cet égard tient aux décisions de l'OPEP qui limitent la capacité du pays de dépasser le quota qui lui est attribué. Les efforts accomplis par l'OPEP au cours de la période 1980-85 pour regagner ou à tout le moins pour défendre ses parts de marché ont échoué. En dépit de la chute de sa production journalière qui est passée de 26.9 à 15.5 millions de barils, l'OPEP a connu une nouvelle détérioration de sa position. En 1985, les exportations de pétrole brut des pays membres ne représentaient plus que 53 pour cent des exportations mondiales contre 71.5 pour cent en 1980. La politique de réduction de la production de l'OPEP s'est traduite par une diminution significative de la production et des exportations de l'Indonésie. Après avoir culminé en 1981, la production a chuté de plus de 25 pour cent au cours des quatre années suivantes. Le ratio exportations/production s'est établi en moyenne à 64 pour cent au cours de la période 1980-85, soit 20 points de moins que son niveau de 1975-79. En dehors du système des quotas, la performance à l'exportation de l'Indonésie a souffert de deux évolutions qui ont affecté ses échanges avec le Japon et l'Amérique latine. En premier lieu, la crise de l'endettement en Amérique latine a entraîné une baisse significative de la demande, les importations ayant été réduites de moitié entre 1981 et 1984-85. Quant au Japon qui constitue le principal marché d'exportation de l'Indonésie, il s'est engagé dans une politique de diversification de ses sources d'approvisionnement en énergie. Cette dernière s'est traduite par une chute de 34 pour cent en volume des exportations indonésiennes entre 1980 et 1985, bien que la diminution de la part de marché de l'Indonésie ait été plus modeste puisque cette part a été ramenée à 11 pour cent, soit une baisse de 4 points.

S'agissant des prix du pétrole, la baisse s'est amorcée en 1982 et elle atteignait 18 pour cent en 1985 par rapport à 1981. Toutefois, l'évolution du prix officiel ne reflète pas vraiment l'importance de la réduction des prix. Dans les années 80, le marché du comptant (*spot market*) a joué un rôle croissant et ses prix ont souvent été sensiblement inférieurs aux prix de références de l'OPEP. Ainsi en 1985, l'écart entre le prix officiel et le prix du comptant pour le brut indonésien était d'environ trois dollars par baril⁴². Ceci montre la complexité de l'évaluation des effets de prix sur le marché pétrolier. Avec l'affaiblissement de la cohésion de l'OPEP du fait des besoins pressants de ressources en devises de plusieurs de ses Etats membres, l'octroi de rabais est devenu de pratique courante, de même que le non-respect des quotas de production, la vente à crédit, les accords de troc, toutes pratiques visant à contenir la chute des exportations.

L'Indonésie est le second producteur mondial de caoutchouc naturel derrière la Malaisie ; sa production a représenté environ 25 pour cent du total mondial au cours de la période 1980-85. Le gouvernement indonésien a accordé une attention renouvelée à la production de caoutchouc dans le cadre de son effort pour promouvoir les exportations non pétrolières. Des programmes publics ont été mis en place pour améliorer les rendements et les techniques de production ainsi que pour développer les surfaces plantées. La production de caoutchouc était, aux deux tiers, entre les mains de petits exploitants qui manquaient des moyens financiers et des connaissances nécessaires pour améliorer la production. L'exécution du programme a toutefois souffert de la baisse des prix du pétrole qui a contraint le gouvernement à procéder à des réformes budgétaires et à réduire l'aide consentie aux producteurs. De plus, la baisse des prix mondiaux du caoutchouc a constitué un facteur dissuasif de l'accroissement de la production des petits propriétaires. En dépit d'une croissance modeste de la production au cours de la période 1980-85, l'objectif de 1.2 million de tonnes n'a pu être atteint en 1985.

Le tableau II.26 montre qu'en moyenne 90 pour cent de la production a été exportée, ce qui a correspondu à une part du marché mondial de 27 pour cent. Si les rendements étaient

Tableau II.26. INDONÉSIE : INDICES DU CAOUTCHOUC NATUREL
1980 = 100

	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Volume						
Production	100.0	97.4	88.9	100.8	112.7	113.7
Exportations	100.0	78.0	83.0	98.0	109.0	103.0
Prix	100.0	78.0	59.3	72.6	70.8	55.6
Ratio						
Exportations/Production	92.8	84.4	91.0	94.0	89.6	87.9
<i>Pour mémoire</i>						
Ratio d'utilisation caoutchouc naturel/marché global						
Caoutchouc naturel et synthétique	29.9	30.5	31.5	32.4	32.3	32.5

Sources : FAO, *Annuaire de la production*, éditions diverses ;
FAO, *Rapport et perspectives sur les produits*, éditions diverses ;
FMI, *Statistiques financières internationales*, déc. 1986.

améliorés, cette part de marché pourrait être accrue, car l'Indonésie bénéficie en fait d'un avantage comparatif tenant à des coûts de la main-d'œuvre relativement faibles comparés à ceux de son principal concurrent, la Malaisie.

La demande de caoutchouc naturel étant largement déterminée par la production de véhicules automobiles, les exportations de l'Indonésie ont évolué parallèlement à cette dernière. Le renversement de la tendance de l'économie mondiale au début des années 80 s'était traduit par une augmentation des stocks et une baisse des prix. La reprise de l'activité dans les pays de l'OCDE a en revanche entraîné par la suite un redémarrage des exportations et une hausse des prix. Dans le secteur du caoutchouc, le niveau des prix dépend de facteurs tels que la production globale, la politique d'intervention de l'Organisation internationale du caoutchouc (IRO), le niveau des stocks dans les pays consommateurs et les prix sur le marché du comptant ainsi que de l'évolution relative des prix du produit de substitution, le caoutchouc synthétique à base de styrène butadiène⁴³. Comme le montre clairement le tableau II.26, les achats et ventes du stock régulateur de l'IRO ont contribué dans une certaine mesure à la stabilisation des prix. Ainsi, l'IRO a pu contenir la tendance à la baisse mais n'a pu l'empêcher totalement malgré des achats très importants en 1985. Le ralentissement de l'activité économique et son impact sur les industries automobile et du pneumatique s'est reflété dans l'évolution des prix dont le niveau était inférieur de 45 pour cent à celui de 1980.

Les prix ont également été affectés par la concurrence du caoutchouc synthétique qui est compétitif sur les marchés où les considérations techniques jouent un rôle moins important. Le caoutchouc naturel a réussi à faire progresser légèrement sa part du marché global qui est passée de 30 pour cent en 1978-80 à 32.5 pour cent en 1985, en raison des effets technologiques et des effets de prix qui ont été particulièrement importants dans le secteur des pneumatiques. Dans les autres secteurs où les considérations techniques jouent un rôle relativement mineur, le caoutchouc naturel a perdu des parts de marché au bénéfice du caoutchouc synthétique. Les hausses de prix ont été contenues par l'accord relatif au stock régulateur et par la relation avec le prix du caoutchouc synthétique.

Le café a représenté environ 10 pour cent des recettes des exportations non pétrolières, mais les ventes ont souffert des quotas à l'exportation et des quotas fixés par l'OIC⁴⁴. L'Indonésie est un grand producteur de robusta dont elle représente 75 pour cent de la production mondiale. Comme pour le caoutchouc, la production est assurée pour l'essentiel par des petits propriétaires qui représentent en moyenne 90 pour cent du total. Les efforts visant à encourager les exportations de produits autres que le pétrole ont également porté sur le secteur du café. Les superficies plantées ont été augmentées de 10 pour cent entre 1979-81 et 1985. Malgré l'augmentation en volumes des exportations, les recettes ont été amputées par la baisse des prix et ont en fait diminué jusqu'en 1982 pour se redresser par la suite tout en restant inférieures en 1985 à leur niveau de 1980.

Tableau II.27. INDONÉSIE : INDICES DU CAFÉ
1980 = 100

	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Volume						
Production	100.0	106.8	89.8	80.0	43.5	110.8
Exportations	100.0	88.7	95.4	101.3	123.5	123.1
Prix	100.0	69.9	75.5	84.3	93.9	82.4
Ratio						
Exportations/Production	80.6	66.9	85.7	102.1	106.5	84.6

Sources : FAO, *Annuaire de la production*, éditions diverses ; FAO, *Annuaire du commerce*, éditions diverses ; FMI, *Statistiques financières internationales*, déc. 1986.

En ce qui concerne les prix, il est clair que l'Indonésie doit s'aligner sur les cours du marché mondial dans lequel sa part est de l'ordre de 4 pour cent. Les prix ont été influencés par l'évolution de la situation au Brésil ainsi que par les décisions de l'OIC. Cette dernière avait fixé un quota tellement inférieur à la capacité d'exportation du pays – pas plus de 50 pour cent – que l'Indonésie a commencé à vendre le solde dans le cadre d'accords bilatéraux⁴⁵. L'affaiblissement de l'excédent de la balance commerciale et l'augmentation des charges au titre du service de la dette ont en fait contraint l'Indonésie à subordonner l'exécution de ses engagements internationaux au titre des produits de base à la nécessité de se procurer des devises supplémentaires.

Le Mexique : l'avantage du producteur marginal

Au cours des années 70, le secteur pétrolier a joué le rôle de moteur de la croissance si bien que le Mexique est devenu de plus en plus dépendant de ses revenus pétroliers. Les investissements publics, le service de la dette et la disponibilité de devises étrangères dépendaient pour une large part de la poursuite de la croissance des recettes pétrolières. Lorsque les prix du pétrole ont commencé à chuter en 1982, le Mexique a dû revenir à une politique d'encouragement des exportations non pétrolières en tant que source alternative de ressources extérieures. A la différence de l'Indonésie, le Mexique a bien réussi dans son effort de promotion des exportations non pétrolières même si cette réussite n'a pas concerné nécessairement le secteur des produits primaires, comme le montrent les résultats de l'analyse des parts de

Tableau II.28. MEXIQUE : VARIATIONS DE LA BALANCE COMMERCIALE
DE CERTAINS PRODUITS PRIMAIRES

Millions de dollars

	La variation de la balance commerciale	Amélioration ou détérioration imputable à :		
		La variation de la production intérieure	La baisse de la demande intérieure ¹	L'effet prix sur les exportations nettes
1980-1982				
Crevettes ²	-67.6	9.8	-73.2	-4.2
Tomates	-31.6	-300.7	283.3	-14.2
Sucre ³	421.4	81.8	164.4	175.2
Café ⁴	-66.0	353.0	-366.5	-52.5
Coton ⁵	-136.9	-249.2	164.9	-52.6
Minerais non métalliques ⁶	-65.9	-55.0	3.6	-14.5
Pétrole brut	6 294.6	9 070.6	-1 626.9	-1 149.1
Pétrole raffiné	-173.1	840.7	-851.9	-161.9
Gaz ⁷	-0.9	525.2	-551.7	25.6
Total	6 174.0	10 276.2	-2 854.0	-1 248.2
1983-1985				
Crevettes ²	19.0	-33.8	35.6	17.2
Tomates	11.9	104.4	-29.8	-62.7
Sucre ³	189.7	76.2	125.3	-11.8
Café ⁴	15.5	-124.3	146.9	-7.1
Coton ⁵	-21.1	-55.5	70.7	-36.3
Minerais non métalliques ⁶	1.4	27.3	-26.7	0.8
Pétrole brut	-1 498.5	1 046.3	-3 053.9	509.1
Pétrole raffiné	855.4	130.5	167.3	557.6
Gaz ⁷	-342.3	-676.1	333.8	-
Total	-769.0	495.0	-2 230.8	966.8
1980-1985				
Crevettes ²	-34.8	-12.4	-42.1	19.7
Tomates	12.8	102.9	-48.7	41.4
Sucre ³	571.8	508.2	124.2	-60.6
Café ⁴	101.2	205.1	6.7	-110.6
Coton ⁵	-228.8	-249.2	71.2	-50.8
Minerais non métalliques ⁶	-35.4	-64.4	22.1	6.9
Pétrole brut	3 964.6	9 619.2	-4 015.7	-1 638.9
Pétrole raffiné	1 020.5	1 092.8	-484.0	411.7
Gaz ⁷	-470.3	-257.8	-212.5	-
Total	4 901.6	10 944.4	-4 578.8	-1 464.0

1. Un signe négatif indique un accroissement de la demande intérieure c'est-à-dire de la consommation apparente y compris les variations de stocks.

2. Par suite du manque de données, la période couverte est limitée à 1980-84.

3. Le Mexique a été importateur net de sucre jusqu'en 1985, date où il est devenu exportateur net.

4. Se réfère au café vert, CTCI 0711.

5. Se réfère au coton brut, CTCI 2631.

6. Se réfère au soufre (CTCI 2741) et à la poudre de schiste (CTCI 27654). Par suite de manque de données, la période couverte est limitée à 1980-84.

7. Le Mexique n'a pas exporté de gaz en 1985, ce qui explique l'absence d'effet prix.

Sources: CEPALC, *Economic Survey of Latin America and the Caribbean*, éditions diverses. FAO, *Annuaire de statistiques de la pêche*, 1984 ; FAO, *Annuaire de la production*, éditions diverses. FAO, *Annuaire du commerce*, éditions diverses. BID, 1986 Report. OPEP, *Annual Statistical Bulletin*, 1984 et 1985. CNUCED, *Yearbook of International Commodity Statistics*, 1985. NU, *International Trade Statistics Yearbook*, éditions diverses. Evaluations de l'auteur.

marché constantes. Pour les besoins de notre analyse, nous avons retenu six produits primaires non pétroliers dans le tableau II.28 comme représentatifs de la tendance des exportations de matières premières non pétrolières. Les neuf produits figurant dans le tableau ont représenté, ensemble, environ 77 pour cent du total des recettes d'exportation et 5 pour cent environ des importations pendant la période sous revue. Les trois périodes indiquées dans le tableau ont correspondu respectivement à une amélioration de la balance commerciale de 64 et 44 pour cent et à une détérioration de 14 pour cent entre 1983 et 1985.

La période 1980-82 a vu la balance commerciale passer du déficit à l'excédent, ce retournement étant principalement imputable aux exportations de pétrole brut. Comme l'indique le tableau II.28 le pétrole brut a été le seul élément qui a apporté une contribution positive à la balance commerciale. Les résultats globaux montrent que l'amélioration doit être attribuée exclusivement à l'augmentation de la production. Toutefois, cette augmentation a été en partie compensée par l'accroissement de la consommation intérieure et par la baisse des prix. Pendant cette période, le Mexique est parvenu à augmenter ses exportations de pétrole brut de 80 pour cent en volume alors que les exportations mondiales connaissaient une baisse de 25 pour cent. Toutefois la baisse des prix provoquait un manque à gagner de quelque 1.1 milliard de dollars. La demande intérieure de pétrole brut a progressé en grande partie du fait de la demande de produits plus raffinés dont certains bénéficiaient de subventions publiques. Toutefois, une réforme de la politique de subventions est intervenue en 1982 et les efforts accomplis par le gouvernement pour trouver des produits substituables aux importations, ont entraîné une diminution de 20 pour cent des importations de produits raffinés. Le secteur du gaz a également bénéficié des aides publiques. Les tarifs du gaz à usage tant industriel que domestique demeuraient fortement subventionnés ce qui encourageait la demande intérieure. Ainsi la hausse des prix au détail du gaz naturel a été inférieure de moitié à celle des prix de gros. Dans ces conditions, la croissance de la production a été entièrement absorbée par le marché intérieur et les exportations ont stagné.

Les recettes d'exportation tirées des principales cultures d'exportation ont stagné, de même que la production globale. Dans un contexte de prix défavorable sur le marché international, de croissance des coûts de production liée à l'inflation, de réduction des aides publiques et d'appréciation du peso, le gouvernement a adopté des mesures d'encouragement de la production des produits alimentaires de base. Ces mesures ont eu un effet discriminatoire à l'encontre des cultures d'exportation traditionnelles comme le coton. Outre la baisse des prix du coton qui a atteint 28 pour cent sur le marché international au cours de la période 1980-82, la production a été influencée par la politique de soutien des prix des principales cultures agricoles. Tandis que les prix de soutien de neuf produits agricoles ont été réduits de 13 pour cent en 1982 ceux du coton ont chuté de 26 pour cent ce qui a encouragé les agriculteurs à se tourner vers le marché intérieur⁴⁶.

Un autre produit d'exportation, le café, a pâti de la baisse des prix et a vu sa progression limitée par les quotas fixés par le Conseil international du café, ce qui a entraîné un gonflement des stocks nationaux. Les exportations de tomates ont évolué conformément à la tendance des fruits et légumes (rubrique 05 de la CTCI). La production a chuté fortement mais la demande intérieure a connu la même tendance. La plupart des exportations de tomates, de même que celles des autres fruits et légumes sont à destination du marché des Etats-Unis dont la langueur de la demande a expliqué la baisse des prix. Dans le secteur de la pêche, les crevettes constituent probablement le produit le plus représentatif puisqu'elles ont représenté 62 pour cent du total des recettes d'exportation de ce secteur. La faible croissance de la production de crevettes n'a fait que refléter la tendance du secteur dans son ensemble qui s'explique sans doute par le retournement de l'économie mexicaine à partir de 1982 ainsi que par la faiblesse de la demande du principal marché d'exportation, les Etats-Unis.

Au cours de la période 1983-85, l'excédent de la balance commerciale globale a diminué de 5.4 milliards de dollars, du fait principalement de la reprise de l'activité économique qui a entraîné une hausse des importations et de l'évolution du secteur pétrolier. La détérioration de la balance commerciale des produits primaires a été due à la demande intérieure tandis que la production et les prix apportaient une contribution positive.

Les recettes tirées de l'exportation du pétrole brut ont diminué de 1.5 milliard de dollars. Bien que la production du Mexique ait atteint des niveaux record en 1984 et 1985, la consommation intérieure ainsi que les stocks ont augmenté du fait de la reprise de l'activité économique et de la contraction du marché mondial. Afin de faire face à la pression à la baisse sur les prix, le Mexique s'est efforcé de promouvoir les exportations de son pétrole de plus grande valeur, Isthmus Blend 33°, aux dépens de sa qualité plus lourde et moins chère, Maya 22°. La chute de la consommation de pétrole et de gaz a reflété les mesures de réduction des subventions adoptées par le gouvernement pour aligner les prix intérieurs sur les cours internationaux. De plus, le gouvernement s'est efforcé de corriger le décalage de qualité existant entre importations et exportations de produits raffinés. Afin d'économiser des devises, une politique de substitution de la production nationale aux importations a été menée au niveau du raffinage pétrolier. Il en résulte une réduction sensible des importations tandis qu'une part croissante de la production était réservée pour l'exportation. La production de gaz naturel a été réduite à la suite du relèvement des prix intérieurs, réduction à laquelle s'est ajoutée une diminution des importations en provenance des Etats-Unis.

Malgré la baisse des prix, le Mexique est parvenu à accroître les exportations de ses principaux produits agricoles, essentiellement en restreignant la consommation intérieure alors que la production demeurait dans l'ensemble stagnante. La production de tomates a bénéficié de la hausse des rendements alors que les superficies cultivées n'augmentaient pas. Les exportations ont été stimulées par la levée de certaines mesures restrictives aux Etats-Unis⁴⁷. La production de sucre a continué à progresser, se substituant progressivement aux importations. En 1985, le Mexique était même devenu faiblement exportateur net. La stratégie de substitution aux importations est toutefois contestable en ce qui concerne le sucre. Même si les exportations de sucre ont permis de gagner quelques devises, le Mexique aurait peut-être pu accroître ses gains en encourageant d'autres cultures d'exportation. En fait, compte tenu de la forte chute des prix mondiaux du sucre, le Mexique aurait peut-être intérêt à se tourner vers d'autres cultures.

En ce qui concerne le café, les exportations ont été encouragées aux dépens de la consommation intérieure. Une maladie pernicieuse, la rouille, a été responsable d'une régression de la production à partir de 1983. Les planteurs de café mexicains ont tenté de combattre la rouille par l'introduction de variétés plus résistantes mais sans parvenir jusqu'à présent à éviter sa propagation⁴⁸. Comme le café et les tomates, les autres produits de base n'ont eu aucun impact réel sur la variation de la balance commerciale, sauf de manière marginale.

Au cours de la période 1980-85 dans son ensemble, l'amélioration globale de la balance commerciale a été due à hauteur de 44 pour cent aux produits de base. La production s'est accru mais la poussée des exportations a été freinée par la croissance de la demande intérieure et par la baisse des prix. Le secteur pétrolier qui a joué le rôle essentiel dans cette amélioration sera examiné après une brève analyse des exportations de produits de base non pétroliers. Ces derniers ont vu leur balance commerciale s'améliorer au total de 389 millions de dollars, chiffre qui reste bien en deça de l'impact du pétrole. Il est clair que le secteur des produits primaires non pétroliers s'est avéré incapable à court terme de dégager des excédents significatifs. Toutefois, ce secteur n'a pas, semble-t-il, exploité pleinement son potentiel d'exportations et pourrait améliorer sa performance. On peut noter entre autres à cet égard les facteurs suivants : les politiques de soutien des prix discriminatoires à l'encontre de certaines cultures d'exportation et la non-utilisation jusqu'à présent par certains secteurs de leurs

capacités d'exportation. Ainsi les prises du secteur mexicain de la pêche n'ont représenté que 1 pour cent du total du poisson pêché dans le Golfe du Mexique et 10 pour cent en ce qui concerne le Pacifique. De plus, 90 pour cent des prises effectuées dans les eaux mexicaines ont été effectuées par des bateaux des Etats-Unis, du Japon et du Canada⁴⁹. Il apparaît qu'il y a largement place pour une croissance de ce secteur, bien que le Mexique doive résister aux efforts accomplis par les Etats-Unis pour diversifier leurs sources d'importation (notamment en ce qui concerne les crevettes).

Venons en maintenant à un bref examen de l'évolution du pétrole brut et des produits raffinés. Dès le moment où le Mexique est devenu exportateur net de pétrole brut, ce dernier a dominé son activité économique. Comme le montre clairement le tableau II.28, les exportations de pétrole brut ont joué le rôle essentiel dans l'ajustement. Le Mexique a réussi à limiter l'impact négatif de l'évolution des prix *a)* en accroissant le volume de ses exportations et *b)* en exportant du pétrole de meilleure qualité et de prix plus élevé.

Tableau II.29. MEXIQUE : INDICES DU PÉTROLE BRUT
1980 = 100

	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Volume						
Production	100.0	119.1	141.6	138.5	144.6	144.1
Exportations	100.0	132.3	179.8	185.2	194.1	160.1
Prix						
Maya (22°)	100.0	76.8	72.5	72.5	73.9	73.9
Isthmus (33°)	100.0	90.9	84.4	75.3	75.3	72.1
Ratio						
Exportations/Production	42.8	47.5	54.3	57.2	57.4	47.5
Ratio fiscal						
Recettes pétrolières/recettes totales	28.6	30.8	41.3	54.2	53.2	n.a
<i>Pour mémoire</i>						
Part du marché mondial						
Mexique (in %)	2.8	4.2	6.7	7.2	7.1	7.1
OPEP (in %)	76.5	71.9	64.0	59.4	55.9	53.1
Exportations mondiales	100.0	85.9	74.5	70.8	71.9	68.2

Sources : BID, 1986 Report. FMI, *Statistiques financières internationales*, déc. 1986. OPEP, *Annual Statistical Bulletin*, 1984 et 1985. PEMEX.

L'année 1985 a toutefois marqué un retournement de la tendance des exportations de pétrole brut. Le plan énergétique national du Mexique pour 1984-88 prévoyait l'exportation de 1.5 million de barils par jour en 1985. Les résultats ont été inférieurs de 0.2 million à cet objectif et ont révélé un changement de la politique pétrolière du pays. Face à un excédent de l'offre pétrolière combiné à une réduction de la demande de l'Europe et des Etats-Unis, le Mexique a commencé à coopérer tacitement avec l'OPEP. Cette coopération tacite est devenue ouverte à la fin de 1985 dans un effort pour soutenir les prix. Ce changement de politique a été dicté par le fait que chaque baisse d'un dollar par baril du prix du pétrole se traduit par un manque à gagner de 500 millions de dollars pour le Mexique. Même si le pays a réussi à

atténuer ces effets négatifs en exportant les qualités de pétrole les plus chères, les pertes subies du fait de la baisse des prix n'en ont pas moins atteint 1.6 milliard de dollars.

L'impact du fléchissement des recettes pétrolières sur les finances publiques est évident, considérant que le pétrole a représenté une part de plus en plus importante des recettes fiscales ; cette part a en fait doublé entre 1980 et 1984. Cette évolution a constitué une source de préoccupation pour le gouvernement qui a pris conscience de sa dépendance excessive vis-à-vis du secteur pétrolier et de sa négligence de sources alternatives de recettes fiscales⁵⁰.

Tableau II.30. MEXIQUE : INDICES DES PRODUITS PÉTROLIERS RAFFINÉS
1980 = 100

	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Volume						
Production	100.0	110.3	108.3	109.2	110.8	110.7
Exportations	100.0	138.0	93.3	175.1	233.6	228.2
Essence	100.0	80.0	20.0	1 400.0	2 640.0	2 600.0*
Fuels lourds	100.0	181.9	123.8	90.5	41.9	40.0*
Importations	100.0	81.4	81.0	170.6	325.4	32.2
Ratio						
Exportations/Production	4.2	5.3	3.6	6.7	8.9	8.7
<i>Pour mémoire</i>						
Prix de l'essence à l'intérieur du pays ¹	100.0	142.8	428.6	585.7	771.4	1 000.8
Prix de gros	100.0	124.4	194.2	402.7	686.0	1 053.4

* estimation.

1. Prix officiel au détail (super).

Sources : BID, 1986 Report. FMI, *Statistiques financières internationales*, déc. 1986. OPEP, *Annual Statistical Bulletin*, 1984 et 1985. PEMEX.

Le second article, à savoir les produits pétroliers raffinés, est devenu un produit d'exportation important, tout en se substituant par ailleurs aux importations de qualités les plus chères de pétrole raffiné. A la suite de la crise de 1982, le gouvernement a entrepris un effort général de substitution aux importations de produits raffinés. Cette stratégie a été menée au niveau tant des prix que de la production. D'une part, le gouvernement a fortement réduit les subventions consenties aux produits pétroliers, ce qui a entraîné une diminution de la consommation d'essence et de gas oil. Tout en demeurant inférieurs aux niveaux internationaux, les prix de l'essence avaient augmenté plus rapidement que les prix de gros jusqu'en 1982. Entre 1983 et 1985, la hausse annuelle du prix de l'essence est redevenue inférieure à celle des prix de gros. Dans le même temps, la société pétrolière nationale PEMEX a augmenté sa production de produits raffinés dont une proportion croissante a été exportée. La demande intérieure d'essence se réduisant alors même que la production augmentait, les exportations d'essence sont devenues une source très importante de recettes en devises, ce qui explique les effets positifs en termes de prix enregistrés au tableau II.28. Par ailleurs les exportations de gas oil de moindre valeur marchande ont été progressivement réduites et la production réorientée vers le marché intérieur.

Au total, les tableaux II.29 et II.30 montrent que le secteur pétrolier mexicain s'est relativement bien comporté sur le marché international. De plus, les exportations du secteur du raffinage témoignent de son potentiel de croissance, à condition que les prix et la demande internationale soient soutenus.

Le lourd handicap des Philippines : le sucre et les noix de coco

Dans les années 80, les Philippines ont enregistré un changement marqué de la structure de leurs exportations avec le début de la prédominance des produits manufacturés. Toutefois, ce changement a découlé non d'une amélioration de la performance de l'industrie manufacturière mais d'une forte chute des principaux produits d'exportation du pays, les noix de coco, le sucre et le cuivre. Ceci explique que le pourcentage moyen des exportations représenté par les produits du tableau II.31 n'ait atteint que 35 pour cent. En dépit de cette proportion relativement faible, les produits de base autres que le pétrole ont été entièrement responsables de la baisse des recettes d'exportation, comme l'indique le tableau II.1. Cette constatation suggère que les exportations correspondant aux 65 pour cent restants ont manqué de dynamisme ; elles ne se sont pas avérées comme une source alternative de croissance et de capacité susceptible de renverser la tendance à la baisse des recettes d'exportation. De plus, loin de progresser, la production globale n'a cessé de fléchir au cours de la période sous revue, privant ainsi le pays d'une source d'amélioration de la balance commerciale.

Lorsque l'économie mondiale a plongé dans la récession dans les années 1980 à 1982, les exportations de produits de base des Philippines ont, presque toutes, connu un fléchissement du fait de l'affaissement de la demande et de la baisse des prix. Le seul produit dont les recettes d'exportation ont progressé a été la banane. Bien que leur part dans le total des recettes d'exportation n'ait été que de 2.2 pour cent, les bananes ont constitué le seul article d'exportation qui ait été introduit et commercialisé avec succès sur les marchés extérieurs par les Philippines au cours des années 70. Au cours de la période 1980-82, ce produit s'est acquis une part du marché mondial de 13 pour cent et a continué à progresser, contrairement à la tendance observée au niveau mondial⁵¹. Ceci s'explique sans doute par la situation du Japon dont le marché, qui est le plus important pour les Philippines, a continué à progresser et à exercer une pression à la hausse sur les prix. Le sucre, qui était autrefois le principal produit d'exportation du pays a continué à régresser bien que la baisse observée entre 1980 et 1982 ait, semble-t-il, été accentuée par la situation au cours de l'année de base. En 1980, le pays a enregistré un ratio relativement élevé d'exportations par rapport à la production, la consommation nationale étant couverte par une diminution des stocks. En 1982 en revanche ce ratio a sensiblement diminué, la demande intérieure ayant été satisfaite par la récolte de l'année. Les exportations de produits à base de noix de coco ont été très sensibles aux fluctuations de la conjoncture internationale. Cette tendance s'est reflétée dans l'évolution du produit le plus important, l'huile de noix de coco, dont les exportations sont essentiellement destinées à la CEE et aux Etats-Unis. Les exportations en volume n'ont pu être maintenues qu'au prix d'une chute des prix de 30 pour cent. Le dernier produit à l'origine d'un manque à gagner a été le cuivre dont les recettes d'exportation ont chuté de 43 pour cent du fait de la baisse des prix. Entre 1980 et 1982, les Philippines étaient le principal exportateur mondial de minerai de cuivre, avec une part d'environ 20 pour cent du marché mondial. Depuis lors, leur part a diminué, la production et les exportations ayant été réduites à la suite du fléchissement de la demande internationale.

Au cours de la seconde sous-période 1983 à 1985, la modeste amélioration de la balance commerciale a été imputable à la réduction de la demande intérieure et à des effets de prix positifs, ces deux effets ayant été presque neutralisés par la baisse de la production nationale. Il convient de noter plus particulièrement l'évolution des produits de base suivants. La culture de bananes a souffert d'une sécheresse prolongée en 1983 et les exportations ont été réduites d'un tiers. La production est retournée à la normale en 1984 et 1985 ce qui explique la forte reprise qui apparaît au tableau II.31. Plus important apparaît le fait que la croissance des exportations n'a pas suivi celle de la production, le pays ayant dû adopter des mesures

**Tableau II.31. PHILIPPINES : VARIATIONS DE LA BALANCE COMMERCIALE
DE CERTAINS PRODUITS PRIMAIRES**

Millions de dollars

	La variation de la balance commerciale	Amélioration ou détérioration imputable à :		
		La variation de la production intérieure	La baisse de la demande intérieure ¹	L'effet prix sur les exportations nettes
1980-1982				
Poisson ²	-33.9	-18.5	-4.8	-10.6
Bananes	31.1	12.4	-11.9	30.6
Sucre	-208.3	65.7	-239.3	-34.6
Noix de coco ³	-220.9	54.8	17.5	-293.2
Bois brut et équarri ⁴	-71.0	-405.0	383.8	-49.8
Cuivre ⁵	-230.2	-22.2	-15.8	-192.2
Pétrole brut ⁶	75.2	-	276.5	-201.3
Pétrole raffiné ⁶	68.3	-47.7	140.5	-24.5
Total	-589.7	-360.5	546.5	-775.6
1983-1985				
Poisson ²	2.6	-10.9	16.8	-3.3
Bananes	7.4	115.2	-91.5	-16.3
Sucre	-130.8	-233.9	113.8	-10.7
Noix de coco ³	-215.2	-175.2	-75.9	35.9
Bois brut et équarri ⁴	-83.0	-139.9	59.2	-2.3
Cuivre ⁵	-153.2	-37.9	-98.5	-16.8
Pétrole brut ⁶	474.3	-	365.0	109.3
Pétrole raffiné ⁶	142.1	-422.6	556.0	8.7
Total	44.2	-905.2	844.9	104.5
1980-1985				
Poisson ²	-3.6	-17.4	27.6	-13.8
Bananes	-1.0	48.5	-65.1	15.6
Sucre	-455.3	-201.1	-214.7	-39.5
Noix de coco	-220.9	54.8	17.5	-293.2
Bois brut et équarri ⁴	-133.1	-596.3	504.4	-41.2
Cuivre ⁵	-454.8	-119.7	-258.0	-77.1
Pétrole brut ⁶	581.7	-	477.2	104.5
Pétrole raffiné ⁶	200.8	-471.7	667.8	4.7
Total	-486.2	-1 302.9	1 156.7	-340.0

1. Un signe négatif indique un accroissement de la demande intérieure c'est-à-dire de la consommation apparente y compris les variations de stocks.
2. Se réfère au thon (CTCI 0342) et aux produits à base de poisson (CTCI 0371).

3. Se réfère à la noix de coco déshydratée (CTCI 05771), au gâteau de coprah (CTCI 081.37), au coprah (CTCI 223.1) et à l'huile de coco (CTCI 424.3).

4. Se réfère aux rubriques CTCI 24721 et 24831.

5. Se réfère au concentré de cuivre, CTCI 28711.

6. Les Philippines sont importatrices nettes de pétrole brut et de produits pétroliers raffinés ; des effets positifs indiquent une baisse des prix.

Sources : BAD, *Key Indicators of DMCS of ADB*, 1985. ESCAP, *Statistical Yearbook for Asia and the Pacific*, éditions diverses. FAO, *Annuaire de la production*, éditions diverses. FAO, *Annuaire du commerce*, éditions diverses. FAO, *Annuaire statistique de la pêche*, 1984. OPEP, *Annual Statistical Bulletin*, 1984 and 1985. CNUCED, *Yearbook of International Commodity Statistics*, éditions diverses. Calculs de l'auteur.

volontaires de restriction des ventes de bananes au Japon pour éviter l'adoption par ce dernier d'une législation protectionniste⁵². Bien que les recettes procurées par les exportations de sucre aient connu une nouvelle détérioration, les effets de prix ont été relativement limités. Les exportations de sucre ont été pour une large part absorbées par les Etats-Unis dans le cadre du système des quotas et des contrats à long terme. Lorsque ces contrats sont venus à expiration en 1984, les Philippines ont adopté des mesures correctrices et réduit leur production dans un contexte de chute importante des prix internationaux du sucre. Dans le secteur de la noix de coco, ce sont les conditions climatiques défavorables – sécheresse en 1984, typhons en 1985 – plutôt que la baisse des prix qui ont été à l'origine de la chute de la production. Cette réduction de la production n'a pas empêché une croissance de la consommation intérieure coïncidant avec un accroissement de la capacité des moulins à huile. La réorientation des produits à base de noix de coco vers le marché intérieur a été renforcée par le rétablissement des droits à l'exportation sous la forme de taxes de 15 pour cent sur le coprah, de 9 pour cent sur l'huile de noix de coco et de 8 pour cent sur la noix de coco déshydratée⁵³. Ceci explique en partie la chute de 215 millions de dollars des exportations.

La crise du secteur du cuivre s'est aggravée au cours de la période mais cette fois le déclin a été dû essentiellement aux effets de la production et de la demande intérieure. La faiblesse de la demande internationale et du niveau des prix a contraint à la fermeture de 9 mines sur 15 en 1984, ce qui a entraîné une réduction de la production globale. Dans le même temps, la demande intérieure a été stimulée par la mise en service d'une nouvelle fonderie à la fin de 1983⁵⁴. En 1985, les exportations en volume étaient tombées à 30 pour cent de leur niveau de 1980. La chute régulière des prix et de la production reflétait des problèmes profondément enracinés de l'industrie du cuivre. Ce dernier est de plus en plus remplacé par l'aluminium et les matières plastiques ainsi que, plus récemment, par les fibres optiques dans les télécommunications. La part de 2,8 pour cent qu'a représentée en 1983-85 le minerai de cuivre dans le total des exportations du pays symbolise l'effondrement de ce produit en tant que source de devises importante puisque cette part était de 15 pour cent pour la période 1971-1975 et de 9 pour cent dans la seconde moitié des années 70.

Au cours de la période dans son ensemble, la réduction de la consommation de pétrole a constitué le principal instrument de l'ajustement. Depuis le premier choc pétrolier, les importations de pétrole avaient absorbé une part importante des ressources en devises. Bien que le gouvernement des Philippines ait réussi à réduire les importations de pétrole, ces dernières représentaient encore 27 pour cent du total des achats à l'étranger pendant la période 1980-85. Afin de réduire leur dépendance, les Philippines ont encouragé activement la substitution aux importations dans le domaine de l'énergie. Alors qu'en 1973, le pétrole importé représentait 92 pour cent du total des besoins énergétiques, cette part avait été ramenée à 72 pour cent en 1980 et à 51 pour cent en 1985⁵⁵.

Dans le même temps, deux sources d'énergie substituables, le charbon national et l'énergie géothermique se sont vues accorder la priorité dans la politique gouvernementale. Entre 1980 et 1983, la production de charbon a presque triplé et l'utilisation de l'énergie géothermique a augmenté de 140 pour cent. En 1985, cette dernière représentait environ 25 pour cent du total de la consommation d'énergie du pays⁵⁶. Néanmoins, le programme énergétique national a été et demeure confronté à un certain nombre de défis : à notre sens, le plus important concerne l'évolution relative des prix du pétrole et du charbon. Dès lors que de nombreuses usines utilisant le charbon comme source d'énergie sont aussi capables d'utiliser le pétrole, la demande de l'un ou l'autre produit dépend de leur prix. Le charbon philippin, bien qu'abondant, est d'assez mauvaise qualité et la baisse des prix du pétrole et du charbon a entraîné une baisse de la rentabilité des mines de charbon locales. Le coût de production du charbon domestique étant supérieur au prix mondial, les importations ont plus que quadruplé entre 1983 et 1985. En 1983 le gouvernement est intervenu sous la forme d'une interdiction des

importations pour soutenir les producteurs locaux. Il a également décidé une réduction de 21 pour cent des importations de pétrole brut au cours de la période 1980-85. Cette mesure a permis une économie de devises de 582 millions de dollars et a fait du pétrole le seul produit de base qui ait contribué de manière significative à l'amélioration de la balance commerciale.

En dehors de ces trois principaux produits d'exportation, les exportations de grumes et de bois de construction ont poursuivi leur détérioration, chutant d'un tiers en volume et de près de moitié en valeur. Cette chute tient essentiellement à la baisse de la production qui apparaît également dans l'analyse des PMC. Bien que les Philippines disposent encore de réserves forestières substantielles susceptibles d'exploitation, les ressources disponibles se sont rapidement amenuisées au cours des années 60 et 70. Ceci a amené le gouvernement à lancer un programme de reforestation et à imposer des restrictions à l'exploitation. Il s'est également efforcé d'exporter du bois façonné plutôt que du bois de construction. En 1982, le gouvernement a même interdit brièvement les exportations de grumes et de bois de construction mais cette interdiction a dû être levée avant la fin de l'année en raison des besoins en devises. Une taxe à l'exportation de 20 pour cent a néanmoins été instaurée. Toutes ces mesures ont eu pour effet d'affaiblir les performances à l'exportation.

Les pertes enregistrées par les deux principaux produits agricoles du pays, – le sucre et les noix de coco – ont tenu à des facteurs différents qui sont passés brièvement en revue ci-après. Le sucre a représenté le principal produit de base exporté jusqu'en 1978 mais sa part a rapidement décliné au cours des années 80. En effet, le sucre qui représentait encore 11.6 pour cent des recettes d'exportation en 1980 était tombé à 3.7 pour cent en 1985. Comme on l'a déjà mentionné, cette chute s'explique principalement par une évolution défavorable des prix et par un excédent de l'offre globale qui a entraîné une diminution des recettes d'exportation. Les Philippines ont dû de ce fait réduire progressivement leurs livraisons de sucre en particulier vers les Etats-Unis. Tandis que dans les années 70, en vertu de l'accord Laurel Langley, les Philippines avaient pu vendre 1.1 million de tonnes de sucre par an aux Etats-Unis, ce quota a été ramené à 310 000 tonnes en 1985. Pour compenser cette perte de part de marché, les Philippines ont successivement diversifié leurs ventes vers des pays comme le

Tableau II.32. PHILIPPINES : INDICES DU SUCRE

1980 = 100

	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Volume						
Production	100.0	102.2	107.9	108.4	102.4	76.0
Exportations	100.0	71.3	72.2	55.7	63.1	33.4
Prix						
Philippines	100.0	127.3	93.0	82.9	78.3	92.1
Importations des Etats-Unis	100.0	65.7	66.3	73.4	72.4	67.8
Ratio						
Exportations/Production	74.6	52.0	49.9	38.3	45.9	32.7
<i>Pour mémoire</i>						
Ratio des prix intérieurs						
Produits agricoles/Sucre	100.0	77.9	95.9	118.2	137.9	106.9

Sources : FAO, *Annuaire de la production*, éditions diverses ; FAO, *Annuaire du commerce*, éditions diverses ; FMI, *Statistiques financières internationales*, déc. 1986. Banque centrale des Philippines, *Statistical Bulletin* 1986.

Japon, la Chine, la Corée du Sud et l'Indonésie. Toutefois les efforts consentis par certains de ces pays, notamment la Chine, pour accroître leur propre production ont empêché une croissance importante des exportations vers ces marchés.

La chute des prix du sucre sur le marché international n'a pas affecté la production jusqu'en 1983. Ceci s'explique par l'évolution des prix du sucre par rapport à ceux des autres produits agricoles sur le marché interne qui n'a été défavorable au sucre qu'à partir de 1983. De plus, le pays a été protégé de la baisse des prix sur le marché mondial par les exportations vers les Etats-Unis et par les contrats à long terme. De ce fait, seule la moitié des exportations a dû être cédée sur le marché mondial. Ce facteur a évité aux Philippines de souffrir encore davantage de la situation déprimée du marché du sucre, considérant en particulier que les coûts de production internes ont été supérieurs au prix du marché mondial pendant la période 1980-85.

La noix de coco a remplacé le sucre en tant que principale récolte d'exportation à la fin des années 70. Les Philippines représentaient autour de 40 pour cent de la production mondiale et environ 75 pour cent du total des exportations. Le poids des produits à base de noix de coco à l'exportation se retrouve au niveau de l'économie nationale. Environ un tiers de la population dépend directement ou indirectement du secteur du coprah. Au cours des dix dernières années, la production ainsi que les exportations de noix de coco ont connu aux Philippines une évolution considérable dans le sens d'un développement de la transformation des produits. Les capacités de production d'huile de coco et de noix de coco déshydratée ont constamment augmenté. Les fluctuations de la production qui apparaissent au tableau II.33 sont donc principalement dues à des variations de la demande et aux conditions météorologiques. Bien qu'elles aient évolué pour l'essentiel en ligne avec la production, les exportations ont vu leur progression retardée par les taxes à l'exportation appliquées dans les années 80 sur l'ensemble des produits à base de noix de coco⁵⁷.

Tableau II.33. PHILIPPINES : INDICES DE LA NOIX DE COCO¹
1980 = 100

	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Volume						
Production	100.0	115.6	105.6	109.1	69.1	86.4
Exportations	100.0	111.3	108.9	105.5	65.6	66.8
Prix						
Huile de coco	100.0	82.9	70.4	86.1	159.8	86.2
Ratio						
Exportations/Production	82.8	82.6	85.4	80.0	78.6	63.8

1. Les produits à base de noix de coco comprennent la noix de coco déshydratée, le gâteau de coprah, le coprah et l'huile de coco.

Sources : FAO, *Annuaire de la production*, éditions diverses ; FAO, *Annuaire de commerce*, éditions diverses ; FMI, *Statistiques financières internationales*, déc. 1986.

Il ressort de l'analyse qui précède que les Philippines n'ont pas été capables de prendre les mesures appropriées pour faire face à la situation déprimée des marchés du sucre et du cuivre. En revanche, le pays est parvenu à corriger sa dépendance vis-à-vis du pétrole par une politique active de substitution aux importations.

Le Venezuela : la réaction à la chute des prix du pétrole

En ce qui concerne le Venezuela, l'analyse sera limitée au secteur pétrolier puisque ce dernier a représenté en moyenne 90 pour cent du total des recettes d'exportation. Globalement, la détérioration observée s'explique largement par l'évolution de la production tandis que les effets de prix n'apparaissent clairement que si l'on considère la variation entre 1980 et 1985. La baisse de la consommation a reflété l'état déprimé de la demande qui a prévalu au cours de la période 1980-1985. L'activité économique a régressé en termes réels sauf en 1982. La croissance de la demande intérieure enregistrée entre 1983 et 1985 doit être imputée à l'augmentation des stocks. Afin de fournir une description exacte de l'évolution du secteur pétrolier, il convient d'analyser séparément le pétrole brut et les produits raffinés.

Le marché international du pétrole a été marqué par un climat d'incertitude, les facteurs baissiers prédominant à partir de 1982. La disparité croissante entre l'offre et la demande ainsi que le rôle de plus en plus important joué par les forces du marché, comme le montre la part prise par le marché du comptant, ont affaibli l'emprise exercée par l'OPEP sur le marché pétrolier au cours des années 70. Alors qu'en 1980, les membres de cette organisation assuraient encore 76.5 pour cent du total des exportations de pétrole brut, leur part du marché mondial avait été ramenée à 53.1 pour cent en 1985⁵⁸. Afin de faire face à la contraction du marché du pétrole, l'OPEP (à l'exception de l'Iran) a décidé de réduire la production. Ces mesures ont bénéficié aux producteurs non membres comme le Mexique et le Royaume-Uni

Tableau II.34. VÉNÉZUELA : VARIATIONS DE LA BALANCE COMMERCIALE
DE CERTAINS PRODUITS PRIMAIRES

Millions de dollars

	La variation de la balance commerciale	Amélioration ou détérioration imputable à :		
		La variation de la production intérieure	La baisse de la demande intérieure ¹	L'effet prix sur les exportations nettes
1980-1982				
Minerai de fer	-92.2	-85.5	-36.8	30.1
Pétrole brut	-1 853.6	-2 657.0	479.1	324.3
Pétrole raffiné	-775.5	-1 731.0	811.5	144.0
Total	-2 721.3	-4 473.5	1 253.8	498.4
1983-1985				
Minerai de fer	61.9	117.2	-45.9	-9.4
Pétrole brut	-1 025.3	-1 072.7	-285.4	332.8
Pétrole raffiné	242.7	113.8	186.3	-57.4
Total	-720.7	-841.7	-145.0	266.0
1980-1985				
Minerai de fer	-55.5	-0.8	-64.0	9.3
Pétrole brut	-4 751.9	-4 734.2	375.7	-393.4
Pétrole raffiné	-447.7	-1 288.3	870.3	-29.7
Total	-5 255.1	-6 023.3	1 182.0	-413.8

1. Un signe négatif indique un accroissement de la demande intérieure c'est-à-dire de la consommation apparente y compris les variations de stocks.
Sources : CEPALC, *Economic Survey of Latin America and the Caribbean*, 1984, p. 597. *The Economist Intelligence Unit, Venezuela*, éditions diverses.
BID, 1986 Report. OPEP, *Annual Statistical Bulletin*, 1984 et 1985. CNUCED, *Yearbook of International Commodities*, éditions diverses.
Evaluations de l'auteur.

qui ont continué à accroître leurs exportations. Pour se conformer à la réduction des quotas décidée par l'OPEP, le Venezuela a dû diminuer sa production de 2.2 millions de barils par jour en 1980 à 1.7 million en 1985. Les chiffres de la production de 1984 et 1985 ont correspondu aux niveaux les plus faibles depuis 1951 et ne représentaient plus que 44 pour cent du niveau de 1970, point culminant de la production.

Tableau II.35. VÉNÉZUELA: INDICES DU PÉTROLE BRUT
1980 = 100

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1980-85 pondération
Volume							
Production	100.0	96.9	87.2	82.8	82.7	77.1	
Exportations	100.0	98.5	82.2	76.6	78.3	64.4	
Prix							
Tia Juana (24°)	100.0	116.1	116.1	101.6	97.9	95.8	
Boscan (10°)	100.0	122.6	111.4	113.1	129.4	120.0	
Ratio							
Exportations/Production	59.2	60.1	55.8	54.7	56.0	49.4	
Ratio fiscal							
Recettes pétrolières/Recettes totales	67.8	73.8	63.9	54.1	59.1	52.6	
Destination							
Amérique du Nord	100.0	91.6	92.4	65.2	107.1	115.9	28.1
Amérique latine	100.0	112.9	95.4	90.8	78.9	42.2	45.8
Europe de l'Ouest	100.0	117.8	87.0	104.5	88.0	92.5	21.7
<i>Pour mémoire</i>							
Production (millions de barils)							
Pétroles lourds ¹	294.4	304.3	268.3	277.8	308.6	287.7	
Pétroles moyens ¹	258.0	243.0	211.3	180.5	167.4	156.1	
Pétroles légers ¹	241.0	222.2	205.1	199.1	180.6	168.3	
Part dans les exportations							
Pétroles lourds (%)	50	52	54	60	72	n.d.	

1. Classification API : pétroles lourds, 21.99; pétroles moyens, de 22.00 à 29.99; pétroles légers, 30.00 et plus.

Source: Banco Central de Venezuela, *Boletín Mensual*; EIU, *Venezuela*, 1985-86; BID, *1986 Report*; FMI, *Statistiques financières internationales*, déc. 1986; FMI, *Government Finance Statistics Yearbook*, 1986. OPEP, *Annual Statistical Bulletin*, 1984 et 1985.

Comme l'indiquent les tableaux II.35 et II.36, les exportations ont diminué parallèlement à la production mais les pressions à la baisse sur les prix ont été contenues par une modification de la composition des exportations de pétrole brut. Tandis que le Mexique a développé ses exportations de pétrole léger le plus cher, le Venezuela a adopté l'attitude inverse. Les réserves de pétrole du Venezuela sont constituées principalement de pétrole lourd qui représente, estime-t-on, 62 pour cent du total des réserves⁵⁹. Pour éviter une diminution rapide des réserves de pétrole léger, priorité a été donnée à la production de pétrole de qualité moyenne et lourde. Alors que la production de pétrole lourd ne représentait que 37

Tableau II.36. VÉNÉZUELA : INDICES DES PRODUITS PÉTROLIERS RAFFINÉS
1980 = 100

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1980-85 pondérations
Volume							
Production	100.0	83.1	83.7	86.8	80.3	87.9	
Exportations	100.0	84.9	84.7	88.4	88.1	94.9	
Amérique du Nord	100.0	90.5	86.5	86.0	106.9	97.2	58.2
Amérique latine	100.0	79.5	80.5	109.2	83.2	91.4	18.1
Prix							
Prix de référence	100.0	108.0	102.8	100.5	104.0	99.5	
Ratio							
Exportations/Production	56.3	57.3	57.0	57.1	61.4	59.6	
Ratio d'utilisation							
Raffineries	64.6	60.5	66.6	67.5	74.2	77.1	

Sources : CEPALC, *Economic Survey of Latin America and the Caribbean*, 1984, p. 597. FMI, *Statistiques financières internationales*, déc. 1986. OPEP, *Annual Statistical Bulletin*, 1984 et 1985.

pour cent du total en 1980, sa part avait grimpé à 47 pour cent en 1985. Ce pourcentage plus élevé s'est également retrouvé au niveau des exportations. A la différence du pétrole léger, le pétrole lourd n'est soumis ni aux quotas de l'OPEP ni aux prix de référence⁶⁰. C'est pourquoi, le Venezuela a décidé d'encourager les exportations de brut lourd dont la part a augmenté rapidement, passant de 50 pour cent en 1980 et 72 pour cent en 1984. Ceci a permis au Venezuela de tourner dans une certaine mesure la politique restrictive de l'OPEP. De plus, l'évolution des prix du brut lourd (Boscan et Bachaquero) a été relativement favorable comparée à celle du brut léger et moyen. Bien que les prix du pétrole lourd aient recommencé à baisser en août, la progression des ventes a dans l'ensemble compensé les effets de la baisse générale des prix au cours de la période sous revue.

Les chiffres-clés permettant d'apprécier l'importance du secteur pétrolier dans l'économie du Venezuela figurent au tableau II.35 : ils montrent que les impôts sur le pétrole ont atteint les deux-tiers du total des recettes fiscales entre 1980 et 1982. Cette proportion a toutefois commencé à fléchir du fait de la baisse des prix du pétrole et de la fixation de quotas à l'exportation plus sévères, ce qui a entraîné des difficultés budgétaires.

Compte tenu de la volatilité du marché du pétrole au cours de la période 1980-1985, les exportations de produits raffinés se sont mieux comportées que celles de pétrole brut, s'élevant en moyenne à 5.5 milliards de dollars par an. Les écarts observés par rapport à cette moyenne ont tenu essentiellement à des effets de volume. Les raffineries fonctionnant à environ deux-tiers de leur capacité, la production a été progressivement réduite. Malgré la stagnation de la production ainsi que des exportations à partir de 1981, certaines modifications de la structure des produits raffinés ont conduit au développement de certaines exportations. Des innovations techniques successives au niveau du raffinage pétrolier ont permis la production d'une proportion plus importante d'essence et de distillats et la réduction de la quantité des résidus pétroliers⁶¹. De plus, la consommation intermédiaire de l'industrie pétrolière elle-même a été réduite ; ce qui se reflète en partie dans la réduction de la demande intérieure qui apparaît au tableau II.36.

Au cours de la période sous revue, la part des produits résiduels provenant du raffinage pétrolier a été réduite de un-demi à un-tiers et la production a continué à être exportée à hauteur de 80 à 90 pour cent, essentiellement vers le marché nord-américain⁶². La réduction de la production, s'ajoutant à la coopération entre le Mexique et le Venezuela pour la vente de certains produits résiduels en Amérique du Nord, a limité les fluctuations de prix. Dans le cas de l'essence et des distillats de pétrole, les facteurs techniques aussi bien que de prix ont agi dans le sens d'une augmentation de la part de la production disponible pour l'exportation. Au cours des années 80, la hausse en termes réels des prix de l'essence a plafonné la demande intérieure tandis que la récession économique de 1982 se traduisait par une réduction de la consommation d'autres produits.

Au total, en dépit des contraintes imposées par l'OPEP, le Venezuela a eu recours à diverses mesures pour atténuer les évolutions défavorables au sein du secteur pétrolier. La stratégie poursuivie en matière de production tant de pétrole brut que de produits raffinés, a consisté à modifier la composition des exportations, ce qui a permis probablement d'éviter une chute encore plus forte des recettes.

3.1. Les principaux facteurs à l'œuvre

En distinguant les différents facteurs qui influencent la balance commerciale, à savoir la production, la demande intérieure et les prix, il a été possible d'analyser les processus d'ajustement qui ont affecté les principaux produits primaires. En général, les exportations agricoles ont contribué relativement peu à la croissance de la production et/ou à la substitution aux importations. Les caractéristiques marquant de l'évolution des produits primaires non pétroliers peuvent être résumées comme suit :

- i) La période dans son ensemble a été caractérisée par la chute des prix des produits de base sur les marchés internationaux. Cette tendance est liée en partie à des pressions de l'offre dans certains pays en développement contraints de développer leurs exportations pour faire face aux charges du service de leur dette. Cette tendance a été renforcée par les politiques internes des pays de la CEE et des Etats-Unis qui ont provoqué des excédents agricoles écoulés à bas prix sur le marché mondial ;
- ii) L'impact de la politique de taux de change, en particulier les effets défavorables du maintien du taux de change à un niveau artificiellement élevé, a été particulièrement évident dans le cas des produits agricoles transformés comme les huiles végétales ;
- iii) Le problème des prix relatifs s'est posé de deux manières différentes. Tout d'abord, la consommation intérieure a été fréquemment stimulée par les subventions consenties à certains produits agricoles. Ces programmes d'aide ont parfois eu un effet discriminatoire à l'encontre des cultures d'exportations comme cela a été le cas, à l'évidence, au Mexique. En second lieu, les exportations potentielles de graines à huile – noix de coco aux Philippines, graines de soja au Brésil – ont été fortement découragées au profit des produits de transformation sous forme d'huile végétale ;
- iv) Des taxes à l'exportation ont été fréquemment instaurées pour des raisons budgétaires. Le dilemme était évident. D'une part, des recettes d'exportation croissantes étaient nécessaires pour assurer le service de la dette, d'autre part, la croissance des exportations a en fait été freinée par les taxes. Les gouvernements, contraints de réduire leur déficit budgétaire, faisaient appel au secteur le plus aisément im-

sable, à savoir, l'agriculture. Cette politique a été suivie en Argentine et, à un degré moindre, au Brésil et aux Philippines ;

- v) Dans un certain nombre de cas, les accords de produits de base se sont avérés constituer un handicap plutôt qu'un atout. De nombreux pays ont découvert que les accords qu'ils avaient signés constituaient un frein aux exportations. En fait, ce facteur a été l'un de ceux qui ont empêché certains pays de tirer pleinement avantage de leur potentiel d'exportation ;
- vi) Le renforcement du protectionnisme dans l'agriculture ainsi que les politiques en matière d'exportations agricoles de certains pays de l'OCDE vis-à-vis des marchés des pays tiers, ont constitué une menace pour la croissance des exportations des pays débiteurs, faute de laquelle, ces derniers éprouveraient de grandes difficultés à assurer le service de leur dette.

Le pétrole étant le produit qui a eu l'impact le plus important sur la balance commerciale, il méritait des conclusions distinctes. Il est important de distinguer les importateurs et les exportateurs de pétrole.

S'agissant des importateurs de pétrole, le facteur-clé de l'ajustement a consisté en programmes énergétiques mis en œuvre dans des pays comme le Brésil et les Philippines :

- i) Le Brésil a mis en œuvre une stratégie multiforme pour accroître son autosuffisance énergétique a) en accroissant la production nationale de pétrole brut, b) en substituant des sources internes d'énergie telles que le sucre et le charbon au pétrole importé, c) en encourageant l'industrie sidérurgique et les autres industries à réduire leur consommation de pétrole en remplaçant ce dernier par le charbon ou l'énergie hydro-électrique. Bien que les résultats de cette politique n'aient pas été très significatifs dans les années 70, la mise en œuvre du programme s'est accélérée à la suite du second choc pétrolier et de la crise de l'endettement extérieur ;
- ii) Les Philippines ont adopté une stratégie analogue, en mettant l'accent sur la substitution aux importations. Le développement de l'énergie géothermique et du charbon a été particulièrement encouragé et cette politique a permis de réduire sensiblement la dépendance vis-à-vis du pétrole étranger.

En ce qui concerne les exportateurs de pétrole, les trois pays concernés ont fait face de manière très différente aux fluctuations du marché pétrolier international. Leurs réactions ont été essentiellement les suivantes :

- i) L'Indonésie a réagi à la chute des prix du pétrole en développant sa production et ses exportations de gaz. Ces dernières sont parvenues à atténuer l'effet de la baisse globale des revenus pétroliers ;
- ii) Comme l'Indonésie, le Venezuela est soumis aux quotas fixés par l'OPEP. Il a compensé les effets défavorables de la baisse des prix du pétrole brut en modifiant la composition de ses exportations de pétrole brut au profit des qualités les plus lourdes et aux dépens des bruts légers ou moyens. Le pétrole lourd n'étant soumis ni aux quotas ni aux prix de référence de l'OPEP, ce changement de composition a évité au pays, au moins temporairement, de subir l'impact intégral de la baisse des prix ;
- iii) Le Mexique a tiré pleinement avantage de sa situation de producteur non membre de l'OPEP. Dans un marché mondial en contraction, il a continué à développer ses exportations de pétrole jusqu'en 1984, date à laquelle il avait doublé ses exportations en volume par rapport à 1980. De plus, le Mexique a changé également la composition de ses exportations, mais contrairement au Venezuela, en donnant priorité au pétrole léger le plus cher afin de limiter les effets négatifs de la baisse des prix.

4. LES INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES ET LEUR IMPACT SUR L'AJUSTEMENT DE LA BALANCE COMMERCIALE

Les exportations de produits manufacturés sont considérées comme l'élément le plus dynamique du commerce extérieur des pays, étant moins sujettes que les produits de base à des fluctuations de prix et représentant une source potentielle de croissance rapide. Dans ces conditions, on pourrait espérer que la croissance des exportations de produits manufacturés serait susceptible d'égaliser la progression des charges du service de la dette. Cependant, le seul pays qui est parvenu à ce résultat a été la Corée. Dans tous les autres pays, le poids et la croissance des exportations de produits manufacturés se sont avérés insuffisants pour compenser le coût croissant du service de la dette. De ce fait, tous les pays, excepté la Corée, se sont trouvés obligés de réduire leurs importations afin de générer les excédents de la balance commerciale nécessaires pour assurer le service de la dette. L'analyse des parts de marché constantes a identifié les sources de la croissance des exportations dans le secteur des industries manufacturières et le potentiel de croissance pour l'avenir. On a examiné dans la section précédente divers produits primaires bruts ou transformés, mais l'analyse a montré qu'en dehors des carburants, les produits de base ont eu un impact mineur sur l'ajustement de la balance commerciale. Il convient donc de se tourner en fin d'analyse, vers les produits manufacturés pour examiner, en particulier, les exportations de ces produits et la contribution qu'elles ont apportée à l'amélioration de la balance commerciale. Auparavant, il y aura lieu d'examiner les changements intervenus dans les industries manufacturières et d'évaluer les politiques qui ont influencé les résultats obtenus. Ces changements se sont évidemment reflétés dans la balance commerciale des produits manufacturés. Toutefois, comme le montrera l'analyse qui suit, le solde net des échanges de produits manufacturés a été en fait négatif dans la plupart des pays et n'a pu contribuer à assurer le service de la dette.

4.1. Exportations de produits manufacturés et ratios d'exportation

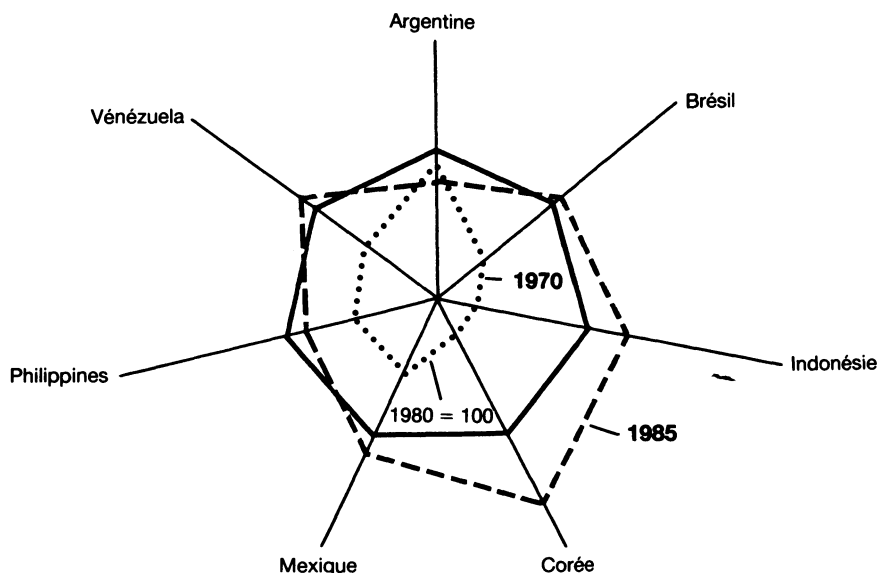
Beaucoup de pays en développement en arrivent à compter de plus en plus sur le secteur manufacturier à la fois comme source de croissance interne et de gains potentiels de devises. Beaucoup de gouvernements considèrent l'augmentation de la production industrielle comme étant un moyen de faire face à leurs obligations financières extérieures. C'est pourquoi il est important de voir d'abord quels sont les changements qui sont apparus dans le secteur manufacturier pour pouvoir faire ensuite une analyse des exportations de biens manufacturés.

4.1.1. Changements structurels du secteur industriel

Comme l'a montré la section II.1, la théorie des transferts requiert un processus d'ajustement de la production et des échanges pour que soit généré l'excédent d'exportations nécessaire pour assurer le service de la dette. Bien que la théorie des transferts accorde peu d'attention, dans le processus d'ajustement, au facteur temps, ce dernier est de première importance dans le secteur de la production qui obéit à un processus à long terme. C'est pourquoi il est important de considérer l'évolution du secteur industriel sur la période des quinze dernières années afin d'identifier les changements structurels qui se sont reflétés à leur tour dans la balance commerciale. Notre analyse suppose une évaluation des variations de la valeur ajoutée dans les industries manufacturières et une interprétation des changements structurels intervenus.

Le diagramme II.5 indique la progression et parfois la régression de la valeur ajoutée à prix constants dans l'industrie manufacturière. La rupture entre la période d'expansion des années 80 et la stagnation d'ensemble de la période 1980-85 est extrêmement claire. Si l'on se déplace dans le sens des aiguilles d'une montre, on observe que le premier groupe composé du Brésil, de l'Indonésie et de la Corée, a été caractérisé par une croissance vigoureuse de la production entre 1970 et 1980. Le second groupe, comprenant le Mexique, les Philippines et le Venezuela, a également enregistré une croissance soutenue quoique moins rapide du secteur industriel. L'Argentine fait bande à part : son secteur industriel révèle au cours des années 70 davantage de tendances à la stagnation que de tendances expansionnistes. De ce fait, la valeur ajoutée de l'industrie manufacturière de ce pays n'a augmenté que de 17 pour cent seulement pendant ces dix années.

Diagramme II.5
VALEUR AJOUTÉE DANS L'INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE
 1980 = 100



Sources : BAD, *op. cit.*; BID, *Progrès économique et social en Amérique latine, op. cit.*

La seconde période qui va de 1980 à 1985 a été marquée dans presque tous les pays par une stagnation de la production industrielle. Seules la Corée et l'Indonésie ont enregistré une croissance soutenue : durant cette période, la valeur ajoutée a augmenté de 24 pour cent en Indonésie et de presque 50 pour cent en Corée. Les autres pays se sont débattus dans la récession, leur situation ayant été encore aggravée par les difficultés rencontrées pour assurer le service de la dette et par le solde négatif des transferts financiers. L'évolution de leurs

industries manufacturières a même été négative et ne s'est modestement redressée qu'en 1985. La situation économique des Philippines a connu une détérioration régulière, la production industrielle chutant à compter de 1983. Le climat d'incertitude qui a régné sur le plan économique en Argentine, se reflète dans l'inflation galopante qu'a connue le pays et qui a entraîné, notamment, une diminution de la production industrielle entre 1980 et 1985. Plus grave encore, en 1985, la valeur ajoutée de l'industrie manufacturière à prix constants était tombée en-dessous de son niveau de 1970.

La performance décevante de l'industrie manufacturière argentine tient, semble-t-il, à des causes structurelles qui ont été aggravées par un environnement macroéconomique instable. Selon une étude de l'ONUDI, le taux moyen annuel de croissance de la valeur ajoutée a été pratiquement nul entre 1970 et 1987⁶³. Le tableau II.37 montre que cette situation a contrasté fortement avec celle des autres pays examinés : si la Corée, avec son taux de croissance annuel de 15 pour cent constitue un cas à part, les autres pays ont enregistré des taux de croissance compris entre 4 et 8 pour cent par an. Ces taux de croissance ont été sensiblement supérieurs à ceux de certains pays de l'OCDE, le taux de croissance moyen des pays de l'OCDE ayant été de 2.8 pour cent par an. Au cours de la période sous revue, les sept pays débiteurs ont enregistré une croissance annuelle moyenne de la valeur ajoutée de 6.6 pour cent.

Tableau II.37. ÉVOLUTION DE LA STRUCTURE INDUSTRIELLE,
1970-1987

A prix constants, prix de 1980

	Taux de croissance annuel moyen (%)	Indice du changement structurel ¹
Argentine	0.05	13.86
Brésil	5.69	22.36
Indonésie	7.77	17.85
Corée	15.00	28.42
Mexique	3.97	11.10
Philippines	6.99	6.71
Vénézuéla	6.62	11.01
<i>Pour mémoire</i>		
Amérique de nord	2.96	14.05
Europe de l'Ouest	1.84	8.94
Japon	3.60	32.76

1. Le changement structurel est mesuré par la formule :

$$\cos \theta = \frac{\sum_i s_i(t) \cdot s_i(t-1)}{\sqrt{(\sum_i s_i(t)^2) \cdot (\sum_i s_i(t-1)^2)}}$$

où $s_i(t)$ est la part de la valeur ajoutée de la branche i – where $i = 1 \dots 28$ – dans le total de la valeur ajoutée de l'année t . Cette valeur peut être représentée par l'angle entre les deux segments $s_i(t-1)$ et $s_i(t)$ mesurés en degrés. La valeur maximum théorique de θ est de 90 degrés

Source : ONUDI, *Industry and Development, Global Report 1986*, Vienne 1986.

L'indice des changements structurels qui indique la manière dont les deux groupes de pays ont traité le changement industriel est toutefois plus ambigu. Il est vrai que l'augmentation significative de la valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière enregistrée depuis les

années 70 au Brésil, en Indonésie et en Corée s'est également traduite par de sensibles changements structurels. Toutefois, ces derniers n'ont pas nécessairement comporté une corrélation positive avec la croissance de l'industrie manufacturière et, comme on le verra, avec la performance des exportations de produits manufacturés. L'Argentine et les Philippines fournissent au contraire des exemples de corrélation négative.

Tableau II.38. RÉPARTITION DE LA VALEUR AJOUTÉE
DANS L'INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE, 1970-1984

En pourcentage aux prix de 1980

	Alimentation agriculture		Textiles et vêtements		Produits chimiques		Machines et matériels de transport		Autres produits manufacturés	
	1970	1984	1970	1984	1970	1984	1970	1984	1970	1984
Argentine	22	24	13	9	8	12	17	15	40	40
Brésil	21	19	15	10	4	11	16	18	44	41
Indonésie	18	20	7	7	7	6	5	7	62	60
Corée	13	9	16	17	16	11	9	29	46	35
Mexique	29	28	16	12	9	13	11	13	35	34
Philippines	42	44	11	14	6	7	9	8	32	28
Vénézuéla	22	28	10	6	8	6	6	6	55	54

Source : Banque mondiale, *Rapport sur le Développement dans le Monde*, tableau 7, pages 214-215 du texte anglais.

Il convient de faire preuve de prudence en ce qui concerne l'évaluation des changements structurels associés à la répartition de la valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière s'agissant, en particulier, des évolutions dans le temps. Comme le montre le tableau II.38, les modifications de la composition de l'industrie manufacturière se sont opérées de manière relativement lente. Il est néanmoins possible d'identifier les secteurs que les pays considéreront probablement comme moteurs ainsi que les catégories d'exportations de produits manufacturés dont dépendront vraisemblablement les performances à moyen terme. Le tableau fait apparaître le changement sensible de la structure des industries manufacturières coréennes, la part des machines et des matériels de transport dans la valeur ajoutée étant passée de 9 pour cent seulement en 1970 à 29 pour cent en 1984. L'expérience de la Corée contraste fortement avec celle des autres pays qui ont continué à dépendre fortement du secteur agro-alimentaire ainsi que de la production de pétrole raffiné en ce qui concerne les deux pays de l'OPEP. Pour l'interprétation de ce tableau en fonction notamment des résultats de l'étude de l'ONUDI pour la période 1980-85⁶⁴, on peut signaler les points suivants en ce qui concerne les sept pays intéressés :

- i) L'Argentine a enregistré une stagnation de la branche la plus importante de son industrie manufacturière, l'agroalimentaire. Deux branches ont régressé, à savoir les machines et les matériels de transport et le textiles et le vêtement. Cette tendance négative n'a pu être compensée au niveau global par la croissance des secteurs des produits chimiques et de la sidérurgie ;
- ii) Au Brésil, la rapide croissance des années 70, et la progression modeste de la période 1980 et 1985, ont conduit à une modification de la structure industrielle se traduisant par la place de plus en plus grande occupée par l'industrie chimique et le

Tableau II.39. CORÉE : PRODUCTION INDUSTRIELLE, 1980-1985
1980 = 100

	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Textiles, vêtements	100.0	115.5	115.5	125.0	130.6	132.7
Machines, matériels de transport, produits manufacturés en métal	100.0	123.5	133.5	167.9	217.3	231.9
Ensemble des industries	100.0	113.4	119.4	139.0	160.6	167.0

Source : Banque de Corée, *Monthly Bulletin*, tableau 60.

- secteur des machines et des matériels de transport. Il est possible d'identifier cinq secteurs de croissance : par ordre décroissant, il s'agit 1. des produits chimiques, 2. de la construction mécanique non électrique, 3. des articles minéraux non métalliques, 4. des matériels de transport et 5. de la sidérurgie ;
- iii) A partir d'un niveau d'industrialisation assez bas, l'Indonésie a développé sensiblement sa base industrielle dont la valeur ajoutée a atteint 40 pour cent du PIB en 1984. La valeur ajoutée s'est accrue de manière significative dans la sidérurgie ainsi que dans la construction de machines et l'industrie du bois ;
 - iv) La Corée a enregistré des taux de croissance sans précédent de la valeur ajoutée industrielle au cours de la période sous revue. Les textiles ont continué à jouer un rôle primordial dans l'économie en tant que secteur de croissance ; dans le même temps, les pouvoirs publics ont fortement encouragé le développement de l'industrie lourde et des industries chimiques ainsi que des branches des machines électriques et des matériels de transport. Cette tendance a été renforcée au cours de la période 1980-85, comme le montre le tableau II.39 ;
 - v) L'installation des *maquiladoras* à proximité de la frontière entre les Etats-Unis et le Mexique et l'émergence de ce pays comme important producteur de pétrole ont été les principaux facteurs de l'évolution du secteur des industries manufacturières. Le Mexique a enregistré une croissance rapide de son industrie du raffinage pétrolier ainsi que des branches de la construction de machines et de matériels de transport. Toutefois, la croissance de ce dernier secteur n'a pas entraîné une modification sensible de sa part dans le total de la valeur ajoutée des industries manufacturières. Ce phénomène s'explique par le fait que les *maquiladoras* fournissent une valeur ajoutée relativement faible en raison de la forte proportion de biens intermédiaires importés dans la production ;
 - vi) Aux Philippines, le secteur des industries manufacturières, qui représentait 25 pour cent du PIB en 1984, demeure très fortement concentré sur l'agroalimentaire. Les activités industrielles non liées à l'agriculture ne représentent que 15 pour cent du PIB. Entre 1970 et 1985, les textiles ont figuré parmi les secteurs de croissance, de même que les matières plastiques, les produits chimiques, la sidérurgie et les machines électriques ;
 - vii) Au Vénézuéla, l'industrie manufacturière est dominée par le raffinage pétrolier. En dehors du textile, la valeur ajoutée de l'industrie manufacturière a progressé à un rythme régulier au cours des années 70. Dans les années 80, la croissance ne s'est poursuivie que dans un tiers des industries tandis que les autres connaissaient une stagnation. Parmi les secteurs en croissance, on relève l'agroalimentaire, le papier, le raffinage pétrolier, les matières plastiques et la sidérurgie.

4.1.2. La répercussion des changements de la structure industrielle sur les exportations

La section précédente a été consacrée à l'examen des principales tendances de l'évolution du secteur industriel au cours des quinze dernières années. Selon la théorie des transferts, les changements intervenant dans l'industrie doivent se répercuter sur le secteur exportateur. Au cours des années 70, la restructuration qui s'est opérée dans l'industrie manufacturière a été financée, en partie, par des crédits extérieurs, les exportations de produits manufacturés devant, en principe, couvrir au moins une fraction des charges du service de la dette extérieure. Notre prochaine étape va donc consister à déterminer si ce schéma a correspondu ou non à la réalité.

Pour assurer la cohérence et la comparabilité entre pays, les exportations de produits manufacturés sont définies dans leur forme la plus large ; elles comprennent donc des produits de transformation à base de ressources naturelles. Cette définition rend possible une comparaison des changements dans l'industrie avec l'évolution des exportations de produits manufacturés. Le tableau A.II.4.1. de l'Annexe statistique indique de manière détaillée la correspondance entre la Classification internationale type par industries (CITI) et la Classification type pour le commerce international (CTCI). Du fait de l'absence de données détaillées, les calculs n'ont pu être effectués dans tous les cas jusqu'en 1985. Malgré cette lacune, l'analyse qui suit peut aborder efficacement deux aspects qui sont essentiels du point de vue du service de la dette à savoir

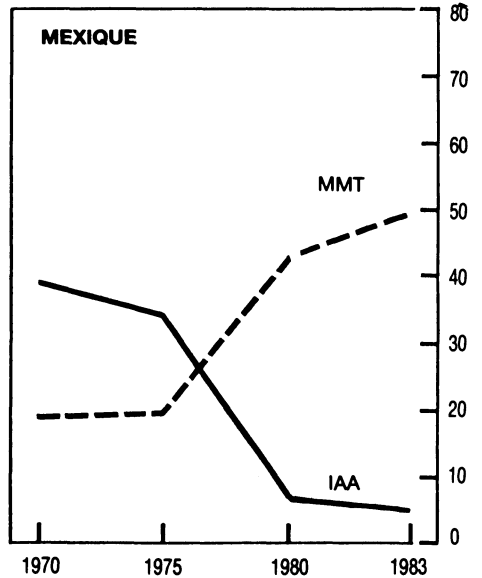
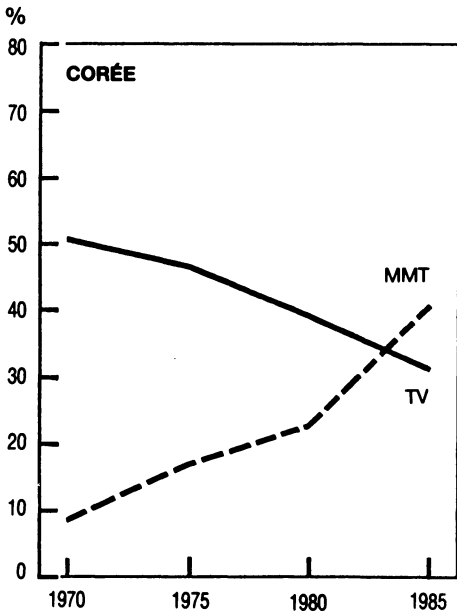
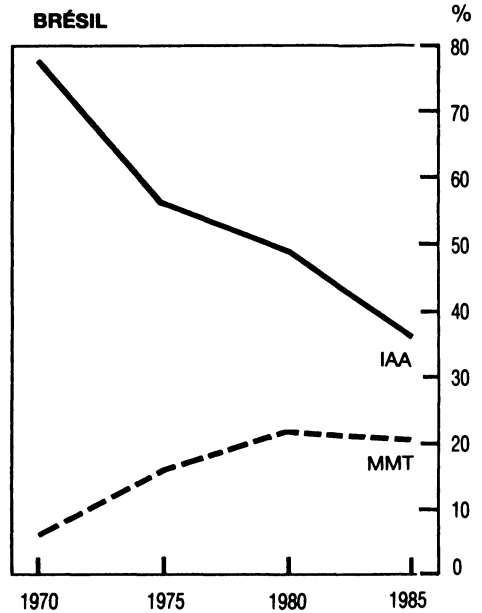
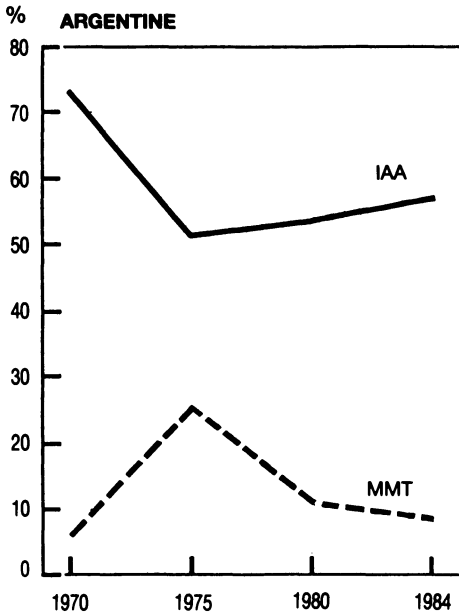
1. la performance à l'exportation et,
2. le transfert opéré du marché interne vers le marché international.

La croissance des exportations de produits manufacturés a évolué fondamentalement dans le même sens que la valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière. Ici encore, on peut distinguer trois groupes différents de pays selon les performances à l'exportation accomplies entre 1970 et 1984-85. Le groupe des pays à forte croissance comprend le Brésil, la Corée et l'Indonésie dont les exportations de produits manufacturés en dollars courants, ont été multipliées par un coefficient compris entre 25 et 42 au cours de la période. Le second groupe qui se compose du Mexique, des Philippines et du Vénézuéla, a enregistré une croissance économique modeste et ses exportations ont été multipliées par un coefficient compris entre 9 et 12. Quant à l'Argentine, ses exportations de produits manufacturés ont évolué parallèlement au secteur industriel lui-même. Le pays n'a augmenté ses exportations que de quatre fois en dollars courants entre 1970 et 1984, la tendance étant au fléchissement au cours des années 80. Une mise en garde est nécessaire en ce qui concerne l'interprétation de ces résultats. Il existe, semble-t-il, une corrélation négative entre les taux de croissance et les exportations de produits manufacturés en valeur⁶⁵. Ainsi, pour l'Indonésie, un taux élevé de croissance économique a été associé à une valeur relativement faible des exportations de produits manufacturés.

Alors que la répartition de la valeur ajoutée entre les secteurs de l'industrie manufacturière n'a enregistré que des modifications mineures, les exportations de produits manufacturés ont connu des changements de structure très importants reproduisant les tendances des taux de croissance des différents secteurs industriels. Le diagramme II.6 reflète certaines des tendances observées dans les principaux pays à industrie relativement développée. Alors que la part des industries agroalimentaires dans la valeur ajoutée du secteur des industries manufacturières a fait preuve d'une assez grande stabilité, leur part dans les exportations de produits manufacturés a chuté. Entre 1970 et 1983-84, cette chute a atteint 16.5 points pour l'Argentine et 50 points pour l'Indonésie, tandis que le Brésil, le Mexique et les Philippines se situaient dans des positions intermédiaires. Malgré ce déclin relatif, ces pays ont continué à

Diagramme II.6

**ÉVOLUTION DE LA COMPOSITION DES EXPORTATIONS DE PRODUITS MANUFACTURÉS
DE CERTAINS PAYS**
En pourcentage



Notes : IAA : Industries agro-alimentaires ; MMT : Machines et matériels de transport ; TV : Textiles et vêtements.
Sources : Banco Central do Brasil, *Boletim Mensual* ; UNSO, Base de données Comtrade.

s'appuyer sur les produits manufacturés à base de ressources naturelles. Toutefois, comme on l'a montré dans la section précédente, ces produits manquent du dynamisme nécessaire pour progresser au même rythme que les charges du service de la dette. Les exportations de produits agroalimentaires ont souffert des mêmes difficultés que celles de produits de base : faible élasticité de la demande par rapport au revenu, instabilité des prix plus forte que celle des autres produits manufacturés et renforcement des obstacles tarifaires et non tarifaires aux formes les plus élaborées des produits agroalimentaires⁶⁶. Ceci est de mauvais augure pour les perspectives des exportations de ce secteur. En d'autres termes, plus la part de ce secteur dans le total des exportations de produits manufacturés est importante, plus le taux de croissance de ces exportations risque d'être limité.

Comme l'ont montré l'analyse des parts de marché constantes ainsi que l'examen des changements structurels, certains groupes de produits d'exportation ont connu une croissance rapide. Au Brésil la part des exportations de machines et de matériels de transport ainsi que de chaussures et de produits sidérurgiques a augmenté. L'Indonésie, à partir d'un niveau relativement faible a réussi à diversifier ses exportations en favorisant le raffinage pétrolier, le textile, le bois façonné et les produits chimiques. Pour le Mexique, les exportations de produits agroalimentaires ont cessé de jouer un rôle significatif dans la performance des exportations de produits manufacturés. Dans le même temps, les exportations de machines et de matériels de transport ont pris, grâce à l'installation des *maquiladoras*, une grande importance, leur part dans le total des exportations de produits manufacturés atteignant 50 pour cent. Les Philippines se sont tournées vers les exportations de produits textiles et d'autres produits manufacturés tandis que la part des produits transformés à base de sucre et de coprah voyait son importance se réduire. L'Argentine a été le seul pays à augmenter sa dépendance vis-à-vis des produits agricoles au cours des années 80, l'autre caractéristique marquante de cette période étant le déclin de la part des exportations de machines et de matériels de transport dans le total des exportations. L'évolution exactement inverse a été observée en Corée où les exportations de machines et de matériels de transport ont enregistré une croissance spectaculaire d'une année à l'autre. Tandis que ce secteur représentait à peine 9 pour cent du total des exportations de produits manufacturés en 1970, ce chiffre atteignait 23 pour cent en 1980 et dépassait 40 pour cent en 1985. La croissance rapide du secteur des machines et des matériels de transport devenu le premier secteur exportateur de la Corée a résulté d'une politique délibérée donnant la priorité à ce secteur au sein de la production industrielle.

Avant d'examiner les politiques industrielle et d'exportation on peut se référer à l'expérience de la Corée dans le secteur des machines et des matériels de transport (CTCI 7) comme indicateur du potentiel de croissance des exportations. Afin de mesurer le potentiel de ce secteur, on peut comparer les taux de croissance de la Corée pour ces diverses branches à ceux des autres principaux exportateurs, l'Argentine, le Brésil et le Mexique. Le tableau II.40 donne un aperçu du secteur des machines et des matériels de transport au niveau des rubriques détaillées. La différence entre la Corée et les pays d'Amérique latine est frappante. La variation négative de nombreuses branches du secteur en Amérique latine a été liée non seulement à la récession interne et régionale mais aussi à des politiques économiques inadéquates notamment en matière de taux de change. Il est exact bien sûr que la régression de l'activité en Amérique latine a reflété aussi une contraction des échanges à l'intérieur de la région. Plus de 50 pour cent des exportations de biens d'équipement de l'Argentine et du Brésil sont à destination des pays en développement en particulier d'Amérique latine. Lorsque la crise de l'endettement s'est manifestée, les pays d'Amérique latine ont ajusté leurs balances commerciales en réduisant leurs importations et leurs programmes d'investissement. Ces mesures ont à leur tour affecté à la fois la performance à l'exportation de ces deux pays en matière de biens d'équipement ce qui explique en partie leur manque de dynamisme par rapport à la Corée ou même au Mexique. Toutefois la différence entre l'Argentine et le Brésil

Tableau II.40. EXPORTATIONS DE MACHINES ET DE MATÉRIELS DE TRANSPORT D'UN MONTANT SUPÉRIEUR A 10 MILLIONS DE DOLLARS

Taux annuels de croissance et montant des exportations 1984 *

Produits	Argentine		Brésil		Corée		Mexique	
	r	\$	r	\$	r	\$	r	\$
Moteurs à combustion interne	-23.5	9.7	15.8	635.2	-2.4	14.9	132.4	889.1
Turbines					0.2	55.1		
Turbines pour centrales électriques			-16.5	25.9	-14.9	47.6	-34.1	20.4
Autres équipements de production d'électricité					274.8	54.6		
Machines agricoles (sauf tracteurs)			-15.0	20.8			18.5	10.2
Tracteurs	-50.4	0.9	-33.1	32.4				
Matériel de génie civil			-1.2	100.9			-7.3	12.6
Machines textiles et de traitement de cuir			1.7	54.1	2.4	35.1		
Machines pour le traitement des produits alimentaires	12.7	10.3	-25.6	4.5				
Autres machines spécialisées			-14.8	51.8	29.2	51.2	2.7	49.6
Machines-outils	-25.4	8.9	-33.3	15.5	-1.8	24.3		
Machines pour le travail des métaux	90.6	16.8	14.6	18.3				
Matériel de chauffage et de réfrigération	-21.3	5.2	-28.4	26.5	-16.2	21.9		
Matériel de pompage des liquides			3.2	32.9				
Pompes, centrifugeuses			6.9	68.2	23.9	10.0	3.7	18.6
Matériel de manutention	-41.0	1.7	-19.9	23.1	20.2	35.8	24.4	15.3
Matériel d'outillage mécanique	-21.6	9.7	-4.8	29.7			3.8	19.6
Machines et pièces détachées mécaniques	-26.5	10.1	-5.4	55.1	17.4	56.0	10.6	60.9
Machines de bureau	-45.0	0.9	-10.7	58.7	1.1	32.8	-24.5	30.2
Machines de traitement de l'information	35.1	130.0	6.4	201.1	159.8	261.4	-7.6	33.7
Composants pour matériel bureautique et informatique	5.6	18.5	23.6	38.8	30.6	144.5	83.7	239.7
Récepteurs de télévision			-52.1	2.3	68.4	707.0	134.1	75.2
Récepteurs radio			43.1	288.2	17.4	544.3	424.3	241.8
Disques sonores			153.9	65.2	3.1	148.9	-8.9	12.7
Composants pour matériel de télécommunication			11.6	57.7	29.0	457.1	0.4	775.8
Machines électriques			34.8	10.5	17.9	138.3	19.3	211.5
Appareillages et pièces détachées pour matériel électrique	-22.1	3.7	3.5	63.8	6.4	77.4	10.8	332.4
Équipements pour la distribution d'électricité	-37.5	1.7	24.2	32.0	12.1	98.7	-11.2	55.9
Appareils ménagers	-26.9	2.9	15.4	52.5	50.4	327.0	17.7	70.7
Transistors, valves etc.			6.4	81.8	26.8	1 337.6	5.8	227.6
Matériels électriques divers	-29.9	3.8	-11.1	60.1	7.3	192.0	-40.0	33.2
Véhicules automobiles pour le transport des passagers (sauf le bus)	-6.2	28.4	-0.8	317.0	36.9	174.2	39.9	119.1
Camions	-27.1	4.8	-25.2	111.4	-8.4	29.5	28.1	26.7
Véhicules automobiles routiers divers			-24.8	33.0				
Pièces détachées pour véhicules automobiles	-28.4	16.6	9.4	361.1	26.4	52.2	6.8	317.5
Cycles, etc.		27.5	4.1	10.5	28.0			
Remorques			-17.5	12.5	13.4	373.5		
Véhicules ferroviaires			-29.3	17.6	-2.6	33.8		
Aéronefs, etc.			-11.8	51.1	2.3	148.2		
Navires et bateaux			-45.8	9.2	66.1	4 683.0		

* Données préliminaires.

1. Les chiffres inférieurs à 10 millions de dollars correspondent à des valeurs supérieures à ce montant en 1980.

Source : NU, *International Trade Statistics Yearbook 1984*, New York, 1986.

a tenu à ce que ce dernier s'est montré semble-t-il, plus capable de réorienter ses exportations de machines et de matériels de transport vers d'autres pays, en particulier les Etats-Unis. Comme l'indique le tableau, la Corée, plus que tout autre pays parmi ceux examinés, a tiré un avantage maximum de l'appréciation du dollar vis-à-vis de sa propre monnaie ainsi que de la vigueur de la demande d'importation des Etats-Unis au cours de la première moitié des années 80. Considérée dans son ensemble, la rubrique 7 de la CTCI indique l'existence d'un potentiel de croissance, sous réserve d'une situation favorable de la demande internationale, d'un taux de change compétitif et de l'absence d'un biais défavorable à l'exportation dans les pays exportateurs.

Si les changements structurels ont affecté la composition des exportations de produits manufacturés, leur effet sur le transfert de ressources productives du secteur des biens non échangeables vers le secteur des biens échangeables peut être déterminé en examinant l'évolution des ratios d'exportation. Ces derniers sont définis comme la part des exportations dans la production intérieure brute⁶⁷. Un accroissement du ratio indique un transfert vers l'extérieur qui constitue une condition nécessaire pour résoudre le problème des disponibilités en devises. Le tableau II.41 donne l'évolution des ratios d'exportation de l'ensemble du secteur des industries manufacturières entre 1970 et 1985. Il montre que, bien que les ratios aient en général augmenté, leur niveau a été très différent d'un pays à l'autre. A une extrémité on trouve l'Argentine et le Brésil qui ont exporté en moyenne 10 pour cent de leur production tandis que la Corée s'est approchée des 30 pour cent dans les années 80.

Tableau II.41. RATIOS D'EXPORTATION, 1970-1985

	1970	1975	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Argentine	8.4	5.3	10.1	12.1	12.3	9.7	10.0	n.a
Brésil	7.6	7.1	10.2	11.3	9.6	20.2	n.a.	n.a
Indonésie	8.8	11.6	15.8	10.7	10.7	17.5	21.2	n.a
Corée	13.4	21.1	27.3	27.1	26.2	26.3	29.3	29.2
Mexique	3.3	3.1	5.7	5.8	6.0	7.2	n.a.	n.a.
Philippines	15.1	17.8	20.6	23.3	20.3	19.9	n.a.	n.a.
Vénézuéla	13.8	17.2	21.0	9.6	16.4	17.7	n.a.	n.a.

Source : Appendice, tableaux A.4.2 - A.4.8.

Si l'on fait abstraction des produits à base de ressources naturelles que l'on a déjà examinés dans la section précédente pour retenir une définition étroite des produits manufacturés (CTCI 5 à 9 moins la rubrique 68), on constate généralement une baisse significative des ratios d'exportation. Les tendances des exportations de produits manufacturés pour les quatre principaux pays ont été les suivantes :

- i) Le ratio des exportations non agricoles de l'Argentine s'est établi en moyenne à 7 pour cent dans les années 80 soit environ deux fois le niveau de 1975. Malgré cette progression, le marché intérieur a maintenu sa prédominance et la capacité de faire face au service de la dette n'a pas été renforcée. De plus, depuis le déclenchement de la crise de l'endettement, les ratios d'exportation de l'ensemble des branches ont fléchi. Ce phénomène est imputable à la récession interne ainsi qu'au rétrécissement des marchés des pays en développement. Toutefois, au cours des années 80, l'industrie manufacturière a été incapable d'utiliser ses capacités disponibles pour accroître ses exportations soit en se redéployant sur de nouveaux marchés soit en développant ses ventes sur les marchés traditionnels. Ceci indique un certain manque de compétitivité de l'industrie argentine ;

- ii) S'agissant du ratio des exportations non agricoles, le Brésil ne s'est pas dans l'ensemble mieux comporté que l'Argentine. Les ratios reflètent la politique d'industrialisation fondée sur les importations qui a été suivie par les deux pays au cours des années 70. Dans la mesure où un vaste marché intérieur implique par définition un ratio d'exportation assez bas, le fait que le Brésil ait doublé son ratio dans les années 80 par rapport à 1975 indique une ouverture, quoique modeste, sur l'extérieur. Toutefois, à la différence de celle de l'Argentine, la performance du Brésil en matière d'exportations de produits manufacturés montre que les changements industriels ont abouti à la création d'un certain nombre de produits compétitifs sur les marchés internationaux. Il suffit d'observer à cet égard la performance des branches de l'automobile, de la sidérurgie et de la chaussure ;
- iii) La dépendance de la Corée vis-à-vis des secteurs du textile et de la construction mécanique se reflète dans l'évolution des ratios d'exportation de ces deux branches. L'un et l'autre ont sensiblement augmenté entre 1970 et 1985, passant respectivement de 37 à 62 pour cent et de 10 à 47 pour cent. Malgré l'Accord multi-fibres (AMF), la Corée a réussi à développer ses exportations de textiles grâce à un renforcement de la pénétration de certains marchés et à la conquête de nouveaux marchés. Au cours des années 70, la Corée a encouragé le développement de l'industrie lourde et de la chimie ce qui a conduit à une augmentation des exportations de ces secteurs. Le mouvement des ratios d'exportation des secteurs de la chimie et de la construction mécanique atteste de la réussite de l'ajustement des échanges extérieurs répondant au souci de se procurer les recettes en devises nécessaires pour assurer le service de la dette.
- iv) Le ratio d'exportation du Mexique n'a commencé à progresser que dans la seconde moitié des années 70. Les *maquiladoras* ont contribué à la croissance du ratio d'exportation du secteur des machines et des matériels de transports qui a atteint près de 30 pour cent en 1980. Bien que ce secteur ainsi que celui du raffinage pétrolier se soient davantage tournés vers l'extérieur, les secteurs du textile et de la chimie ont plutôt eu tendance à se replier sur le marché intérieur. Ces disparités soulignent la nécessité d'une correction du biais anti-exportation dans ces deux secteurs.

4.1.3. *Politiques d'industrialisation et niveau élevé de l'endettement extérieur*

L'examen des ratios d'exportation révèle non seulement l'adaptation de l'industrie aux marchés extérieurs mais aussi la nature des politiques suivies par les gouvernements concernés. Les problèmes d'endettement que rencontrent actuellement de nombreux pays en développement reflètent les difficultés issues des conditions de l'industrialisation. L'analyse des mérites respectifs de stratégies de développement des exportations et de substitution aux importations néglige souvent le facteur endettement extérieur. La théorie des transferts montre très clairement pourquoi il est essentiel pour un pays d'adopter une politique tournée vers l'exportation lorsqu'il retient une stratégie d'endettement extérieur. Si des politiques qui contrarient la croissance des exportations sont menées, il sera beaucoup plus difficile de créer une capacité réelle de faire face au service de la dette. Dans ce contexte, la théorie des transferts suggère qu'un pays débiteur doit poursuivre a) une politique libérale en matière de commerce extérieur permettant une allocation productive et efficiente des ressources extérieures, b) une politique de taux de change conforme au théorème de la parité des pouvoirs d'achats, c) une politique économique favorisant le changement structurel.

Les études de cas montrent que les sept pays concernés ont souvent mené une politique économique qui n'était pas cohérente avec leurs opérations d'endettement extérieur. A l'ex-

ception de la Corée et à un moindre degré, du Brésil, ils n'ont pas relevé suffisamment le niveau de leurs exportations de produits manufacturés pour pouvoir honorer une partie des charges de leur endettement.

L'analyse des ratios d'exportation montre clairement que la Corée a poursuivi une politique d'industrialisation essentiellement fondée sur l'exportation, la production de l'industrie manufacturière, à l'exception de l'agroalimentaire ayant été de plus en plus orientée vers les marchés extérieurs. En revanche, les quatre pays latino-américains ont adopté une politique d'industrialisation plutôt basée sur l'importation. Cependant au Mexique, le développement du secteur des machines et des matériels de transport a également été fondé sur l'exportation vers le marché des Etats-Unis. On examinera brièvement les conséquences de ces différences d'approche à partir des expériences de la Corée et du Brésil⁶⁸.

Au cours des années 70, la Corée a connu un processus très important de restructuration industrielle qui visait à renforcer et à développer les industries lourdes et la chimie nationales. Le passage d'industries fortement utilisatrices de main-d'œuvre à des secteurs à forte intensité capitalistique et moyennement utilisateurs de technologie est devenu évident dans les années 80, lorsque les exportations de machines et de matériels de transport ont commencé à croître très fortement. Toutefois, le processus de transition qui a été en partie financé par des emprunts extérieurs et qui a été fortement soutenu par les pouvoirs publics a entraîné certains problèmes structurels à la fin des années 70. La transformation industrielle avait conduit à des déséquilibres entre les industries lourdes et les industries légères et contribué à la crise de balance des paiements de 1979-80. La période 1980-85 a cependant été marquée par un processus d'ajustement remarquable⁶⁹ et les industries lourdes et les industries chimiques peuvent aujourd'hui être considérées comme une réussite en tant qu'industries naissantes.

Quels ont été les facteurs clés de la stratégie d'industrialisation avec appel à l'endettement ? En premier lieu, les perspectives de croissance du secteur textile s'étaient assombries du fait des mesures protectionnistes adoptées à travers le monde. Le choix du passage à un stade plus élevé de la production industrielle s'est avéré correct. Malgré certaines difficultés intérieures au cours des années 70, la politique d'industrialisation de la Corée a été tournée vers l'extérieur. En second lieu, les exportations ont été stimulées par une combinaison d'incitations fiscales, tarifaires et financières. Tandis que les exportations bénéficiaient d'un régime préférentiel, les importations ont souvent fait l'objet de restrictions du fait de considérations tant d'économies de devises que de protection des industries naissantes. Cette politique a été inversée au cours de la période 1980-85. La Corée a progressivement libéralisé ses importations à partir de 1980, année où plus de 30 pour cent des importations figuraient encore sur la liste des importations soumises à restriction. En 1985, cette liste ne couvrait plus que 12.3 pour cent des importations. Les autorités coréennes se sont engagées à poursuivre la libéralisation des importations et prévoient de réduire à 5 pour cent du total des importations les articles soumis à restriction⁷⁰. L'objectif sous-jacent a été d'accroître la compétitivité internationale de l'industrie coréenne en éliminant les protections excessives. Ceci a conduit à une réduction des droits de douane à l'importation à partir de 1983.

En troisième lieu, l'ajustement périodique du taux de change qui a conduit à une légère dépréciation de la monnaie en termes réels au cours de la période 1980-85 a contribué à encourager les exportations de produits manufacturés. En quatrième lieu, la croissance vigoureuse des exportations même dans des secteurs aussi sujets à des mesures protectionnistes que le textile suggère que la Corée a amélioré ses techniques de promotion commerciale. Il apparaît que les sociétés de commerce étaient résolues à renforcer leur pénétration sur les marchés et ont poursuivi une stratégie de « niche » qui a accéléré l'expansion des exportations. Toutefois, compte tenu du récent AMF et de l'accord bilatéral conclu avec les Etats-Unis, l'industrie textile coréenne devra se reconverter dans des produits de valeur plus élevée⁷¹.

Tandis que le Brésil avait poursuivi une politique d'industrialisation de plus en plus tournée vers l'exportation entre 1970 et 1974, les années qui ont fait suite au premier choc pétrolier ont vu le retour à une industrialisation fondée sur la substitution aux importations, bien qu'aucun biais prononcé à l'encontre des exportations n'ait été noté. En rétablissant les barrières à l'importation et en accordant des incitations financières et fiscales aux industries de biens d'équipement et aux industries chimiques, les pouvoirs publics ont contribué à stimuler les investissements de substitution aux importations. Contrairement à celle de la Corée, la diversification industrielle du Brésil a été tournée vers l'intérieur du fait de l'importance du marché national et elle a été en partie financée par des prêts extérieurs. Tandis que cette stratégie a pu soutenir la croissance économique dans les années 70, le déclenchement de la crise de l'endettement a souligné les limites de la substitution de productions nationales aux importations financée par l'endettement extérieur et l'importance d'un développement accru des exportations de produits manufacturés. Bien que les autorités brésiliennes n'aient pas renoncé, après 1974 aux mesures d'encouragement des exportations, les avantages de la protection et donc l'attraction du marché intérieur l'ont fréquemment emporté sur les avantages offerts par les incitations à l'exportation⁷². Les branches qui ont fait preuve d'une préférence relative pour l'exportation – par exemple en 1980, les matériels de transport, le papier, le caoutchouc et les minerais non métalliques – ont développé considérablement leurs exportations de produits manufacturés. Les années 70 ont donc vu une croissance relativement plus importante du ratio d'exportation du secteur des machines et des matériels de transport que de celui des autres secteurs.

Dans les années 80, le processus d'industrialisation et la performance du Brésil en matière d'exportation de produits manufacturés ont été également affectés par des évolutions défavorables au niveau de l'environnement économique interne et extérieur. De ce fait, le secteur industriel a semble-t-il adopté une politique défensive de consolidation des résultats obtenus jusqu'en 1980. Dans ces conditions aucun changement significatif n'a été enregistré dans les ratios d'exportation au cours des années 80. En dehors des facteurs extérieurs, les politiques du taux de change et du commerce extérieur ont influencé la performance à l'exportation, avec des résultats mitigés. En premier lieu, le taux de change s'est apprécié en termes réels entre 1980 et 1982, appréciation qui a contribué à la baisse des exportations. La dévaluation de 1983 aurait dû favoriser la croissance des exportations mais son effet net a été réduit par l'élimination des crédits d'impôt à l'exportation et par la diminution des subventions de préfinancement. De plus, bien que la monnaie brésilienne ait été périodiquement dévaluée vis-à-vis du dollar, la dépréciation n'a en fait compensé que le différentiel d'inflation. Toutefois, en 1985, les prix des produits manufacturés ont augmenté plus rapidement que l'indice général des prix entraînant une perte de compétitivité et par voie de conséquence une réduction des exportations de produits manufacturés. En second lieu, le Brésil a renforcé son système de contrôle des importations à la suite du second choc pétrolier et des difficultés croissantes de balance des paiements du début des années 80. Un nouveau système de licence d'importation a été instauré en vertu duquel les importateurs avaient à soumettre des programmes annuels d'importation afin d'obtenir des licences. Qui plus est, la liste des importations soumises à restriction a été élargie en 1982⁷³. Bien que certains articles aient été supprimés de la liste en 1984, le gouvernement n'était nullement disposé à lever les barrières aux importations. Alors que la Corée a abaissé les barrières à l'importation afin de renforcer sa compétitivité, le Brésil a fait exactement le contraire. L'observation de la période 1980-85 montre, semble-t-il, que la Corée a été beaucoup plus engagée dans une politique de taux de change favorable aux exportations que ne l'a été le Brésil.

Pour résumer les tendances générales des sept pays concernés, il est clair que les politiques de taux de change ont joué un rôle primordial dans la performance à l'exportation des produits manufacturés. Une politique de taux de change erratique, comme celle suivie par

l'Argentine au cours des années 70, ou l'appréciation du taux de change en termes réels observée dans la plupart des pays de l'échantillon en 1980-81, ont affecté défavorablement les activités d'exportation de produits manufacturés. En second lieu, du fait de la nécessité de redresser le déficit de la balance commerciale au cours des années 80, certains pays, en particulier d'Amérique latine, ont réagi en renforçant les restrictions à l'importation. Bien que ces mesures aient été destinées à économiser des devises, elles ont en fait affaibli la compétitivité des exportations de produits manufacturés qui dépend de biens intermédiaires importés. En troisième lieu, en Corée et en Indonésie, la promotion des produits manufacturés a été soutenue par la croissance des investissements. En revanche dans les cinq autres pays, les dépenses publiques ou les investissements de développement industriel, ou les unes et les autres, ont été réduits au nom de l'austérité budgétaire. Cette réduction a elle-même retardé la reprise des industries de biens d'équipement et contribué à une baisse régulière des investissements. Sauf dans les deux pays asiatiques, l'investissement en termes réels a diminué d'un pourcentage compris entre 25 et 50 pour cent au cours de la période 1980-85. Cette chute de l'investissement industriel est intervenue à un moment où existaient d'importantes capacités inutilisées. Cette situation tenait, notamment, à la faiblesse de la demande intérieure et, ironiquement aux restrictions à l'importation elles-mêmes qui empêchaient l'entrée de biens intermédiaires étrangers indispensables. Bien entendu, le risque est que, compte tenu de tous ces facteurs, certaines industries et en particulier les entreprises petites et moyennes régressent jusqu'à un point où elles enregistreraient des pertes d'économies d'échelle et où elles perdraient leur compétitivité sur les marchés extérieurs. Par ailleurs le Brésil et l'Argentine, qui représentent une part plus importante des échanges de produits manufacturés de leur région que les trois pays asiatiques, risquent d'éprouver davantage de difficultés à commercialiser leurs produits manufacturés que ces derniers. En quatrième lieu, la faiblesse actuelle des investissements a retardé le processus de transition du secteur des biens non échangeables vers le secteur des biens échangeables. Elle a également freiné l'introduction d'améliorations technologiques et de produits nouveaux à fort potentiel de croissance, facteurs considérés l'un et l'autre comme cruciaux pour l'amélioration de la capacité de faire face au service de la dette.

4.1.4. L'environnement extérieur des exportations de produits manufacturés

Les principaux facteurs externes qui affectent les exportations de produits manufacturés sont la croissance économique des pays de l'OCDE et à un moindre degré des pays en développement ainsi que les problèmes d'accès aux marchés. En évaluant l'impact de ces facteurs sur les performances à l'exportation, on doit garder à l'esprit la composition des exportations de produits manufacturés des divers pays.

Au début des années 80, les pays de l'OCDE ont connu une récession qui a entraîné une contraction du volume de leurs importations pendant trois années consécutives. La croissance des importations a redémarré en 1984 mais s'est ralentie à nouveau en 1985. Le principal facteur de cette évolution a été la demande d'importation des Etats-Unis. En 1985, les Etats-Unis ont accru leurs importations en volume de 13 pour cent tandis qu'en 1984, la progression avait atteint pas moins de 24.3 pour cent⁷⁴. La forte poussée des importations des Etats-Unis était liée à la hausse du dollar et à la forte reprise de l'activité économique. Ces deux facteurs, à savoir la hausse du dollar et la croissance économique américaine, ont produit des résultats mitigés en ce qui concerne les exportations de produits manufacturés des pays de l'échantillon.

Entre 1980 et 1985, la Corée a maintenu son taux de change à peu près stable en termes réels mais elle a pu accomplir une percée réelle grâce à la hausse du yen vis-à-vis du dollar. Cette hausse a rendu les produits coréens plus compétitifs que les produits japonais et cet

avantage relatif par rapport au Japon combiné à la forte croissance de l'économie des Etats-Unis s'est traduit par une forte poussée des exportations.

La situation de la demande aux Etats-Unis a également eu un impact favorable sur les exportations de produits manufacturés des six autres pays débiteurs. Toutefois, à la différence de la Corée et dans une moindre mesure du Mexique, ces pays se sont essentiellement appuyés sur les exportations de produits de base transformés. La plupart des produits primaires et des produits transformés à base de produits primaires ont souffert d'une baisse des prix au cours de la période sous revue, baisse due à un grand nombre de facteurs, comme on l'a vu dans la section précédente. La hausse du dollar elle-même s'est avérée moins favorable pour les exportateurs de produits de base transformés que pour ceux de produits relevant des rubriques 5 à 9 de la CTCL, comme la Corée. Les études effectuées à partir de données factuelles montrent qu'une appréciation du dollar de 10 pour cent en termes réels a entraîné une baisse des prix des produits de base en termes réels de 6 pour cent⁷⁵. C'était donc la composition des exportations de produits manufacturés des différents pays qui déterminait l'existence ou l'absence d'un effet positif de la hausse du dollar.

Le problème des échanges régionaux entre pays en développement a été évoqué dans la section II.1. En réaction à la crise de l'endettement, les pays d'Amérique latine ont réduit leurs importations en volume de 18.8 pour cent en 1982 et de 22.5 pour cent en 1983. Une petite reprise est intervenue en 1984-85⁷⁶. Cette situation a contrasté nettement avec celle de l'Asie où les importations ont continué à progresser au cours des années 80. Les conséquences pour les échanges intra-régionaux de produits manufacturés ont été évidentes : tandis que les pays asiatiques de l'échantillon ont bénéficié de marchés régionaux en expansion, facteur qui a été favorable pour les exportations de produits manufacturés, les pays d'Amérique latine ont été confrontés à des marchés en contraction. Avant la crise de l'endettement, l'Argentine et le Brésil exportaient environ 55 pour cent du total de leurs produits manufacturés vers les pays en développement, mais cette part était tombée à 42 pour cent en 1985. La tendance a été encore plus marquée en ce qui concerne les biens d'équipement et les autres produits manufacturés entendus selon notre définition « étroite ». La performance décevante des exportations de produits manufacturés des pays latino-américains peut être attribuée en partie à ce facteur régional. Le pacte commercial conclu en 1986 entre l'Argentine et le Brésil est destiné à revitaliser le commerce bilatéral de produits manufacturés.

Un troisième facteur externe qui a influencé la performance des exportations de produits manufacturés a été le protectionnisme. Une part notable des exportations de produits manufacturés de certains pays a été soumise à des obstacles non tarifaires. S'agissant par exemple de produits d'exportation de première importance comme les textiles, les vêtements, l'acier et le fer, les chaussures et l'électronique « grand public », la proportion des exportations affectées par des restrictions commerciales dans les pays de l'OCDE s'élevait en 1982 à 22.2 pour cent pour l'Argentine, 42.9 pour cent pour le Brésil, 40 pour cent pour l'Indonésie, 58.1 pour cent pour la Corée, 8.2 pour cent pour le Mexique et 30 pour cent pour le Philippines⁷⁷.

Tableau II.42. CORÉE : ÉVOLUTION DES RESTRICTIONS IMPOSÉES
AUX PRINCIPALES EXPORTATIONS VERS L'OCDE, 1981-1985

En pourcentage

	1981	1982	1983	1984	1985
Textiles	44.6	55.8	59.1	65.1	70.0
Produits sidérurgiques	30.3	43.0	39.0	59.3	n.d.
Chaussures	69.8	78.4	79.5	85.3	n.d.
Produits et composants électroniques	4.8	16.2	16.3	12.4	n.d.

Source : FMI, *Trade Policy Issues*, op. cit., p. 156 ; *Far Eastern Economic Review*, 26 février 1987, p. 47.

Comme l'ont montré diverses études, les mesures protectionnistes ont continué à se renforcer dans les pays industrialisés au cours des années 80⁷⁸. L'expérience de la Corée constitue un bon exemple de ce phénomène comme le montre le tableau II.42.

L'impact des mesures protectionnistes dépend, bien entendu de la composition des exportations de produits manufacturés. Comme on l'a signalé plus haut, les produits à base de ressources naturelles sont particulièrement affectés par les restrictions commerciales. Le degré de protectionnisme semble être positivement corrélé à l'avantage comparatif dont disposent certains pays dans la transformation de matières premières et de produits agricoles. L'escalade tarifaire a été particulièrement marquée pour les fruits et légumes, les huiles végétales, les articles en caoutchouc et en cuir et les chaussures⁷⁹. S'ajoutant à la faible élasticité de la demande par rapport aux revenus, ces barrières tarifaires ont freiné la croissance des exportations de certains produits.

Par ailleurs l'Accord multi fibres a considérablement freiné les exportations de produits textiles des pays en développement. Toutefois, les exportateurs de textiles d'Amérique latine n'ont semble-t-il pas utilisé complètement les quotas qui leur étaient attribués et auraient pu réaliser une meilleure performance que celle qu'ils ont accomplie. Une étude du GATT a montré qu'entre 1980 et 1982 le Brésil et le Mexique ont utilisé moins de 50 pour cent de leurs quotas AMF d'exportations de textiles vers la CEE et les Etats-Unis⁸⁰.

Un autre secteur d'exportation notamment du Brésil, de la Corée et du Mexique, qui a souffert du protectionnisme a été la sidérurgie. Ainsi, en 1985, environ 29 pour cent des exportations totales de fer et d'acier des pays en développement vers la CEE étaient soumis à des barrières non tarifaires⁸¹. Certes, l'industrie sidérurgique des pays de l'OCDE traverse un processus de restructuration mais les nouvelles mesures restrictives soulèvent un réel dilemme, tant en elles-mêmes que pour les pays débiteurs. Il est en fait essentiel que les pays créanciers continuent à adhérer au principe de l'ouverture des marchés. A défaut, il sera extrêmement difficile pour les pays débiteurs de se créer les débouchés à l'exportation nécessaires pour financer leurs obligations en matière de dette.

4.2. Remarques de conclusion

Au cours des dernières décennies, les échanges de produits manufacturés se sont développés plus rapidement que ceux de produits de base, et ont été sujets à de moindres fluctuations de prix que ces derniers. C'est pourquoi les pays dont les exportations comprenaient davantage de produits manufacturés que de produits de base ont été mieux à même de faire face aux défis des années 80. La Corée a en particulier bénéficié du fait qu'elle exporte presque uniquement des produits manufacturés, ce qui a donné une impulsion réelle à la performance du pays à l'exportation.

L'une de nos principales préoccupations dans cette analyse a été de déterminer dans quelle mesure les exportations de produits manufacturés ont contribué à un allègement des difficultés du service de la dette. Seuls le Brésil et la Corée ont enregistré un solde positif de leurs échanges de produits manufacturés tandis que les autres pays de l'échantillon ont enregistré des déficits qui se sont toutefois atténués au cours des années. Dans ces derniers cas, les exportations de produits manufacturés n'ont pas procuré les excédents nécessaires pour assurer le service de la dette. En fait comment se sont comportées les exportations de produits manufacturés et quelles sont leurs perspectives de croissance ?

L'accroissement de la part de la production allant vers les marchés extérieurs prescrit par la théorie des transferts a été évalué à partir des variations des ratios d'exportation. Ces ratios peuvent traduire les restructurations intervenues dans le secteur de l'industrie manufacturière et qui ont pour effet d'accroître les exportations. Les résultats obtenus indiquent une croissance de cette tendance pour l'ensemble des pays. Toutefois, les ratios diminuent,

parfois de manière significative, si l'on exclut les produits de transformation des ressources naturelles. Si les chiffres de la Corée sont considérés comme la limite supérieure, il est clair que les autres pays disposent encore d'un ample potentiel de développement de leurs exportations de produits manufacturés.

Les ratios d'exportation indiquent aussi les facteurs externes et internes qui influencent la performance des exportations de biens manufacturés.

Parmi les facteurs externes on note :

- i) La demande des pays de l'OCDE qui a déterminé dans une large mesure la croissance des exportations de produits manufacturés des divers pays, notamment du Mexique, de la Corée et des Philippines. La forte demande des Etats-Unis entre 1983 et 1985 a certainement contribué à la poussée des exportations de produits manufacturés des pays en développement ;
- ii) La demande des pays en développement et, en particulier, les échanges intra-régionaux ont joué un rôle vital pour le secteur de l'industrie manufacturière des pays latino-américains. Le déclenchement de la crise de l'endettement et l'état déprimé de la demande qui en est résulté en Amérique latine ont considérablement pesé sur les exportations de produits manufacturés ;
- iii) Les mesures protectionnistes adoptées dans la zone de l'OCDE ont affecté négativement les exportations de produits manufacturés des sept pays concernés. Les obstacles tarifaires et non tarifaires se sont multipliés au cours des années 80. Ce phénomène a non seulement empêché les pays de tirer pleinement avantage de leurs secteurs d'exportation mais a également réduit leur capacité de faire face aux charges de leur dette.

Outre les facteurs externes, on a pu observer que les politiques internes ont joué un rôle majeur d'accélération ou au contraire de freinage de la croissance des exportations. Les principaux points marquants à noter à cet égard sont les suivants :

- i) La politique de taux de change ne s'est pas toujours conformée, en particulier au début des années 80, au théorème de la parité des pouvoirs d'achats relatifs. La revalorisation de la monnaie, notamment en Argentine, au Brésil et au Mexique en 1981-82, a entraîné une certaine perte de compétitivité des produits manufacturés sur les marchés extérieurs. En revanche, la Corée a maintenu un taux de change compétitif ce qui lui a permis de développer vigoureusement ses exportations de produits manufacturés ;
- ii) Les divergences de performance au niveau des exportations de produits manufacturés ont reflété la diversité des stratégies d'industrialisation adoptées par les pays. A un extrême, on trouve la Corée qui a suivi une stratégie tournée vers l'extérieur garantissant une croissance des exportations compatible avec ses obligations au titre du service de sa dette extérieure. A l'autre extrême, on trouve les pays d'Amérique latine et les Philippines. Ces pays ont adopté une stratégie d'industrialisation davantage axée sur le marché intérieur et qui n'a pas produit la croissance des exportations nécessaires pour assurer les charges croissantes au titre du service de la dette ;
- iii) Plusieurs pays ont institué des barrières à l'importation de biens d'équipement et de biens intermédiaires lesquels sont nécessaires aux industries d'exportations. Ce n'est que tardivement que les gouvernements ont introduit des mesures de libération des importations qui bénéficient également au secteur exportateur. Les efforts les plus déterminés et les plus importants pour réduire les restrictions à l'importation ont jusqu'à présent été accomplis par la Corée. La libération progressive des échanges qui limite les contrôles quantitatifs, les droits de douane ainsi que les

taxes et les subventions permet de tirer les avantages les plus importants de l'avantage comparatif national ;

- v) Le cas de la Corée est également exemplaire dans ce sens que bien qu'elle se soit heurtée à de strictes mesures protectionnistes, elle est parvenue à développer une organisation efficace de promotion commerciale qui a permis d'identifier des « niches » potentielles et de faire progresser les échanges. Le meilleur exemple de cette stratégie est peut être celui des exportations de produits textiles qui sont réglementées par l'AMF. Les pays d'Amérique latine pourraient en particulier utiliser pleinement les quotas qui leur sont attribués, ce qu'ils n'ont pas fait dans le passé.

4.3. Annexe statistique

Tableau II.A.4.1. EXPORTATIONS NETTES DE PRODUITS MANUFACTURÉS :
CORRESPONDANCE ENTRE LA CLASSIFICATION INTERNATIONALE TYPE PAR
INDUSTRIE (CITI) ET LA CLASSIFICATION TYPE POUR LE COMMERCE
INTERNATIONAL (CITI)

Secteur d'activité	CITI	CTCI
I. Alimentation et agriculture	311 + 312 + 313 + 314	011 + 012 + 013 + 022 + 023 + 024 + 0 312 + 032 + 042 - (0.21 × 0 421) + 046 + 047 + 048 + 053 + 0 546 - 05 462 + 055 + 061 + 062 + 0 711 + 0 713 + 0 722 + 0 723 + 073 + (0.5 × 075) + 0812 + 0813 + 0814 + 0819 + 0913 + 0914 + 099 + 11 + 122 + 211 - 2 118 - 2 119 + (0.54 × 2 621) + (0.81 × 26 251) + 291 - 29 114 + 29 115 - 29 191 - 29 194 - 29 197 + 41 + 42 + 43 + 59 951 + 59 952 + 59 953 + 59 957 + (0.76 × 59 954)
II. Textiles et vêtements	321 + 322 + 323 + 324	2 118 + 2 216 + 261 + 2 611 + 2 622 + (0.5 × 2 625) + 2 626 + 2 627 + 2 628 + 2 629 + 263 - 2 631 + (0.08 × 2 633) + 2 651 + (0.4 × 2 652) + 26 623 + 26 633 + 2 664 + 26 702 + 611 + 612 + 613 + (0.23 × 62 103) + 65 + 84 + 851 + 831 + (0.26 × 89 991)
III. Produits chimiques	351 + 352	2 312 + 2 662 - 26 623 + 2 663 - 26 633 - (0.05 × 2 741) + 2 814 + (0.35 × 29 291) + 511 + 512 + 513 - 51 328 + 514 + 515 + 52 - 5 211 - 5 213 - 5 204 + 53 - 53 333 + 54 - 54 191 - (0.57 × 54 199) + 55 + 56 - 56 121 + 57 - 5 714 + 59 - 59 991 - (0.76 × 59 954) + (0.21 × 6 674) + 8 624 - 86 244 - 86 245 + (0.08 × 89 933)
IV. Machines et matériels de transport	382 + 383 + 384	5 714 + 69 526 + 69 711 + 71 + 72 + 73 + (0.34 × 86 193) + 8 911 + 8 912 + 8 941 + 8 943 + 8 945 + 89 999 + 951
V. Pétrole	353 + 354	2 734 + 3 218 + 33 102 + 332 + 51 328 + 5 211 + 5 213 + 5 214 + 66 181 + (0.23 × 64 195) + 89 933
VI. Autres produits manufacturés	331 + 332 + 341 + 342 + 355 + 356 + 361 + 362 + 369 + 371 + 372 + 381 + 385 + 390	CTCI [5 - 9] - (Produits chimiques) - (Machines et matériel de transport) + 2312 + 2662 26 623 + 2 663 - 26 633 - 59 951 - 59 952 - 59 953 - (0.76 × 59 954) - 611 - 612 - 613 - 65 - 68 - 84 - 851 - 831 - (0.26 × 89 991) - 89 998

Source : Centre de Développement de l'OCDE.

**Tableau II.A.4.2. ARGENTINE : EXPORTATIONS DE PRODUITS MANUFACTURÉS
ET RATIOS D'EXPORTATION PAR BRANCHE
1970, 1975, 1980-1984**

	1970	1975	1980	1981	1982	1983	1984
	(million \$)						
Alimentation et agriculture	806.2	821.1	2 583.6	2 369.3	2 030.6	2 232.6	2 418.3
Textile et vêtements	98.4	145.8	718.3	640.1	509.2	430.5	463.2
Produits chimiques	57.6	121.6	408.4	419.1	387.0	345.2	299.0
Machines et matériels de transport	67.8	402.4	530.0	438.5	516.0	271.6	381.5
Autres	71.3	117.2	631.4	1 094.9	1 102.4	675.9	704.4
Total	1 101.3	1 608.1	4 871.7	4 961.9	4 545.2	3 955.8	4 266.4
	(En pourcentage du total)						
Alimentation et agriculture	73.2	51.0	53.0	47.8	44.7	56.4	56.7
Textile et vêtements	8.9	9.1	14.7	12.9	11.2	10.9	10.9
Produits chimiques	5.2	7.6	8.4	8.4	8.5	8.7	7.0
Machines et matériels de transport	6.1	25.0	10.9	8.8	11.4	6.9	8.9
Autres	6.5	7.3	13.0	22.1	24.2	17.1	16.5
Total	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
	(Ratios d'exportation ¹ en pourcentage)						
Alimentation et agriculture	22.4	10.0	19.3	19.2	18.4	20.5	21.1
Textile et vêtements	5.0	3.2	12.8	14.9	12.4	9.1	9.2
Produits chimiques	6.4	4.8	10.8	11.9	11.3	9.1	7.1
Machines et matériels de transport	3.6	8.9	7.0	9.0	11.9	5.5	7.3
Autres	3.0	1.1	3.5	6.8	7.8	4.2	4.3
Total	8.4	5.3	10.1	12.1	12.3	9.7	10.0
Total – (alimentation et agriculture)	3.1	3.5	6.6	9.0	9.7	5.8	6.0

1. Rapport Exportations/Production brute.

Sources : UNSO Comtrade Data Base; UN ECLAC, *Economic Survey of Latin America and the Caribbean*, éditions diverses ; *Argentine, Memorandum économique*, Washington, D.C. 1985, p. 272, Calculs de l'auteur.

**Tableau II.A.4.3. BRÉSIL : EXPORTATIONS DE PRODUITS MANUFACTURÉS
ET RATIOS D'EXPORTATION PAR BRANCHE
1970, 1975, 1980-1983**

	1970	1975	1980	1981	1982	1983
	(million \$)					
Alimentation et agriculture	1 465.5	3 267.4	7 885.7	8 135.7	6 702.2	7 292.9
Textile et vêtements	71.5	661.1	1 425.8	1 635.9	1 378.1	1 771.0
Produits chimiques	40.6	173.2	664.6	897.1	805.5	1 022.9
Machines et matériels de transport	99.7	916.3	3 493.7	4 272.7	3 527.4	3 119.1
Autres	202.4	770.2	2 631.7	3 771.1	3 524.2	4 254.5
Total	1 879.7	5 788.2	16 101.5	18 712.5	16 937.7	17 460.4
	(En pourcentage du total)					
Alimentation et agriculture	78.0	56.4	49.0	43.5	42.1	41.8
Textile et vêtements	3.8	11.4	8.9	8.7	8.6	10.1
Produits chimiques	2.2	3.0	4.1	4.8	5.1	5.9
Machines et matériels de transport	5.3	15.8	21.7	22.8	22.1	17.9
Autres	10.7	13.3	16.3	20.2	22.1	24.3
Total	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
	(Ratios d'exportation ¹ en pourcentage)					
Alimentation et agriculture	25.7	21.1	27.6	24.8	20.3	19.3
Textile et vêtements	2.2	8.3	10.6	11.1	9.0	11.5
Produits chimiques	1.1	1.5	2.7	3.1	2.7	3.3
Machines et matériels de transport	2.2	4.4	8.9	11.9	10.2	9.1
Autres	2.7	3.1	5.0	7.1	6.6	7.8
Total	7.6	7.1	10.2	11.3	9.6	10.1
Total – (alimentation et agriculture)	2.2	3.8	6.3	8.0	6.9	7.5

1. Rapport Exportations/Production brute.

Sources : UNCTAD Comtrade Data Base; UN, *Yearbook of Industrial Statistics*, éditions diverses. UN ECLAC, *Economic Survey of Latin America and the Caribbean*, 1983. Banque mondiale, *Brazil: Industrial Policies and Manufactured Exports*, Washington, D.C., 1983; Calculs de l'auteur.

**Tableau II.A.4.4. INDONÉSIE : EXPORTATIONS DE PRODUITS MANUFACTURÉS
ET RATIOS D'EXPORTATION PAR BRANCHE
1970, 1975, 1980-1984**

	1970	1975	1980	1981	1982	1983	1984
	(million \$)						
Alimentation et agriculture	132.7	359.4	1 180.4	693.8	672.9	834.8	966.5
Textile et vêtement	2.3	5.2	153.3	161.3	172.6	288.0	510.7
Produits chimiques	5.4	24.3	82.1	64.0	61.2	118.9	807.5
Machines et matériels de transport	3.6	32.4	116.2	162.9	190.5	154.6	249.3
Pétrole	37.9	405.3	1 189.1	1 210.7	637.3	958.1	1 455.8
Autres	3.6	26.1	181.8	345.6	444.4	1 057.6	796.0
Total	185.5	852.7	2 902.9	2 638.2	2 178.9	3 412.0	4 785.8
	(En pourcentage du total)						
Alimentation et agriculture	71.6	42.1	40.7	26.3	30.9	24.5	20.2
Textile et vêtement	1.2	0.6	5.3	6.1	7.9	8.4	10.7
Produits chimiques	2.9	2.8	2.8	2.4	2.8	3.5	16.9
Machines et matériels de transport	1.9	3.8	4.0	6.2	8.7	4.5	5.2
Pétrole ¹	20.4	47.5	41.0	45.9	29.3	28.1	30.4
Autres	1.9	3.1	6.3	13.1	20.4	31.0	16.3
Total	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
	(Ratios d'exportation ^{2, 3} en pourcentage)						
Alimentation et agriculture	12.8	20.3	32.3	14.9	13.6	17.3	17.9
Textile et vêtements	1.4	0.7	10.4	9.6	9.9	16.2	25.7
Produits chimiques	6.8	7.1	7.5	4.4	3.8	7.9	48.1
Machines et matériels de transport	17.9	11.6	8.4	8.7	9.1	8.0	11.5
Autres	1.1	3.9	5.6	9.3	10.9	26.5	17.8
Total	8.8	11.6	15.8	10.7	10.7	17.5	21.2
Total – (alimentation et agriculture)	2.3	4.2	7.4	8.5	9.1	17.6	22.9

1. Y compris les produits raffinés.

2. Rapport Exportations/Production brute.

3. Pétrole exclu.

Sources : UNSO Comtrade Data Base; UN, *Yearbook of Industrial Statistics*, éditions diverses ; Calculs de l'auteur.

**Tableau II.A.4.5. CORÉE : EXPORTATIONS DE PRODUITS MANUFACTURÉS
ET RATIOS D'EXPORTATION PAR BRANCHE
1970, 1975, 1980-1985**

	1970	1975	1980	1981	1982	1983	1984	1985
	(millions \$)							
Alimentation et agriculture	16.4	274.5	504.3	515.0	351.4	360.3	369.0	383.4
Textile et vêtements	357.7	2 110.1	6 351.1	7 728.2	7 571.8	7 827.1	8 982.6	9 053.7
Produits chimiques	13.6	75.2	673.6	563.8	531.5	552.0	711.8	721.2
Machines et matériels de transport	60.8	776.4	3 665.4	4 961.5	6 303.6	8 148.4	10 688.6	11 672.6
Autres	249.8	1 317.4	5 105.6	6 172.1	5 911.7	6 337.7	7 259.1	7 282.3
Total	698.4	4 553.9	16 300.0	19 941.0	20 670.0	23 225.5	28 011.1	29 113.2
	(En pourcentage du total)							
Alimentation et agriculture	2.3	6.0	3.1	2.6	1.7	1.6	1.3	1.3
Textile et vêtements	51.2	46.3	39.0	38.8	36.6	33.7	32.1	31.1
Produits chimiques	1.9	1.7	4.1	2.8	2.6	2.4	2.5	2.5
Machines et matériels de transport	8.7	17.0	22.5	24.8	30.5	35.1	38.2	40.1
Autres	35.8	28.9	31.3	31.0	28.6	27.2	25.9	25.0
Total	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
	(Ratios d'exportation ¹ en pourcentage)							
Alimentation et agriculture	1.4	7.2	6.2	5.3	3.2	3.3	3.3	3.2
Textile et vêtements	36.5	43.9	59.4	59.4	58.1	53.7	62.1	62.1
Produits chimiques	2.8	3.6	11.2	8.0	7.1	6.8	8.4	8.1
Machines et matériels de transport	10.3	28.3	39.1	39.2	43.4	45.9	45.2	46.6
Autres	12.4	16.3	20.1	19.8	18.0	17.2	19.1	18.5
Total	13.4	21.1	27.3	27.1	26.2	26.3	29.3	29.2
Total – (alimentation et agriculture)	16.8	24.1	30.8	30.4	29.9	29.6	32.7	32.7

1. Rapport Exportation/Production brute.

Sources : UNSO, Comtrade Data Base; UN, *Yearbook of Industrial Statistics*, éditions diverses ; Banque de Corée, *Monthly Bulletin*, éditions diverses.
Calculs de l'auteur.

Tableau II.A.4.6. MEXIQUE : EXPORTATIONS DE PRODUITS MANUFACTURÉS
ET RATIOS D'EXPORTATION PAR BRANCHE
1970, 1975, 1980-1983

	1970	1975	1980	1981	1982	1983
	(million \$)					
Alimentation et agriculture	273.6	491.2	429.4	481.8	297.4	351.8
Textile et vêtements	46.5	165.5	832.4	810.3	562.3	500.3
Produits chimiques	95.3	236.4	530.1	576.2	412.1	652.1
Machines et matériels de transport	132.3	286.2	2 462.5	2 913.7	3 106.5	4 082.6
Autres	154.2	271.3	1 606.2	1 965.5	2 403.8	2 661.5
Total	701.9	1 450.6	5 860.6	6 747.5	6 782.0	8 248.3
	(En pourcentage du total)					
Alimentation et agriculture	39.0	33.9	7.3	7.1	4.4	4.3
Textile et vêtements	6.6	11.4	14.2	12.0	8.3	6.1
Produits chimiques	13.6	16.3	9.1	8.5	6.1	7.9
Machines et matériels de transport	18.9	19.7	42.0	43.2	45.8	49.5
Autres	21.9	19.7	27.4	29.1	35.4	32.2
Total	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
	(Ratios d'exportation ¹ en pourcentage)					
Alimentation et agriculture	3.9	3.3	1.5	1.5	0.9	1.1
Textile et vêtements	1.6	2.8	6.7	5.9	4.4	3.7
Produits chimiques	6.3	6.3	5.1	4.8	3.3	4.4
Machines et matériels de transport	5.8	4.2	15.2	14.6	17.8	29.1
Autres	2.1	1.7	4.7	5.2	6.6	6.7
Total	3.3	3.1	5.7	5.8	6.0	7.2
Total – (alimentation et agriculture)	3.1	3.0	7.5	7.5	8.2	9.6

1. Rapport Exportations-Production brute.

Sources : UNSO Comtrade Data Base; UN, *Yearbook of Industrial Statistics*, éditions diverses ; UN ECLAC, *Economic Survey of Latin America and the Caribbean*, 1983, p. 434. Calculs de l'auteur.

**Tableau II.A.4.7. PHILIPPINES: EXPORTATIONS DE PRODUITS MANUFACTURÉS
ET RATIOS D'EXPORTATION PAR BRANCHE
1970, 1975, 1980 – 1983**

	1970	1975	1980	1981	1982	1983
	(Millions \$)					
Alimentation et agriculture	344.8	939.9	1 621.2	1 542.1	1 225.7	1 182.3
Textile et vêtements	7.9	69.7	431.8	501.9	435.7	426.6
Produits chimiques	5.3	16.7	76.9	83.9	90.5	74.8
Machines et matériels de transport	1.0	15.2	127.3	160.5	172.2	257.4
Autres	83.3	328.7	1 520.4	1 839.3	1 820.2	1 860.1
Total	442.3	1 369.9	3 777.6	4 127.7	3 744.3	3 801.2
	(En pourcentage du total)					
Alimentation et agriculture	78.0	68.6	42.9	37.4	32.7	31.1
Textile et vêtements	1.8	5.1	11.4	12.2	11.6	11.2
Produits chimiques	1.2	1.2	2.0	2.0	2.4	2.0
Machines et matériels de transport	0.2	1.1	3.4	3.9	4.6	6.8
Autres	18.8	24.0	40.3	44.5	48.6	48.9
Total	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
	(Ratios d'exportation ¹ en pourcentage)					
Alimentation et agriculture	33.5	31.8	29.6	27.8	21.0	19.7
Textile et vêtements	3.0	11.9	22.7	21.2	18.2	17.4
Produits chimiques	1.3	2.5	4.8	5.5	5.6	4.5
Machines et matériels de transport	0.4	2.5	7.8	10.9	11.0	16.2
Autres	8.3	11.3	19.8	27.1	25.8	24.9
Total	15.1	17.8	20.6	23.3	20.3	19.9
Total – (alimentation et agriculture)	5.1	9.1	16.8	21.2	20.0	19.9

1. Rapport Exportations/Production brute.

Sources : UNSO Comtrade Data Base; UN, *Yearbook of Industrial Statistics*. Calculs de l'auteur.

**Tableau II.A.4.8. VÉNÉZUELA: EXPORTATIONS DE PRODUITS MANUFACTURÉS
ET RATIOS D'EXPORTATION PAR BRANCHE
1970, 1975, 1980-1983**

	1970	1975	1980	1981	1982	1983
	(Millions \$)					
Alimentation et agriculture	26.2	43.4	31.3	20.5	16.6	18.1
Textile et vêtements	0.5	4.5	3.7	1.7	2.0	1.9
Produits chimiques	1.9	37.7	94.8	113.2	124.0	243.9
Machines et matériels de transport	12.6	8.5	73.6	90.2	49.3	44.8
Pétrole ¹	906.7	2 431.1	5 708.3	2 470.4	5 014.3	4 823.2
Autres	33.2	42.9	157.9	211.7	218.8	356.5
Total	981.1	2 568.1	6 069.6	2 907.7	5 425.0	5 488.4
	(En pourcentage du total)					
Alimentation et agriculture	2.7	1.7	0.5	0.7	0.3	0.3
Textile et vêtements	0.0	0.2	0.1	0.1	0.0	0.0
Produits chimiques	0.2	1.5	1.6	3.9	2.3	4.4
Machines et matériels de transport	1.3	0.3	1.2	3.1	0.9	0.8
Pétrole ¹	92.4	94.6	94.0	85.0	92.4	87.9
Autres	3.4	1.7	2.6	7.3	4.0	6.5
Total	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
	(Ratios d'exportation ² en pourcentage)					
Alimentation et agriculture	1.3	1.2	0.4	0.2	0.2	0.2
Textile et vêtements	0.1	0.3	0.2	0.1	0.1	0.1
Produits chimiques	0.4	3.4	4.0	5.1	5.1	10.8
Machines et matériels de transport	2.0	0.4	2.2	2.5	1.3	1.5
Pétrole ¹	56.0	85.6	96.1	40.8	79.0	84.6
Autres	2.1	1.1	2.3	3.1	2.9	4.5
Total	13.8	17.2	21.0	9.6	16.4	17.7
Total-Pétrole	1.4	1.1	1.6	1.8	1.5	2.6

1. Y compris les produits raffinés.

2. Rapport Exportations/Production brute.

Sources : UNSO Comtrade Data Base; UN, *Yearbook of Industrial Statistics*, éditions diverses ; UN, *National Accounts Statistics*, 1986; UN ECLAC, *Economic Survey of Latin America and the Caribbean*, 1983, p. 661. Calculs de l'auteur.

**Tableau II.A.4.9. ARGENTINE : IMPORTATIONS DE PRODUITS MANUFACTURÉS
PAR BRANCHE
1970, 1975, 1980-1984**

	1970	1975	1980	1981	1982	1983	1984
	(Million \$)						
Alimentation et agriculture	135.1	237.1	810.1	616.7	318.7	229.6	268.7
Textile et vêtements	27.2	31.5	249.1	217.4	87.4	72.4	73.7
Produits chimiques	11.3	86.7	192.0	206.8	107.7	109.6	100.2
Machines et matériels de transport	525.9	819.0	4 329.4	4 122.1	1 921.0	1 487.9	1 478.3
Autres	684.8	1 758.3	3 285.6	2 709.0	1 854.4	1 818.1	1 838.2
Total	1 384.2	2 932.6	8 866.2	7 871.9	4 289.3	3 717.6	3 759.2
	(En pourcentage du total)						
Alimentation et agriculture	9.8	8.1	9.1	7.8	7.4	6.2	7.1
Textile et vêtements	2.0	1.1	2.8	2.8	2.0	1.9	2.0
Produits chimiques	0.8	3.0	2.2	2.6	2.5	2.9	2.7
Machines et matériels de transport	38.0	27.9	48.8	52.4	44.8	40.0	39.3
Autres	49.6	60.0	37.1	34.4	43.2	48.9	48.9
Total	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

Source : UNSO Comtrade Data Base.

**Tableau II.A.4.10. BRÉSIL: IMPORTATIONS DE PRODUITS MANUFACTURÉS PAR BRANCHE
1970, 1975, 1980-1984**

	1970	1975	1980	1981	1982	1983	1984
	(Million \$)						
Alimentation et agriculture	349.1	958.8	2 571.0	2 104.9	1 624.2	1 592.4	1 379.8
Textile et vêtements	33.4	106.3	99.2	106.8	129.3	137.1	188.3
Produits chimiques	40.4	103.4	180.2	121.2	115.5	97.6	87.8
Machines et matériels de transport	1 019.1	4 360.2	4 941.2	4 501.9	3 711.8	2 834.0	2 430.5
Autres	902.9	3 941.1	5 124.7	4 099.6	3 261.9	2 360.0	2 362.2
Total	2 345.0	9 469.8	12 916.4	10 934.4	8 842.7	7 021.1	6 448.6
	(En pourcentage du total)						
Alimentation et agriculture	14.9	10.1	19.9	19.2	18.4	22.7	21.4
Textile et vêtements	1.4	1.1	0.8	1.0	1.5	2.0	2.9
Produits chimiques	1.7	1.1	1.4	1.1	1.3	1.4	1.4
Machines et matériels de transport	43.5	46.0	38.8	41.2	42.0	40.4	37.7
Autres	38.5	41.6	39.7	37.5	36.9	33.6	36.6
Total	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

Source : UNSO Comtrade Data Base.

**Tableau II.A.4.11. INDONÉSIE: IMPORTATIONS DE PRODUITS MANUFACTURÉS
PAR BRANCHE
1970, 1975, 1980-1984**

	1970	1975	1980	1981	1982	1983	1984
	(Million \$)						
Alimentation et agriculture	-	1 027.2	2 290.8	2 352.2	1 802.8	1 799.6	927.9
Textile et vêtements	-	156.7	227.6	260.1	212.8	158.2	137.2
Produits chimiques	-	58.9	197.9	256.6	299.3	405.1	440.7
Machines et matériels de transport	-	1 780.7	3 696.6	4 707.4	6 352.9	5 764.2	5 151.7
Pétrole ¹	-	49.2	96.6	9.4	10.7	21.5	12.5
Autres	-	1 718.7	3 019.3	3 833.0	4 160.8	3 841.9	3 602.4
Total	-	4 791.4	9 528.8	11 418.7	12 839.2	11 990.6	10 272.3
	(En pourcentage du total)						
Alimentation et agriculture	-	21.4	24.0	20.6	14.0	15.0	9.0
Textile et vêtements	-	3.3	2.4	2.3	1.7	1.3	1.3
Produits chimiques	-	1.2	2.1	2.2	2.3	3.4	4.3
Machines et matériels de transport	-	37.2	38.8	41.2	49.5	48.1	50.2
Pétrole ¹	-	1.0	1.0	0.1	0.1	0.2	0.1
Autres	-	35.9	31.7	33.6	32.4	32.0	35.1
Total	-	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

1. Y compris les produits de raffinage.

Source: UNSO Comtrade Data Base.

**Tableau II.A.4.12. CORÉE: IMPORTATIONS DE PRODUITS MANUFACTURÉS
PAR BRANCHE
1970, 1975, 1980-1985**

	1970	1975	1980	1981	1982	1983	1984	1985
	(million \$)							
Alimentation et agriculture	483.1	1 351.5	2 711.7	4 287.2	2 174.1	2 222.7	2 018.3	1 708.5
Textile et vêtements	142.9	339.1	720.9	904.7	933.7	1 001.1	1 175.7	1 142.1
Produits chimiques	0.7	43.7	127.2	168.2	199.8	249.8	306.0	273.3
Machines et matériels de transport	592.3	1 961.0	5 154.9	6 206.9	6 194.0	7 817.6	10 135.4	11 037.0
Autres	404.1	1 421.7	3 804.5	4 247.2	4 046.4	4 571.2	5 720.4	5 712.1
Total	1 623.2	5 117.0	12 519.2	15 814.2	13 548.0	15 862.4	19 355.8	19 873.0
	(En pourcentage du total)							
Alimentation et agriculture	29.8	26.4	21.7	27.1	16.0	14.0	10.4	8.6
Textile et vêtements	8.8	6.6	5.8	5.7	6.9	6.3	6.1	5.7
Produits chimiques	0.0	0.9	1.0	1.1	1.5	1.6	1.6	1.4
Machines et matériels de transport	36.5	38.3	41.2	39.2	45.7	49.3	52.4	55.5
Autres	24.9	27.8	30.4	26.9	29.9	28.8	29.6	28.7
Total	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

Source: UNSO Comtrade Data Base.

**Tableau II.A.4.13. MEXIQUE : IMPORTATIONS DE PRODUITS MANUFACTURÉS
PAR BRANCHE
1970, 1975, 1980-1983**

	1970	1975	1980	1981	1982	1983
	(Millions \$)					
Alimentation et agriculture	183.0	842.4	3 314.7	3 308.0	1 408.6	1 976.7
Textile et vêtements	29.1	46.2	233.8	267.2	168.4	153.1
Produits chimiques	37.9	88.0	566.0	602.4	679.2	348.4
Machines et matériels de transport	1 251.0	3 005.4	10 218.3	13 033.4	8 384.0	5 677.1
Autres	661.3	1 724.5	5 480.9	6 831.8	4 105.4	2 821.4
Total	2 162.3	5 706.6	19 813.7	24 042.8	14 745.6	10 976.6
	(En pourcentage du total)					
Alimentation et agriculture	8.5	14.8	16.7	13.8	9.6	18.0
Textile et vêtements	1.3	0.8	1.2	1.1	1.1	1.4
Produits chimiques	1.8	1.5	2.9	2.5	4.6	3.2
Machines et matériels de transport	57.9	52.7	51.6	54.2	56.9	51.7
Autres	30.6	30.2	27.7	28.4	27.8	25.7
Total	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

Source: UNSO Comtrade Data Base.

**Tableau II.A.4.14. PHILIPPINES : IMPORTATIONS DE PRODUITS MANUFACTURÉS
PAR BRANCHE
1970, 1975, 1980-1983**

	1970	1975	1980	1981	1982	1983
	(Millions \$)					
Alimentation agriculture	189.5	545.0	784.5	898.0	1 057.7	824.9
Textile et vêtements	25.9	71.7	166.6	183.1	169.6	201.0
Produits chimiques	18.9	16.4	55.1	52.5	62.4	107.6
Machines et matériels de transport	430.9	1 206.4	1 985.1	1 920.8	1 806.6	1 706.9
Autres	353.0	955.3	1 838.8	1 766.4	1 902.8	1 716.5
Total	1 018.3	2 794.8	4 830.2	4 820.8	4 999.2	4 557.0
	(En pourcentage du total)					
Alimentation et agriculture	18.6	19.5	16.2	18.6	21.2	18.1
Textile et vêtements	2.5	2.6	3.4	3.8	3.4	4.4
Produits chimiques	1.9	0.6	1.1	1.1	1.2	2.4
Machines et matériels de transport	42.3	43.2	41.1	39.8	36.1	37.5
Autres	34.7	34.2	38.1	36.6	38.1	37.7
Total	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

Source: UNSO Comtrade Data Base.

Tableau II.A.4.15. VÉNÉZUELA: IMPORTATIONS DE PRODUITS MANUFACTURÉS
PAR BRANCHE
1970, 1975, 1980-1983

	1970	1975	1980	1981	1982	1983
	(millions \$)					
Alimentation et agriculture	170.6	638.6	1 685.3	2 437.8	1 761.1	1 161.0
Textile et vêtements	44.6	99.7	178.8	190.9	210.8	82.5
Produits chimiques	28.2	109.9	116.6	101.6	162.8	102.0
Machines et matériels de transport	755.6	2 838.8	4 681.0	5 280.3	5 115.8	2 547.2
Pétrole ¹	15.6	25.9	30.7	8.8	0.0	0.0
Autres	519.8	1 742.6	3 309.0	3 466.4	3 612.3	1 260.4
Total	1 534.5	5 455.5	10 001.3	11 485.8	10 862.8	5 153.1
	(En pourcentage du total)					
Alimentation et agriculture	11.1	11.7	16.9	21.2	16.2	22.5
Textile et vêtements	2.9	1.8	1.8	1.7	1.9	1.6
Produits chimiques	1.8	2.0	1.2	0.9	1.5	2.0
Machines et matériel de transport	49.2	52.0	46.8	46.0	47.1	49.4
Pétrole ¹	1.0	0.5	0.3	0.1	0.0	0.0
Autres	33.9	31.9	33.1	30.2	33.3	24.5
Total	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

1. Y compris les produits de raffinage.

Source: UNSO Comtrade Data Base.

Tableau II.A.4.16. EXPORTATIONS NETTES DE PRODUITS MANUFACTURÉS PAR BRANCHE

	1970	1975	1980	1981	1982	1983	1984
<i>Argentine</i>							
Alimentation et agriculture	671.2	584.0	1 773.4	1 752.6	1 711.9	2 003.0	2 149.6
Textile et vêtements	71.2	114.3	469.2	422.7	421.8	358.1	389.5
Produits chimiques	46.3	34.9	216.4	212.3	279.3	235.6	198.8
Machines et matériels de transport	-458.1	-416.7	-3 799.4	-3 683.6	-1 405.0	-1 216.3	-1 096.8
Autres	-613.5	-1 641.1	-2 654.2	-1 614.1	-752.1	-1 142.2	-1 133.8
Total	-283.0	-1 324.5	-3 994.7	-2 910.0	255.9	238.2	507.3
Total – (alimentation et agriculture)	-954.1	-1 908.5	-5 768.1	-4 662.6	-1 456.0	-1 764.8	-1 642.3
<i>Brésil</i>							
Alimentation et agriculture	1 116.4	2 308.5	5 314.7	6 030.9	5 077.9	5 700.5	–
Textile et vêtements	38.1	554.8	1 326.6	1 529.1	1 248.8	1 634.0	–
Produits chimiques	0.2	69.9	484.4	775.9	690.0	925.4	–
Machines et matériels de transport	-919.4	-3 443.8	-1 447.5	-229.2	-184.4	285.1	–
Autres	-700.5	-3 171.0	-2 493.0	-328.5	262.3	1 894.6	–
Total	-465.3	-3 681.6	3 185.2	7 778.2	7 094.7	10 439.4	–
Total – (alimentation et agriculture)	-1 581.7	-5 990.1	-2 129.5	1 747.3	2 016.7	4 738.9	–
	1970	1975	1980	1981	1982	1983	1984
<i>Indonésie</i>							
Alimentation et agriculture	–	-667.9	-1 110.4	-1 658.4	-1 129.9	-9 64.9	38.6
Textile et vêtements	–	151.5	-74.4	-98.8	-40.2	129.8	373.6
Produits chimiques	–	-34.6	-115.8	-192.6	-238.1	-286.2	366.7
Machines et matériels de transport	–	-1 748.3	-3 580.3	-4 544.6	-6 162.4	-5 609.6	-4 902.4
Pétrole	–	356.3	1 092.6	1 201.2	626.7	936.6	1 443.3
Autres	–	-1 692.7	-2 837.6	-3 487.4	-3 716.4	-2 784.3	-2 806.4
Total	–	-3 938.7	-6 625.9	-8 780.5	-10 660.3	-8 578.6	-5 486.6
Total – (pétrole)	–						
– (alimentation et agriculture)	–	-3 627.1	-6 608.1	-8 323.3	-10 157.1	-8 550.3	-6 968.5
<i>Corée</i>							
Alimentation et agriculture	-466.7	-1 077.0	-2 207.4	-3 772.2	-1 822.6	-1 862.4	-1 649.3
Textile et vêtements	214.7	1 771.0	5 630.2	6 823.5	6 638.1	6 826.0	7 806.8
Produits chimiques	12.9	31.5	546.4	395.6	331.7	302.1	405.8
Machines et matériels de transport	-531.5	-1 184.6	-1 489.5	-1 245.3	109.5	330.8	553.3
Autres	-154.2	-104.0	1 301.1	1 924.8	1 865.4	1 766.5	1 538.7
Total	-924.8	-563.1	3 780.7	4 126.4	7 122.0	7 363.1	8 655.3
Total – (alimentation et agriculture)	-458.1	513.9	5 988.1	7 898.6	8 944.7	9 225.5	10 304.7

(Suite du tableau II.4.16 page suivante)

**Tableau II.A.4.16. EXPORTATIONS NETTES DE PRODUITS MANUFACTURÉS
PAR BRANCHE (suite)**

	1970	1975	1980	1981	1982	1983
<i>Mexique</i>						
Alimentation et agriculture	90.6	-351.2	-2 885.3	-2 826.2	-1 111.2	-1 624.9
Textile et vêtements	17.4	119.2	598.6	543.1	393.9	347.2
Produits chimiques	57.4	148.4	-35.9	-26.2	-267.1	303.8
Machines et matériels de transport	-1 118.7	-2 719.2	-7 755.8	-10 119.8	-5 277.5	-1 594.5
Autres	-507.1	-1 453.2	-3 874.8	-4 866.3	-1 701.6	-159.9
Total	-1 460.5	-4 256.0	-13 953.2	-17 295.3	-7 963.6	-2 728.2
Total – (alimentation et agriculture)	-1 551.0	-3 904.8	-11 067.0	-14 469.1	-6 852.4	-1 103.3
<i>Philippines</i>						
Alimentation et agriculture	155.2	394.9	836.7	664.1	167.9	357.4
Textile et vêtements	-18.0	-2.3	265.1	318.9	266.2	225.6
Produits chimiques	-13.6	0.4	21.8	31.4	28.0	-32.8
Machines et matériels de transport	-430.0	-1 191.2	-1 857.8	-1 760.3	-1 634.4	-1 449.5
Autres	-269.7	-626.6	-318.4	72.8	-82.6	143.6
Total	-576.0	-1 424.9	-1 052.6	-693.0	-1 254.9	-755.7
Total – (alimentation et agriculture)	-731.2	-1 819.8	-1 889.3	-1 337.1	-1 422.8	-1 113.1
<i>Vénézuéla</i>						
Alimentation et agriculture	-144.3	-595.2	-1 654.0	-2 417.3	-1 744.4	-1 142.9
Textile et vêtements	-44.1	-95.2	-175.1	-189.1	-208.8	-80.6
Produits chimiques	-26.3	-72.2	-21.8	11.5	-38.8	141.9
Machines et matériels de transport	-743.1	-2 830.2	-4 607.4	-5 190.0	-5 066.5	-2 502.4
Pétrole	891.1	-2 405.2	5 677.6	2 461.6	5 014.3	4 823.2
Autres	-486.6	-1 699.8	-3 151.1	-3 254.7	-3 393.6	-903.9
Total	-553.4	-2 887.4	-3 931.7	-8 578.1	-5 437.9	335.3
Total – (pétrole)						
– (alimentation et agriculture)	-1 300.1	-4 697.4	-7 955.3	-8 622.4	-8 707.7	-3 345.0

Source : UNSO Comtrade Data Base.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Fritz Machlup, *International Monetary Economics*, chapitre XVI, London : George Allen & Unwin Ltd., 1966.
2. Fritz Machlup, *op. cit.*, p. 436.
3. Voir par exemple *World Development*, « Balance of Payment Experiences of Developing Countries », Vol. 14, No. 8, 1986 ; W.R. Cline et S. Weintraub, (eds.) *Economic Stabilization in Developing Countries*, Washington, D.C., The Brookings Institution, 1981 ; BID, *Progrès économique et social en Amérique latine*, Washington, D.C., 1985 ; et Banque mondiale, *Rapport sur le développement dans le monde*, 1985.
4. Cette question sera abordée dans la section 3 qui traite, notamment, des prix. Les pays qui sont confrontés simultanément à l'obligation d'assurer le service de leur dette devront probablement supporter le poids supplémentaire du transfert correspondant à la détérioration de leurs termes de l'échange.
5. Les divergences entre le tableau II.1 et les tableaux II.2 à II.8 sont dues principalement à l'évaluation des importations sur la base respectivement des prix CAF et FAB. Les pourcentages de variation des exportations et des importations ont été calculés sur la base des chiffres du FMI figurant dans la *Direction of Trade Statistics Yearbook*, 1986.
6. Ce type de déséquilibre s'est également manifesté dans les échanges bilatéraux avec le Brésil au cours des années 70. Le gouvernement brésilien a été amené de ce fait en 1979 à accroître ses efforts pour corriger le déséquilibre en augmentant ses importations en provenance du CAEM. Il en est résulté un doublement des importations entre les périodes 1979-81 et 1982-85. Pour plus de détails cf. CNUCED : *Tendances et politiques du commerce entre pays à systèmes économiques et sociaux différents*, New York, Nations-Unies, 1984. Chapitre I consacré à l'Argentine.
7. La part exacte des pays créanciers n'est pas connue. Afin de donner une indication du poids des Etats-Unis dans la dette extérieure de l'Argentine, il convient de se référer au total de l'endettement vis-à-vis des banques. Les banques des Etats-Unis détenaient environ 27 pour cent du total des créances bancaires en 1985, pourcentage inférieur à celui de 1984 qui atteignait 34 pour cent. Cf. *United States Federal Financial Institutions Examination Council (Country Exposure Lending Survey)* et OCDE, *Financement et dette extérieure des pays en développement, Etude 1985*, Paris, 1986.
8. Par exemple, les créances des banques des Etats-Unis ont représenté une proportion du total de l'endettement extérieur du Brésil vis-à-vis des banques qui a oscillé autour de 30 pour cent au cours de la période 1982-85. L'excédent de la balance commerciale brésilienne vis-à-vis des Etats-Unis a été égal au cours de cette période à environ 30 pour cent du total des charges du service de la dette. Cf. *US Federal Financial Institutions Examination Council*, et OCDE, *Financement ...*, *op. cit.*
9. Selon le programme de développement du Président Sarney, le Brésil devrait accroître sa production d'énergie notamment en augmentant sa production de pétrole du niveau actuel (1986) qui représente de 40 pour cent des besoins nationaux à 90 pour cent de ces besoins. Cf. *Financial Times*, p. 16, 28 juillet 1986.
10. Le Brésil a subi des pressions croissantes de la part des Etats-Unis pour l'ouverture de son marché aux produits américains en particulier dans le secteur des technologies de l'information. Cf. *Financial Times*, p. 5, 28 octobre 1986.

11. Bien que le montant exact de la dette de l'Indonésie vis-à-vis de chacun de ses créanciers ne soit peut-être pas disponible, la structure par devises de l'endettement extérieur peut fournir quelques indications. En 1985, la part du dollar était d'environ 40 pour cent, celle du yen d'environ 32 pour cent, celle des monnaies des pays de la CEE de 15 pour cent environ, le solde étant représenté par une dette en devises multiples.
12. BID, *External Debt and Economic Development in Latin America*, p. 93, Washington, D.C., 1984 ; Data Resources, Inc., *Latin American Review*, p. 127, Summer 1986.
13. En 1985, les principaux créanciers du Mexique étaient les Etats-Unis (25 pour cent), le Japon (13.4 pour cent), le Royaume-Uni, la République Fédérale d'Allemagne et la France (17.5 pour cent) et le Canada (9.2 pour cent). *The Economist*, p. 17, 2 août 1986.
14. Comme l'avait fait le Mexique en 1982, les Philippines ont été obligées en octobre 1983 de suspendre le remboursement du principal de leur dette extérieure. Cette décision a fait suite à l'assassinat du dirigeant de l'opposition Aquino en août de la même année qui a déclenché une perte de confiance à l'égard du régime de Marcos et a conduit à une accélération des fuites de capitaux et à une crise de change.
15. L'endettement extérieur net nouveau a atteint en moyenne 2.8 milliards de dollars par an pendant les années 1980-82 et a culminé en 1983 où il s'est élevé à 6.1 milliards de dollars. En 1984-85, l'endettement net a été réduit à 0.8 milliard par an. Cf. par exemple Data Resources, Inc., *Asian Review*, 1986.
16. Seule la part approximative des Etats-Unis dans l'encours de la dette du Vénézuéla peut être calculée. Pendant la période 1982-85, les banques américaines revendiquaient autour de 40 pour cent du total des créances bancaires sur le pays. Cf. *US Federal Financial Institutions Examination Council* et OCDE, *Financement ...*, *op. cit.*
17. Cf. OPEP, *Annual Statistical Bulletin*, 1985, Vienne 1986.
18. Edward E. Learner et Robert M. Stern, *Quantitative International Economics*, chapitre 7, Boston, Allan and Bacon, 1970.
19. Pour une critique détaillée du poste résiduel, cf. E.E. Leamer et R.M. Stern, *op. cit.* pp. 175 à 176 et J. David Richardson : « Constant Market Shares Analysis of Export Growth », in *Journal of International Economics*, pages 227 à 239, 1971.
20. L'ALADI (Associação Latino-Americana de Integração) regroupe les Etats membres suivants : Argentine, Brésil, Bolivie, Chili, Colombie, Equateur, Mexique, Paraguay, Pérou, Uruguay et Vénézuéla.
21. Cf. par exemple, Banque mondiale, *Argentine Memorandum économique*, Washington, D.C., 1985 ; S. Teitel et F.E. Thoumi, « From Import Substitution to Exports : The Manufacturing Exports Experience of Argentina and Brazil », in *Economic Development and Cultural Change*, Vol. 34, No. 3, pages 455 à 490, 1986.
22. Les exportations du Brésil vers les pays en développement de l'hémisphère occidental qui représentaient 12.7 pour cent du total en 1975-77 ont vu leur part progresser très légèrement pour atteindre 13 pour cent en 1982-83. Toutefois, cette évolution ne reflète pas la croissance substantielle des échanges intra-régionaux enregistrée à la fin des années 70, qui a culminé en 1981, la part de ces échanges atteignant alors 19.3 pour cent du total des exportations. Cf. FMI, *Direction of Trade Statistics*, Annuaire 1982 et 1986.
23. Alors que le total des exportations, et donc celles de produits relevant des rubriques 0 à 9 de la CTCI, vers l'ensemble du monde ont doublé au cours de la période sous revue, les exportations indonésiennes vers l'Australie et la Nouvelle Zélande ont été multipliées par un coefficient de 11.
24. Les *maquiladoras* importent des pièces détachées et, profitant des écarts de salaires entre les Etats-Unis et le Mexique en font l'assemblage et réexportent les produits finis vers les Etats-Unis. A la différence des *maquiladoras*, le secteur de la construction automobile fait largement appel à des biens intermédiaires d'origine nationale et contribue donc davantage à la valeur ajoutée mexicaine.

25. Ces trois catégories de produits ont représenté en 1982-83 environ 57 pour cent du total des exportations autres que de combustibles vers le Japon. Ces secteurs ont tous gagné des parts de marché entre 1975-77 et 1982-83 : le poisson (CTCI/3) est passé de 0.45 à 1.26 pour cent, les engrais bruts (notamment le soufre) (CTCI/27) de 2.68 à 7.16 pour cent et les métaux non ferreux (CTCI/68) de 0.88 à 2.25 pour cent.
26. Par exemple, les articles manufacturés divers sont devenus une composante de base des importations des Etats-Unis. Ces derniers ont absorbé environ 85 pour cent des exportations de produits de la rubrique 8 de la CTCI, alors que ce pourcentage n'était que de 42 pour cent en 1975. La croissance a été moins forte dans le secteur des articles manufacturés de base. Le Mexique exportait environ 70 pour cent des produits de la rubrique 6 de la CTCI vers les Etats-Unis en 1982-83, ce qui correspond à un accroissement de 19 points par rapport à 1975.
27. Pour des statistiques de la production et des exportations de pétrole ainsi que de gaz, cf. OPEP *Annual Statistical Bulletin* 1985 et BID, *Progrès économique et social en Amérique latine*, éditions diverses.
28. OPEP, *Annual Statistical Bulletin*, op. cit.
29. La Corée a régulièrement accru ses importations de pétrole à partir de 1982 ; de 186 millions de barils elles sont passées à 202 millions de barils en 1985. La baisse des prix de 18 pour cent intervenue au cours de cette période a été exactement compensée par l'augmentation des volumes importés. cf. OPEP, *Annual Statistical Bulletin* 1984 et 1985 ; Banque de Corée, bulletin mensuel, 1986.
30. BID, *Progrès économique et social en Amérique latine*, pages 143 à 144, Washington, D.C., 1986.
31. Le « taux de prêt » pour le blé correspond au prix auquel l'Etat consent des prêts aux agriculteurs en contrepartie de leur récolte. Si les prix n'augmentent pas, la récolte est conservée par l'Etat à titre de remboursement intégral du prêt. Le « taux de prêt » constitue donc une sorte de prix plancher qui influence le prix du marché américaine et, du fait de l'importance des exportations des Etats-Unis, le prix mondial. cf. par exemple Donald O. Mitchell et Ronald C. Duncan, « Market Behaviour of Grain Exporters », in *The World Bank Research Observer*, Vol. 2, No. 11, pages 3 à 22, 1987.
32. The Economist Intelligence Unit, (EIU), *Argentina*, No. 1, 1987.
33. Banque mondiale, *Argentine : Memorandum économique*, Vol. 2, p. 371, Washington, D.C., 1985.
34. *Ibid.*, p. 137.
35. Ministère de l'Energie et des Mines du Brésil, *National Energy Bulletin* 1986.
36. *The Economist*, p. 66, 14 février 1987.
37. CEPALC, *Economic Survey of Latin America*, p. 127, Santiago, 1986.
38. Banque mondiale, *Rapport sur le développement dans le monde 1986*, p. 77 du texte anglais, Washington, D.C., 1986.
39. L'impact sur la production sera encore plus important en 1988 lorsque le projet de la mine de Carajas atteindra sa pleine capacité. La production de ce seul projet devrait atteindre, selon les prévisions, 35 millions de tonnes par an, soit environ un tiers de la production totale de 1984. cf. par exemple, BID, *Commodity Export Prospects in Latin America*, p. 60, Washington, D.C., 1986.
40. OCDE, *Le marché de l'acier en 1984 et 1985*, Paris, 1985 et 1986.
41. OPEP, *Annual Statistical Bulletin* 1985, op. cit.
42. Le prix du brut indonésien, Minas 34.1, a été ramené à 28.33 dollars le baril en août 1985 alors que sur le marché « spot » on trouvait ce pétrole à 25.35 dollars le baril. cf. par exemple OPEP, op. cit.
43. Pour une analyse de la concurrence entre le caoutchouc naturel et ses substituts synthétiques, cf. FAO, *Rapport et perspectives sur les produits*, pages 118 à 126, 1983-84.
44. A la suite de la sécheresse qui a affecté le Brésil à partir de 1984-85, l'OIC a levé le système des quotas jusqu'en 1988.

45. The Economist Intelligence Unit, *Indonesia, Annual Supplement*, p. 25, 1985.
46. Secrétariat d'Etat pour l'Agriculture et les Ressources naturelles ; Banque du Mexique.
47. CEPALC, *Economic Survey of Latin America and the Caribbean*, 1983, p. 443, Santiago, 1985.
48. *Ibid.*
49. The Economist Intelligence Unit, *Mexico*, p. 16, 1986/87.
50. On a souligné dans la première partie de cette étude que certains gouvernements avaient négligé d'élargir l'assiette de la fiscalité et d'améliorer leur système de recouvrement des impôts.
51. FAO, *Rapport et perspectives sur les produits*, p. 24, 1983-84.
52. FAO, *Rapport et perspectives sur les produits*, p. 44, 1984-85.
53. FMI, *Exchange Arrangements and Exchange Restrictions*, Rapports annuels 1983-86.
54. The Economist Intelligence Unit, *Philippines*, p. 17, 1986-87.
55. Euromoney, *The Philippines : A New Beginning*, p. 5, septembre 1986 ; *Far Eastern Economic Review*, p. 58, 12 février 1987.
56. *Ibid.*, BAD, *Key Indicators of DMCB and BAD*, 1985 et 1986.
57. FMI, *Exchange Arrangements and Exchange Restrictions*, Rapports annuels, 1981 à 1986.
58. OPEP, *op. cit.*
59. The Economist Intelligence Unit, *Venezuela*, p. 16, 1986-87.
60. CEPALC, *Economic Survey of Latin America and the Caribbean*, 1982, p. 639, Santiago, 1984.
61. CEPALC, *op. cit.*, p. 639.
62. OPEP, *op. cit.*, pages 75, 79, 93, 1985.
63. ONUDI, *Industry and Development, Global Report 1986*, p. 160, Vienne, 1986.
64. *Ibid.*
65. Teitel, Simon et Thoumi, E. Francisco, « From Import Substitution to Exports : The Manufacturing Export Experience of Argentina and Brazil », in *Economic Development and Cultural Change*, Vol. 34, No. 3, pages 475 à 476, avril 1986.
66. Banque mondiale, *Rapport sur le développement dans le monde 1986*, p. 126 du texte anglais, Washington, D.C., 1986.
67. Les ratios d'exportation ont été calculés de la manière suivante : tout d'abord on a revu la classification type pour le commerce international (CTCI) révisée pour faire correspondre ses rubriques avec celles de la classification internationale type par industries (CITI). Pour la correspondance entre les rubriques de la CTCI et de la CITI, cf. Annexe, Tableau A.II.4.1. En second lieu, on a établi des estimations de la production industrielle brute à partir de *Yearbook of Industrial Statistics*, des Nations-Unies. Les données concernant la production brute ont d'abord été converties en dollars de 1970 puis en dollars courants en utilisant les indices des prix de gros des produits manufacturés des Etats-Unis.
68. Pour un aperçu des changements intervenus sur le plan industriel et macroéconomique dans ces deux pays, voir par exemple, pour la Corée : EIU, *South Korea to 1990, Liberalisation for Growth*, London, The Economist Publications, 1986 ; FMI, *A Case of Successful Adjustment : Korea's Experience During 1980-84*, Occasional Paper, N° 39 Washington, D.C., 1985 ; Centre du Commerce International CNUCED/GATT, *The Export Performance of the Republic of Korea, 1961-1982*, Genève, 1984 ; Park, Yung Chul, « Foreign Debt, Balance of Payments, and Growth Prospects : The Case of the Republic of Korea, 1965-88 », in *World Development*, Vol. 14, No. 8, pages 1019 à 1058, 1986. Pour le Brésil, cf. par exemple, Edmar L. Bacha, « External Shocks and Growth Prospects : The Case of Brazil, 1973-89 », in *World Development*, Vol. 14, No. 8, pages 919 à 936, 1986 ; W. Baer, M.A. da Fanseca et J.J.M. Guilhote, « Structured Changes in Brazil's Industrial Economy, 1960-80 », in *World Development*, Vol. 15, No. 2, pages 275 à 286, 1987 ;

Peter Nunnenkamp et Ugo Fasano-Filho, *Manufactured Export Performance of Brazil : Analysis of Determinants and Prospects*, Kiel Working Papers No. 269, Kiel, Weltwirtschaftsinstitut, 1986 ; Banque mondiale, *Brazil : Industrial Policies and Manufactured Exports*, Washington, D.C., 1983.

69. Voir FMI : *A Case of Successful Adjustment*, *op. cit.*
70. Pour la période 1980-85, la part des produits soumis à restriction selon la Nomenclature du conseil de coopération douanière (NCCD) s'est élevée aux chiffres suivants (pourcentages entre parenthèses) : 1980 (31.4), 1981 (25.3), 1982 (23.4), 1984 (15.4), et 1985 (12.3). cf. FMI, *Exchange Arrangements & Exchange Restrictions*, rapports annuels, 1981-86.
71. *Far Eastern Economic Review*, p. 47, 27 février 1987 ; et ONUDI, *L'industrie dans un monde en mutation*, p. 130, New York, 1983.
72. Banque mondiale, *Brazil*, *op. cit.*, pages 82 à 84.
73. Cf. FMI, *Exchange Arrangements*, *op. cit.*
74. FMI, *World Economic Outlook*, p. 140, 1987.
75. Banque mondiale, *Rapport sur le développement dans le monde, 1985*, p. 32 du texte anglais.
76. FMI, *World Economic Outlook*, *op. cit.*, p. 144.
77. OCDE, *Costs and Benefits of Protectionism*, p. 181, Paris, 1985.
78. *Ibid.* ; FMI, *Exchange*, *op. cit.* ; FMI, *Trade Policy Issues and Developments*, Occasional Papers, No. 38, Washington, D.C. 1985 ; Banque mondiale, *Rapport sur le Développement*, p. 23, Washington, D.C., 1986.
79. Banque mondiale, *Rapport sur le Développement*, *op. cit.*, p. 126 du texte anglais ; Alexander Yeats, « The Influence of Trade and Commercial Barriers on the Industrial Process of Natural Resources », in *World Development*, pages 85 à 94, mai 1981.
80. GATT, *La place du textile et des vêtements dans l'économie mondiale*, pages 104 à 105 du texte anglais, Genève, 1984.
81. Balassa, B. et autres, *Toward Renewed Economic Growth in Latin America*, pages 158 à 159, Washington, D.C., Institute for International Economics, 1986.

WHERE TO OBTAIN OECD PUBLICATIONS OÙ OBTENIR LES PUBLICATIONS DE L'OCDE

ARGENTINA - ARGENTINE

Carlos Hirsch S.R.L.,
Florida 165, 4° Piso,
(Galeria Guemes) 1333 Buenos Aires
Tel. 33.1787.2391 y 30.7122

AUSTRALIA - AUSTRALIE

D.A. Book (Aust.) Pty. Ltd.
11-13 Station Street (P.O. Box 163)
Mitcham, Vic. 3132 Tel. (03) 873 4411

AUSTRIA - AUTRICHE

OECD Publications and Information Centre,
4 Simrockstrasse,
5300 Bonn (Germany) Tel. (0228) 21.60.45
Gerold & Co., Graben 31, Wien I Tel. 52.22.35

BELGIUM - BELGIQUE

Jean de Lannoy,
avenue du Roi 202
B-1060 Bruxelles Tel. (02) 538.51.69

CANADA

Renouf Publishing Company Ltd/
Éditions Renouf Ltée,
1294 Algoma Road, Ottawa, Ont. K1B 3W8
Tel. (613) 741-4333

Toll Free/Sans Frais:

Ontario, Quebec, Maritimes:
1-800-267-1805
Western Canada, Newfoundland:
1-800-267-1826
Stores/Magasins:
61 rue Sparks St., Ottawa, Ont. K1P 5A6
Tel. (613) 238-8985
211 rue Yonge St., Toronto, Ont. M5B 1M4
Tel. (416) 363-3171

DENMARK - DANEMARK

Munksgaard Export and Subscription Service
35, Nørre Søgade, DK-1370 København K
Tel. +45.1.12.85.70

FINLAND - FINLANDE

Akateminen Kirjakauppa,
Keskuskatu 1, 00100 Helsinki 10 Tel. 0.12141

FRANCE

OCDE/OECD
Mail Orders/Commandes par correspondance:
2, rue André-Pascal,
75775 Paris Cedex 16 Tel. (1) 45.24.82.00
Bookshop/Librairie: 33, rue Octave-Feuillet
75016 Paris
Tel. (1) 45.24.81.67 or/ou (1) 45.24.81.81
Librairie de l'Université,
12a, rue Nazareth,
13602 Aix-en-Provence Tel. 42.26.18.08

GERMANY - ALLEMAGNE

OECD Publications and Information Centre,
4 Simrockstrasse,
5300 Bonn Tel. (0228) 21.60.45

GREECE - GRÈCE

Librairie Kauffmann,
28, rue du Stade, 105 64 Athens Tel. 322.21.60

HONG KONG

Government Information Services,
Publications (Sales) Office,
Information Services Department
No. 1, Battery Path, Central

ICELAND - ISLANDE

Snæbjörn Jónsson & Co., h.f.,
Hafnarstræti 4 & 9,
P.O.B. 1131 - Reykjavik
Tel. 13133/14281/11936

INDIA - INDE

Oxford Book and Stationery Co.,
Scindia House, New Delhi 1 Tel. 331.5896/5308
17 Park St., Calcutta 700016 Tel. 240832

INDONESIA - INDONÉSIE

Pdii-Lipi, P.O. Box 3065/JKT.Jakarta
Tel. 583467

IRELAND - IRLANDE

TDC Publishers - Library Suppliers,
12 North Frederick Street, Dublin 1
Tel. 744835-749677

ITALY - ITALIE

Libreria Commissionaria Sansoni,
Via Lamarmora 45, 50121 Firenze
Tel. 579751/584468
Via Bartolini 29, 20155 Milano Tel. 365083
Editrice e Libreria Herder,
Piazza Montecitorio 120, 00186 Roma
Tel. 6794628

Libreria Hæpli,
Via Hæpli 5, 20121 Milano Tel. 865446
Libreria Scientifica
Dott. Lucio de Biasio "Aciou"
Via Meravigli 16, 20123 Milano Tel. 807679
Libreria Lattes,
Via Garibaldi 3, 10122 Torino Tel. 519274
La diffusione delle edizioni OCSE è inoltre
assicurata dalle migliori librerie nelle città più
importanti.

JAPAN - JAPON

OECD Publications and Information Centre,
Landic Akasaka Bldg., 2-3-4 Akasaka,
Minato-ku, Tokyo 107 Tel. 586.2016

KOREA - CORÉE

Kyobo Book Centre Co. Ltd.
P.O.Box: Kwang Hwa Moon 1658,
Seoul Tel. (REP) 730.78.91

LEBANON - LIBAN

Documenta Scientifica/Redico,
Edison Building, Bliss St.,
P.O.B. 5641, Beirut Tel. 354429-344425

MALAYSIA - MALAISIE

University of Malaya Co-operative Bookshop
Ltd.,
P.O.Box 1127, Jalan Pantai Baru,
Kuala Lumpur Tel. 577701/577702

NETHERLANDS - PAYS-BAS

Staatsuitgeverij
Chr. Plantijnstraat, 2 Postbus 20014
2500 EA S-Gravenhage Tel. 070-789911
Voor bestellingen: Tel. 070-789880

NEW ZEALAND - NOUVELLE-ZÉLANDE

Government Printing Office Bookshops:
Auckland: Retail Bookshop, 25 Rutland Street,
Mail Orders, 85 Beach Road
Private Bag C.P.O.
Hamilton: Retail: Ward Street,
Mail Orders, P.O. Box 857
Wellington: Retail, Mulgrave Street, (Head
Office)
Cubacade World Trade Centre,
Mail Orders, Private Bag
Christchurch: Retail, 159 Hereford Street,
Mail Orders, Private Bag
Dunedin: Retail, Princes Street,
Mail Orders, P.O. Box 1104

NORWAY - NORVÈGE

Tanum-Karl Johan
Karl Johans gate 43, Oslo 1
PB 1177 Sentrum, 0107 Oslo 1 Tel. (02) 42.93.10

PAKISTAN

Mirza Book Agency
65 Shahrah Quaid-E-Azam, Lahore 3 Tel. 66839

PORTUGAL

Livraria Portugal,
Rua do Carmo 70-74, 1117 Lisboa Codex
Tel. 360582/3

SINGAPORE - SINGAPOUR

Information Publications Pte Ltd
Pei-Fu Industrial Building,
24 New Industrial Road No. 02-06
Singapore 1953 Tel. 2831786, 2831798

SPAIN - ESPAGNE

Mundi-Prensa Libros, S.A.,
Castelló 37, Apartado 1223, Madrid-28001
Tel. 431.33.99
Libreria Bosch, Ronda Universidad 11,
Barcelona 7 Tel. 317.53.08/317.53.58

SWEDEN - SUÈDE

AB CE Fritzes Kungl. Hovbokhandel,
Box 16356, S 103 27 STH,
Regeringsgatan 12,
DS Stockholm Tel. (08) 23.89.00
Subscription Agency/Abonnements:
Wennergren-Williams AB,
Box 30004, S104 25 Stockholm Tel. (08)54.12.00

SWITZERLAND - SUISSE

OECD Publications and Information Centre,
4 Simrockstrasse,
5300 Bonn (Germany) Tel. (0228) 21.60.45
Librairie Payot,
6 rue Grenus, 1211 Genève 11
Tel. (022) 31.89.50

United Nations Bookshop/ Librairie des Nations-Unies

Palais des Nations,
1211 - Geneva 10
Tel. 022-34-60-11 (ext. 48 72)

TAIWAN - FORMOSE

Good Faith Worldwide Int'l Co., Ltd.
9th floor, No. 118, Sec.2
Chung Hsiao E. Road
Taipei Tel. 391.7396/391.7397

THAILAND - THAILANDE

Suksit Siam Co., Ltd.,
1715 Rama IV Rd.,
Samyambangkok 5 Tel. 2511630

TURKEY - TURQUIE

Kültür Yayınları Is-Türk Ltd. Sti.
Atatürk Bulvarı No: 191/Kat. 21
Kavaklıdere/Ankara Tel. 25.07.60
Dolmabahce Cad. No: 29
Besiktas/Istanbul Tel. 160.71.88

UNITED KINGDOM - ROYAUME-UNI

H.M. Stationery Office,
Postal orders only: (01)211-5656
P.O.B. 276, London SW8 5DT
Telephone orders: (01) 622.3316, or
Personal callers:
49 High Holborn, London WC1V 6HB
Branches at: Belfast, Birmingham,
Bristol, Edinburgh, Manchester
UNITED STATES - ÉTATS-UNIS
OECD Publications and Information Centre,
2001 L Street, N.W., Suite 700,
Washington, D.C. 20036 - 4095
Tel. (202) 785.6323

VENEZUELA

Libreria del Este,
Avda F. Miranda 52, Aptdo. 60337,
Edificio Galipan, Caracas 106
Tel. 32.23.01/33.26.04/31.58.38

YUGOSLAVIA - YOUGOSLAVIE

Jugoslovenska Knjiga, Knez Mihajlova 2,
P.O.B. 36, Beograd Tel. 621.992

Orders and inquiries from countries where
Distributors have not yet been appointed should be
sent to:

OECD, Publications Service, Sales and
Distribution Division, 2, rue André-Pascal, 75775
PARIS CEDEX 16.

Les commandes provenant de pays où l'OCDE n'a
pas encore désigné de distributeur peuvent être
adressées à:

OCDE, Service des Publications. Division des
Ventes et Distribution. 2, rue André-Pascal. 75775
PARIS CEDEX 16.

71055-09-1987

PUBLICATIONS DE L'OCDE, 2, rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16 - N° 44256 1988

IMPRIME EN FRANCE
(41 88 01 2) ISBN 92-64-23053-X

Pour la plupart des pays en développement, les nouveaux prêts qui leur sont consentis chaque année ne représentent pas un volume de ressources suffisant pour leur permettre d'assurer le service de leur dette. Ce « problème du transfert financier net » a suscité beaucoup d'inquiétudes mais n'a guère été analysé. A partir d'une étude des ajustements réalisés par les principaux pays débiteurs dans le domaine budgétaire et dans celui des échanges, le présent rapport explique pourquoi ces pays n'ont généralement pas réussi à rétablir leur cote de crédit au niveau international. S'inspirant des principaux enseignements du débat classique sur la question du transfert, il souligne que les principaux obstacles à l'amélioration de la qualité de la dette des pays considérés sont l'insuffisance des financements du secteur public et la faible diversification des exportations.